

République du Cameroun

Ministère de l'Économie et des Finances

Audit économique et financier du secteur forestier au
Cameroun

Rapport Final

Septembre 2006

A. Karsenty (coordonnateur), J.-M. Roda, A. Milol, E. Fochivé, et avec le
concours de l'Institut National de la Statistique du Cameroun

Département Forêts du CIRAD

Résumé exécutif

1. Le secteur forestier camerounais a connu une profonde évolution en une décennie. La réforme la plus spectaculaire a été le passage d'un système d'attribution discrétionnaires des permis forestiers à un mécanisme d'adjudication, comprenant une présélection, une offre technique et une offre financière – cette dernière étant pondérée à 70%. Depuis 1997, les ventes de coupe (2.500 ha, d'une durée de 1 à 2 ans) et les concessions (jusqu'à 200.000 ha, 15 ans renouvelables) ont été attribuées sur cette base. Outre cette mise en concurrence des investisseurs, le mécanisme comporte une dimension de gouvernance, à travers l'instauration d'un double niveau d'Observateurs Indépendants (OI). Un OI assiste à toutes adjudications, rapporte sur les éventuelles irrégularités ou dysfonctionnement, et propose des améliorations. Un second niveau d'observation indépendante, pour l'amélioration des procédures de détection des infractions de terrain, a associé l'ONG *Global Witness* et les services de contrôle du Ministère en charge des forêts. Depuis 2004, c'est une autre ONG internationale (*Resource Extraction Monitoring*) qui a pris le relais.
2. En matière de gestion forestière, le pays dispose depuis 2001 de normes nationales d'aménagement, et ce processus progresse maintenant rapidement dans les concessions. C'est le seul pays de la sous-région qui se soit doté d'un plan de zonage (du sud forestier) identifiant les objectifs d'affectation des espaces boisés. Depuis 2000, l'administration a entrepris de classer les forêts à vocation de production ou de conservation, afin de constituer légalement un domaine forestier permanent. Les concertations locales avec les villageois et les communes ont amené à modifier les limites prévisionnelles du plan de zonage, généralement en faveur d'une utilisation par les populations locales. Des communes commencent à disposer de leurs propres forêts. En outre, 67 forêts communautaires ont été constituées depuis 1997 (sur 180 demandes reçues), sur environ 240.000 et ce nombre serait de plus de 80 fin 2005. Depuis 2002, les villageois bénéficient d'un droit de préemption sur les futures « ventes de coupe » prévues dans le domaine national, afin d'y constituer des forêts communautaires. Enfin, le gouvernement a décidé de ne pas allouer, au moins provisoirement, 9 UFA (unité forestière d'aménagement) correspondant à 867.000 ha de forêt dense pour en faire des réserves de diversité biologique.

Production et exportations

3. Sur le plan industriel, le Cameroun a imposé depuis 1999 une interdiction partielle d'exportation des grumes qui a conduit à un changement très sensible de spécialisation, les exportations de grumes passant de 1,8 million m³ de grumes exportées en 1997-98, à environ 150.000 m³ en 2004. Parallèlement, et sur le même intervalle de temps, les exportations de débités ont augmenté, passant de 566.000 m³ en 1999/00 à 658.000 m³. Les exportations de placage sont passées de 54.000 m³ à près de 65.000 m³ mais les exportations de contreplaqué ont reculé, passant de 43.000 à 25.000 m³. Quant à la valeur déclarée en douanes pour l'ensemble des exportations de bois, elle est presque inchangée durant les deux périodes : 229 milliards en 1999/00 et 228 milliards en 2005. Convertis en équivalent grumes (équivalent bois rond, ou EBR), ce sont 307.000 m³ de bois qui ont été exportés **en moins** entre les deux périodes.
4. L'entrée des UFA (Unités Forestières d'Aménagement) en « régime d'aménagement », avec de sévères limites en matière d'attribution d'autorisations de coupe annuelle (AAC). Désormais les concessionnaires ne peuvent exploiter que 1/30^{ème} de la surface de leurs concessions chaque année (ou 2500 ha au minimum), ce qui réduit les volumes récoltés légalement. Les superficies ouvertes à l'exploitation ont baissé de moitié sur la période, passant de 563 860 ha entre 1998/1999 à 292 788 ha en 2005 (- 48%). Cette limitation des surfaces légalement ouvertes annuellement constitue l'une des explications de la baisse de la production nationale, telle qu'on peut la reconstituer à travers les exportations enregistrées par la douane. La production camerounaise exportée, reconstituée en équivalent bois rond, était d'un peu plus de 2,3 millions de m³ en 2005. En 1999/00, elle était d'environ 2,6 millions. Le SIGIF (Système Intégré de Gestion de l'Information Forestière) indique une production de 1,87 million de m³ en 2005, mais toutes les données n'avaient pas été collectées à la mi-2006.

5. En 1999/00, les capacités installées de transformation étaient estimées entre 2,8 et 3 millions de m³. Neuf usines ont fermé leurs portes depuis 1999/00, retirant près de 700.000 m³ de capacités. On estime à 1,9 million de m³ les capacités des usines « formelles ». En ajoutant les besoins des petites usines, des transformations artisanales et des scies mobiles, qui avoisinent globalement les 0,3 million de m³, les capacités installées seraient de l'ordre de 2,2 millions de m³. Une situation de surcapacités de transformation globale persiste donc (capacités des unités *minus* potentiel durable de production), mais elle est nettement moins aigue qu'en 1999/00 ou 2000/01 et elle est actuellement compensée par les ventes de coupe et les permis en volume – qui ne sont pas, rappelons le, considérées comme des sources durables d'approvisionnement.
6. L'industrie du bois reste dominée par la première transformation, malgré le développement d'ateliers de récupération de bois et de menuiseries industrielles. L'industrie du déroulage reste très limitée, malgré quelques investissements effectués en 1999 à Douala et Yaoundé. Les rendements matière des scieries simples évoluent faiblement, restant autour de 31 - 33 % comme en 1998. En revanche, les changements tels que l'intégration d'une menuiserie industrielle ou d'un atelier de récupération, ont permis d'augmenter notablement le rendement matière moyen des usines concernées, qui est passé de 33% en moyenne en 1998 à 37 - 38% actuellement.
7. Le volume de bois rond mobilisé par le secteur informel ou artisanal est estimé à près de 1 million de m³. La marge d'erreur reste néanmoins élevée, faute d'un dispositif permanent de suivi. Ce bois provient essentiellement des formations boisées du domaine national, y compris les forêts communautaires.
8. Le prélèvement reste concentré sur les deux essences principales. La part de l'ayous et le sapelli est passée de 50% en 1998 à 55% en 2004, et celle des 6 premières essences exploitées passe de 72% à 75% sur la même période. Ce qui indique que la récolte était plutôt moins sélective il y a une quinzaine d'années. Quelques essences de promotion commencent à émerger telles que l'okan (essence de substitution à l'azobé) ; mais le contraste reste fort entre la composition des forêts, tel qu'elle ressort des inventaires nationaux de reconnaissance, et la composition des récoltes. Si l'ayous, seconde essence la plus abondante et première essence exploitée, est dans une position logique, des essences abondantes comme le fraké et le tali ou le dabéma sont globalement « sous-exploitées ».

Fiscalité

9. Du point de vue de la fiscalité spécifique (fiscalité forestière), la progression de la RFA (Redevance Forestière Annuelle, assise sur la superficie détenue) compense en partie les pertes en Droits et Taxes de Sortie. La fiscalité forestière collectée se situe légèrement au dessus de 24 milliards de FCFA. A cette fiscalité spécifique, il faut ajouter un certain nombre de taxes et d'impôts généraux, comme l'IS (Impôts sur les sociétés), qui a rapporté 1,62 milliard de FCFA en 2004 et 2,7 milliards en 2005. L'ensemble des taxes de droit commun (dont l'IS) représentait 4,1 milliards de FCFA en 99/00. Rappelons que les taxes forestières avaient culminé à 43,7 milliards de FCFA en 1997/98, lors du pic d'exportation des grumes.
10. A partir des chiffres des exportations ramenées à leur équivalent bois rond, et connaissant la valeur FOB¹ taxable des essences exportées, la mission a simulé le manque à gagner lié à des niveaux de recouvrement insuffisants. Pour la taxe d'entrée usine (TEU), le manque à gagner a plusieurs fois dépassé les 2 milliards de FCFA par an depuis 2000. Pour la taxe d'abattage, la moyenne est d'un milliard de FCFA par an.
11. La mauvaise performance de la TEU est en partie explicable par l'exportation croissante de bois passés par des scies mobiles. Pour pallier ce manque à gagner, la Loi de Finances 2006 a instauré une taxe de 2,50 % sur la valeur équivalent bois rond des volumes n'ayant pas supporté la taxe entrée usine. Mais en l'absence d'un système de traçabilité « sortie usine – parc à bois du port », la Direction des Douanes indique qu'elle n'est pas toujours en mesure de mettre en relation le quitus fiscal et un lot donné de bois, et une taxation systématique des bois sciés a été instaurée à l'exportation durant l'année 2006.

¹ Free On Board, ou prix frontière à l'exportation.

12. Avec la création de la Direction des Grandes Entreprises (DGE)², qui recouvre les droits et les taxes pour les entreprises au chiffre d'affaires de plus d'un milliard de FCFA par an, et avec la constitution prochaine d'un service qui sera le pendant de la DGE pour les PME forestières au sein de la Direction Générale des Impôts (DGI), l'information sur le secteur forestier est de moins en moins centralisée, et aucune institution ne prend en charge la fonction permanente indispensable « d'intelligence économique », qui pourrait éclairer le gouvernement sur ses choix de politique sectorielle.
13. Le PSRF³ ne joue plus qu'un rôle incertain depuis que ses attributions de recouvrement ont été confiées à la DGE. Les statistiques sur la fiscalité du secteur forestier conservées au PSRF sont d'une qualité inégale, d'une fiabilité parfois douteuse, et le rapprochement avec les chiffres de matière (volumes produits et exportés) ne sont pas faits, ce qui conduit à laisser des chiffres manifestement erronés dans les tableaux publiés. La liaison entre la structure en charge de déterminer la fiscalité (le MINFOF⁴) et celle en charge de recouvrer (la DGE, et à court terme son pendant à la DGI pour les PME), est devenue quasi inexistante, ce qui risque de poser un problème majeur avec les demandes de vérification de la légalité des bois exportés qui sont formulées par l'UE pour continuer à importer du bois tropical, dès 2007. L'approche de la DGI au travers du « système déclaratif » permet de capturer une information fiscale plus large que peut le faire le système d'information du MINFOF (le SIGIF) dans son état actuel, mais le principal défaut de cette approche et qu'elle traite séparément la question de la légalité des bois circulants (sont-ils issus de sources et de titres légalement délivrés et ouverts) de la question des taxes forestières, alors que les deux aspects doivent être traités simultanément.
14. La question du rôle du PSRF vis-à-vis de la DGE et de la DGI, voire de son avenir comme structure bi-ministérielle, se pose. Du côté du MINFOF, la gestion de la ressource forestière s'effectue sans faire véritablement cas de la dimension économique et financière de l'usage de cette ressource. Le SIGIF, système d'information intégré, a vu ses performances se dégrader ; il est, cependant, en cours de réhabilitation et de refonte (réécriture pour le fonctionnement à partir d'Internet), ce qui laisse espérer pouvoir disposer d'un instrument d'information performant d'ici une ou deux années. Dans ce cas, le SIGIF devrait s'imposer comme la source unique d'information forestière intégrée, utilisée aussi bien par les services du MINEFI pour la détermination de l'assiette de la fiscalité et le recouvrement des taxes forestières, que du MINFOF pour la gestion forestière.
15. Le Fonds Spécial de Développement Forestier (fonds forestier) doit, en principe, être abondé directement par des redevances et taxes forestières affectées, selon le Code Forestier. Cependant, le Cameroun applique depuis plusieurs années le principe de l'unicité de caisse, qui fait transiter par le Trésor Public les taxes recouvrées par l'administration fiscale. Le fonds forestier, qui doit financer des actions de gestion et de régénération la forêt, devait recevoir environ 3,5 milliards de FCFA en 2005, mais il n'a été abondé qu'à hauteur de 1,5 milliard de FCFA. Cette situation, outre qu'elle est contraire à la loi, est préoccupante, car elle diminue potentiellement la performance de l'administration forestière, notamment en matière de contrôle et d'information. Il est particulièrement important qu'un mécanisme qui sécurise le financement du fonds sur la base d'activités à financer clairement définies et précisément chiffrées

L'emploi et les autres indicateurs économiques

16. L'emploi dans la filière bois (exploitation, transformation, transport) a faiblement progressé depuis 1998, et se situe entre 12.000 et 13.000 employés dans le secteur formel. Selon l'Institut National de la Statistique (INS), le secteur informel occuperait environ 150.000 personnes dans les activités liées à l'exploitation et la transformation du bois, notamment la fabrication de meubles. Le contenu en emploi de l'activité forestière dans son ensemble a augmenté de près de 60% : pour une production exportée moindre en volume EBR, le nombre d'emplois dans l'exploitation et la transformation (donnée de l'audit) s'est légèrement accru. On peut observer également une augmentation de la productivité apparente globale du travail d'environ 15% : en supposant que le temps de travail moyen par employé n'a pas varié entre

² Dépendant directement de la Direction Générale des Impôts

³ Programme de Sécurisation des Recettes Forestières

⁴ Ministère des Forêts et de la Faune

les deux périodes, l'augmentation de la valeur moyenne unitaire des volumes exportés (rapportés en équivalent bois rond) par employé constitue un indicateur significatif

17. La valeur ajoutée brute dans le secteur bois a, selon les données de l'INS, progressé de près de 25% dans le secteur formel entre 2000 et 2004 en monnaie constante, hausse principalement imputable à la forte augmentation dans l'industrie (+ 57 %) et malgré une contraction de - 2% dans la branche de l'exploitation. Le secteur forestier représente entre 3,1% et 4,6 % (selon que l'on considère ou non le secteur informel) du PIB en 2004.
18. L'analyse des documents comptables légaux, contenus dans les DSF (Déclarations Statistiques et Fiscales) conservées à la DGE-DGI (Direction des Grandes Entreprises - Direction générale des Impôts) indiquent une situation de santé économique et financières mitigée des principales entreprises du secteur. En 2004, année pour laquelle on dispose des données les plus complètes, 48 % des Excédents Brut d'Exploitation (EBE) sont négatifs. Par ailleurs, sur les 38 entreprises analysées, seules 4 parviennent à conserver un EBE positif pendant 3 années de suite. Une certaine corrélation apparaît entre le niveau du chiffre d'affaires et le signe positif de l'EBE et du Résultat Net, ce qui tendrait à conforter l'idée que les firmes adossées à des grands groupes et à des sociétés de négoce internationaux parviennent à mieux tirer leur épingle du jeu, tandis que les sociétés moins insérées dans ces réseaux internationaux ont des difficultés à rester rentables dans les conditions actuelles de marché et d'organisation de la filière

La pression fiscale sur les entreprises

19. Du fait qu'une partie de la fiscalité spécifique ne s'applique pas au volume produit mais à la superficie détenue (cas de la RFA), il est nécessaire de considérer différentes hypothèses de productivité des récoltes de bois. Et pour tenir mesurer la pression fiscale sur les produits transformés, il faut, en outre, prendre en compte différentes hypothèses de rendement matière. On peut résumer la situation en disant que, en ce qui concerne la fiscalité spécifique, les taxes s'échelonnent, en moyenne, entre :
 - Grumes : 46 à 52 € par m³
 - Sciages : 66 à 75 €
 - Placages : 40 à 50 €

Une simulation très simplifiée indique que la pression fiscale (fiscalité forestière stricto sensu calculée sur un chiffre d'affaires théorique) a été multipliée par 3 en 15 ans, et dépasse les 15% du chiffre d'affaire théorique. Une comparaison avec les pays de la sous-région montre que la pression fiscale au Cameroun est plus forte que dans les autres pays, même si les coûts de transport du bois sont plus faibles que dans le Nord-Congo, une bonne partie de la RDC et la RCA, et qu'il faut prendre en compte de nombreux autres paramètres (comme la parafiscalité et la sécurité des investissements) pour effectuer des comparaisons qui font sens.

Si l'on prend en compte l'ensemble de la fiscalité, dans le cas précis du secteur forestier, la pression fiscale globale atteint jusqu'à plus de 45 % du chiffre d'affaire dans les cas les plus extrêmes, ce qui correspondrait à une pression fiscale de l'ordre de 250 % de la marge brute dans le cas d'une marge de 15%, généralement considérée comme normale pour un tel secteur.

Le poids des dysfonctionnements de l'administration fiscale en matière de remboursement de la TVA

Les entreprises du secteur bois au Cameroun, se font payer par leurs clients jusqu'à 90 jours, et sont outre remboursées de leur crédits de TVA sur plus de 6 mois après la demande de remboursement. Elles se retrouvent alors avec un crédit de TVA et précompte d'impôts sur plus de 9 mois. Ce dysfonctionnement fiscal immobilise chaque année de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaire des entreprises. Ce besoin supplémentaire en fond de roulement est excessif et de nature à empêcher les entreprises à investir dans des transformations plus poussées, qui rallongent encore les encours de TVA. De plus cela rigidifie les capacités financières des entreprises, dont la capacité d'emprunt est structurellement grevée de ce montant de l'ordre de 10% de leur chiffre d'affaire. En d'autres termes, dans la compétition internationale de production de produits forestiers dont beaucoup sont interchangeables (comme l'ayous), les entreprises Camerounaises sont bien moins flexibles que des concurrentes installées dans

des pays où les remboursements de TVA sont plus rapides. De plus, ces encours de TVA n'ont pas seulement un effet sur le fond de roulement, car ils ont aussi un coût financier. Les entreprises doivent en effet emprunter pour financer ces encours, et le coût financier afférent n'est pas compensé par l'État. Le poids de ce coût financier est d'autant plus élevé que l'entreprise est modeste, car une petite entreprise est plus dépendante du crédit disponible au Cameroun à des taux élevés), alors qu'une grande entreprise à capitaux étranger peut s'autofinancer dans une certaine mesure.

Gouvernance du secteur

20. Alors que les attributions à grande échelle touchent à leur fin, la procédure d'appel d'offres utilisée pour les attributions de concessions et de ventes de coupe a vu sa dimension authentiquement concurrentielle s'amenuiser, de par l'utilisation fréquente des critères de sélection technique à des fins éliminatoires par l'administration forestière au sein de la Commission d'attribution des titres. De nombreuses concessions attribuées en 2005 l'ont été dans des conditions d'éviction préalable de la concurrence (situation où un offreur reste seul en lice pour l'attribution d'une UFA) pour des motifs divers, et les rapports de l'Observateur Indépendant indiquent que l'équité entre les soumissionnaires n'est pas toujours respectée. Corrélativement, le niveau de RFA découlant des offres financières des attributions dans lesquelles un soumissionnaire s'est retrouvé seul en lice est, la plupart du temps, significativement plus bas que lorsqu'il résulte d'une attribution où plusieurs offres sont restées en concurrence, ce qui se traduit, pour l'État, les Communes et les Collectivités villageoises riveraines, par des pertes de recettes fiscales.
21. Les infractions ont changé de nature et, semble-t-il, diminué sur les UFA : l'Observateur Indépendant des infractions de terrain (*Resource Extraction Monitoring*) comme le chef de la Brigade de Contrôle du MINFOF indiquent que les dépassements de limite (y compris celles des AAC dans les concessions) sont devenus des infractions beaucoup plus rares que par le passé, tandis que la fraude documentaire visant à échapper à diverses taxes aurait serait plus notable. Les principaux problèmes du point de vue du contrôle forestier et du recouvrement fiscal tendent à se situer maintenant plutôt dans les petits permis (ventes de coupe, ARB⁵, AEB⁶...) et les forêts communautaires, sous le couvert desquelles beaucoup de bois illégal semble circuler, dans la mesure où les communautés ne sont pas redevables de la RFA, ni, en pratique, de la taxe d'abattage. Plusieurs indicateurs montrent que ce phénomène de prolifération des activités « grises » ne cesse de prendre de l'ampleur dans les forêts du domaine national, ce qui constitue une concurrence déloyale pour les opérateurs formels qui s'acquittent de leurs obligations fiscales et légales, et qui constitue une menace pour la diversité floristique des forêts du Cameroun, du fait de l'exploitation hyper-sélective pratiquée dans ces conditions.

Compétitivité

22. Les entreprises qui vendent du bois sur le marché local doivent s'acquitter d'un précompte de 5 % de leur chiffre d'affaire et d'un précompte de 1 % d'IS. Si elles vendent à des entreprises spécialisées dans la transformation, il est rare que celles-ci aient leur propre flotte de camions, et donc elle doivent vendre le transport avec le bois. Les précomptes s'appliquent alors à toute la transaction, qui comprends le coût du transport du bois, lequel représente un poids très élevé proportion du coût d'exploitation. Ceci introduit un désavantage comparatif supplémentaire à échanger du bois sur le marché intérieur, par rapport à l'intégration de l'exploitation et du transport au sein d'une même entreprise. Ce désavantage comparatif est ensuite d'autant plus difficile à gérer que l'entreprise qui se spécialise sur le marché local est de taille modeste. Ce contexte n'est absolument pas propice à un éventuel tissu de PME PMI formelles, spécialisées dans la transformation poussée et s'approvisionnant sur le marché local. Il favorise en fait l'émergence de structures informelles, et renforce l'obligation des entreprises formelles à se structurer en grandes entités intégrées, pour internaliser un certain nombre de coûts, ce qui peut dans certains cas aller à l'encontre de leur flexibilité et de leurs capacités d'adaptation aux changements du marché. Ceci ne remet pas en cause les avantages inhérents à l'intégration, mais il est plus intéressant pour un pays d'avoir plusieurs

⁵ Autorisation de Récupération de bois

⁶ Autorisation d'Enlèvement de Bois

modèles d'entreprises occupant différents segments d'activités, pour faire face à des situations évolutives et imprévisibles

23. Parmi les autres difficultés que rencontrent les entreprises, il faut en particulier citer le code des investissements qui taxe de façon excessive les intrants nécessaires à la production industrielle. Selon la nature de ces intrants, les coûts d'approche vont jusqu'à 25% en sus du coût normal de l'intrant. La diminution des ventes de matériel neuf montre que les entreprises ont eu de moins en moins de capacité de financement de leur propre outil de production. L'augmentation de la proportion de ventes d'occasion est plus grave : cela montre que les entreprises n'ont plus eu les moyens de renouveler leur parc d'engins, et ont été obligées d'entamer le capital productif en faisant vieillir celui-ci, ce qui n'est pas durable. L'année 2005 est le témoin d'une situation absolument catastrophique des finances des entreprises, qui ont été incapables d'acheter la moindre machine neuve.
24. À l'exception d'une entreprise spécialisée dans un produit extrêmement spécifique et, ce qui protège relativement sa position, toutes les entreprises du secteur forestier ont vu leur rentabilité très sérieusement atteinte à partir de 2002. Cette même exception mise à part, aucune des entreprises du secteur forestier ne présente plus la rentabilité classique du secteur des bois tropicaux (c'est-à-dire une marge brute représentant de l'ordre de 15 à 20% du chiffre d'affaires) associée à une configuration industrielle stable ou en croissance.
25. Dans l'état actuel de l'organisation de la filière bois du Cameroun, l'industrie souffre de graves désavantages comparatifs par rapport aux mêmes industries dans d'autres pays. Parmi ceux-ci, les coûts de transport et le mode de gestion des encours de TVA se révèlent particulièrement pénalisants. Alors que la législation devrait théoriquement favoriser l'essor de l'industrie, à travers l'interdiction de l'exportation de la plupart des essences en grumes, les entreprises se retrouvent en fait piégées dans un cul de sac industriel par un « effet ciseaux » entre les désavantages compétitifs de toute sorte et le poids de la fiscalité, qui condamne les entreprises à se cantonner dans les marchés niches de certains de sciages. Pour la plupart de produits concernés, dans le contexte actuel, la transformation plus poussée est de ce fait moins rentable au Cameroun qu'en Europe ou dans des pays tiers.
26. En corollaire de ce paradoxe sur l'industrie au Cameroun, le fait le plus marquant est son organisation relativement déséquilibrée par rapport à des filières bois existantes dans la plupart des pays. Dans ces autres filières, il y a toujours 3 sous-secteurs : un sous-secteur de transformation artisanale, un sous secteur de transformation semi-artisanale, et un sous-secteur de transformation industrielles (grandes à très grandes entreprises). Or, au Cameroun, le sous-secteur artisanal est quasiment exclusivement informel, ce qui n'est pas normal, le sous-secteur semi-artisanal est inexistant, ce qui est également anormal. Les seules entreprises formelles qui font de la transformation poussée sont de grandes entreprises, essentiellement à capitaux non camerounais. Il est très frappant de remarquer aussi que les secteurs de la transformation plus poussée sont inexistants ou cantonnés à la partie informelle de la filière. L'inexistence d'un secteur semi-artisanal significatif indique qu'aujourd'hui, au Cameroun, seules les entreprises informelles, où bien les grandes entreprises fortement soutenues par des capitaux étrangers, peuvent se maintenir dans le secteur forestier

Les principales raisons justifiant des adaptations significatives du cadre économiques et fiscal

27. Les entreprises de la filière bois se sont adaptées et continuent de s'adapter aux nouvelles contraintes fiscales et de gestion forestière issues des réformes successives. Un certain nombre d'opérateurs qui ne pouvaient ou ne voulaient pas faire les adaptations nécessaires ont quitté le secteur, les autres ont entamé des processus de restructuration plus ou moins réussis selon les cas. Ce processus est, cependant, loin d'être achevé, et des dépôts de bilan peuvent se produire dans les prochains mois, au vu de la fragilité des comptes de résultat d'une grande majorité des entreprises et la montée des charges incompressibles (carburant, électricité, transport).
28. La moyenne des entreprises du secteur est plus « professionnelle » qu'il y a une dizaine d'années, et tente une « sortie par le haut » à travers l'accroissement de la valeur ajoutée, de la productivité et de l'efficacité du management. Cette professionnalisation est sensible également en matière forestière, le développement des cellules internes d'aménagement a permis l'appropriation des plans d'aménagement par un nombre croissant de sociétés. La question du coût élevé des plans d'aménagement est beaucoup moins évoquée que lors de

l'audit de 1999-2000, et plusieurs opérateurs reconnaissent qu'ils ont rationalisé leurs opérations d'exploitation et de transformation grâce aux informations contenues dans ces plans : les coûts ont été transformés en investissement. Les démarches de certification entreprises par certaines sociétés témoignent de cette évolution.

29. Les marges financières relativement confortables des années 1980-90 permises par de faibles taxes et la dominance de l'exportation des grumes appartiennent au passé. La concurrence pour l'attribution des permis, lorsqu'on ne fausse pas par la prolifération des critères techniques superflus, a constitué un instrument efficace de collecte de la rente économique pour l'État (et les collectivités locales qui ont bénéficié des rétrocessions d'une partie de la RFA). Mais elle a supprimé les « marges de sécurité » de nombre d'opérateurs.
30. Le faible niveau des investissements depuis 2000-2001 (et le désinvestissement avéré dans le transport du bois) fait peser un risque sur le maintien à moyen et long terme d'une filière bois créatrice de valeur ajoutée, d'emplois et génératrice de recettes fiscales. D'autant que les stratégies adoptées par les opérateurs lors de la mise en œuvre de l'aménagement ont souvent consisté par exploiter en priorité les zones les plus riches en essences de haute valeur, ce qui va conduire inévitablement à un problème de rentabilisation des futures assiettes de coupe. Sans le développement de capacités techniques et commerciales de valorisation des essences dites secondaires mais abondantes dans les forêts camerounaise (e.g., fraké, tali, emien, dabema, ekop, ilomba...), on peut s'inquiéter pour les conditions de rentabilité de la filière à court terme. Or, les faibles niveaux de marge rendent difficile de nouveaux investissements, et le maintien d'une majorité des unités dans la catégorie de la production de débités en première transformation est peu satisfaisant à cet égard. Le faible développement des activités de déroulage constitue également un problème pour la valorisation de certaines essences.
31. Il est nécessaire de donner aux entreprises qui ont fait ces efforts d'adaptation aux nouvelles contraintes économiques et de gestion forestière des moyens pour relancer l'investissement qui permettra un nouvel accroissement de la valeur ajoutée des productions, et faire face aux transformations en cours des conditions de l'exploitation (remontée des DME sur les essences principales, parcelles moins riches) et de la commercialisation des bois (obligations de prouver la légalité par la traçabilité, investissements dans la promotion de nouvelles essences et la réalisation de nouveaux produits). Des aménagements dans la fiscalité, accompagnés d'une série de mesures économiques et de changements dans la réglementation peuvent contribuer positivement à cette relance de l'investissement qui doit préparer l'avenir de la filière.

Les principales recommandations de la mission

32. **Allègement de la RFA en fonction de la baisse de la possibilité forestière** : Les normes d'aménagement conduisent à une remontée des diamètres minimaux d'exploitation (DME) sur les UFA pour les « essences aménagées ». Ces remontées de DME impliquent une diminution de la possibilité forestière (volume récoltable) au sein du groupe des essences aménagées. Or, cette réduction du volume exploitable n'était pas prévisible lors de l'adjudication. La mission propose l'application d'une formule simple qui réduirait le montant de la RFA à payer en fonction du pourcentage de réduction du volume entraîné par les remontées des DME. Le principe de la formule proposée dans le rapport est de rapporter le volume « récolte sous DME-AME⁷ » au volume « récolte sous DME-ADM » constaté l'année précédente *pour les 3 essences les plus exploitées*. Le pourcentage obtenu est appliqué à la RFA. L'introduction de ce mécanisme serait donc l'occasion de réduire l'écart entre les RFA « d'avant 2000 » et celles « d'après 2000 », plus élevées, en n'accordant le bénéfice de la révision qu'aux UFA dépassant un certain seuil.
33. **Ajustement annuel des taux de RFA en fonction des évolutions des cours du bois** : La mission propose un réajustement automatique annuel des montants de RFA sur les cours des principaux bois exportés par le Cameroun. Le principe consiste à construire un indice synthétique annuel du prix du bois camerounais (un « panier statistique »), reflétant la composition des exportations nationales. Cet indice serait recalculé chaque année, sur la base des prix enregistrés l'année précédente et de l'évolution de la composition des exportations. La source des prix FOB relevés est celle de l'OIBT qui donne les prix des

⁷ DME-AME : Diamètre minimum d'exploitation obligatoire fixé par le plan d'aménagement. Ne peut pas être inférieur au DME-ADM, diamètre minimum légal fixé par l'administration et valable en l'absence de plan d'aménagement.

principales essences en grumes et en sciage (avec, pour les grumes, des relevés pour les 3 qualités : LM, B, B/C ; il est proposé de travailler avec le prix des lots de qualité B). Les variations annuelles de cet indice pourraient être répercutées sur le niveau de la RFA des entreprises : une variation de 5 % (à la hausse ou à la baisse) d'une année sur l'autre entraînerait une variation équivalente de 5 % du niveau de toutes les RFA.

34. **Allègement des critères techniques pour favoriser une véritable concurrence lors des adjudications** : il est recommandé de simplifier et alléger significativement les critères de sélection technique et abaisser le seuil de points requis pour la prise en compte de l'offre financière. Il convient également de renforcer la sécurité et la confidentialité du processus d'adjudication. Trois propositions sont formulées en ce sens : (i) renforcer l'anonymat et réduire la possibilité de rapprochement entre une UFA et un soumissionnaire au moment du retrait des dossiers auprès de l'administration, (ii) que l'Observateur Indépendant soit informé, au moment de la remise des dossiers, par un pli séparé et clos préparé par le soumissionnaire, de l'offre financière proposée et contenue dans le dossier remis à l'administration, (iii) que la Commission d'attribution déclare infructueuse les adjudications d'UFA où une seule soumission voit son offre financière examinée
35. **Réduire les risques de conflit d'intérêt au sein de la Commission d'attribution des titres** : Il est proposé que la représentation professionnelle au sein de la Commission d'attribution des titres soit le fait d'un seul, ou au maximum de deux représentants de l'ensemble du secteur privé, n'étant eux-mêmes ni exploitants forestier, ni partenaires en affaires d'une entreprise ou d'un groupe actif dans l'exploitation ou la transformation du bois, et ce afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt
36. **Réduire l'incertitude sur le potentiel exploitable des UFA en adjudication** : Trois recommandations sont formulées pour réduire le risque financier des opérateurs attributaires dans une situation d'information insuffisante sur le potentiel réel de l'UFA : (i) Faire passer de 45 jours à 3 mois (minimum) le délai entre l'annonce de l'adjudication et l'adjudication, pour permettre aux postulants d'effectuer des sondages plus précis, (ii) Mettre sur Internet les résultats des inventaires de reconnaissances, lorsqu'ils sont disponibles (et/ou les mettre à disposition au Ministère). Un accord avec le programme *Global Forest Watch* pourrait être conclu pour cette mise en ligne, (iii) Réaliser systématiquement un inventaire de reconnaissance amélioré sur les UFA abandonnées et recoller les données avec les informations contenues dans les rapports annuels de l'exploitant et les CAC.
37. **Favoriser le développement de la certification par un avantage fiscal** : La recommandation de la mission est d'accorder des taux réduits de redevance de superficie pour les entreprises qui élèvent leurs efforts de gestion au delà de la contrainte légale – qui est la réalisation du plan d'aménagement – et qui voient leurs performances reconnues par une certification indépendante (comme le FSC). Cependant, il est proposé un traitement différencié entre les UFA qui bénéficient d'une RFA modérée (du prix plancher jusqu'au seuil de la moyenne des offres concurrentielles) et celles qui supportent une RFA au dessus de la moyenne. Pour les UFA dont la RFA est supérieure au taux moyen des soumissions retenues depuis 2000 (c'est-à-dire depuis qu'un système concurrentiel a été introduit), qui est de 3350 FCFA, il est proposé que la certification ouvre droit à une baisse de la RFA de 15% (en sus de la réduction liée au mécanisme de compensation de la remontée des DME) ; dans tous les cas la RFA ne pourrait descendre en deçà du taux plancher de 1000 FCFA par ha
38. **Simplifier la détermination de la taxe d'abattage** : La mission recommande de modifier à la fois l'assiette et le taux de la taxe d'abattage et réviser à la hausse de 20% le niveau de la taxe d'abattage et que l'assiette soit le volume « roulé » (ou volume commercial). Dans ce cas, le taux de la taxe d'abattage passerait de 2,5% (sur le volume abattu) à 3% (sur le volume roulé), ce qui ne changerait en rien le montant collecté par l'État, simplifierait les choses et limiterait les risques de tracasseries.
39. **Revoir les limites de certaines UFA** : La mission recommande de revoir les limites des UFA comprenant d'importantes surfaces non productives, en y excluant les zones de savanes d'une superficie significative, et ce afin de diminuer le poids de la RFA pour ce type de concessions.

40. **Envisager de revoir l'assiette des taxes d'exportation** : Les taxes d'exportation pourraient basées non plus sur la valeur FOB, mais sur une valeur ExWorks⁸, c'est-à-dire une valeur FOB minorée d'un montant correspondant au coût moyen d'acheminement d'un m³ de bois (brut ou transformé) du lieu d'exploitation ou de transformation au port d'exportation. La mission a préparé une carte des zones de coûts de transport qui pourra être utilisée pour déterminer le montant des taxes d'exportation pour les différentes zones. Toutefois, la mission considère que cette recommandation ne peut être mise en œuvre immédiatement, mais doit attendre la mise en place d'un système de traçabilité opérationnel pour les bois issus des UFA.
41. **Envisager un éventuel remplacement de la taxe entrée usine par une taxe sur les sciages de première transformation** : La mauvaise performance de la taxe entrée usine pose le problème du maintien de ce dispositif ou de son remplacement par une taxe à l'exportation sur les produits de première transformation. La réinstauration d'une taxe sur les produits de première transformation pourrait permettre un meilleur recouvrement, une concurrence plus équitable entre les produits issus du secteur formel (et qui a supporté les différentes taxes et redevances) et les produits issus de ce sciage mobile, qui n'a pas acquitté la taxe d'entrée usine, ni probablement les taxes d'abattage correspondantes, non plus que la RFA. Les taxes à l'exportation pourraient être abaissées ou supprimées pour les produits séchés (cas spécial à prévoir pour les bois hydrauliques qui ne doivent pas être séchés), et les produits de seconde et troisième transformation. D'un autre côté, la mise en place d'un système national de traçabilité – l'une des priorités du gouvernement et du PSFE – permettrait de résoudre le problème du recouvrement et de la concurrence tout en maintenant la taxe entrée usine : les bois transformés « tracés » seraient distingués des bois qui ne le sont pas. La mission ne recommande pas l'une ou l'autre de ces deux options, et présente une matrice des options permettant de traiter de manière cohérente les différents cas de figure.
42. **Abaissier les taxes sur les essences secondaires** : Les taxes d'exportation et d'abattage sur un groupe d'essences de promotion à définir (critère : abondance dans la forêt et propriétés commerciales potentielles), ainsi que les taxes entrée usine pour ces mêmes essences pourraient être très significativement réduites, afin d'aider à leur rentabilisation de leur exploitation. La mesure proposée par la mission, à tester sur une période de 3 ans, est la suivante : (i) abaisser de 50% la valeur taxable (mercuriale) pour le tali (*Erythrophleum suaveolens*), (ii) abaisser de 80% la valeur taxable pour le fraké (*Terminalia superba*), (iii) abaisser de 80% la valeur taxable sur les essences de promotion, telles que définies par l'administration
43. **Supprimer ou alléger le cautionnement financier de la RFA** : Le montant du cautionnement financier constitué auprès d'une banque commerciale pourrait être supprimé pour les « entreprises citoyennes » (celles qui ne connaissent pas de retard ni de défaut de paiement des impôts et des taxes) ou allégé (une somme correspondant à 3 mois d'un versement mensualisé devrait suffire)
44. **Supprimer le précompte sur achats** : La mission recommande de supprimer le précompte de 5% appliqué sur les achats/vente de bois : cette disposition n'est plus nécessaire dès lors que la transaction s'effectue entre deux entreprises soumises au régime réel d'imposition et rattachées à la DGE
45. **Résoudre le problème des encours de remboursement de TVA** : La mission n'a pas vocation à se prononcer pour tel ou tel mécanisme de traitement des encours de TVA dus aux exportateurs, dans la mesure où ceci concerne tous les secteurs exportateurs et pas seulement la filière bois. Néanmoins, elle recommande au gouvernement de prêter la plus grande attention à la consolidation des acquis récents en matière de délais de remboursement des encours de TVA aux exportateurs de la filière bois. Cette question est considérée comme l'une des plus déterminantes pour l'équilibre financier des entreprises par de nombreux opérateurs économiques, et elle constitue sans nul doute un importants facteur de compétitivité pour l'industrie du bois tournée vers les marchés extérieurs.
46. **Réduire le taux de TVA sur les ventes locale de bois ouvré** : La mission propose de ramener le taux de TVA 19,25 % à 5% pour la vente au détail des bois ouvrés sur le marché intérieur, et ce afin de lutter contre l'informalisation croissante de l'approvisionnement

⁸ Ou EXW (« Sortie Usine »). Fait partie des 13 incoterms usités dans le commerce international (contraction "d'INternational COMmercial TERMS", les incoterms déterminent les obligations réciproques du vendeur et de l'acheteur dans le cadre d'un contrat d'achat/vente international).

domestique des ménages en sciages

47. **Mettre en place un mécanisme approprié de marché de droits d'exportation des grumes** : Le gouvernement ayant retenu le principe de l'utilisation de quotas de grumes à l'exportation, il conviendrait de mettre en place un mécanisme permettant de maximiser la valeur de cette quantité limitée de grumes destinées à l'exportation. Pour cela, deux mesures sont nécessaires : (i) procéder à la mise aux enchères de droits d'exportation de grumes ; (ii) élargir la gamme des essences autorisées à l'exportation. La proposition de la mission est que le gouvernement fixe un contingent annuel autorisé d'exportation de grumes, qui pourrait être proche du volume actuellement exporté, par exemple 200.000 m³ de grumes. Ce chiffre serait révisable chaque année en fonction des cours atteints par les droits d'exportation. La mission recommande que les droits d'exportation soient vendus aux enchères, avec un prix plancher, suivant différentes modalités un système d'enchères classiques – ou descendantes avec prix caché de retrait. La bourse des valeurs de Douala pourrait servir d'opérateur pour l'organisation de ce marché des droits d'exportation transférables. Cette hypothèse serait à explorer par l'étude que le gouvernement pourrait commander pour la mise en œuvre de ce marché (ou bourse) de droits d'exportation. Il conviendrait, au moins dans un premier temps de réserver le marché aux industriels disposant d'installations fixes, à l'exclusion de tout autre acteur.
48. **Tirer partie des avancées des plans d'aménagement pour améliorer la situation de l'industrie** : Au Cameroun, la durée de *rotation* se confond avec celle du *cycle de coupe* (ou durée de la « révolution », selon le langage forestier), et a été fixée à 30 ans. Les deux notions sont distinctes : (i) la rotation peut être définie le temps que met l'exploitation pour parcourir l'ensemble des assiettes de coupe (AAC) de la concession et revenir à son point de départ ; (ii) le cycle de coupe, ou « révolution », correspond à l'intervalle (durée temporelle) de coupe incompressible entre deux passages d'exploitation sur une même parcelle. Les forêts étant, dans leur composition, hétérogènes d'un endroit à un autre, la durée de 30 ans pour le cycle de coupe pourrait sans doute être modulée, à partir des résultats des inventaires d'aménagement. Dans certains cas (forte proportion d'essences pionnières dynamiques, comme l'ayous et l'azobé), cette durée pourrait être revue à la baisse, ce qui permettrait des AAC plus grandes, donc une production annuelle supérieure. Pour les petites concessions dans lesquelles la rotation de 30 ans conduit à des AAC de trop petite dimension, une dissociation entre cycle de coupe et rotation (d'une durée qui serait alors inférieure au cycle de coupe) pourrait être envisagée
49. **Le cas des UFA mises en conservation** : Les 9 UFA totalisant 870.000 ha, initialement destinées à la production, ont été placées en conservation, sans plans d'aménagement jusqu'à présent. Le MINFOF a fait part à la mission de son souhait de voir mis en adjudication ces UFA. La mission propose une démarche pour sortir du statu quo actuel. Deux options semblent possibles :
 - Soit aller vers des concessions de conservation, avec un concessionnaire « entrepreneur de conservation » qui aménage et verse une RFA annuelle dont le montant sera à déterminer (étude technique et décision politique)
 - Soit constituer de grandes concessions d'exploitation forestière (+/-) 300.000 ha, afin de pouvoir réaliser de vastes séries de conservation en leur sein, et les mettre en adjudication assorties de cahiers des charges spéciaux (prise en compte au moment de l'offre financière)

Dans tous les cas, la mission recommande de lancer une étude socio-économique pour évaluer le coût d'opportunité économique du statu quo actuel
50. **Favoriser le renforcement et la rationalisation du tissu industriel** : La concentration des entreprises est une réponse normale à la baisse des marges dans un secteur économique. L'administration doit favoriser ce processus, qui constitue un facteur de construction de la compétitivité des entreprises de la filière bois, et qui est un gage de la durabilité de l'activité économique – donc des emplois et des taxes. Plusieurs mesures sont recommandées dans ce sens : (i) Supprimer le plafond des 200.000 ha pour la taille maximum des concessions : *Cette limite est quotidiennement dépassée par les groupes à plusieurs sociétés et les holdings, et elle ne correspond aux besoins d'économie d'échelle dont a fortement besoin le secteur*, (ii) Saisir toutes les occasions pour regrouper des UFA afin d'en faire des unités viables, susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs (*outsiders*) dans les futures adjudications, (iii) Libéraliser la politique industrielle dans le domaine de la transformation de

bois, afin de permettre une rationalisation des implantations et de la « division du travail » entre exploitants et transformateurs, (iv) Favoriser la consolidation d'un marché intérieur du bois d'œuvre en évitant toute tutelle administrative et en utilisant le réseau Internet: il est proposé d'en confier la conception et la tutelle au GFBC (Groupement de la Filière Bois au Cameroun)

51. **Fonds de péréquation pour la répartition de la quote-part de la RFA aux communes** : la mission propose au gouvernement d'adopter une nouvelle approche, fondée sur l'objectif de limiter les écarts de revenus plutôt que de chercher à les abolir, ce qui semble plus acceptable politiquement. Ainsi, seule une partie de la RFA serait mise en péréquation. Il s'agirait, par ailleurs, d'un mécanisme de péréquation plutôt que d'un fonds, à proprement parler, ce qui pourrait faciliter la mise en place technique. La mission propose de fixer un plafond (en termes réels) à la RFA reversée à chaque commune (principe d'« écrêtement »). La mission a simulé différents scénarios à cet égard.
52. **Utiliser les institutions de contrôle créées** : En ce qui concerne la mauvaise gestion présumée des fonds de la RFA par nombre de communes, la mission recommande au gouvernement de décider que l'une des premières missions de la Cour des Comptes nouvellement créée sera consacrée à l'examen des finances publiques locales des communes de la zones forestière, notamment celles qui ont bénéficié le plus des revenus de la RFA ces dernières années
53. **Légalité du bois et système d'information forestier et fiscal** : Les recommandations sont les suivantes : Le contrôle de la légalité doit être intimement lié au dispositif de collecte fiscal, et des traitements différenciés doivent être appliqués pour le bois légal et le bois illégalement coupé et transporté (i) Les organismes collecteurs (DGE, future entité de la DGI pour les PME forestières, PSRF) doivent adopter un système d'information unique et intégré pour le contrôle des produits forestiers et le recouvrement des taxes forestières ; (ii) ce système d'information unique est le SIGIF, qui doit être refondu, amélioré, et dont le MINFOF devra démontrer l'opérationnalité retrouvée (délais raisonnable de transmission des informations, cohérence entre les chiffres de la production et les volumes reconstitués équivalent bois rond des exportations) ; (iii) les autres sources d'information des organismes collecteurs seront prises en considération dans l'optique de l'investigation sur une suspicion d'illégalité, et pas seulement dans l'optique du redressement fiscal.
54. **Faire reculer la parafiscalité** : (i) Le service des Douanes doit forfaitiser le « Travail Extra-Légal » (TEL) en poursuivant et généralisant les concertations entamées avec la Profession ; (ii) Les documents administratifs courants doivent être mis en ligne (sauf documents sécurisés spécifiques) sur l'Internet et téléchargeable librement ; (iii) Le prix de vente des documents sécurisés doit être proche de leur coût réel de fabrication : mise en place d'une commission *ad hoc* MINEFI-MINEF-GFBC pour résoudre ce problème
55. **Abondement du fonds forestier (FSDF)** : Il est important que le Gouvernement mette en accord la pratique et la loi. Il doit arrêter une décision sur la logique de pré-affectation d'une partie des taxes forestières au FSDF ou sur le maintien du principe d'unicité de caisse, et mettre en chantier, le cas échéant, les modifications législatives qui s'imposent. Si le principe d'unicité de caisse est maintenu, le gouvernement doit mettre en place une procédure automatique de versement des sommes prévues au fonds forestier. L'affectation des sommes versées au fonds forestier doivent faire l'objet d'un nouveau texte législatif (caractère obsolète des dispositions de la loi 94/01 à cet égard), complété par des textes réglementaires, le cas échéant.
56. **Financement des Chambres consulaires** : Si le gouvernement veut renforcer la Chambre d'agriculture et des forêts, il doit prévoir un mode de financement pérenne et suffisant. Une portion des fonds du fonds forestier pourrait être affecté à la Chambre, de la même manière qu'une partie du fonds est, en principe, réservée au financement de l'ANAFOR.
57. **Forêts communautaires** : Une mission du MINFOF a formulé des recommandations que la mission juge tout à fait pertinentes et reprend à son compte, à savoir notamment : (i) De suspendre de toutes les Forêts Communautaires dont l'approbation du Plan Simple de Gestion (PSG) remonte à au moins cinq ans. Cette mesure permettrait de se conformer à la loi, mais aussi de réviser la plupart des PSG dans cette situation et dont la qualité reste très discutable ; (ii) d'exiger de tous les gestionnaires des Forêts Communautaires qu'ils fassent tenir en retour à la Direction des Forêts, les photocopies des lettres de voitures utilisées au cours de l'exercice 2005 et les originaux des feuillets non utilisés au cours du même exercice.

58. **Constituer une capacité nationale d'intelligence économique sur le secteur forestier** : la mission propose qu'une fonction d'intelligence économique confiée à l'INS (Statistique), et qu'une fonction d'intelligence économique orientée vers la sécurisation des recettes fiscales soit confiée au PSRF. La fonction d'intelligence économique proposée au PSRF est orientée non pas vers l'amélioration du système statistique (même si elle peut et doit y contribuer), mais plutôt vers le contrôle de cohérence des données. Analyse croisée des (i) Données Douanes, (ii) données SIGIF, (iii) Rapports annuels des entreprises, (iv) données Eurostat sur les importations de bois camerounais, (v), données des Douanes des pays tiers comme la Chine sur les importations de bois camerounais. Ces analyses croisées doivent contribuer à l'amélioration du système statistique nationale et à l'intelligence des données collectées sur le secteur.
59. **Secteur informel** : La mission recommande que le gouvernement envisage une nouvelle stratégie fondée sur un principe « décriminalisation » différenciée du phénomène du sciage artisanal. Une telle stratégie devrait adopter une approche différenciée entre la coupe de bois dans le domaine permanent (notamment les concessions attribuées et les aires protégées), les coupes dans les formations boisées du domaine national et la commercialisation du bois dans les centres urbains. L'objectif serait de réprimer sévèrement les infractions en cas de coupe de bois dans le domaine permanent, mais d'orienter les exploitants artisanaux vers des zones réservées à des coupes artisanales dans le domaine non permanent (zones à créer en quantité suffisante) et de leur apporter une assistance technique et des protections juridiques pour améliorer la valorisation de leurs bois à l'abattage et à la transformation ; cette assistance technique comprendrait également la mise en place de mécanismes de financement appropriés, certains d'entre eux pouvant notamment relever de la micro finance. Cette stratégie de « décriminalisation » pour une partie de la production de sciages artisanaux doit s'accompagner d'une mise en place d'un dispositif de taxation des bois sciés aux points de vente et de sortie du territoire. Le bois scié du secteur informel étant, par définition, non « tracé », les exportations de ce type de produit devraient acquitter la TEU reconstituée (ou la taxe d'exportation si le gouvernement décide de revenir à une taxe sur les exportations de produits transformés). La mission recommande la mise en chantier d'une stratégie d'encadrement des filières d'exploitation et de sciage artisanal suivant les principes énoncés ci-dessus. Une étude d'identification de projet pourrait constituer la première étape de cette stratégie.

SOMMAIRE

Première Partie Diagnostics	17
I. La filière bois au Cameroun en perspective	18
A. Un ensemble impressionnant de réformes	18
B. Un rôle d'inspireur pour les pays de la sous-région	19
II. La production de bois	20
A. La provenance du bois	20
B. La composition des récoltes	21
C. La progression de l'aménagement forestier	23
D. Les clients du bois camerounais	27
III. L'évolution de l'économie de la filière bois	30
A. Les effets de l'interdiction partielle d'exporter des grumes	30
B. Le rapport entre la production enregistrée et les exportations	32
C. L'évolution de la typologie des opérateurs du secteur forestier	33
1. Les exploitants forestiers / transformateurs	33
2. Les exploitants forestiers sans transformation	34
3. Les transformateurs purs sans exploitation forestière	34
4. Les petites usines et les transformateurs artisanaux	34
D. L'évolution de l'industrie de transformation	36
E. Les grandes tendances du marché intérieur des grumes	37
F. L'emploi dans la filière bois	39
G. Indicateurs économiques sectoriels	41
H. Les indicateurs économiques et financiers des entreprises issus des comptes de résultat	44
I. Évolution des prix et coûts relatifs	44
IV. La fiscalité forestière	47
A. Évolution de la fiscalité spécifique recouvrée	47
1. Des niveaux de recouvrement perfectibles	48
2. Quelques problèmes du dispositif institutionnel	49
B. L'évolution du processus d'adjudication sur les concessions	50
1. L'amélioration progressive du système	50
2. L'érosion du respect du principe concurrentiel de l'adjudication	51
C. La pression fiscale	54
1. Évolution de la pression fiscale sur une quinzaine d'année	56
2. Comparaison avec les autres pays de la sous-région	56
D. La question des prix FOB	57
E. Les coûts de mise à FOB	58

V. Analyse de la compétitivité de la filière bois et de ses entreprises	60
A. Situation du de la filière bois du Cameroun dans le contexte international	60
1. Le Cameroun dans la production mondiale de bois tropicaux	60
2. L'étroitesse des marchés du Cameroun fait plafonner la transformation	61
B. Analyse de compétitivité	65
1. Le transport	66
2. Coût et productivité du travail	66
3. Coûts de la corruption et des dysfonctionnements administratifs	67
4. Pression fiscale globale	67
5. Des encours de TVA excessifs pour les exportateurs	68
6. Autres difficultés	70
C. Les questions spécifiques au secteur forestier	70
1. Fiscalité des entreprises forestières	70
2. La question de la caution de redevance forestière annuelle	71
3. Les freins sur le marché local	71
4. La question du marché informel	71
5. Indice synthétique de la santé de l'industrie du bois au Cameroun	73
6. Typologie sommaire des coûts de revient de la production de débités	74
7. La rentabilité des entreprises du secteur forestier au Cameroun	75
8. La rentabilité des essences de promotion	78
D. Les conditions de transport des produits forestiers au Cameroun	80
1. Gamme des coûts de transport	80
2. Coût de revient du transport de bois jusqu'à Douala	81
3. Coûts de transport des grumes extraites de chaque UFA et autres unités forestières, vers Douala	85
E. Conclusion sur la compétitivité	87
VI. Autres dimensions de l'économie secteur forestier	89
A. L'exploitation illégale et le respect de la loi	89
B. L'évolution préoccupante des forêts communautaires	91
C. Le secteur informel artisanal	95
D. Les produits forestiers non-ligneux (ou produits spéciaux)	96
VII. La fiscalité forestière affectée aux communes	101
A. Les chiffres de la RFA au Cameroun	101
B. La question du fonds de péréquation de la part de la RFA revenant aux communes	103
1. Le cadre juridique instituant un fonds de péréquation au Cameroun	105
2. Les voies possibles d'amélioration	105
3. Le principe et les scénarios possibles:	106
C. Le développement de la foresterie communale	107
Deuxième Partie Propositions, options stratégiques et recommandations	109
VIII. Recommandations concernant la redevance forestière annuelle (RFA)	112
IX. Un mécanisme d'ajustement de la RFA sur les cours des principaux bois exportés par le Cameroun	116
X. Recommandations concernant les adjudications	118
XI. Favoriser le développement de la certification	120
XII. Recommandations concernant l'assiette des taxes forestières	122
XIII. Recommandations concernant la fiscalité des essences secondaires	126

<i>XIV. Mesures destinées à alléger la charge financière sur les entreprises de la filière bois</i>	127
<i>XVII. Un objectif de politique industrielle: favoriser les économies d'échelle pour le développement d'une industrie plus performante</i>	134
<i>XVIII. Recommandations concernant la gestion de la part locale de la RFA</i>	135
<i>XIX. Un dispositif institutionnel et des stratégies à faire évoluer</i>	138
<i>XX. Sur le secteur artisanal informel</i>	145
<i>XXI. Calendrier possible pour la mise en œuvre des recommandations de l'audit économique et financier du secteur forestier au cameroun</i>	149
ANNEXES	151
<i>Annexe 1 Indicateurs de transformation des entreprises : capacités de transformation, rendement matière et liste des usines fermées</i>	152
<i>Annexe 2 Évolution des capacités de transformation et de l'emploi entre 1998 et 2004 dans les principales usines</i>	157
<i>Annexe 3 Liste des communes bénéficiaires de quotes-parts de la redevance forestière annuelle en 2004 et 2005 et montants respectifs au budget communal et aux collectivités villageoises</i>	161
<i>Annexe 4 Liste des forêts communautaires attribuées au Cameroun (janvier 2006, source MINFOF)</i>	165
<i>Annexe 5 Éléments photographiques sur la gestion des fonds issus de la RFA dans les communes forestières de l'Est</i>	173
<i>Annexe 6 : Coûts de la mise à FOB</i>	175
<i>Annexe 7 Typologie des opérateurs et principaux partenariats sur les concessions</i>	178
<i>Annexe 8 Les indicateurs comptables et économiques de la filière bois au Cameroun</i>	182
<i>Liste des figures</i>	220
<i>Liste des tableaux</i>	222

Première Partie

Diagnostics

I. La filière bois au Cameroun en perspective

Le Cameroun, peuplé de 15,5 millions d'habitants, est un des principaux pays forestiers du Bassin du Congo et, plus largement, d'Afrique. La superficie couverte par les forêts dense est de 21,4 millions d'hectares, principalement concentré dans la partie sud-est et sud du pays⁹. Environ 7 millions d'hectares ont été affectés à l'exploitation de bois d'œuvre.

La forêt camerounaise est exploitée depuis le début du XXe siècle, et pas seulement à proximité des côtes. L'exploitation à l'échelle industrielle a débuté dans les années 1960, et le Cameroun s'est orienté, comme les autres pays de la sous-région, vers l'exportation de grumes destinée essentiellement au marché européen. Dès les années 1980, le bois d'œuvre a représenté la seconde source de recettes d'exportations, après le pétrole, et loin devant les produits agricoles. En 1990, les statistiques de la FAO indiquaient une production de 3,27 millions de m³ de bois rond industriel au Cameroun, et 20 % de cette production était transformée dans les scieries et usines de déroulage.

A cette époque plusieurs types de contrat étaient en vigueur. Le contrat de « vente coupe de gré à gré » est réservé aux nationaux, limitée à 2 500 ha. La délivrance de licences était assortie d'un cahier des charges qui précise le type d'installation industrielle à implanter (obligatoire au dessus de 20 000 ha). L'exploitation se faisait par chantier de 2 500 ha, constituant chacun une assiette de coupe qui doit être épuisée dans un délai de 3 ans puis fermée par l'administration forestière. Un minimum de 60 % du volume de grumes devait être transformé localement. La plupart des licences étaient concédées pour une durée de 5 ans renouvelable. Le maximum de superficie cumulable est de 200 000 ha.

Avec la loi 94/01 portant Code Forestier, un ensemble de réformes vont modifier significativement les conditions de l'exploitation forestière. Le pays a été présenté comme un « laboratoire » des réformes dans ce secteur, poussé par les institutions financières internationales. De fait, les changements introduits sont significatifs, parfois inédits dans les pays en développement.

A. Un ensemble impressionnant de réformes

La réforme la plus spectaculaire a été le passage d'un système d'attribution discrétionnaires des permis forestiers à un mécanisme d'adjudication, comprenant une présélection, une offre technique et une offre financière – cette dernière étant pondérée à 70%. Depuis 1997, les ventes de coupe (2.500 ha, d'une durée de 1 à 2 ans) et les concessions (jusqu'à 200.000 ha, 15 ans renouvelables) ont été attribuées sur cette base. Outre cette mise en concurrence des investisseurs, le mécanisme comporte une dimension de gouvernance, à travers l'instauration d'un double niveau d'Observateurs Indépendants (OI). Un OI assiste à toutes adjudications, rapporte sur les éventuelles irrégularités ou dysfonctionnement, et propose des améliorations. Un second niveau d'observation indépendante, pour l'amélioration des procédures de détection des infractions de terrain, a associé l'ONG Global Witness et les services de contrôle du Ministère en charge des forêts. Depuis 2004, c'est une autre ONG internationale (REM) qui a pris le relais.

En matière de gestion forestière, le pays dispose depuis 2001 de normes nationales d'aménagement, et ce processus progresse maintenant rapidement dans les concessions. C'est le seul pays de la sous-région qui se soit doté d'un plan de zonage (du sud forestier) identifiant les objectifs d'affectation des espaces boisés. Depuis 2000, l'administration a entrepris de classer les forêts à vocation de production ou de conservation, afin de constituer légalement un domaine forestier permanent. Les concertations locales avec les villageois et les communes ont amené à modifier les limites prévisionnelles du plan de zonage, généralement en faveur d'une utilisation par les populations locales. Des communes commencent à disposer de leurs propres forêts. En outre, 67 forêts communautaires ont été constituées

⁹ Mayaux, P., T. Richards, and E. Janoder, 1999. "A vegetation map of Central Africa derived from satellite imagery." *Journal of Biogeography* 26: 353-366.

depuis 1997 (sur 180 demandes reçues), sur environ 240.000 et ce nombre serait de plus de 80 fin 2005. Depuis 2002, les villageois bénéficient d'un droit de préemption sur les futures « ventes de coupe » prévues dans le domaine national, afin d'y constituer des forêts communautaires. Enfin, le gouvernement a décidé de ne pas allouer, au moins provisoirement, 9 UFA (unité forestière d'aménagement) correspondant à 867.000 ha de forêt dense pour en faire des réserves de diversité biologique.

Sur le plan industriel, le Cameroun a imposé une interdiction partielle d'exportation des grumes qui a conduit à un changement très sensible de spécialisation, les exportations de grumes passant de 1,8 million m³ de grumes exportées en 1997-98, à environ 150.000 m³ en 2004

B. Un rôle d'inspirateur pour les pays de la sous-région

Les réformes entreprises dans le secteur forestier au Cameroun ont constitué une source d'inspiration pour plusieurs pays de la sous-région. Le principe de l'aménagement forestier réalisé par les entreprises sous la supervision de l'administration forestière a été adopté par le Gabon et le Congo-Brazzaville (la RCA ayant opté pour une structure publique d'aménagement des concessions). On peut dire également que les pays voisins ont emboîté le pas du Cameroun pour ce qui est de sa politique volontariste de transformation locale du bois.

Le renforcement de la fiscalité, à travers notamment un poids accru accordé à la redevance de superficie, est perceptible au Gabon, au Congo-Brazzaville et en RCA. En RDC, une hausse graduelle de la taxe de superficie est entrée en vigueur en 2003.

Le principe de l'adjudication avec offre financière est inscrit dans le code forestier de la RDC et fait l'objet de discussions au Gabon pour attribuer les permis retournés au Domaine. Depuis 2005, il est également formellement adopté en RCA. Des mécanismes de fiscalité décentralisée sont testés dans certains pays (au Gabon, rétribution des villageois sur la base de 1000 FCFA par m³ abattu dans les concessions), les forêts communautaires sont mentionnées dans le code forestier du Gabon et de RDC et le concept est également expérimenté en RCA, avec 6 forêts communautaires pilotes.

Le mécanisme d'Observateur Indépendant des infractions forestières, confié initialement à *Global Witness* (GW) puis à *Resource Extraction Monitoring* (REM) a été testé au Congo-Brazzaville. L'observatoire des forêts, inauguré au Cameroun par *Global Forest Watch* (GFW) s'est étendu aux autres pays de la sous-région et fournit une information publique de qualité sur le secteur forestier qui n'était pas envisageable il y a seulement une dizaine d'années.

II. La production de bois

La production camerounaise exportée, reconstituée en équivalent bois rond, était d'un peu plus de 2,3 millions de m³ en 2005. En 1999/00, elle était d'environ 2,6 millions. Le SIGIF indique une production de 1,87 million de m³ en 2005, mais le MINFOF précise qu'il manque des informations venant d'une délégation provinciale et que les données seront mises à jour en cours d'année. En 1999/00, le SIGIF avait enregistré 1,93 million de m³ de récolte.

Tableau 1 : Production de grumes (en m³) - sources : SIGIF, PSRF, DOUANES

Années	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2004	2005
SIGIF	1 937 777	1 931 515	1 877 208	2 116 648	2 218 354	1 877 703
DOUANES (équivalent grumes des exportations)	2 919 391	2 724 278	2 269 876	2 131 218	2 579 049	2 316 302

Ces chiffres ne prennent pas en compte le bois mobilisé par le secteur informel pour l'approvisionnement des marchés locaux – estimés à un million de m³ environ.

A. La provenance du bois

Selon les données du SIGIF, en 2004, le bois d'œuvre produit au Cameroun totalisait 2 218 354 m³ et provenait des catégories de titres suivantes :

- 52 643 m³ venaient des Autorisations de Récupération de Bois (ARB), soit 2,37%
- 179 099 m³ venaient des concessions en convention définitive d'exploitation, soit 8%
- 1 609 295 m³ venait des concessions sous convention provisoire, soit 72,5%
- 377 317 m³ venaient des ventes de coupe, soit 17%

Si l'on rapproche ces chiffres avec ceux du document de planification du MINFOF (qui ne prend pas en compte les ARB ni les autres petits permis), on voit que les ventes de coupe continuent de jouer un rôle non négligeable dans l'approvisionnement de la filière, et que la réduction annoncée des surfaces en ventes de coupe à partir de 2006 risque d'être difficile à réaliser.

Tableau 2 : Provenance théorique du bois d'œuvre à partir des titres de surface

Extrait du document de planification du MINFOF (2004)			2005	2006	2007
UFA	Nombre		72	72	78
		Surface en production (ha)	193 830	193 830	204 872
		Production (m ³)	1 938 300	1 938 300	2 048 720
Récolte théorique (m ³)/ha	10				
Ventes de Coupe	Nombre		62	16	10
		Surface en production (ha)	155 000	40 000	25 000
		Production (m ³)	310 000	80 000	50 000
Récolte théorique (m ³)/ha	2				
Forêts Communautaires	Nombre		80	80	90
		Surface en production (ha)	15 000	15 000	15 000
		Production (m ³)	45 000	45 000	45 000
Récolte théorique (m ³)/ha	3				
Forêts Communales	Nombre		2	4	7
		Surface en production (ha)	6 302	21 224	37 038
		Production (m ³)	31 510	106 120	185 190
Récolte théorique (m ³)/ha	5				
Production théorique (m ³)			2 324 810	2 169 420	2 328 910

Ce tableau ne prend pas en compte le bois issu des « petits permis » :

- Autorisation d'enlèvement de bois (AEB)
- Autorisation de récupération de bois (ARB) : ces permis ont été suspendus de 1999 à 2006, et rétablis par la Décision 024 du 16 mars 2006 du MINFOF. Néanmoins, il semble que des données du MINFOF montrent que des volumes correspondant à des ARB étaient enregistrés durant la période de suspension.
- Autorisation personnelle de coupe : 50 m³ maximum, durée de 5 mois.
- Permis d'exploitation de bois d'œuvre en vue de la production artisanale : uniquement pour le marché local, valable un an dans des zones déterminées.

D'après les données du SIGIF, au 27/03/2006,

- 88.000 ha étaient opérationnels dans les concessions « définitives »
- 42.100 dans les concessions provisoires
- 42.500 dans les ventes de coupe

Soit un total de 172.625 ha légalement ouverts à la coupe au premier trimestre 2006.

Si on applique les 10 m³/ha qui sont indiqués comme étant la moyenne des récoltes sur les concessions dans le document de planification du MINFOF (2004), on voit que le potentiel des AAC dans les concessions est de 1.300.000 m³ environ. Si l'on retient le chiffre de 5 m³/ha pour les ventes de coupe¹⁰, on obtient 212.5000 m³, soit au total (AAC des concessions + ventes de coupe) 1.512.500 m³. La production exportée, convertie en EBR, se situant entre 2,2 et 2,3 millions de m³, on voit que les « petits titres » et les forêts communautaires contribuent d'une manière non négligeable à la production de bois d'œuvre – et ce sans parler du secteur informel approvisionnant les villes en planches de bois.

B. La composition des récoltes

Le prélèvement reste concentré sur les deux essences principales. La part de l'ayous et le sapelli est passée de 50% en 1998 à 55% en 2004, et celle des 6 premières essences exploitées passe de 72% à 75% sur la même période. Ce qui indique que la récolte était plutôt moins sélective il y a une quinzaine d'années.

Quelques essences de promotion commencent à émerger telles que l'okan (essence de substitution à l'azobé), le dabema, l'eyong, le koto, l'essessang, le limbali, l'ozanbili, le framiré, l'alep, le bahia, mais on constate aussi la régression de quelques-unes qui avaient commencé à faire l'objet de promotion telles que le naga, l'ekaba, le faro, l'aiélé, le longhi, l'ekop.

Le contraste reste fort entre la composition des forêts, tel qu'elle ressort des inventaires nationaux de reconnaissance, et la composition des récoltes. Si l'ayous, seconde essence la plus abondante et première essence exploitée, est dans une position logique, des essences abondantes comme le fraké et le tali ou le dabéma sont globalement « sous-exploitées ».

¹⁰ Qui nous semble plus réaliste que le chiffre de 2 m³ du MINFOF qui, il est vrai, fait l'hypothèse d'une exploitation sur 2 ans ; en fait, les exploitants préfèrent exploiter la ventes de coupe une seule année pour pouvoir l'abandonner ensuite et ne pas continuer à payer la RFA (P. Cerruti, com. pers.).

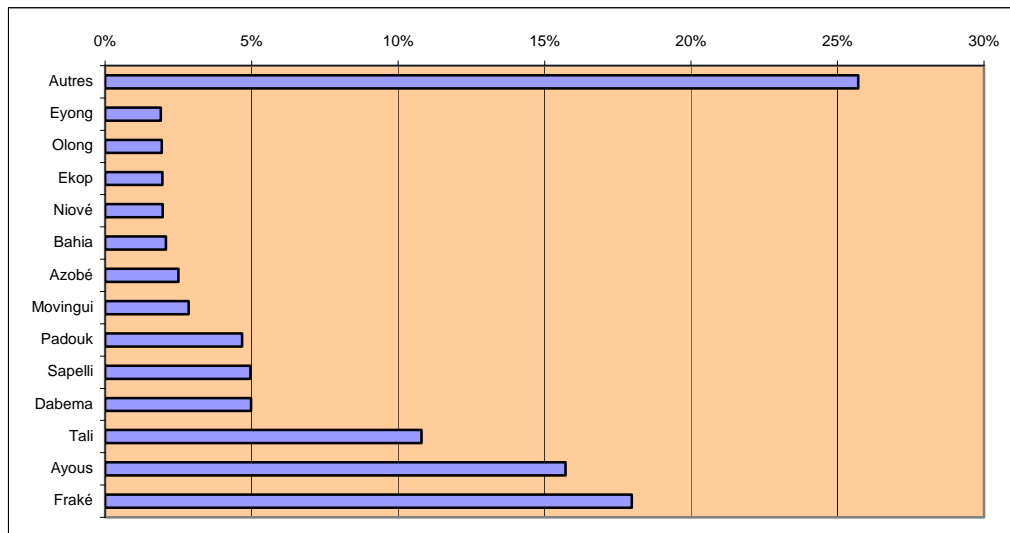
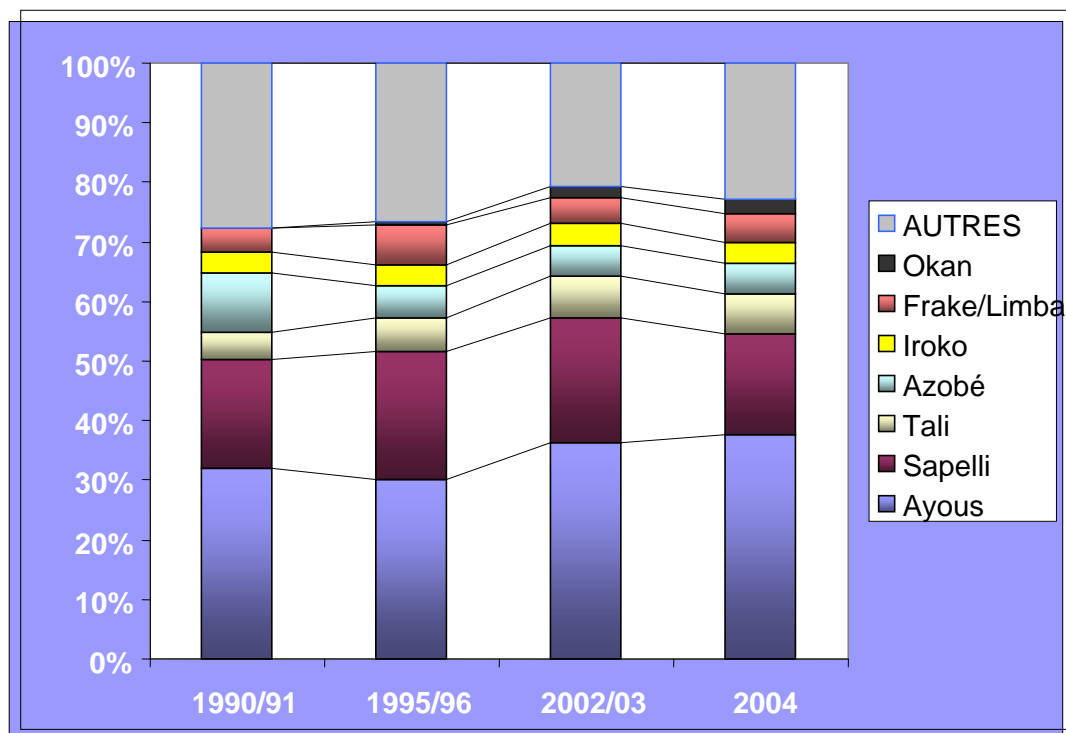


Figure 1 : fréquence des essences au Cameroun, d'après les inventaires nationaux 1982-1991

Tableau 3 : Évolution des récoltes sur quinze ans (en m³ et en pourcentage du total récolté) – source : MINEF et SIGIF

1990/91			1995/96			2002/03			2004		
Ayous	712 576	32%	Ayous	994 864	30%	Ayous	706 432	36%	Ayous	620 320	38%
Sapelli	411 906	18%	Sapelli	702 509	21%	Sapelli	408 521	21%	Sapelli	352 150	17%
Azobé	220 906	10%	Fraké	222 002	7%	Tali	136 190	7%	Tali	148 041	7%
Tali	101 937	5%	Tali	185 556	6%	Azobé	101 498	5%	Azobé	95 783	5%
Fraké	90 809	4%	Azobé	176 117	5%	Fraké	84 341	4%	Iroko	80 274	4%
Iroko	75 479	3%	Iroko	119 835	4%	Iroko	71 972	4%	Fraké	64 261	5%
Moabi	68 207	3%	Ekop/Naga	106 752	3%	Kossipo	43 070	2%	Okan	39 405	2%



Les données 2005 disponibles au SIGIF étant incomplètes en juin-juillet 2006, on a retenu les données SIGIF 2004 pour le graphique ci-dessus.

La figure ci-dessous montre l'évolution contrastée des exportations de deux essences abondantes en forêt, le tali et le fraké. Alors qu'en 1998, les deux essences avaient une production comparable, le tali a amélioré sa position tandis que le fraké (l'essence la plus abondante dans les forêts camerounaises) est globalement en baisse. La diminution du périmètre de rentabilité liée à la hausse des coûts et des charges est défavorable à cette essence de déroulage dont le prix FOB est trop bas pour qu'elle soit exploitée de manière rentable à grande échelle, surtout avec la faiblesse actuelle de l'industrie de déroulage.

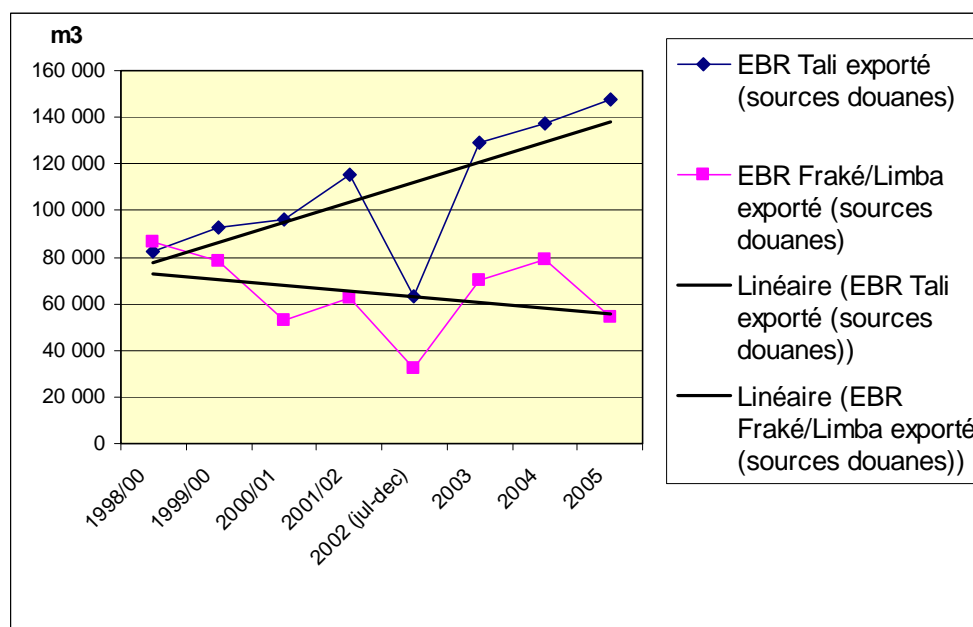


Figure 2 : Évolution des récoltes de tali et de fraké

C. La progression de l'aménagement forestier

L'entrée des UFA en « régime d'aménagement », avec de sévères limites en matière d'attribution d'autorisations de coupe annuelle (AAC). Désormais les concessionnaires ne peuvent exploiter que 1/30^{ème} de la surface de leurs concessions chaque année (ou 2500 ha au minimum), ce qui réduit globalement les volumes récoltés légalement (cf. tableau ci-dessous). Cette limitation induite des récoltes est une des explications de la baisse de la production nationale, telle qu'on peut la reconstituer à travers les exportations enregistrées par la douane.

Tableau 4 : Surfaces légalement ouvertes à la coupe dans l'année (hectares)

	1998/99	%	2004	%
Régime "aménagement" a/	39 430	10%	183 367	61%
Sans aménagement b/	370 180	90%	115 000	39%
Total	409 610		298 367	

a/ Concessions et forêts communautaires – le plan d'aménagement ou de gestion peut ne pas être respecté

b/ Ventes de coupe

En juin-juillet 2006, 51 plans d'aménagement avaient été approuvés (la plupart depuis moins d'un an ou deux), correspondant à 57 UFA (sur 100 UFA destinées à l'exploitation).

Le second effet de l'aménagement commence à se faire sentir également sur le volume légalement exploitable, avec la remontée fréquente des diamètres minima d'exploitation (DME) pour les essences dont le taux de reconstitution prévu est inférieur à 50% au terme de la première rotation (cycle de coupe) de 30 ans. Les règles d'utilisation de logiciel TIAMA, agréé par le MINFOF et utilisé par les

aménagistes, prévoient que, après l'inventaire d'aménagement qui renseigne également sur les structures diamétriques des différentes essences, soit défini un groupe de 20 essences (minimum) à aménager, qui doit représenter 75% du volume exploitable des 55 essences principales sur pied dans l'UFA. Ces essences « aménagées » peuvent faire l'objet d'une remontée des DME si, après application d'une formule de reconstitution du volume, le seuil de 50 % de taux de reconstitution n'est pas atteint, pour chaque essence. Ce taux de reconstitution doit être entendu « hors bonus » (bonus = DME \geq 40 cm).

Les DME/AME (aménagement) sont donc supérieurs ou égaux aux DME/ADM (administratifs) et tout abattage d'une essence en-dessous du DME/AME constitue une infraction¹¹.

Les observateurs n'ont pas manqué de signaler une faille dans les dispositions légales¹², qui permet, selon la composition de la forêt, de constituer 75% du volume exploitable (avec 20 parmi les 55 essences dites 'principales') avec des espèces abondantes mais peu exploitées (type fraké ou emien), tandis que certaines essences comme le sapelli ou l'iroko peuvent ne pas être incorporées dans le groupe des essences 'aménagées' (donc conserver leur DME/ADM) même si leur taux de reconstitution est inférieur à 50%.

L'exemple ci-dessous illustre ces différents aspects. On a retenu les volumes de quelques essences dans cette UFA d'environ 70.000 ha

Tableau 5 : Exemple 1 de l'impact des remontées de DME dans une UFA

	Volume ADM	Volume AME hors bonus	Volume Bonus	Volume total AME	Solde	%
Ayous	1 601 332	422 763	1 178 569	1 601 332	0	0%
Fraké	1 397 960	553 724	485 490	1 039 214	-358 746	-26%
Emien	970 442	261 968	577 524	839 492	-130 950	-13%
Iroko	43 670	23 372	20 295	43 667	-3	0%
Sipo	30 086	7 612	22 474	30 086	0	0%
Aniégré	5 941	2 938	3 003	5 941	0	0%
Assamela	78 123	78 123	0	78 123	0	0%
Bété	78 796	72 223	6 573	78 796	0	0%
Sapelli*	619 012	513 605	105 407	619 012	0	0%

* non aménagé

Dans cet exemple, le sapelli – qui constitue la 4^{ème} essence en volume sur l'UFA n'a pas été inclus dans le groupe des essences aménagées, alors que son taux de reconstitution (hors bonus) est peut-être inférieur à 50%. Dans cet exemple, l'exploitant n'est guère affecté par la remontée des DME, dans la mesure où seuls le fraké et l'emien sont concernés, et on peut présumer qu'il exploite peu de l'un comme de l'autre.

L'exemple ci-dessous, pour une autre UFA d'environ 75.000 ha, montre, au contraire, que l'impact économique des remontées de risque d'être significatif, avec des pourcentages de baisse de la possibilité de 16% pour le sapelli et l'assamela, de 18% pour le padouk, de 32% pour l'ayous et de 44% pour le bahia, c'est-à-dire des essences recherchées par l'exploitant :

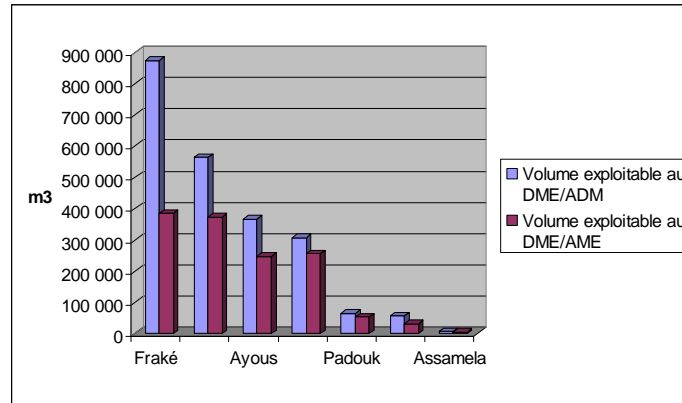
Tableau 6 : Exemple 2 de l'impact des remontées de DME dans une UFA

	Volume ADM	Volume AME	Solde	%
Fraké	874 912	385 927	-488 985	-56%
Tali	564 844	373 085	-191 759	-34%

¹¹ Même si le rapport de l'Observateur Indépendant du contrôle et des infractions (REM) émet des doutes, dans son dernier rapport d'activité trimestrielle, sur le fait que l'administration contrôle vraiment les DME/AME.

¹² Et certains aménagistes n'ont pas manqué de l'exploiter.

Ayous	367 604	248 154	-119 450	-32%
Sapelli	306 465	256 489	-49 976	-16%
Padouk	65 073	53 556	-11 517	-18%
Bahia	56 227	31 211	-25 016	-44%
Assamela	6 795	5 711	-1 084	-16%



Certes, les exploitants ne coupent jamais l'intégralité de la possibilité (arbres mal conformés, attaqués par les insectes, au tronc présentant des taches, situés sur terrain instable ou inaccessible par les engins, ou simplement oubliés par l'abatteur...), et ces pourcentages de baisse théoriques ne représentent pas directement le manque à gagner de l'exploitant. Néanmoins, la remontée des DME affecte aussi aléatoirement les arbres commercialement utilisables que les arbres affectés de défauts, ce qui empêche les exploitants de « choisir » les arbres qu'ils vont laisser sur pied dans les essences de valeur¹³.

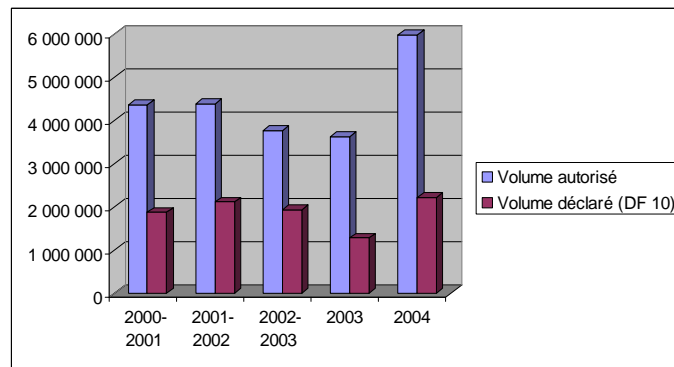
Les exploitants manquent-ils de bois ?

En analysant le SIGIF, on voit que les volumes autorisés à la coupe (i.e. demandés par les exploitants après l'inventaire d'exploitation préalable à la coupe dans une parcelle) dépassent nettement les volumes abattus ensuite par les exploitants. Au niveau national, la situation s'établit ainsi :

Tableau 7 : Comparaison entre le volume autorisé à la coupe après inventaire d'exploitation et volume abattu reporté sur les DF 10

(en m³)	Volume autorisé	Volume abattu (DF 10)
2000-2001	4 372 715	1 877 208
2001-2002	4 393 373	2 116 648
2002-2003	3 773 855	1 947 655
2003	3 633 518	1 282 654
2004	5 989 773	2 218 354

¹³ Les choses seraient différentes si les exploitants devaient diminuer le nombre de pieds coupés dans les différentes essences ; dans ce cas, ils laisseraient sur pied les arbres affectés de défauts.



Un exemple sur une concession permet de mieux comprendre la situation. On a extrait du SIGIF les données concernant une concession prise au hasard, avec les volumes autorisés en début de campagne 2005, et les volumes effectivement coupés (DF 10) :

Tableau 8 : Exemple de la différence entre volume autorisé et volume abattu (DF 10) sur une concession

Essences	Autorisé		Réalisé	
	Pieds	Volume (m ³)	Pieds	Volume (m ³)
Acajou de bassam	1	9	1	8
Assamela / Afromosia	13	176	2	21
Bété	12	56	1	6
Bossé clair	13	105	5	51
Dibétou	6	72	2	25
Doussié blanc	1	8	1	7
Doussié rouge	3	26	2	20
Iroko	14	173	7	83
Kossipo	56	753	20	349
Kotibé	4	25	1	6
Okan / Adoum	7	60		
Padouk blanc	34	281	14	124
Sapelli	573	6 796	223	3 453
Sipo	21	324	3	57
Tali	278	2 557	103	776
Tiama	2	18		
Agba / Tola	3	105		
Aiélé / Abel	2	22		
Aningré R	2	12		
Ayous/Obéché	5	71	3	39
Eyong	7	53	2	15
Fraké	118	984	94	986
Koto	6	48	2	15
Longhi / Abam	33	229		
Mambodé / Amouk	58	696	20	250
Niové	2	16		
Ako / Aloa	2	27		
Aningré A	1	10		
Fromager	13	117		
Iatandza / Evouvouss	1	12		
Ilomba	11	105		
Kapokier / Bombax	6	59		
Lati / Edjil	50	580		
Pao rosa	10	103		
Gombé / Ekop Ngombé			3	32
TOTAUX	1 368	14 688	509	6 320

Cet exemple montre la différence sensible entre le nombre d'arbres inventoriés et le nombre collecté. Elle s'explique par le fait que tous les arbres inventoriés ne sont pas exploitables, soit pour des raisons physiques (arbres attaqués par les insectes, mal conformés...), topographiques (zone difficile d'accès pour les engins de débardage), mais également pour des raisons économiques (rentabilité escomptée insuffisante pour couper telle essence ou telle qualité). Deux raisons supplémentaires sont possibles : les chiffres reportés sur les DF 10 peuvent être inférieurs aux volumes inventoriés, soit volontairement, soit du fait de « tarifs de cubages » inadaptés ; pour éviter d'être sanctionnés par l'administration en cas de dépassement du nombre de pieds autorisés, les exploitants prennent probablement des marges de sécurité en accroissant le nombre de pieds déclarés inventoriés (même si ceux-ci sont fictifs).

Ces différences concernent aussi bien les essences secondaires que les essences principales comme le sapelli ou l'ayous. En 2004, les volumes autorisés pour le sapelli se sont élevés à 656.500 m³ et 380.000 m³ ont été abattus (58%) : pour l'ayous, les chiffres sont de 1,52 million m³ autorisés et 853.500 m³ abattus (les volumes abattus sont en moyenne de 20% supérieurs aux volumes roulés), soit 56%.

De ce fait, on peut se demander si les exploitants manquent de bois, et si l'impact des remontées de DME liée à la mise en œuvre des plans d'aménagement sur le volume récoltable est bien réel ?

En réalité il reste toujours un gros potentiel exploitable en forêt, même avec la remontée des DME, mais ce potentiel se concentre, d'une part dans les essences « secondaire » faiblement exploitées, d'autre part au sein des populations des essences principales : les arbres potentiellement les moins rentables, en fonction des conditions de marché et de coût du moment.

La situation est que, *plus les marges financières diminuent* (liées à l'accroissement des charges incompressibles comme le carburant, la hausse des coûts de transport et d'électricité, qui s'ajoute à la fiscalité qui est la même depuis plusieurs années), *plus le périmètre de rentabilité de l'exploitation se rétrécit* (toutes choses égales par ailleurs, notamment le prix de vente des produits en bois) ; et quand le périmètre de rentabilité se réduit, la tendance des exploitants est de se concentrer sur les essences les plus rentables et d'abandonner les essences secondaires (celles dont la rentabilité était tout juste positive avant les augmentations de charge). Au sein d'une même essence, la tendance sera à délaisser les qualités inférieures pour ne prendre que les spécimens susceptibles donner des grumes de qualité « A », plus rémunératrices. Ce qui limite ce phénomène, c'est le besoin de « faire du volume » pour faire tourner les usines et amortir les coûts fixes. Mais la tendance est plus forte que la contre-tendance.

D. Les clients du bois camerounais

Le bois camerounais est majoritairement exporté vers l'Union Européenne, avec une prépondérance de l'Italie, devant l'Espagne. La Chine est devenue en 2005 le premier acheteur de grumes, comme l'indique le tableau ci-dessous, extrait du rapport du projet COCAM (ANAFOR, projet financé par l'OIBT) :

Tableau 9 : Acheteurs de bois camerounais en grumes en 2004 et 2005

GRUMES Principales Destinations sur 19	Volume importé sur 153 468 m ³ en 2005	Volume importé sur 152 887 m ³ en 2004
Chine	59 419	35 185
Italie	33 891	58 403
Inde	15 311	24
Turquie	12 071	21 835
Espagne	8 707	7 921
France	7 371	13 018
Autres	16 698	16 501

Source : COCAM/ANAFOR

Cependant, cette prédominance de la Chine dans l'achat de grumes ne doit pas faire oublier que les grumes ne constituent plus qu'une petite partie des exportations camerounaise, tant en volume qu'en valeur. Si l'on examine les exportations de sciage, on constate que la Chine ne fait pas partie des principaux acheteurs de bois camerounais.

Tableau 10 : Acheteurs de sciages camerounais en 2004 et 2005

SCIAGES Principales Destinations sur 55	Volume importé sur 661 394 m ³ en 2005	Volume importé sur 682 145 m ³ en 2004
Italie	143 619	160 551
Espagne	140 100	136 216
France	77 183	57 707
Pays-Bas	57 769	50 549
Belgique	49 902	43 046
Irlande	35 405	44 641
Autres	157 416	189 435

La tendance est similaire pour les contreplaqués, les placages et les parquets, avec une nette prédominance de l'Italie.

Pour avoir une vision plus synthétique du poids des différents clients du bois camerounais, on a ramené les volumes d'exportation des différents produits (sauf parquets et profilés) à leur « équivalent bois rond » pour l'année 2005. Cette représentation montre le poids des pays européens et la part encore relativement modeste de la Chine dans le commerce du bois avec le Cameroun.

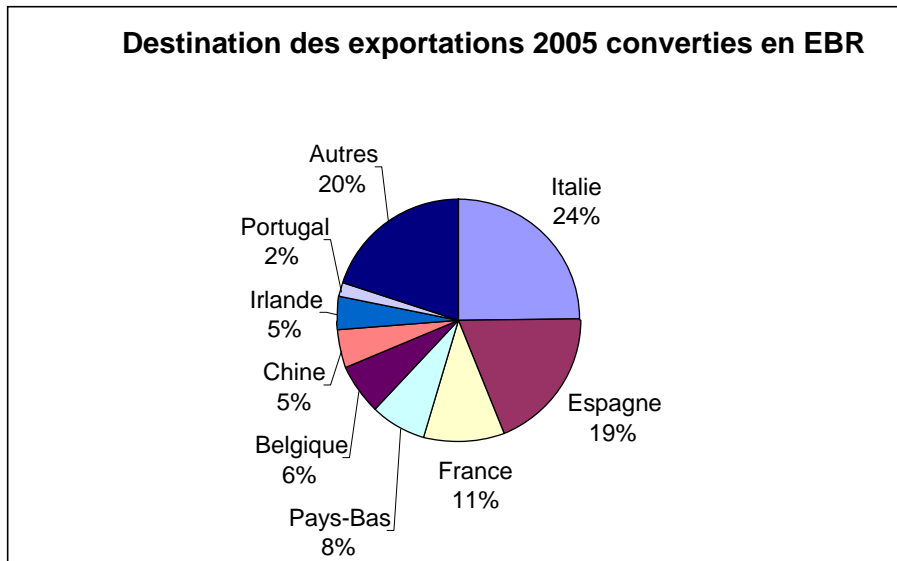


Figure 3 : Destination des exportations de bois camerounais en équivalent bois rond

En ce qui concerne les modes de transport :

- les grumes sont exportées uniquement en mode conventionnel (vrac), 95 % des exportations étant assurées par le port de Douala, et 5% par celui de Kribi.
- Le transport des sciages reste en conventionnel pour les $\frac{3}{4}$ et par conteneur pour le quart restant. Le port de Douala a assuré la totalité de ces exportations en 2005.
- Les contreplaqués sont expédiés en conteneurs pour les $\frac{3}{4}$, cette proportion atteint 81% pour les placages et 96% pour les autres produits.

III.L'évolution de l'économie de la filière bois

A. Les effets de l'interdiction partielle d'exporter des grumes

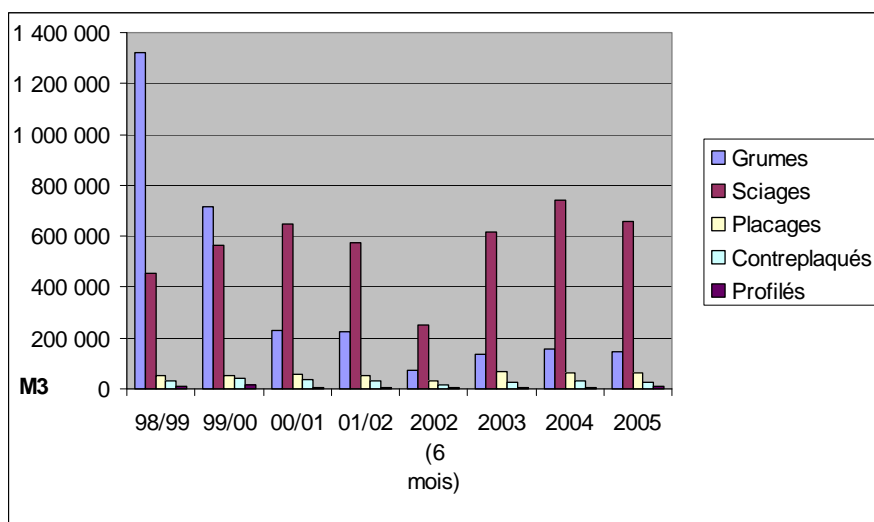
Les exportations de grumes sont passées de 715.000 m³ en 1999/00 à 148.000 m³ en 2005. Rappelons que ces exportations ont culminé à près de 2,9 millions m³ de grumes en 1996/97.

Parallèlement, et sur le même intervalle de temps, les exportations de débités ont augmenté, passant de 566.000 m³ en 1999/00 à 658.000 m³. Les exportations de placage sont passées de 54.000 m³ à près de 65.000 m³ mais les exportations de contreplaqué ont reculé, passant de 43.000 à 25.000 m³. Les profilés ont baissé également, de 14.000 à 8.000 m³. Quant à la valeur déclarée en douanes pour l'ensemble des exportations de bois, elle est presque inchangée durant les deux périodes : 229 milliards en 1999/00 et 228 milliards en 2005.

Tableau 11 : Évolution des exportations de produits en bois depuis 1998

Exportations (source Douanes)	1998/1999		1999/2000		2000/2001		2001/2002	
	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)
GRUMES	1 320 519	122 349	715 246	57 963	231 839	18 571	225 802	18 785
DEBITES	457 034	109 492	566 019	142 896	648 459	166 644	572 616	146 170
PLACAGES	53 365	17 958	54 358	18 339	60 067	20 245	54 174	18 408
CONTREPLAQUES	31 184	6 373	43 004	5 681	35 027	5 920	33 240	8 142
BOIS PROFILES	11 135	3 607	14 253	4 341	6 911	3 605	6 546	3 156
TOTAL		259 779		229 220		214 985		194 661

	2002 - 6 mois		2003		2004		2005	
	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)	Vol. (m ³)	valeur (millions F cfa)
GRUMES	70 899	6 363	136 283	12 119	157 183	14 573	145 216	13 275
DEBITES	248 390	64 267	616 629	156 925	742 084	190 800	658 320	177 377
PLACAGES	28 865	9 955	67 027	24 712	60 403	24 177	64 796	27 053
CONTREPLAQUES	13 792	3 503	23 509	7 357	31 712	9 110	25 266	6 743
BOIS PROFILES	3 308	1 580	5 037	2 516	6 443	3 800	8 001	3 822
TOTAL		85 668		203 629		242 460		228 270



Convertis en équivalent grumes (équivalent bois rond), ce sont 307.000 m³ de bois qui ont été exportés **en moins** entre les deux périodes, soit près de 20% de moins. Cette baisse semble d'abord liée à la diminution des surfaces légalement ouvertes (voir le graphique « évolution des permis annuels de coupe » page suivante), même si on ne peut exclure l'effet d'une baisse de la rentabilité.

Du point de vue de la fiscalité spécifique (fiscalité forestière), la progression de la RFA compense les pertes en Droits et Taxes de Sortie, en restant légèrement au dessus de 24 milliards de FCFA. Rappelons que les taxes forestières avaient culminé à 43,7 milliards de FCFA en 1997/98, lors du record d'exportation des grumes.

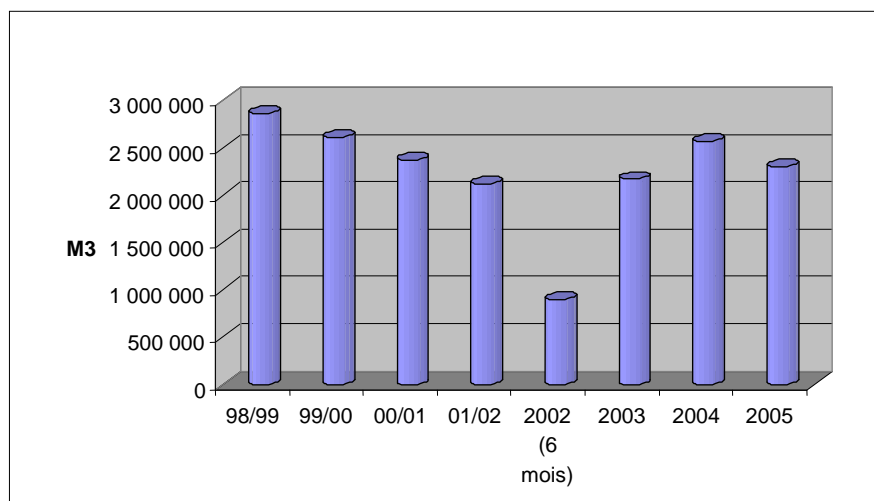


Figure 4 : Volume équivalent bois rond reconstitué camerounais exporté depuis 1998/99

Evolution des permis annuels de coupe

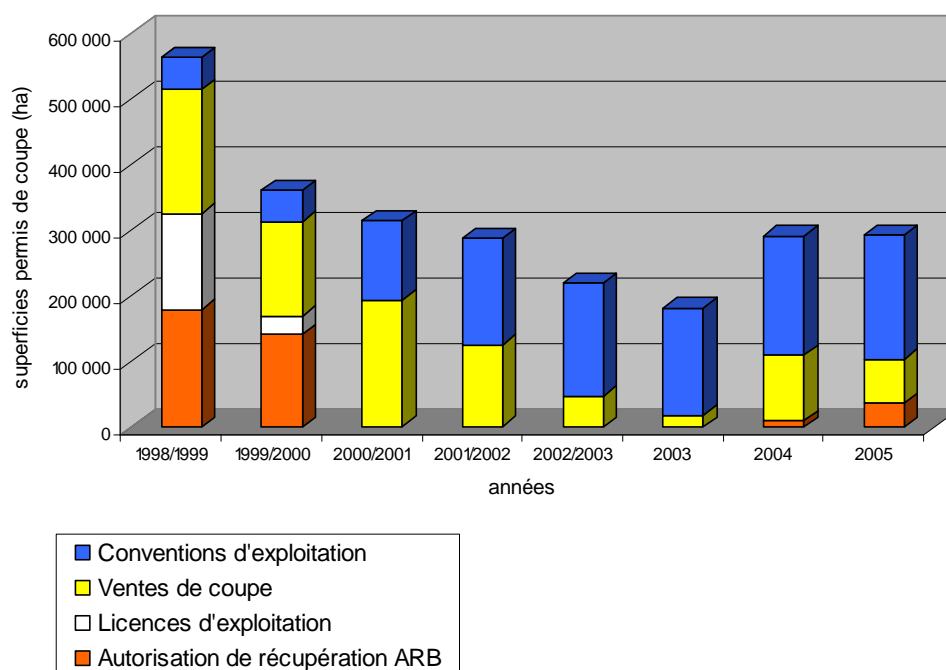


Figure 5 : Superficies ouvertes légalement à l'exploitation depuis 1998/99

Les superficies ouvertes à l'exploitation ont baissé de moitié sur la période, passant de 563 860 ha entre 1998/1999 à 292 788 ha en 2005 (- 48%). Bien que les deux graphiques précédents présentent globalement le même profil, si l'on compare cette diminution des surfaces annuelles légalement ouvertes à l'exploitation, avec la baisse des exportations converties en EBR (- 20%), on voit que la

réduction de la production présumée (reconstituée à partir du chiffre des exportations) est moins que proportionnelle à la réduction des surfaces (- 48%) légalement ouvertes à la coupe, ce qui – en l'absence d'une augmentation de l'intensité des récoltes – indique que du bois issu de surfaces exploitées non répertoriées dans les données nationales a continué à alimenter le marché. On sait que les « autorisation de récupération de bois » (ARB), suspendues par une décision¹⁴ prise au niveau national de 1999 à 2005, semblent avoir continué à être délivrées au niveau local¹⁵.

Les surfaces légalement ouvertes à la coupe ont d'abord subi une forte baisse en 2000/2001, à cause de la suppression des licences d'exploitation et des « récupérations » qui représentaient 57,7% des surfaces ouvertes à l'exploitation en 1998/1999, et leur remplacement – au moins dans les statistiques du SIGIF – par les concessions et les ventes de coupe. Cette diminution s'est poursuivie à un rythme plus modéré jusqu'en 2003, du fait de la baisse des ventes de coupe, et ce en dépit des appels d'offres des concessions de 2000, 2001 et 2002.

Les superficies productives sont remontés à partir de 2004, passant à 291 856 ha (+110 497 ha par rapport à 2003), à la faveur de l'appel d'offres des ventes de coupe de décembre 2003 (100 000 ha supplémentaires), puis se sont maintenus à 292 788 ha en 2005, grâce aux appels d'offres des concessions d'avril et novembre 2005 et aux « récupérations ».

Cette dernière catégorie de titres a refait son apparition à partir de 2004 avec 10 000 ha, pour atteindre 35 790 ha 2005, soit 12,2% des superficies ouvertes à l'exploitation. Tout comme, on peut noter la prolifération actuelle des ouvertures de route comme moyen d'accès à la ressource à travers des « récupérations ». Selon les dires de certains industriels acheteurs de grumes auprès de diverses sources, il est actuellement aisé de s'approvisionner en bois d'œuvre sur le « marché ».

B. Le rapport entre la production enregistrée et les exportations

Le graphique ci-après montre, sur un pas de temps de 25 ans, l'évolution des chiffres de la production enregistrée par le Ministère en charge des forêts et les volumes reconstitués (EBR) à partir des enregistrements des douanes. On voit qu'à partir de 1998/99, une situation anormale s'est développée, avec des exportations supérieures à la production enregistrée. Si l'on veut bien considérer que les chiffres de la production enregistrés dans le SIGIF pour l'année 2005 ne sont pas définitifs, la situation de 2004 indique un décalage entre la production enregistrée par le MINFOF et la production exportée (sans même évoquer la production du secteur informel). L'explication de ce décalage vient très probablement de la montée des exportations de sciage issues du secteur informel, phénomène évoqué par ailleurs.

¹⁴ Décision N° 0944/D/MINEF/DF du 30 juillet 1999 à la suite des abus constatés dans l'attribution de ces titres

¹⁵ Par ailleurs, les « coupes de sauvetage », les « autorisations d'enlèvement de bois » (AEB) sont prévues par la réglementation en vigueur (article 110 et 112 du décret 95/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts) et n'ont pas été suspendues durant la période/

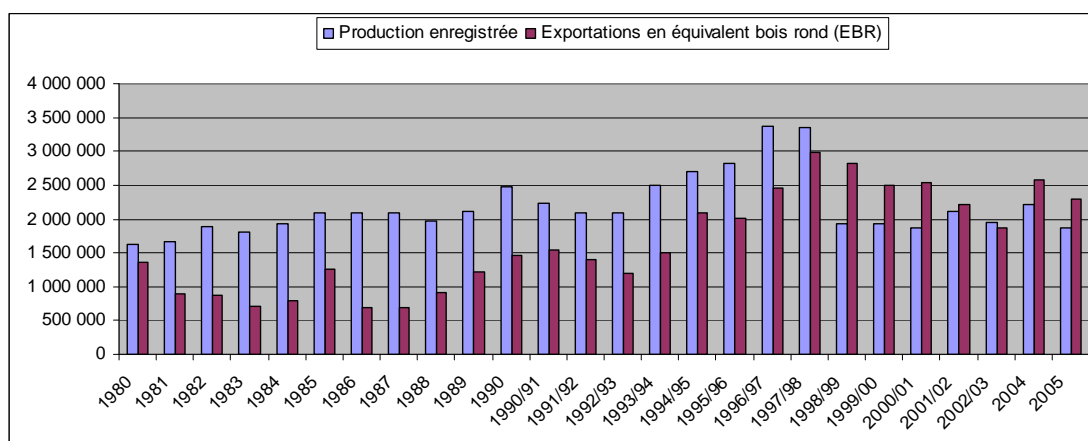


Figure 6 : Comparaison entre la production enregistrée par l'administration forestière et les volumes exportés en équivalent bois rond reconstitué

C. L'évolution de la typologie des opérateurs du secteur forestier

Une caractérisation des différents acteurs du secteur forestier nous amène à distinguer actuellement, quatre grands groupes d'opérateurs selon leurs stratégies et les modes opératoires.

1. Les exploitants forestiers / transformateurs

Cette catégorie d'opérateurs, est la plus importante de par l'activité, puisqu'elle dispose de 54% des superficies attribuées en concessions en propre et de 74% en considérant le partenariat ou l'affermage, et possède 85% des capacités de transformation installées.

Ces opérateurs ont pour la plupart réalisés d'importants investissements à long terme dans l'exploitation forestière et dans des usines de transformation. Ils privilégient l'approvisionnement stable dans les concessions détenues en propre ou en partenariat, et ont recours aux ventes de coupe au cas où cette source d'approvisionnement reste insuffisante. Une majorité s'adapte aux changements du cadre législatif et réglementaire en s'orientant vers l'aménagement durable des forêts qu'ils exploitent, voire pour certains vers la certification de leurs bois.

Toutefois, leur situation n'est pas homogène et varie selon le degré d'indépendance pour l'approvisionnement en matières premières et d'adaptation au régime d'interdiction partiel des exportations des grumes pour la transformation locale.

Il a été constaté que les entreprises qui ont développé leur transformation au cours des dernières années, notamment par l'amélioration des rendements matières, des taux d'utilisation des capacités et le développement des produits à valeur ajoutée vendus sur des marchés plus rémunérateurs, ont mieux résisté aux difficultés liées à la baisse des volumes récoltés, la hausse de la fiscalité et des autres charges d'exploitation.

> Les gros exploitants transformateurs installés avant l'arrêt des grumes et les réformes du secteur

Le tableau montre bien qu'indépendamment des contraintes subies par toutes les entreprises du secteur, les réactions des exploitants transformateurs n'ont pas été les mêmes, certains ont pu compensé les pertes de chiffres d'affaires sur les grumes en accroissant fortement leur transformation. Une partie des entreprises anciennement installées ont réagi dans ce sens, c'est le cas d'ALPI, WIJMA, SEEF, TTS, et dans une moindre mesure ROUGIER et PASQUET, qui ont dû fermer chaque une usine pour cause de manque de matières premières ou de réorganisation de leur transformation. Dans le même temps WICWOOD THANRY, BOLLORE, KHOURY, CFE et dans une moindre

mesure SEFAC, enregistrent un repli général de leurs activités. La SFIL subit également une forte baisse d'activité mais réorganise sa production sur des segments à valeur ajoutée.

> Les gros exploitants transformateurs installés après 1999

Les exploitants transformateurs installés après 1999, connaissent une forte croissance. Ils ont pour la plupart installés des usines plus récentes sans titres d'exploitation et ont connu d'énormes difficultés d'approvisionnements qui les ont amenés à prendre des forêts. On compte parmi eux les transformateurs d'origine italienne arrivés dans le secteur à l'arrêt effectif des exportations de grumes : SIM, PATRICE BOIS, PLACAM, FIPCAM, TRC (cette dernière est d'origine néerlandaise et spécialisée dans l'azobé) et les exploitants transformateurs nationaux qui ont construits des usines et obtenues des concessions : INGENIERIE FORESTIERE, SCTB, STBK.

> Les moyens transformateurs nationaux titulaires de concessions : MMG, SCIEB (reprise de l'usine de HFC avec l'UFA) ou de ventes de coupe : SIBM

2. Les exploitants forestiers sans transformation

> Cas d'exploitation effective par les titulaires des titres

Ce groupe comprend les exploitants forestiers étrangers titulaires d'UFA qui exploitent les grumes pour les livrer aux usines en ventes directes ou en partenariat, cas de CUF et PANAGIOTIS MARELIS. Ces derniers développent progressivement leurs capacités de transformation pour l'export car ils éprouvent des difficultés pour vendre les grumes à des prix suffisamment rémunérateurs.

On retrouve dans cette catégorie, les nationaux qui exploitent sans transformation, titulaires des concessions (KIEFFER) et de ventes de coupe qui exploitent et vendent leurs bois sur le marché intérieur (APRODE, SFEES, TAGNE). Cependant, ils disposent de petites unités de reconditionnement pour l'export des bois provenant des forêts communautaires.

> Cas de fermage

Le fermage reste une pratique majoritaire chez les nationaux impliqués à travers les partenariats dans les concessions et les ventes de coupe, sur 82 concessions attribuées, 34 ont été allouées à des nationaux, parmi lesquelles une vingtaine est en partenariat ou fermage, soit les 2/3 (cf. tableau typologie des opérateurs - cas des concessions).

Dans les ventes de coupe, l'exploitation forestière est soit directement effectuée par la société qui achète les grumes, soit par un sous-traitant qui est rémunéré sur le prix d'achat.

3. Les transformateurs purs sans exploitation forestière

ECAM PLACAGES ne dispose pas de titres par choix stratégique, car il est spécialisé dans la transformation de la meilleure qualité de l'aniégré, dont les quantités demandées ne pourraient être disponibles sur un titre, mais qu'il obtient un acheteur auprès de tous les exploitants avec un prix rémunérateur, y compris dans le sous-région.

En dehors de ce cas, ce modèle est de plus difficile à maintenir pour une entreprise d'envergure dans le contexte actuel, au vu de la fermeture récente de SETRABOCAM (ex IBCAM vendu par le groupe HAZIM) et SEFICAM, pour défaut d'approvisionnement.

4. Les petites usines et les transformateurs artisanaux

L'émergence d'un nombre élevé de petites usines et des transformateurs artisanaux qui exportent globalement un volume de plus de 100 000 m³ de débités, est l'un des faits marquants de l'évolution du secteur au cours des 3 dernières années.

Selon les statistiques des Douanes, 120 000 m³ des débités environ, représentant un chiffre d'affaires de 40 milliards de Fcfa, ont été exporté en 2005 par des transformateurs sans titre d'exploitation, ou travaillant en partenariat avec les forêts communautaires, et qui sont pour la plupart des nouveaux opérateurs. (cf. tableau des exportations par opérateur).

Le renouvellement des opérateurs est particulièrement important dans ce sous-secteur. Plusieurs sociétés ayant exportés plus 5000 m³ de débités chacune en 2004, disparaissent des statistiques de 2005 : ELOUNDOU C., ELOUNGOU TOUA, FOTRAB, CIC, ABAH AMOUGOU, FIBOIS. En revanche de nouveaux exportateurs apparaissent avec des quantités non négligeables en 2005 : BMC, DYNAMIC, ENTREP. NEGOCE ET FOURNITURE, ETS CARREFOUR INVEST., ETS DANG IDRISSE, etc...

Ces débités majoritairement issus d'une exploitation illégale, proviennent aussi bien des sciages sur scies mobiles, des sciages sauvages qui sont ensuite rabotés et conditionnés pour l'exportation, que des petites usines et des forêts communautaires.

En tout cas, la maîtrise de l'activité des petites usines et des transformateurs artisanaux apparaît actuellement comme une nécessité pour lutter contre la fraude et crédibiliser l'origine du bois.

Tableau 12 : Les principaux partenariats entre les entreprises et les attributaires

Titre	Titulaire du titre	Propriétaire de l'entreprise	Partenaire exploitant / transformateur	Observations
1. Concessions en affermage exploitées par le partenaire exploitant / transformateur				
UFA 09-013	CFK	Ebobob	WIJMA	
UFA 08-006	SFB	Général Yakana	TTS	
UFA 10-023	SFCS	Mme Botiba	TTS	
UFA 09-003 & 09-004a 09-005a	LOREMA		SFID	
UFA 09-005b	SOCIB		SFID	
UFA 09-006	SFF	Fanga	PATRICE BOIS	
UFA 09-016	COFA	Mvondo Assam	PATRICE BOIS	
UFA 09-004b	COFA	Mvondo Assam	PATRICE BOIS	
UFA 08-008	SCTCB	Takam	SIM	
UFA 08-009	INC	Atangana Robert	SIM	
UFA 10-029	SFDB	Aléokol	SIM	
UFA 10-044	ASSENE NKOU	Assene Nkou	PALLISCO	
UFA 10-042	SODENTRANCAM	Sally Moussa	PALLISCO	
2. Ventes de coupe en affermage				
VC 08-01-158	CBC		SEFICAM	
VC 10-02-146	CBC			
VC 08-01-91	EYIA PIERRE	Eyia Pierre	SIM	
VC 08-01-167	EYIA PIERRE	Eyia Pierre	SIM	
VC 08-08-149	EYIA PIERRE	Eyia Pierre	SIM	
3. Ventes de coupe exploitées par les titulaires				
VC 10-04-125	APRODE		ALPICAM	
VC 10-03-143	SFEES	Eboueme	SOTREF	
VC 08-06-144	KIEFFER			
	TAGNE			
	SIBM			
4. Concessions cédées				
N° d'UFA	Adjudicataire	Propriétaire	Nouvel acquéreur	Observations
UFA 10-015	ETMC	Matip	CIBC	
UFA 09-021	COFA	Mvondo Assam	WIJMA	

UFA 10-041	AVEICO	Général Asso	PALLISCO	
UFA 09-024	HFC	Groupe Bolloré	WIJMA	
UFA 09-025	HFC	Groupe Bolloré	SCIEB	
UFA 10-022	SFIW	Groupe Hazim	SCIFO (INGF)	
UFA 00-004	PROPALM BOIS	Groupe Thanry	TRC	
UFA 08-003	SFH	Groupe Hazim		
UFA 08-001 & 02	RC CORON	Coron	Khoury	Reprise de RC CORON
UFA 10-039	ASSENE NKOU	Assene Nkou	PALLISCO	
5. Concessions retirées				
UFA 09-012	AVEICO	Général Asso		
UFA 10.013	CFE	Dabaji		

D. L'évolution de l'industrie de transformation

En 1999/00, les capacités installées de transformation étaient estimées entre 2,8 et 3 millions de m³. Neuf usines ont fermé leurs portes depuis 1999/00, retirant près de 700.000 m³ de capacités. On estime à 1,9 million de m³ les capacités des usines « formelles ». En ajoutant les besoins des petites usines, des transformations artisanales et des scies mobiles, qui avoisinent globalement les 0,3 million de m³, les capacités installées seraient de l'ordre de 2,2 millions de m³. On trouvera en annexe 2 les détails de cette évolution.

L'industrie du bois reste dominée par la première transformation, malgré le développement d'ateliers de récupération de bois et de menuiseries industrielles. L'industrie du déroulage reste très limitée, malgré quelques investissements effectués en 1999 à Douala et Yaoundé. La fermeture de l'usine de contreplaqué de la SFID à Dimako en 2004 a ramené la production de contreplaqué exportée à 25.000 m³ en 2005. La production de placages déroulés n'a guère progressé depuis 1998, atteignant 65.000 m³ (exportés) en 2006. Une seule unité fabrique des placages tranchés, à partir d'aniégré principalement.

Les industriels expliquent que la production de contreplaqué n'est pas, à l'heure actuelle, rentable au Cameroun. L'explication tient surtout à l'évolution des conditions de la production de ce matériel au niveau mondial, et à la compétitivité prix très forte du contreplaqué produit par la Chine, qui menace même l'industrie indonésienne du contreplaqué, pourtant dominante sur le marché international dans les années 1990. Le Gabon, fabricant traditionnel de contreplaqué d'okoumé, a vu également sa production se contracter depuis 2 ans sous l'effet de la concurrence chinoise, certaines unités préférant se concentrer sur les placages déroulés.

Mais ceci ne constitue sans doute qu'une partie de l'explication. La rentabilité des entreprises forestières est actuellement insuffisante, et les capacités propres d'autofinancement sont fortement réduites par la montée des charges incompressibles (incluant les coûts accrus de transport). La situation n'est pas perçue comme favorable pour le développement de nouveaux segments de filière (voir la partie consacrée à l'analyse de la compétitivité).

Le rendement matière dans les industries formelles

Les rendements matières s'améliorent dans les industries du secteur formel : la recherche de l'augmentation du rendement matière est devenue un objectif important des transformateurs, à travers l'organisation du travail, la modernisation de l'outil de production, la fabrication de produits plus élaborés, l'installation d'ateliers de récupération du bois, la négociation des contrats permettant la commercialisation des petites dimensions ou variables. Le tableau des indicateurs de transformation indique globalement une amélioration du rendement matière calculé à partir des données fournies dans les rapports annuels d'activité, bien que dans certains cas cette situation résulte d'une minoration des chiffres de volumes entrée usine (provenance questionnable des bois entrant en usine).

Les calculs de rendement moyen par type de transformation, sont effectués à partir des données des entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête de cette étude, et la comparaison est faite avec les données de l'étude Cerna de 1998.

Les rendements matière des scieries simples évoluent faiblement, restant autour de 31 - 33 % comme en 1998. En revanche, les changements tels que l'intégration d'une menuiserie industrielle ou d'un atelier de récupération, ont permis d'augmenter notablement le rendement matière moyen des usines concernées, qui est passé de 33% en moyenne en 1998 à 37 - 38% actuellement.

A défaut d'obtenir un coût de la matière plus faible, une majorité d'entreprises est contrainte, pour assurer la survie et la compétitivité de leur industrie, d'accroître la productivité du travail et la valeur ajoutée des produits. En témoignent l'installation d'ateliers de reconditionnement des bois débités pour la récupération des petites dimensions et la fabrication des produits dérivés (lambris, parquets).

Les facteurs influençant les rendements matière sont :

- l'amélioration de l'outil de production avec des investissements nouveaux,
- le niveau de transformation : débités, déroulage, tranchage, contreplaqués, récupérations,
- les changements dans l'organisation de la production : un système de production ouvert et non continu, avec des lignes de production courte, laisse la possibilité de scier des qualités différentes et faire la récupération, par rapport à un système en continu de production à la chaîne,
- la capacité à obtenir des contrats permettant la récupération des petites dimensions et des lamelles.

Des surcapacités de transformation persistantes mais devenues moins importantes

Compte tenu de l'attribution de la presque totalité des concessions, il est probable que les superficies cumulées ouvertes à la coupe annuellement tendent vers 200 000 ha, en dehors des ventes de coupe, et étant donné que le prélèvement moyen s'établit à 10 m³/ha pour l'ensemble des concessions (suivant les enregistrements d'abattage par le SIGIF), et que l'incidence des plans d'aménagement entraînera une baisse des volumes de 10-15% (au moins), la production potentielle de la forêt camerounaise dans les toutes prochaines années devrait s'établir autour de 1,8 million de m³ par an, si aucun changement majeur n'intervient dans la composition des récoltes. Il existe néanmoins un risque que la remontée des diamètres minimaux d'exploitation (passage des DME/ADM à des DME/AME) induite par la mise en œuvre de plans d'aménagement réduise de **plus** de 10-15% le potentiel réel, surtout si les exploitants ne parviennent pas à valoriser de manière accrue les essences secondaires.

Une situation de surcapacités de transformation globale persiste donc (capacités des unités *minus* potentiel durable de production), mais elle est nettement moins aigue qu'en 1999/00 ou 2000/01 et elle est actuellement compensée par les ventes de coupe et les permis en volume – qui ne sont pas, rappelons le, considérées comme des sources durables d'approvisionnement. Un tableau récapitulatif des capacités de transformation des usines et de leur mode d'approvisionnement est proposé en annexe 2.

E. Les grandes tendances du marché intérieur des grumes

L'inadéquation au niveau individuel entre la production de grumes et les capacités de transformation, a entraîné le développement d'un marché intérieur des grumes, où se rencontre les entreprises structurellement déficitaires en grumes avec les exploitants forestiers titulaires des UFA ou des ventes de coupe, qui disposent de faibles capacités de transformation. Le tableau de comparaison par opérateur des équivalents bois ronds des exportations et la production de grumes répertoriée par le SIGIF, montre bien comment les entreprises assurent leurs approvisionnements en matières premières, soit en propre ou en faisant appel au marché des grumes, et indique la recomposition des parts de marché dans le secteur.

Plusieurs constats peuvent être effectués :

- Il existe deux catégories d'entreprises, une première composée des grandes entreprises dont nous pouvons reconstituer en grande partie l'origine de leur approvisionnement et une autre composée des petits transformateurs pour lesquels cet exercice reste difficile, voire impossible.
- Il existe un marché intérieur des grumes qui fonctionne par des ventes directes ou des partenariats et est alimenté par :
 - o les titulaires d'UFA en position excédentaire, dont les capacités de transformation n'atteignent pas leur potentiel de production, ou qui ne disposent pas d'usines
 - o les titulaires d'UFA qui commercialisent leurs essences et particulièrement celles demandées comme l'ayous et l'azobé
 - o les nationaux titulaires de ventes de coupe en partenariat, qui nouent des partenariats techniques et/ou financiers avec à la clé la commercialisation exclusive des grumes, avant ou après l'obtention des titres.

Plusieurs constats peuvent être faits :

- Il y a une inadéquation au niveau individuel pour certains gros transformateurs, dont les besoins en matières premières dépassent le potentiel de production forestier. Certains présentent un déficit important en grumes : ALPICAM, SEEF, SIM, INGF, STBK, PATRICE BOIS, SEFICAM, SETRABOCAM. D'autres parviennent à atteindre un équilibre à court terme ou à réduire leurs déficits en bois grâce aux ventes de coupe en propre ou en partenariat : TTS TRC, SCTB, SIM, INGF, PATRICE BOIS.
Ces déséquilibres sont en partie réglés par le marché intérieur des grumes et parfois par des importations de la sous région (Congo et RCA) pour certaines (SIM, ALPICAM, ECAM).
- Globalement pour l'année 2004, le volume équivalents bois ronds des grandes entreprises exploitants transformateurs, est égal à la production issus des titres légaux d'exploitation et on pourrait croire que le marché réalise son équilibre avec les gros transformateurs. La réalité est légèrement différente, puisque le marché est ouvert et des usines sans titres d'exploitation s'approvisionnent en grumes provenant des UFA ou ventes de coupe. Ce qui entraîne de toute façon un besoin global en bois, et les importations par certains opérateurs de la sous région.
- Le marché intérieur reste concentré sur un nombre limité de gros acheteurs potentiels, à savoir les usines structurellement demandeuses disposant de d'importantes capacités de transformation excédant leurs possibilités de production de grumes, que sont ALPICAM, PATRICE BOIS, SIM, SEEF, ECAM, SEFICAM. On observe que **les prix offerts aux vendeurs ne sont pas suffisamment rémunérateurs**, notamment pour les essences dont l'exportation est interdite sous forme de grumes, et cette situation est encore plus aggravée lorsque le vendeur a reçu un préfinancement en matériel ou en argent.
- La possibilité laissée d'exporter par quota l'ayous et l'azobé (simple autorisation de l'Administration forestière) a permis de raffermir légèrement leurs prix sur le marché intérieur des grumes.
- Ce marché a deux compartiments : un plus actif des ventes directes par les titulaires d'UFA ou ventes de coupe aux transformateurs dans le besoin, et l'autre constitué par des partenariats forme d'apports techniques et/ou financiers donnés par les transformateurs acheteurs en contrepartie de la livraison exclusive ou en partie des grumes.

Tableau 13 : Partenariats commerciaux (non exhaustif) et stratégies d'approvisionnement

<i>Titulaires du titre</i>	<i>Titres d'exploitation</i>	<i>Partenaires : appuis techniques et/ou financiers, ou exploitation directe</i>	<i>Acheteurs principaux : ventes directes précédées par exploitation sous-traitée ou par le titulaire</i>	<i>Observations</i>
1- Appui technique et financier ou exploitation directe				
WFC	2 ventes de coupe	SIM		
EYIA	1 vente de coupe	SIM		
GAU	2 ARB	PATRICE BOIS		
2- Ventes directes de grumes				
CUF	2 concessions		WIJMA,	Absence d'usine
KIEFFER	1 concession 1 vente de coupe		SEEF, TTS	Absence d'usine
MARELIS PANAGIOTIS	1 concession		SEEF	capacité de transformation encore limitée
Groupe KHOURY	3 concessions		SEEF	Capacité de transformation = 1/2 potentiel production
STBK	1 concession		ALPICAM	
APRODE	1 vente de coupe			
SCIEB	1 concession			
SFEES	1 vente de coupe			
EFTD	1 vente de coupe			
TAGNE	2 ventes de coupe			
3- Partenariats durables sur les concessions assimilables à des productions en propre				
LOREMA	1 concession	SFID		
SOCIB	1 concession	SFID		
SFCS	1 concession	TTS		
SFDB	1 concession	SIM		
SCTCB	1 concession	SIM		
SEPFCO	1 concession	TRC		
SFB	1 concession	PATRICE BOIS		
4- Cas d'approvisionnements auprès de tous les opérateurs				
Tous titulaires de titres		ECAM		Utilisation d'une seule essence pour le tranchage
5- Cas d'approvisionnement dans la sous région : Congo et RCA				
Congo et RCA		ECAM		
		ALPICAM		
		SIM		

Un tableau plus complet des partenariats est reproduit en annexe 7.

F. L'emploi dans la filière bois

Selon les données collectées par notre enquête, l'emploi aurait légèrement progressé dans le secteur formel (l'INS arrive cependant à un résultat différent). Mais cette progression, si elle est confirmée, est certainement beaucoup moins significative que ce qui était escompté par le gouvernement à travers l'interdiction de l'exportation des grumes.

Tableau 14 : nombre d'employés des entreprises étudiées du secteur formel (enquête par questionnaire et extrapolation)

	1998	2004	Solde
Exploitation	5 250	4 266	- 984
Transformation	6 763	8 641	+ 1 878
Total	12 013	12 907	+ 894

Il faut ajouter à ces chiffres, celui des employés dans les entreprises de transport spécialisées sur le bois. Le nombre d'employés total sera plus élevé, mais le solde risque d'être négatif, car avec la diminution à la fois des récoltes et des volumes roulés (moins de grumes, plus de produits transformés), le volume transporté a baissé. Le tableau ci-dessous reprend le même groupe d'entreprises que celui qui avait été identifié par l'étude du CERNA en 1998 et réétudié par l'étude ONFi – CERNA de 2002. On présentera par ailleurs les évaluations de l'INS, qui sont différentes des données du tableau ci-dessous, et qui prennent en compte également le transport du bois.

Ces données (audit) montrent une contraction de l'emploi dans le domaine de l'exploitation et une progression dans la transformation. Le solde positif reste néanmoins modeste, et ne correspond certainement pas aux espoirs de progression de l'emploi placés dans l'interdiction d'exporter des grumes.

Les données de l'INS proviennent de deux sources distinctes. Celles qui indiquent les effectifs du secteur formel sont issues du dépouillement systématique des DSF, tandis que celles qui concernent le secteur informel sont issues d'enquêtes et d'extrapolations.

En ce qui concerne le secteur formel, les données de l'INS sont les suivantes :

Tableau 15 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel selon les données de l'INS

Année	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Exploitation	5 272	5 933	6 432	4 497
Transformation	8 494	8 924	5 383	5 820
Transport	2 249	2 283	2 895	2 954
Total	16 015	17 140	14 710	13 271

Ces données font apparaître une contraction de l'emploi sensible à partir de 2003, particulièrement sensible dans le domaine de la transformation. Cette baisse ne semble pas, néanmoins, corroborée par des licenciements importants qui seraient survenus en 2003, et il est possible qu'il s'agisse d'un artefact statistique. L'emploi dans le transport du bois a légèrement progressé.

Tableau 16 : Répartition par catégorie socioprofessionnelle (année 2004, source INS)

<i>Branche</i>	Cadres supérieurs	Techniciens supérieurs	Ouvriers qualifiés	Employés, manœuvres	Effectif total
Exploitation forestière	96	133	793	3 475	4 497
Transformation du bois	131	115	1 000	4 574	5 820
Total	227	248	1 793	8 049	10 317

D'après les enquêtes de l'INS, le secteur informel constitue la véritable source d'emploi dans la filière bois. En additionnant les différentes catégories socioprofessionnelles pertinentes pour ce segment, l'INS estime à un peu plus de 150.000 le nombre de personnes travaillant dans le secteur bois (incluant le transport) en 2004 (+ 60% par rapport à 2000), ce qui représente plus de 10 fois les effectifs du secteur formel.

Tableau 17 : Évolution de l'emploi dans le secteur informel selon les données de l'INS

<i>Année</i>	2000	2004
Salariés	26 818	46 200
Patrons et compte propre	53 496	88 055
Aides Familiaux	10 694	16 472
Total	91 008	150 727

En 2004, cette main d'œuvre se répartissait ainsi :

- exploitation : 65.470 (43%)
- transformation (dont fabrication de meubles) : 81.623 (54%)
- transport : 3.634 (2%)

Ces données confirment les tendances observées quant à la montée du secteur informel, qui est à la fois le principal pourvoyeur de bois pour la population camerounaise, mais qui est aussi celui qui contient le plus grand gisement potentiel d'emploi. En même temps, cette progression témoigne de la difficulté d'émergence d'un secteur formel semi artisanal de PME/PMI qui renforcerait le tissu industriel (voir le chapitre sur la compétitivité qui revient sur ce point).

La performance très mitigée en matière d'emploi formel montre également les limites d'une politique prohibitive volontariste (qui s'est traduite par l'interdiction partielle d'exporter des grumes), quand les conditions générales pour « faire des affaires » restent médiocres au niveau des entreprises. Il est donc déconseillé de tenter de promouvoir une transformation plus poussée du bois à travers des mesures de restriction commerciale sur les bois sciés de première transformation, si tant est que de telles mesures aient été envisagées par l'administration.

G. Indicateurs économiques sectoriels

La faible augmentation de l'emploi dans les branches de l'exploitation forestière et de la transformation du bois est imputable à la baisse globale de la production. Une partie de cette baisse est sans doute liée à la limitation des surfaces légalement ouvertes à la coupe qui ont réduit les niveaux de récolte dans le secteur « formel » (cf.figure 5). L'appareil statistique du Cameroun n'est pas encore assez fin pour déterminer exactement quelle est la valeur ajoutée supplémentaire imputable à la substitution des grumes par des produits transformés dans les exportations, mais on peut voir dans les tableaux ci-dessous que, si le rendement fiscal de l'équivalent bois rond (EBR) exporté a diminué entre 1997/98 et 2005 (moins de grumes, plus de transformés), la valeur unitaire EBR des exportations a, en revanche, progressé. Mais toute cette valeur supplémentaire, n'est pas entièrement de la valeur ajoutée (il faut retrancher les consommations intermédiaires, notamment les produits pétroliers).

Tableau 18 : Rendement fiscal du bois exporté (fiscalité forestière) ramené en EBR

	Volume exporté en équivalent bois rond	Total fiscalité (millions de FCFA)	Rendement fiscal au m ³ (FCFA)
1997/98	3 400 000	43 788	12 879
1999/00	2 608 027	24 332	9 330
2005	2 316 302	24 736	10 679

Tableau 19 : Évolution de la valeur unitaire des exportations ramenées en EBR

	Volume exporté en équivalent bois rond	Valeur exports (millions de FCFA)	Valeur unitaire (FCFA / m ³)
1997/98	3 400 000	270 000	79 412
1999/00	2 608 027	229 220	87 890
2005	2 316 302	228 270	98 549

Au total, on peut dire que le changement de politique quant à l'exportation des grumes a nettement réduit le rendement fiscal (fiscalité forestière) – en partie seulement compensé par la hausse de la RFA moyenne par hectare après 2000 – sans que les retombées en matière de valeur ajoutée supplémentaire ne soient spectaculaires. Cependant, le tableau ci-dessous montre que le **contenu en emploi** de l'activité forestière dans son ensemble **a augmenté de près de 60%** : pour une production exportée moindre en volume EBR, le nombre d'emplois dans l'exploitation et la transformation (donnée de l'audit) s'est légèrement accru.

Tableau 20 : Évolution du contenu en emploi et de la productivité apparente du travail

	Volume exporté en équivalent bois rond	Emplois	Emplois par milliers m ³ EBR	Valeur unitaire des exportations EBR (FCFA / m ³)	Valeur unitaire des exportations EBR par employé
1997/98	3 400 000	12 013	3.53	79 412	6.6
2005	2 316 302	12 907	5.57	98 549	7.6

Le tableau ci-dessous indique également une **augmentation de la productivité apparente globale du travail d'environ 15%** : en supposant que le temps de travail moyen par employé n'a pas varié entre les deux périodes, l'augmentation de la valeur moyenne unitaire des volumes exportés (rapportés en équivalent bois rond) par employé constitue un indicateur significatif.

Le poids des exportations de bois dans le total des exportations camerounaises a baissé entre 2000 et 2005, même si l'on ne prend pas en compte les exportations pétrolières.

Tableau 21 : Évolution du poids des exportations de bois dans les exportations camerounaises

<i>En milliards de FCFA courants</i>	Valeur des exportations de biens (pétrole brut inclus)	Pourcentage représenté par les exportations de bois	Valeur des exportations de biens (hors pétrole brut)	Pourcentage représenté par les exportations de bois
2000/01	1521,4	14,25%	748,5	29%
2005	1637,4	13,9%	877,1	26%

Cette diminution du poids des exportations de bois dans l'ensemble des exportations reflète essentiellement la baisse des volumes exportés (convertis en équivalent bois rond) entre les deux périodes. Néanmoins, il faudra que la valeur unitaire des exportations de bois continue à progresser pour que le bois continue à constituer une part importante de la valeur des exportations de biens, hors pétrole notamment. Ce n'est pas dans l'augmentation des volumes exportés que résident dorénavant les marges de progression (il faut plutôt s'attendre à un nouveau tassement de ces volumes avec l'effet des plans d'aménagement) mais bien dans l'accroissement de la valeur ajoutée des productions, et du prix unitaires des produits bois exportés.

Approche par la comptabilité nationale

L'INS du Cameroun, partenaire de cette étude, a reconstitué l'évolution de la valeur ajoutée telle qu'elle ressort de l'analyse du TES (Tableau Entrées-Sorties) de la comptabilité nationale camerounaise. De cette analyse, il ressort que la valeur ajoutée brute (définition de la comptabilité nationale : valeur de la production d'une branche *minus* achats de biens et services aux autres branches) a progressé dans les proportions suivantes :

Tableau 22 : Évolution de la valeur ajoutée brute entre 2000 et 2004 en FCFA courants

Valeur ajoutée brute (comptabilité nationale)(millions FCFA)	Secteur formel	Informel	Total
2000	173 993	99 442	273 345
Dont exploitation	88 909	22 475	11 384
Dont industrie	77 008	47 044	124 051
Dont fabrication meubles	8 076	29 925	38 001
2004	258 075	122 776	380 852
Dont exploitation	105 805	26 960	132 765
Dont industrie	140 819	56 749	197 568
Dont fabrication meubles	11 451	39 067	50 518

Ces chiffres, en francs courants, indiquent une augmentation de 39%, de la valeur ajoutée brute globale du secteur, et de 48% pour le secteur formel. Mais pour prendre en compte les effets de la dépréciation monétaire liée à l'inflation, il est plus adéquat de prendre les valeurs en monnaie constante sur la même période :

Tableau 23 : de la valeur ajoutée brute entre 2000 et 2004 en FCFA constants (valeur 2000)

Valeur ajoutée brute (comptabilité nationale) (millions FCFA constants)	Secteur formel	Informel	Total
2000	173 993	99 442	273 435
Dont exploitation	88 909	22 475	111 384
Dont industrie	77 008	47 042	124 051
Dont fabrication meubles	8 076	29 925	38 001
2004	216 821	113 983	330 804
Dont exploitation	87 042	24 416	111 458
Dont industrie	119 142	53 274	172 416
Dont fabrication meubles	10 638	36 293	46 931

En FCFA constants, **la progression est de 24,6% dans le secteur formel**, et de près de 21% en intégrant le secteur informel. Cependant cette évolution masque une baisse de 2,1% dans le sous-secteur de l'exploitation et une hausse de 54 % dans la transformation.

Tableau 24 : Évolution de la contribution du secteur forestier à la formation du PIB

En milliards de FCFA courants	Produit Intérieur Brut	Valeur ajoutée du secteur forestier (secteur formel)	Pourcentage du PIB	Valeur ajoutée du secteur forestier (secteur informel inclus)	Pourcentage du PIB
2000/01	6 909,8	174	2,5 %	273,3	3,95 %
2004	8 311,4	258	3,1 %	380,9	4,6 %

Source : BEAC et INS

La progression de la contribution du secteur forestier au PIB (mesurée à travers la valeur ajoutée brute) entre 2000/01 et 2004 est à noter, sans que le faible pourcentage de progression puisse être

considéré comme très significatif, vu l'incertitude qui continue à entourer les statistiques nationales élaborées à partir des DSF – tout comme les estimations concernant le secteur informel.

H. Les indicateurs économiques et financiers des entreprises issus des comptes de résultat

L'analyse des documents comptables légaux, contenus dans les DSF (Déclarations Statistiques et Fiscales) conservées à la DGE-DGI (Direction des Grandes Entreprises - Direction générale des Impôts) indiquent une situation de santé économique et financières mitigée des principales entreprises du secteur. Du fait des changements de base comptable avec l'adoption des définitions de l'OHADA en 2003, la comparaison n'est pertinente que sur les 3 derniers exercices (2003, 2004 et 2006). Quelques indicateurs ont été relevés sur la période 2002, quand les données étaient disponibles.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est la ressource dégagée au cours d'une période par l'activité principale de l'entreprise. L'EBE représente un résultat économique de l'entreprise qui ne tient compte ni de la manière dont l'entreprise est financée, ni de sa politique d'amortissement, ni des éléments exceptionnels de son activité (au contraire du Résultat Net). L'EBE est la part de la valeur ajoutée revenant à l'entreprise elle-même. C'est donc un indicateur important de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise.

Sur 107 chiffres d'EBE recensés sur la période 2002 – 2005, un peu moins de la moitié (49) sont négatifs (46%). En 2004, année pour laquelle on dispose des données les plus complètes, 48 % des EBE sont négatifs. Par ailleurs, sur les 38 entreprises analysées, seules 4 parviennent à conserver un EBE positif pendant 3 années de suite. La plupart des entreprises ont un EBE positif une année, négatif l'année suivante, dénotant une situation apparente de fragilité, et de rentabilité incertaine (« sur le fil du rasoir »). Cette impression est confirmée par l'analyse des Résultats Nets sur la même période : sur 121 chiffres recensés, 64 sont négatifs. Certaines entreprises, avec une orientation marquée dans la transformation, cumulent des pertes importantes sur 3 exercices successifs. Deux des principaux groupes installés au Cameroun, combinant exploitation et transformation, présentent des profils de rentabilité globalement positifs, sans que les indicateurs économiques et financiers qu'ils affichent ne soient élevés. Une certaine corrélation apparaît entre le niveau du chiffre d'affaires et le signe positif de l'EBE et du Résultat Net, ce qui tendrait à conforter l'idée que les firmes adossées à des grands groupes et à des sociétés de négoce internationaux parviennent à mieux tirer leur épingle du jeu, tandis que les sociétés moins insérées dans ces réseaux internationaux ont des difficultés à rester rentables dans les conditions actuelles de marché et d'organisation de la filière.

Le groupe des entreprises très orientées sur la transformation, et qui sont parfois venues tardivement à l'exploitation forestière faute de pouvoir s'approvisionner sur un marché intérieur cloisonné (relations de dépendance des fournisseurs vis-à-vis des acheteurs), ont des résultats contrastés : certains ont des résultats (faiblement) positifs, d'autres semblent dans une situation difficile.

Les investissements dans le secteur ont été faibles depuis 2000-2001 et la fin de la vague de construction d'usines de transformation, réalisées essentiellement pour s'adapter au flux limité d'exportation de grumes après 1999.

Une analyse plus détaillée des indicateurs économiques et financiers issus de l'analyse des DSF est proposée dans le rapport d'appui de l'INS (Annexe 8).

I. Évolution des prix et coûts relatifs

Analyser les prix et les coûts relatifs consiste à examiner les variations de prix des produits et ceux des facteurs de production. Les prix en grumes (souvent corrélé avec le prix des sciages, non disponibles à ce stade) des 3 essences parmi les plus exploitées du Cameroun font apparaître des évolutions contrastées. Si l'ayous a vu ses cours se raffermir, le niveau des prix du sapelli et de l'iroko est, sur la période, inférieur à ce qu'il était en 2000. Il est difficile de parler d'une évolution significative des prix

sur la période, mais la période 2001-2003 a été difficile au niveau des prix, comme l'atteste le graphique ci-dessous :

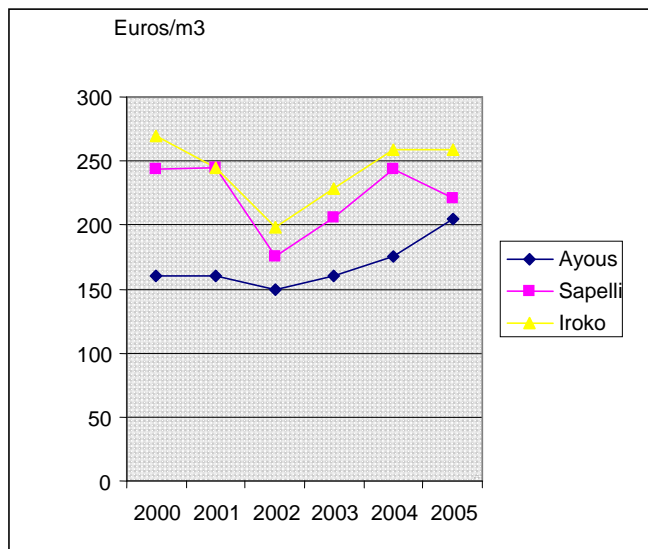


Figure 7 : Cours international des grumes africaines– qualité B (source : OIBT/MIS)

Il n'est pas inutile de rappeler que, contrairement à la plupart des matières premières, le prix du bois sur moyenne période connaît une évolution décevante. Les deux graphiques ci-dessous sont extraits d'un document de l'OIBT (Rapport annuel sur l'état des marchés, 2006) et montrent l'évolution des cours d'une qu'exporte le Cameroun, le sapelli. Le trait normal représente l'évolution des prix courants grumes sur le marché britannique de 1999 à 2004, tandis que le trait gras représente la même évolution mais en monnaie constante.

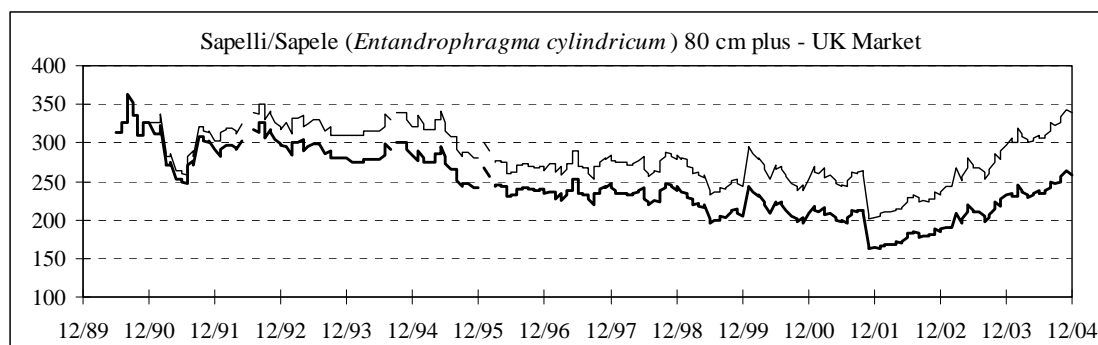


Figure 8 : Évolution des cours du m³ de grumes de sapelli sur le marché britannique depuis 1989, en monnaie courante et constante

On voit que sur moyenne période, les cours en monnaie constante se sont effrités, alors que ceux en monnaie courante retrouvent en 2004 leur niveau du début des années 1990, après une baisse prolongée entre 1998 et fin 2003.

Des charges en sensible augmentation

Pendant que les prix baissaient ou stagnaient, les charges de fonctionnement ont augmenté :

- le prix du carburant, utilisé pour le fonctionnement des engins d'exploitation et de débardage, pour le transport du bois, et pour le fonctionnement des unités de transformation dans les zones où le courant électrique n'est pas disponible de manière assez fiable pour alimenter les moteurs ; Le prix du gasoil, à l'Est est de 589 FCFA/l, auquel il faut retrancher 40 F de TVA récupérable. Le prix du carburant a pratiquement doublé en 3 ans.
- Les prix de l'électricité : il a augmenté d'environ 1/3 sur la période 2000-2005
- Le prix du transport du bois par le rail : augmentation de 3,5 % en 2005, augmentation à venir de 4% au 1^{er} juillet 2006.

- Le prix du transport par la route. Les transporteurs répercutent, d'une part, l'augmentation du prix du carburant, d'autre part, la hausse du prix unitaire de transport lié aux récentes limitations de tonnage imposées par le ministère des transports sur les routes : limitation à 50 tonnes de chargement total (contre 70 t auparavant), assortie d'une limite stricte de poids à l'essieu. Les transporteurs estiment que l'évolution du prix du carburant a augmenté de 20 à 28 % le prix de revient du transport. Toutefois, ces hausses n'ont pas été entièrement répercutées aux forestiers.

Au total , (i) les prix des bois ont évolué de manière irrégulière entre 2000 et 2006, avec plutôt une tendance à la baisse, à l'exception des grumes d'ayous dont le cours s'est affermi depuis 2002, (ii) plusieurs postes de charge importants ont vu leur coût s'accroître, parfois très significativement. En conclusion, on peut dire que les entreprises ont dû faire face à une évolution négative de ces prix relatifs sur la période, ce qui – toutes choses égales par ailleurs – indique une dégradation de leur situation économique relative.

IV. La fiscalité forestière

A. Évolution de la fiscalité spécifique recouvrée

Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution des taxes spécifiques (fiscalité forestière) depuis le début de la décennie 1990. Certaines données, non disponibles auprès des administrations (ou jugées incohérentes par la mission), ont été reconstituées.

Tableau 25 : fiscalité forestière recouvrée depuis 1991/92

En millions de FCFA	1991/92	92/93	93/94	94/95	95/96	96/97	97/98	98/99
Taxes d'abattage	1 351	1 149	1 744	1 823	3 030	4 143	5 438	6 788
Redevance de superficie	259	200	345	365	1 120	1 232	2 291	3 235
Taxe entrée usine								
Vente enchères								
Surtaxe à l'exportation						3 200	3 900	2 450
Droits de sortie	5 750	6 800	8 740	12 000	18 440	21 444	27 927	20 763
Prélèvement Points Francs						1 068	3 073	2 286
Taxes sur transformés						811	1 159	2 131
Total	7 360	8 149	10 829	14 188	22 590	31 897	43 788	37 653

En millions de FCFA	99/00	00/01	01/02	Fin 02 + 2003	2004	2005
Taxes d'abattage	5 706	4 529	5 149	5 142	5 006	4 965
Redevance de superficie	3 051	10 471	13 430	14 645	15 347	13 055
Taxe entrée usine		1 982	2 570	3 605	3 796	3 785
Vente enchères		1 241	886	77	238	219
Surtaxe à l'exportation	1 632	547	495	687	483	389
Droits de sortie	9 842	1 395	4 525	4 000	2 844	2 323
Prélèvement Points Francs	1 800	1 058				
Taxes sur transformés	2 301	133				
Total	24 332	21 356	27 055	28 156	27 714	24 736

L'impact du classement des forêts sur les superficies des concessions

Le classement des forêts produits deux impacts principaux. D'abord sur les superficies des UFA, et ensuite et surtout sur le montant de la RFA.

Ainsi pour une superficie avant classement de 1 330 297 ha pour un montant de RFA s'élevant à 3 036 046 220 FCFA, 17 UFA ont vu leur surface passer à 1 211 227 ha après classement, pour un montant de RFA qui est descendu à 2 752 475 980 FCFA.

Soit une baisse de superficie de 119 070 ha pour une baisse consécutive de RFA d'un montant de 283 570 240 FCFA

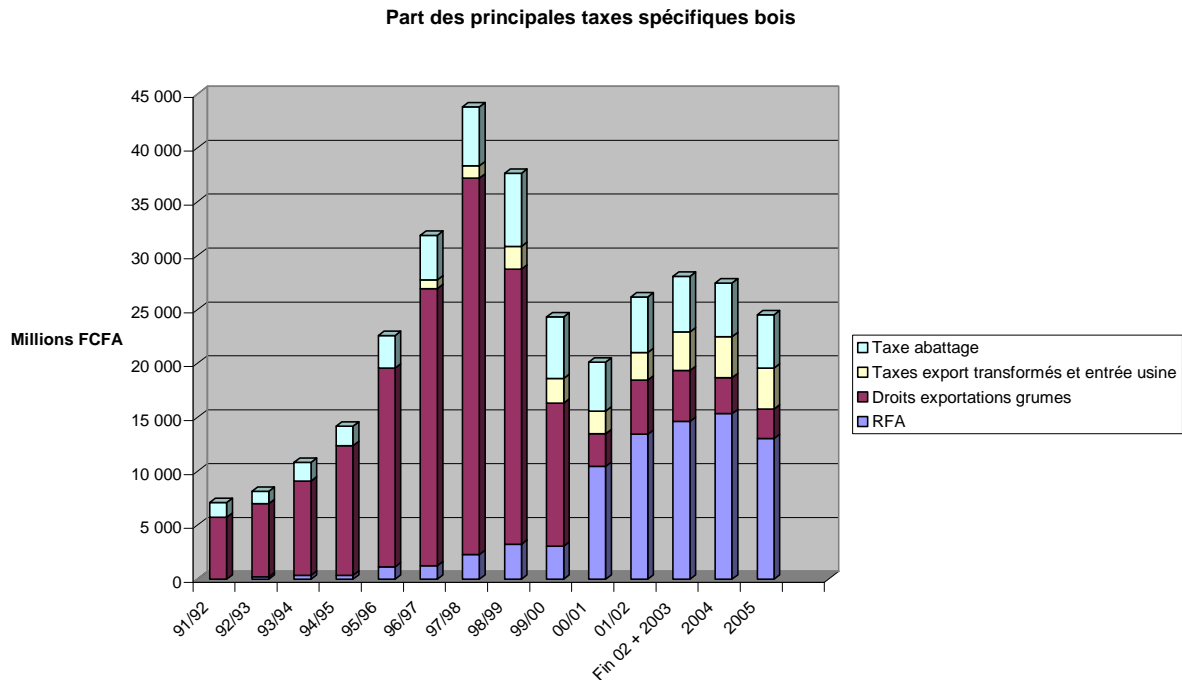


Figure 9 : Évolution et répartition de la collecte des principales taxes forestières

A cette fiscalité spécifique, il faut ajouter un certain nombre de taxes et d'impôts généraux, comme l'IS (impôts sur les sociétés), qui a rapporté 1,62 milliards de FCFA en 2004 et 2,7 milliards en 2005. L'ensemble des taxes de droit commun (dont l'IS) représentait 4,1 milliards de FCFA en 99/00.

Ces résultats ne sont pas surprenants. Il est établi que l'exportation des grumes constitue le gisement fiscal (au moins en termes de fiscalité spécifique), et le changement de politique à partir de 1999 ne pouvait que conduire à une baisse des recettes spécifiques, qui devait être compensée par un accroissement de la valeur ajoutée induite par la hausse des volumes transformés dans le pays.

1. Des niveaux de recouvrement perfectibles

A partir des chiffres des exportations ramenées à leur équivalent bois rond, et connaissant la valeur FOB taxable des essences exportées, la mission a simulé le manque à gagner lié à des niveaux de recouvrement insuffisants pour la taxe d'abattage et la taxe entrée usine.

Pour la taxe d'entrée usine (TEU) les résultats résumés sont les suivants :

Tableau 26 : comparaison entre la valeur des taxes d'entrée usine théoriquement due et les sommes collectées

	TEU théorique (millions FCFA)	TEU collectée	Différence
2000/01	4 799	1 982	-2 817
2001/02	5 419	2 570	-2 849
2003	5 153	3 605	-1 548
2004	6 133	3 796	-2 337
2005	5 507	3 785	-1 722

Cette mauvaise performance est en partie explicable par l'exportation croissante de bois passés par des scies mobiles. Pour pallier ce manque à gagner, la Loi de Finances 2006 a instauré une taxe de 2,50 % sur la valeur bois rond reconstituée des bois n'ayant pas supporté la taxe entrée usine. Mais en

l'absence d'un système de traçabilité « sortie usine – parc à bois du port », la Direction des Douanes indique qu'elle n'est pas toujours en mesure de mettre en relation le quitus fiscal et un lot donné de bois.

L'autre facteur possible de cette mauvaise performance est sans doute imputable aux systèmes de contrôle à l'entrée des usines.

Il faut ajouter que ce manque à gagner doit être considéré comme le bas de la fourchette de l'évaluation, dans la mesure où la simulation a été faite avec les seuls bois exportés.

Pour la taxe d'abatage, la situation est la suivante :

Tableau 27 : comparaison entre la valeur des taxes d'abatage théoriquement due et les sommes collectées

	<i>Taxe abatage théorique (millions FCFA)</i>	<i>Taxe collectée</i>	<i>Différence</i>
2000/01	5311	4259	- 1052
2001/02	5903	5149	- 754
2003	5418	Non disponible au PSRF	
2004	6419		- 1413
2005	5791	4965	- 826

Il convient également de noter que ces manques à gagner sont des minimums, dans la mesure où, comme pour la taxe entrée usine, on a simulé cela à partir des volumes reconstitués de bois rond exportés (il manque la consommation finale intérieure). De plus, la taxe d'abatage porte en principe sur le volume de bois abattu et non pas sur le bois « roulé » (volume commercial), seul ce dernier étant considéré ici.

2. Quelques problèmes du dispositif institutionnel

Avec la création de la DGE, qui recouvre les droits et les taxes pour les entreprises au chiffre d'affaires de plus d'un milliard de FCFA par an, et avec la constitution prochaine d'un service qui sera le pendant de la DGE pour les PME forestières au sein de la Direction Générale des Impôts, l'information sur le secteur forestier est de moins en moins centralisée, et aucune institution ne prend en charge la fonction permanente indispensable « d'intelligence économique », qui pourrait éclairer le gouvernement sur ses choix de politique sectorielle.

Le PSRF, malgré un personnel plein de bonne volonté, ne joue plus qu'un rôle incertain depuis que ses attributions de recouvrement ont été confiées à la DGE. Les statistiques sur la fiscalité du secteur forestier conservées au PSRF sont d'une qualité inégale, d'une fiabilité parfois douteuse, et le rapprochement avec les chiffres de matière (volumes produits et exportés) ne sont pas faits, ce qui conduit à laisser des chiffres manifestement erronés dans les tableaux publiés. La liaison entre la structure en charge de déterminer la fiscalité (le MINFOF) et celle en charge de recouvrer (la DGE, et à court terme son pendant à la DGI pour les PME), est devenue quasi inexistante, ce qui risque de poser un problème majeur avec les demandes de vérification de la légalité des bois exportés qui sont formulées par l'UE pour continuer à importer du bois tropical, dès 2007. L'approche de la DGI au travers du « système déclaratif » permet de capturer une information fiscale plus large que peut le faire le système d'information du MINFOI (le SIGIF) dans son état actuel, mais le principal défaut de cette approche est qu'elle traite séparément la question de la légalité des bois circulants (sont-ils issus de sources et de titres légalement délivrés et ouverts) de la question des taxes forestières, alors que les deux aspects doivent être traités simultanément.

La question du rôle du PSRF vis-à-vis de la DGE et de la DGI, voire de son avenir comme structure bi-ministérielle, se pose.

Du côté du MINFOF, la gestion de la ressource forestière s'effectue sans faire véritablement cas de la dimension économique et financière de l'usage de cette ressource. Le SIGIF, système d'information

intégré, a vu ses performances se dégrader : en 2005, il ne recensait en juillet 2006 que 1,87 million de m³ produits (UFA et ventes de coupe), quand les données des Douanes montrent qu'entre 2,3 et 2,4 millions de m³ EBR ont été exportés. Le SIGIF est, cependant, en cours de réhabilitation et de refonte (réécriture pour le fonctionnement à partir d'Internet), ce qui laisse espérer pouvoir disposer d'un instrument d'information performant d'ici une ou deux années. Dans ce cas, le SIGIF devrait s'imposer comme la source unique d'information forestière intégrée, utilisée aussi bien par les services du MINEFI pour la détermination de l'assiette de la fiscalité et le recouvrement des taxes forestières, que du MINFOF pour la gestion forestière.

Un exemple du peu de cas que le MINFOF fait de la dimension fiscale de la gestion forestière est donné par l'organisation des derniers appels d'offres pour les UFA (voir paragraphe suivant).

B. L'évolution du processus d'adjudication sur les concessions

La question des mécanismes d'attribution des titres est centrale dans la gestion forestière, car ils constituent l'accès à la ressource, et leurs dysfonctionnements ont entraîné par le passé des difficultés d'approvisionnement des usines, des attributions à des non professionnels, la constitution des rentes foncières, la pratique du fermage, et le développement de l'exploitation illégale.

Le Cameroun est passé d'une situation caractérisée par un important désordre avant 2000 du fait d'un manque de critères d'attribution clairs, de l'absence de transparence dans les appels d'offres (appel d'offres des concessions de 1996 et des ventes de coupe 1999), d'un accès anarchique à la ressource et l'importance des pratiques frauduleuses, à une situation après 2000 où un système d'adjudication par enchères a été mis en place avec des critères d'attribution définis, le domaine forestier permanent a été découpé en unités forestières d'aménagement (UFA) mis en appels d'offres, avec comme mesure d'accompagnement la seule existence de deux types de titres légaux d'exploitation : les concessions composées de une ou plusieurs UFA, et les ventes de coupe (domaine forestier non permanent).

En effet, les réformes telles que l'adoption d'un arrêté sur les critères de sélection et la procédure d'attribution, l'instauration d'une caution bancaire pour rendre les offres financières réalisables et comme système de sanction en cas de non respect des engagements par l'adjudicataire, l'intégration d'un observateur indépendant à toutes les étapes de l'attribution en vue de la sécuriser, améliorer la transparence et l'objectivité, ont permis d'améliorer notablement les procédures d'attribution concurrentielles des titres d'exploitation forestière.

Le processus d'attribution a connu deux étapes principales depuis 2000 :

1. L'amélioration progressive du système

Cette phase correspond aux appels d'offres des UFA de juin 2000, juin 2001, janvier 2002, et des ventes de coupe de décembre 2000 et décembre 2003, au cours de laquelle les différents acteurs (Administration, soumissionnaires, membres de la commission interministérielle d'attribution), ont assimilé et observé le processus.

D'une manière générale les travaux des commissions successives ont permis :

- de donner un signal fort dans la lutte contre l'exploitation illégale par l'élimination des soumissions des entreprises fortement impliquées dans l'exploitation frauduleuse,
- le relèvement des critères de soumission a permis d'écarter bon nombre d'aventuriers, et a rendu le secteur plus difficile d'accès,
- l'attribution des titres à des opérateurs qui ont investis durablement
- une remontée significative des offres financières des adjudicataires vers la valeur réelle de la ressource (bien que sur ce point certains opérateurs disent que les conditions des appels d'offres et la méconnaissance de la ressource les ont poussé, dans certains cas, à la surenchère).

Toutefois, des dysfonctionnements ont été observés portant sur :

- la possibilité laissée de continuer à présenter des offres « fictives », en raison d'une vérification non pertinente de certains critères tels que la possession des engins (les cartes grises sont fournies par toutes les sociétés y compris celles qui ne disposent pas de matériel), les garanties de financement, les investissements programmés ou réalisés.
- L'utilisation non transparente de la liste des sociétés sanctionnées, frappées d'infractions disqualifiantes, a parfois permis d'orienter les appels d'offres.
- Le fait que certains soumissionnaires avaient connaissance d'être seuls, a limité leurs au niveau du prix plancher. Ce phénomène pose un problème d'équité avec les soumissionnaires qui avaient été contraints lors des appels d'offres précédents de gagner les UFA à des prix très élevés en raison d'une forte concurrence.

Depuis 2000, le contexte de l'économie forestière a été marqué par l'attribution de 52 UFA (sur 76) dans des conditions de concurrence nettement renforcées par rapport aux attributions de 1996 et de 1997. Les 24 UFA attribuées en 1996 et 1997 ont vu leurs RFA relevées à 1.500 FCFA/ha (le plancher de l'époque), alors que les UFA attribuées depuis 2000 présentent une RFA moyenne de 3.353 FCFA/ha. On peut considérer que les adjudications significatives ont été réalisées à partir de 2000, quand des procédures plus sécurisées et améliorées ont été mises en place. Toutefois, des attributions se sont faites avec des montants de RFA proches du prix plancher, et ces montants plus modestes que la moyenne résultent d'un manque de concurrence et non pas de conditions particulières de la forêt mise en adjudication, comme le montre notamment l'analyse d'un des appels d'offres de 2005.

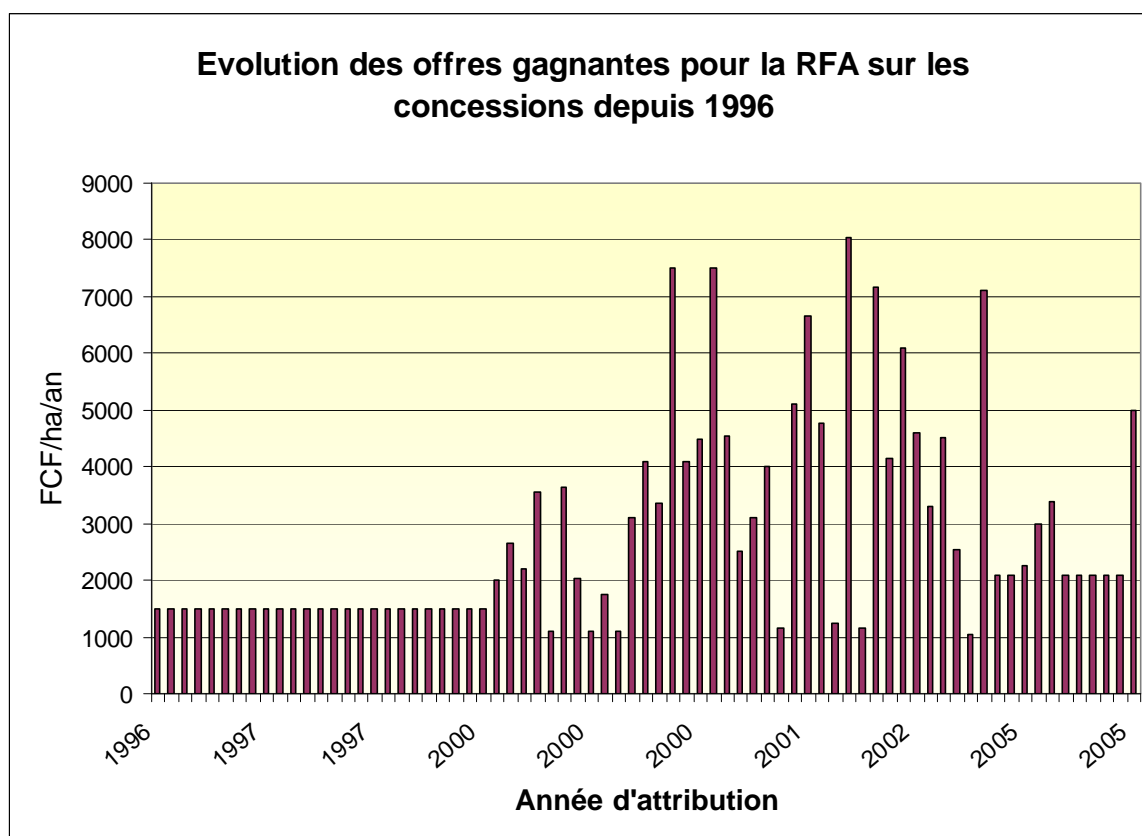


Figure 10 : Niveau des offres financières gagnantes pour l'attribution des UFA

2. L'érosion du respect du principe concurrentiel de l'adjudication

Les dernières adjudications de mai-juin et novembre-décembre 2005 ont deux caractéristiques :

- le nombre anormalement élevé d'offres restant seuls en lice pour l'attribution d'une UFA (éviction de la concurrence potentielle initiale) ;

- le niveau nettement plus faible que la moyenne des offres financières découlant de ces « offres sans concurrence » (2216 FCFA/ha/an, contre une moyenne précédente des offres de 3673 FCFA sur les UFA depuis 2000)

L'appel d'offres de mai 2005 concernait 11 concessions. Au départ, 46 soumissions ont été enregistrées, mais 20 ont été écartées à l'ouverture administrative des plis, 15 autres à l'issue des travaux de la sous-commission d'analyse des offres. Il ne restait donc que 11 soumissions pour 10 concessions à attribuer, aucune offre n'ayant été enregistrée sur l'une d'elles...

Sur les 10 concessions, 9 d'entre elles n'avaient qu'un seul offreur. Bien que l'offreur resté seul en lice a déposé son offre sous pli scellé conservé – c'est-à-dire que l'offreur devrait ignorer au moment de déposer son dossier qu'il sera seul en lice – on constate que les offres financières au dessus du taux plancher de 1000 FCFA/ha/an sont nettement plus faibles que sur la seule UFA où il y a eu une compétition entre deux offreurs. Dans le premier cas, la moyenne des offres supplémentaires (sur le taux plancher) est de +1217 FCFA, tandis que dans le second cas (concurrence) elle se monte à +3938 FCFA.

En novembre 2005, 8 concessions étaient mises en adjudication, dont 4 réservées aux nationaux. Sur 29 soumissions enregistrées, 12 ont été écartées à l'ouverture administrative des prix, 8 autres l'ont été à l'issue des travaux de la sous-commission d'analyse des offres. Il restait donc 9 offres pour 8 concessions. Cependant, dans ce cas la moyenne des offres est supérieure en l'absence de concurrence (moyenne de +2144 FCFA de renchérissement sur le taux plancher) que dans la seule concession où deux offreurs sont restés en lice (moyenne de +1159 FCFA au dessus du taux plancher).

La liste des pièces demandées pour la confection du dossier d'appel d'offres varie selon que l'on se réfère aux pièces demandées par l'art. 65 du décret 095-531, aux pièces demandées par l'administration des forêts pour ces appels d'offres, aux pièces à fournir par les soumissionnaires prévues par l'art. 23 du Code des marchés publics. Cette diversité des sources est favorable à des interprétations fluctuantes permettant d'écarter ou de conserver en lice tel ou tel dossier. Le nombre de pièces demandées par l'administration des Forêts est le plus complet, mais sans doute également le plus superflu : est-il bien nécessaire de demander le bilan de 5 années comparées, le Plan d'investissement et les réalisations sociales pour que soit déclaré recevable le soumissionnement ?

Tout se passe comme si l'objectif de l'administration était d'écarter le plus possible de soumissionnaires sur des critères non financiers¹⁶, dans des conditions parfois douteuses vu les conflits d'intérêt qui concerne certains membres de la Commission. Au risque de multiplier les offres uniques par concession, ces offres uniques étant d'un niveau financier plus bas que la moyenne. Le second appel d'offres de 2005 ne présente pas les mêmes problèmes, et semble donc indiquer que toutes les sessions d'attribution ne se ressemblent pas.

L'administration du MINFOF justifie la volonté d'écarter des soumissionnaires sur la base de documents administratifs non conformes par le souci de s'assurer de la qualité des offres et d'écarter les non professionnels. Bien sûr, la présentation de documents falsifiés doit être sanctionnée, et les infractions forestières passées prises en compte. Mais comme le note l'OI « *la méthodologie et la procédure d'analyse des infractions ne permettent pas à tous les acteurs d'en comprendre les rouages. Les constats frauduleux établis et rédigés par les Agents assermentés du Ministère des Forêts sont transmis à leurs Responsables Hiérarchiques. Le circuit est long et favorise des délations justifiées ou injustifiées. Les dénonciations sont faites par certains forestiers sur les partenariats 'réels' existants sur le terrain entre des Opérateurs* ». A travers l'ensemble de ces phénomènes, se glissent la subjectivité et les risques d'arbitraire. Avec comme conséquence un risque de jeter la suspicion sur la régularité de l'ensemble des opérations d'adjudication. Ce foisonnement des critères technico-

¹⁶ Dans l'appel d'offres de juillet 2006, une entreprise s'est vue écartée de la compétition au motif que le partenariat industriel qu'elle proposait avec une autre société dans le but d'acquérir une UFA, l'aurait conduit à une « surcapacité de transformation ». Cette appréciation n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont l'administration a réintroduit différents critères propres au gré à gré aux dépens de la logique concurrentielle du mécanisme d'adjudication (source : rapport de l'Observateur indépendant, rapport sur la 2^e session spéciale des requêtes consécutives aux concessions forestières de la session de juillet 2006)

administratifs est donc dangereux à double titre : il favorise l'arbitraire, incite à la fraude sur le niveau de l'enchère ultime en conduisant à des soumissions sans concurrence, et il ne concourt en rien à sélectionner les meilleurs candidats.

Le fonctionnement de la Commission d'attribution donne lieu à de nombreuses critiques. De nombreux opérateurs avouent ne pas ou ne plus croire à une compétition loyale pour l'attribution des concessions. La complexité des « critères » est saisissante, comme l'indique ces extraits du dernier rapport de l'OI :

« Longues discussions sur le problème récurrent de la sémantique voire même de la lexicologie des termes d'engagement des banques: les attestations de surface financière libellées qui ne confirment pas toujours de la capacité réelle, effective de disponibilité ou de mise à disposition de ligne de crédit »

Par ailleurs, les critiques sont formulées au sein de la Commission elle-même, comme en témoignent ces extraits du rapport de l'OI déjà cité :

« (...) la Commission a encore manqué de rigueur en acceptant un dossier qui n'a pas justifié 10 jours après la caution bancaire qu'on lui exigeait. Cette société continue à exploiter les défaillances de l'Administration en ramenant des réponses dilatoires de la CBC. Pourquoi cette banque ne donne pas la garantie au lieu d'exiger que la Commission lui écrive ? (...) L'acceptation de [une société] qui n'a pas présenté de certificat de Non Redevances a été très mal prise par les autres Membres qui crient à l'injustice car les mêmes cas ne sont pas jugés de la même façon. Les autres Membres attirent l'attention du Président sur le fait que ce sont ces méthodologies qui confirment les accusations adressées par les Soumissionnaires sur l'absence d'objectivité de la Commission. [une société] a été accepté sans que le critère objectif ait été respecté à savoir Disqualification pour non présentation de cette Attestation de présentation de l'original ».

La modification des niveaux d'offres financière par la Commission

Un autre fait singulier, relevé par l'OI dans l'appel d'offres du mai 2005, est la modification unilatérale des offres financières finales par la Commission, 15 jours après l'attribution des titres aux soumissionnaires déclarés attributaires. Les 3 offres les plus basses (respectivement 1500, 1620 et 2000 FCFA) ont été « remontées » à 2100 FCFA, tandis que l'offre la plus haute (celle issue de la seule attribution avec plus d'un soumissionnaire) était ramenée de 5375 à 5000 FCFA. Outre que cette pratique est contraire aux dispositions légales, comme le note l'OI, tout se passe comme si la Commission avait pris conscience que le caractère anormalement bas des offres à soumissionnaire unique pouvait jeter un doute sur la régularité de cet appel d'offres, et avait voulu rendre le résultat plus présentable. Quant au « rabotage » de l'offre la plus élevée, elle reste inexplicable et semble injustifiable.

Le même procédé a été relevé au cours des appels d'offres portant sur les Ventes de Coupe (VC) de juin-juillet 2005. L'aide-mémoire d'une mission de la Banque Mondiale effectuée en juillet 2005 note : *« La mission a été informée qu'à l'occasion des récents appels d'offres relatifs à l'attribution de ventes de coupe (VdC) et des UFA, le MINFOF a introduit des modifications au système d'attribution qui avait été arrêté en consultation avec la Banque mondiale dans le cadre du CASIII et dont certains éléments sont consignés dans la Loi de Finances 2000 (Loi n° 2000/08 du 30 juin 2000, art 11). Parmi ces modifications, on trouve le relèvement du taux plancher et l'introduction d'un taux plafond (dans le cas des Ventes de Coupes). Le niveau décevant des offres financières enregistrées et la perception d'accords et/ou collusion qui auraient pu avoir lieu entre participants aux appels d'offres seraient à la base de ces changements. La mission note que les changements de ces conditions d'attribution sont intervenus après le lancement des offres et sont en décalage avec la documentation officielle y afférant ».* Le rapport de l'OI fait apparaître plusieurs relèvements d'offres compris entre 2600 et 3700 FCFA, qui sont portés à 4000 FCFA, seuil minimum défini a posteriori par l'administration. L'OI note : *« Malgré les règles de concurrence, la forêt camerounaise a été dévalorisée par rapports aux VC de 2003. Les offres financières variant entre 2.600 FCFA/Ha et 30.000 FCFA/Ha en 2005, contre 2.550 FCFA/ha et 81.520 FCFA/Ha en 2003. Soit les forestiers connaissent trop bien les VC en compétition ou s'entendent pour des enchères très basses ».*

C. La pression fiscale

La notion de pression fiscale moyenne peut être comprise de différentes manières. La pression fiscale concerne les grandeurs macroéconomiques. Par exemple, on exprime le poids des impôts en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB) pour mesurer l'emprise de l'État sur les contribuables. Idéalement, il faudrait calculer l'ensemble des impôts et taxes dont s'acquittent les entreprises et les rapporter à un indicateur de rentabilité, comme le résultat net pour mesurer la pression fiscale sur les entreprises. En pratique, et pour esquisser une vision nationale et sectorielle qui ne soit pas soumise aux différents éléments qui déterminent le montant du résultat net de telle ou telle entreprise, on a proposé de calculer le poids de la fiscalité spécifique sur la valeur FOB des différents produits exportés par les entreprises.

Néanmoins, du fait qu'une partie de la fiscalité spécifique ne s'applique pas au volume produit mais à la superficie détenue (cas de la RFA), il est nécessaire de considérer différentes hypothèses de productivité des récoltes de bois. Et pour tenir mesurer la pression fiscale sur les produits transformés, il faut, en outre, prendre en compte différentes hypothèses de rendement matière.

Au Cameroun, depuis la loi de finances 2000-2001, la fiscalité spécifique est la suivante :

- RFA :
 - prix plancher de 1000 FCFA/ha/an sur les concessions et de 2500 FCFA/ha/an sur les ventes de coupe
 - offres s'échelonnant de 1050 FCFA à 8050 FCFA sur les concessions
 - Concessions : 25 RFA à 1500 FCFA/ha (issues pour 24 d'entre elles des adjudications d'avant 2000)
 - Concessions : moyenne de 2768 FCFA par ha, mais de 3353 FCFA depuis 2000
- Taxe d'abatage :
 - 2,5 % de la valeur FOB fixée par décret sur le bois abattu
 - la quantité « bois abattu » est calculée à partir du volume « bois roulé » (chargé sur le camion) auquel on ajoute 20%
 - Trois zones ont été définies, la zone III correspond à l'Est, la zone I au littoral et la zone II au centre. Une variation de 5 % est faite entre la valeur moyenne FOB de référence (Zone II) et les autres zones (+ 5 % zone I et – 5 % zone III)
- Taxe entrée usine :
 - 2,25% de la valeur FOB fixée par décret du bois en grumes entrant en usine (mesuré sous écorce)
 - le régime des Points Francs Industriels subsiste (cas de deux entreprises) ; dans ce cas, la TEU est payée au taux de 17,5%, correspondant à la taxe d'exportation, sans la surtaxe
- Droits de sortie sur les grumes :
 - 17,5% de la valeur FOB fixée par décret, plus une surtaxe selon l'essence exportée :
 - + 4000 FCFA pour l'ayous
 - + 3000 FCFA pour les essences de promotion de première catégorie autres que l'ayous
 - + 500 FCFA pour les essences de deuxième catégorie

Ces différentes taxes correspondent à la fiscalité spécifique stricto sensu, même si de nombreux autres prélèvements spécifiques existent (taxe phytosanitaire, etc.).

Un simulateur simple développé sur tableur permet de déterminer la pression fiscale sous différentes hypothèses d'offre financière, d'intensité de récolte et de rendement matière à la transformation. Les ventes de coupe n'ont pas été prises en considération dans cet exercice.

Pour les 25 concessionnaires bénéficiant d'une RFA à 1500 FCFA par ha, et en supposant que la récolte moyenne est de 10 m³/ha et que le rendement matière est de 33%, les résultats sont les suivants :

	Fcfa	Valeur FOB
Charge fiscale grume	26 515	
Charge fiscale sciage	32 097	
Charge fiscale placage	19 258	
En % FOB grume (ayous)	29.4%	90 074
En % FOB sciage (sapelli)	10.9%	295 000
En % FOB placage (ayous)	8.2%	236 150

Pour un concessionnaire acquittant une RFA de 2800 F, ayant une récolte de 10 m³ par hectare et un rendement matière de 33% , les résultats sont comme suit :

	Fcfa	Valeur FOB
Charge fiscale grume	30 415	
Charge fiscale sciage	43 915	
Charge fiscale placage	26 349	
En % FOB grume (ayous)	33.8%	90 074
En % FOB sciage (sapelli)	14.9%	295 000
En % FOB placage (ayous)	11.2%	236 150

Pour un concessionnaire acquittant une RFA de 3700 F, mais avec une récolte moyenne de 12 m³ /ha et un rendement matière de 35%,

	Fcfa	Valeur FOB
Charge fiscale grume	31 265	
Charge fiscale sciage	43 834	
Charge fiscale placage	27 894	
En % FOB grume (ayous)	34.7%	90 074
En % FOB sciage (sapelli)	14.9%	295 000
En % FOB placage (ayous)	11.8%	236 150

Enfin, pour un concessionnaire acquittant une RFA de 8000 Fcfa, avec une récolte moyenne de 20 m³ /ha et un rendement matière de 37% :

	Fcfa	Valeur FOB
Charge fiscale grume	34 015	
Charge fiscale sciage	48 897	
Charge fiscale placage	32 894	
En % FOB grume (ayous)	37.8%	90 074
En % FOB sciage (sapelli)	16.6%	295 000
En % FOB placage (ayous)	13.9%	236 150

Ces résultats mettent en évidence l'avantage fiscal relatif dont bénéficient les concessions ayant été attribuées avant 2000, quand les véritables conditions concurrentielles n'étaient pas réunies.

Par ailleurs, ces valeurs doivent être considérées comme des minimum : la simulation pour les sciages a été effectuée sur la base du prix du sapelli, alors qu'une bonne partie des sciages sont faits avec de l'ayous, dont le prix de vente déclaré est d'environ 210.000 FCFA/m³. Dans ce cas, la pression fiscale varie entre 13% et 21% (entre 59 € et 68 € soit entre 38.700 et 45.000 FCFA/m³). Mais cette pression fiscale s'abaisse quand l'industriel exporte des sciages de plus haute valeur, comme le doussié, et il n'est donc pas incongru de retenir le sciage de sapelli pour cet exercice.

1. Évolution de la pression fiscale sur une quinzaine d'année

Pour faire apparaître de manière simple l'évolution de la pression fiscale sur moyenne période, on a simulé 3 cas simples d'entreprises fictives dont les productions et les exportations reflètent les caractéristiques nationales du Cameroun sur 3 périodes : 1992, 1998 et 2004.

Les paramètres retenus pour cette simulation sont les suivants:

- 10 m³ / ha
- 33% rendement matière sciages
- 55% rendement matière placages
- Prix FOB et mercuriales de la période
- RFA de 98 Fcfa (196 Fcfa d'après dévaluation), 1500 Fcfa en 1998 et de 2800 Fcfa en 2004

Cette simulation très simplifiée indique que le pression fiscale (fiscalité forestière stricto sensu calculée sur le chiffre d'affaires théorique) a été multipliée par 3 sur 15 ans. La légère baisse de la pression fiscale entre 1998 et 2004, malgré une hausse de la RFA moyenne entre les deux périodes, vient du fait que l'entreprise « profil 1992 » exporte beaucoup moins de grumes que l'entreprise « profil 1998 », à l'instar du changement d'orientation des exportations au niveau national.

Tableau 28 : Évolution théorique de la pression fiscale

Entreprise profil 92			<i>Grumes export</i>	<i>Sciages</i>	<i>Sciage local</i>	<i>Placages</i>	<i>Total EBR</i>
National			724 177	552 411	704 430	341 384	2 322 402
%			31%	24%	30%	15%	
Production (m3)	66 666	Entreprise	20 788	15 857	20 221	9 800	66 666
Taxe			457 546 €	153 965 €	79 778 €	21 778 €	713 067 €
Chiffre d'affaires			3 603 198 €	3 626 073 €	3 437 587 €	3 361 314 €	14 028 172 €
Poids fiscalité forestière							5.1%
Entreprise profil 98			<i>Grumes export</i>	<i>Sciages</i>	<i>Sciage local</i>	<i>Placages</i>	<i>Total EBR</i>
National			1 770 635	1 175 331	0	173 246	3 119 212
			57%	38%		6%	100%
Production (m3)	66 666	Entreprise	37 843	25 120		3 703	66 666
Taxe			1 465 061 €	1 252 587 €		128 721 €	2 846 369 €
Chiffre d'affaires			7 691 474 €	9 497 020 €		1 295 960 €	18 484 454 €
Poids fiscalité forestière							15.4%
Entreprise profil 2004			<i>Grumes export</i>	<i>Sciages</i>	<i>Sciage local</i>	<i>Placages</i>	<i>Total EBR</i>
National			157 183	2 226 222		59 855	2 443 260
			6%	91%		2%	
Production (m3)	66 666	Entreprise	4 289	60 744		1 633	66 666
Taxe			198 857 €	4 066 584 €		65 602 €	4 331 043 €
Chiffre d'affaires			588 919 €	27 334 783 €		587 950 €	28 511 652 €
Poids fiscalité forestière							15.2%

2. Comparaison avec les autres pays de la sous-région

On peut résumer la situation en disant que, en ce qui concerne la fiscalité spécifique, les taxes s'échelonnent, en moyenne, entre :

- Grumes : 46 à 52 €/m³
- Sciages : 66 à 75 €
- Placages : 40 à 50 €

Le tableau ci-dessous rend compte de manière approximative de la pression fiscale moyenne dans les pays voisins du Cameroun. La dernière ligne du tableau représente une valeur moyenne de coût de transport

Tableau 29 : Essai de comparaison des niveaux de pression fiscale spécifique (fiscalité forestière) dans les pays forestiers voisins du Cameroun (données 2004)

Pression fiscale approximative sur les produits exportés (€/m ³)	Congo (Nord)	Gabon		RCA	RDC	Guinée Équatoriale
		Avec Plan Amt.	Sans Plan Amt.			
<i>Grumes</i>	30 – 52 (dépend de la surtaxe acquittée ¹⁷)	39	41	40	28	62
<i>Sciages</i>	42	30	35	53	35	
<i>Placages</i>		19	22			47
<i>Coûts moyens de transport (m³ de grume au port) en 2003/2004</i>	105 - 110	de 10 à 45		105 - 110	de 20 à 130 (principales zones d'exploitation : de 50 à 80)	10 - 30

A la même période les coûts moyens de transport au Cameroun étaient d'environ 50-70 €/par m³ pour des concessions de la province de l'Est. Depuis, l'ensemble de ces valeurs de coût de transport a subi différentes augmentations, liées notamment à la hausse du prix du carburant et à la limitation réglementaire des tonnages transportées sur les grumiers au Cameroun.

On voit, notamment pour les sciages, que la pression fiscale au Cameroun est plus forte que dans les autres pays, même si les coûts de transport sont plus faibles que dans le Nord-Congo, une bonne partie de la RDC et la RCA. D'autres paramètres sont à prendre en compte pour de telles comparaisons : la fiscalité générale des entreprises, les conventions d'établissement qui accordent des régimes fiscaux spéciaux, les transferts opérés par le biais des cahiers des charges, la parafiscalité, etc. Il faut prendre en compte également la différence de valeur des récoltes (composée majoritairement de sapelli au Nord du Congo-Brazzaville et en RCA, d'okoumé en Guinée Équatoriale, au Gabon et au Sud du Congo-Brazzaville). De l'avis des opérateurs qui travaillent dans plusieurs pays, le Cameroun est avec le Congo-Brazzaville (zone Nord), le pays où la pression fiscale est considérée comme étant la plus forte, une fois pris en compte ces différents paramètres.

D. La question des prix FOB

Le cadre réglementaire

Les valeurs Fob des essences jouent un rôle prépondérant dans le système actuel de taxation du secteur forestier, puisqu'elles sont utilisées pour la détermination de l'assiette de la taxe d'abattage, de la taxe entrée usine, des droits de sortie des grumes exportées et des pénalités des transactions des infractions forestières.

Selon le décret n° 97/283/PM du 30 juillet 1997, les valeurs Fob des essences sont révisés semestriellement par une commission ad hoc présidée par le Directeur des Douanes ou son représentant et comprenant également les représentants de la Direction des Forêts, de la Direction des Impôts, de chaque syndicat et autre association de la profession forestière, de la Société Générale de Surveillance (SGS). Le même décret précise que la valeur Fob de chaque essence est la valeur

¹⁷ Surtaxe progressive payée au dessus du quota de 15% de grumes exportées autorisées par société

marchande de cette essence telle qu'elle résulte des données du marché international, en se référant aux sources ci-après : les réseaux Reuters et le réseau SGS.

Les difficultés d'application du texte

Depuis plus de 3 ans, les séances de détermination des valeurs Fob, sont devenues de plus en plus difficiles, et manquent de sérénité pour les raisons suivantes :

- Le système de révision ne dispose pas de données techniques suffisantes ;
- Le décret n'est plus adapté au contexte camerounais. Il porte sur la détermination des valeurs Fob des grumes, alors que les exportations camerounaises sont aujourd'hui essentiellement constituées de bois transformés ;
- Depuis la disparition de la source Reuters, la source SGS est restée la seule, mais elle présente l'inconvénient principal d'être une source confidentielle ;
- les séances de la commission de révision sont devenues potentiellement conflictuelles, car en l'absence d'un mécanisme de révision suffisamment clair, l'Administration cherche à maximiser ce qui lui revient et le secteur privé veut obtenir des réductions. Actuellement, les séances de révision sont bloquées par manque d'instruments permettant une révision, avec pour conséquence un déphasage des valeurs Fob par rapport au marché. Ainsi, l'iroko apparaît sous-évalué par la mercuriale (145.000 FCFA, soit 221 € alors que la qualité B est à 259 € dans la liste OIBT/MIS. En 2004, la même qualité était à 320 € (OIBT/MIS). Ce n'est qu'à la mi-2005 que le prix de l'iroko a commencé à décliner, avec un seuil à 274 €

Les évolutions nécessaires

Il faut une adaptation rapide du décret de révision :

- Au niveau des produits, si la fiscalité change (cf. les deux options proposées par l'Audit) et que les produits sciés sont à nouveau taxés à l'exportation, il sera nécessaire d'élargir l'information aux sciages, et pas seulement aux grumes ;
- Au niveau des sources d'observation du marché :
 - o Le marché international doit être maintenu comme base de l'observation des prix, et ce afin d'éviter les prix de transfert (sous déclaration des valeurs réelles pour diminuer le niveau de taxation) ;
 - o Il convient de rendre la révision transparente en fournissant un maximum de sources publiques et pertinentes, et en réduisant de manière significative le rôle prépondérant donné par le décret actuel à la SGS, dont les commentaires devront désormais constituer une donnée parmi d'autres. L'utilisation, notamment, des données (gratuites) de l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux) est souhaitable.
 - o Une étude complémentaire doit être réalisée pour préciser les sources pertinentes d'observation du marché. Une coopération avec l'OIBT devrait être envisagée dans ce sens, sans préjuger de l'implication d'autres partenaires. Elle pourrait prélude à la mise en place d'un observatoire des prix à Douala.

E. Les coûts de mise à FOB

Le coût de mise à fob (frais fixes et variables) s'établit à un peu moins de 10.000 Fcfa / m³ pour les bois transformés, et est compris entre 21.000 et 31.000 Fcfa / m³ pour les grumes, du

fait de leur renchérissement par la surtaxe à l'exportation et les droits de sortie qui varient de 11.000 et 20.590 Fcfa / m³ selon l'essence.

En 2005, la mise à fob des produits transformés s'établissait à environ 6,46 milliards de Fcfa, soit 3,64% de la valeur déclarée de ces exportations, celle des grumes est prépondérante essentiellement en raison de leur taxation et ressortait à 3,93 milliards de Fcfa soit 29,67% de leurs exportations.

- Les frais fixes par dossier comprennent les frais fixe du transitaire, les timbres, le guichet unique et le passage en douanes. Ces charges s'élèvent à 79.114 Fcfa par dossier, ce qui revient à 791 Fcfa/m³ pour une expédition de 100 m³ de grumes ou de bois transformés.
- Les frais variables s'établissent pour les bois transformés à 8.542 Fcfa/m³, représentant les frais SEPBC, le Port autonome de Douala, les honoraires de l'agréé en douanes, la manutention et l'acconage.
- Les frais variables des grumes sont compris dans une fourchette allant de 19.522 Fcfa / m³ et 30.146 Fcfa / m³ selon l'essence, car les grumes supportent en plus des charges ci-dessus, l'inspection SGS, la surtaxe à l'exportation et les droits de sortie.

Si l'on compare le coût de la mise à FOB au Cameroun avec celle des autres pays de la sous-région, on constate que le Cameroun pour les exportations de grumes le coût de la mise à FOB est globalement comparable pour les grumes ; le Cameroun est même mieux placé que le Gabon, du fait des coûts inférieurs de la SEPBC Cameroun par rapport à ceux pratiqués par la SEPBC Gabon, et mieux placé que la RDC, où les coûts de mise à FOB sont très élevés.

Au niveau des débités, et si l'on prend en compte la taxe entrée usine sur les grumes (pour faire pendant à la taxe exportation sur les produits transformés dans un pays comme le Congo), le Cameroun est mieux placé que le Congo, mais la mise à FOB des produits transformés est plus onéreuse qu'au Gabon.

V. Analyse de la compétitivité de la filière bois et de ses entreprises

A. Situation du de la filière bois du Cameroun dans le contexte international

1. Le Cameroun dans la production mondiale de bois tropicaux

Le Cameroun occupe une place modeste dans l'économie mondiale des bois tropicaux. Avec 0,6% de la production mondiale de bois d'œuvres tropicaux (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)¹⁸, il représente de l'ordre de 0,5% des exportations mondiales de grumes tropicales (Figure 12), en volume comme en chiffre d'affaire. Il représente aussi, selon les années, de l'ordre de 3 à 6% des exportations mondiales de sciages tropicaux, et de l'ordre de 7% de l'exportation de sciage tropicaux produits dans tous les pays tropicaux (Figure 13). Même si les exportations Camerounaises de sciages sont faibles au regard des échanges mondiaux, elles restent les plus importantes de l'Afrique tropicale.

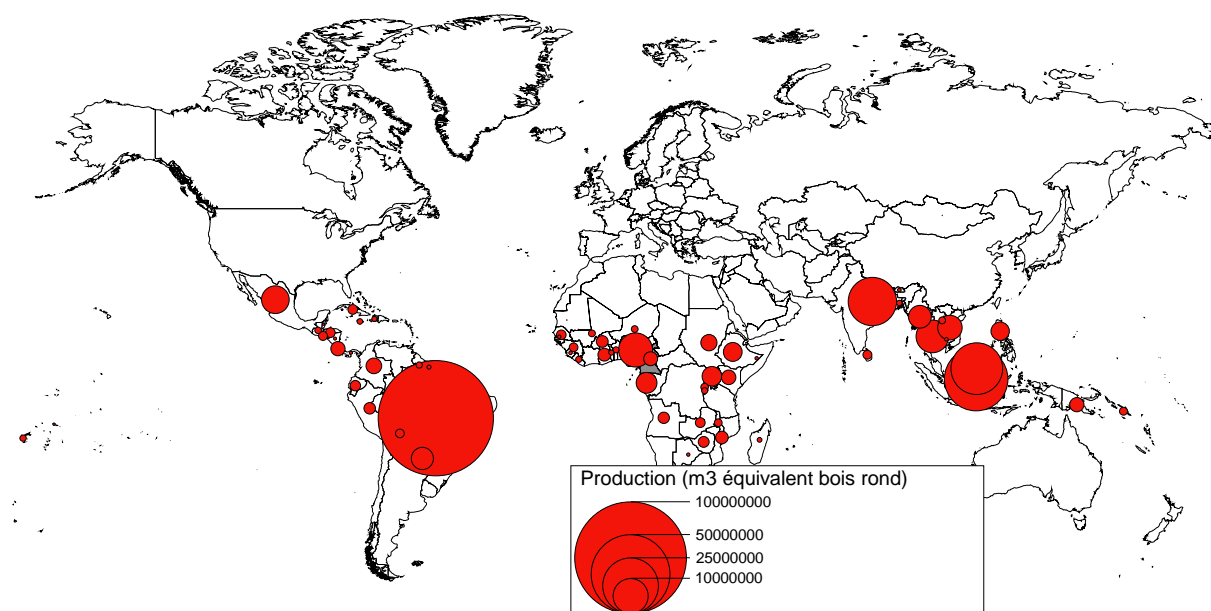


Figure 11: Production de bois d'œuvres tropicaux dans le monde (année de référence : 2003)

¹⁸ La figure est harmonisée avec les figures de flux qui suivent, pour lesquelles les données les plus récentes disponibles, correspondent à l'année 2003.

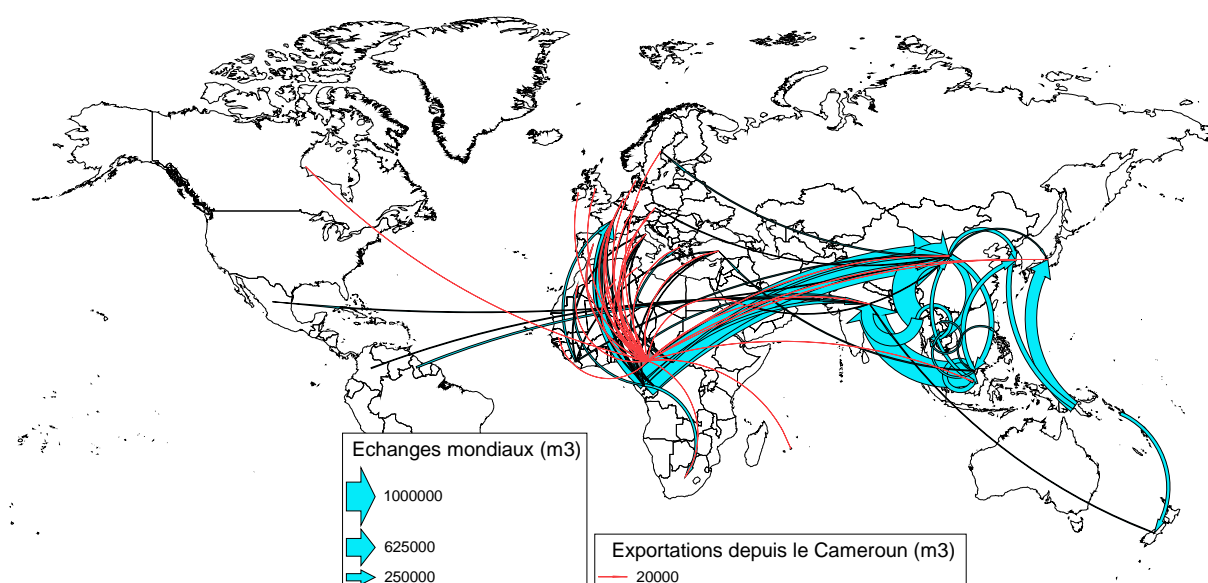


Figure 12 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de grumes tropicales en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m3/an ne sont pas représentés)

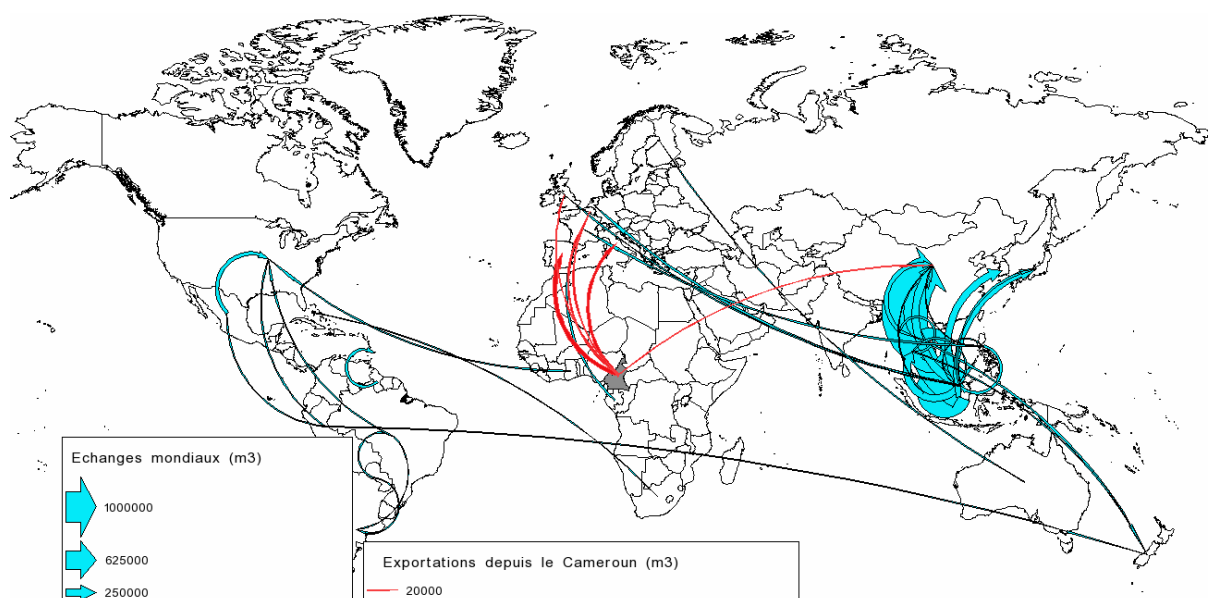


Figure 13 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de sciages produits dans les pays tropicaux en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m3/an ne sont pas représentés)

2. L'étroitesse des marchés du Cameroun fait plafonner la transformation

Il semble par ailleurs que les capacités maximales de production de sciage du Cameroun soient atteintes, compte tenu à la fois des principaux marchés du Cameroun et des volumes de bois ronds produits par le pays.

D'une part, le taux de transformation théorique¹⁹ du Cameroun semble s'être stabilisé à plus de 95% depuis 2004 (Figure 14). Ceci correspond à une transformation quasi exhaustive des grumes qui sont effectivement exploitées. Mais par contre, cela ne veut pas dire que toutes les grumes qui pourraient être exploitées, dans un cadre sylvicole défini, le soient. Il faut pour cela des marchés, qui ne se créent pas *ex-nihilo*, mais qui correspondent à des compromis de coûts de production, prix, quantité, et qualité, atteignables ou non par les opérateurs économiques d'un pays.

¹⁹ Le taux de transformation théorique est un indice de la transformation effective, ici défini comme le volume de bois scié exporté en équivalent bois rond (rendement matière théorique moyen de 40%) divisé par le volume de bois d'œuvre rond produit par le pays

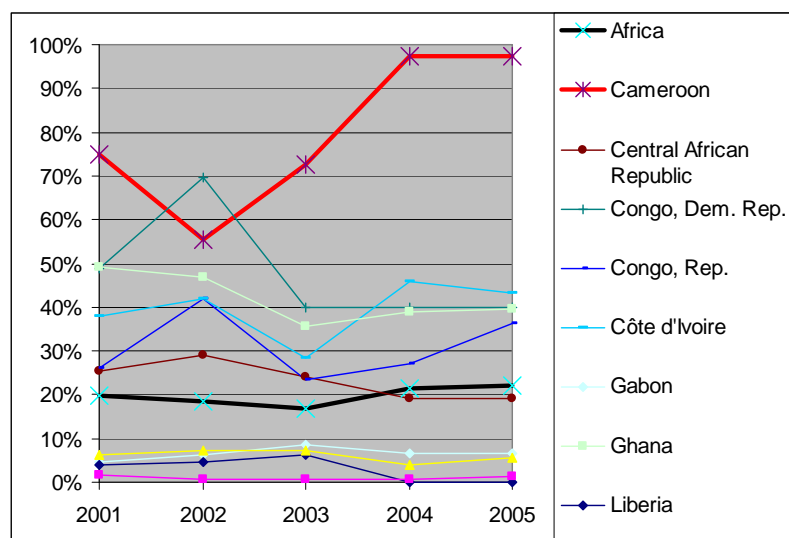


Figure 14 : Taux de transformation théorique du Cameroun et des autres pays d'Afrique tropicale

D'autre part, les marchés du Cameroun sont essentiellement en Europe, comme l'illustre le détail des exportations de grumes (Figure 15) et de sciages (Figure 16) Camerounais en 2003. Or le marché Européen des bois tropicaux est en contraction depuis plusieurs années, et est relativement restreint en essences bien rémunérées. La diversification des marchés du Cameroun qui est rendue possible par l'expansion du marché des grumes en Asie est limitée par des plafonds de prix, qui désavantagent le Cameroun, trop cher dans la compétition internationale (comparer les exportations de grumes en 2003 et 2005 en Figure 18). Cette diversification ne s'est pas encore faite pour le marché des sciages, qui restent cantonnés à une poignée d'essences valorisables en Europe (Ayous, Spelli, Iroko en Figure 17, et comparer les exportations de sciages en 2003 avec celles de 2005 en Figure 19). Cette restriction des marchés atteints ou atteignables par le Cameroun est de nature à ne pas permettre une forte augmentation de la diversité d'essences exploitées. Ceci induit en retour que la capacité maximale de production de sciage soit très vite atteinte, malgré le fait qu'il existe encore une grande diversité d'essences théoriquement exploitables dans le cadre sylvicole défini pour ce pays.

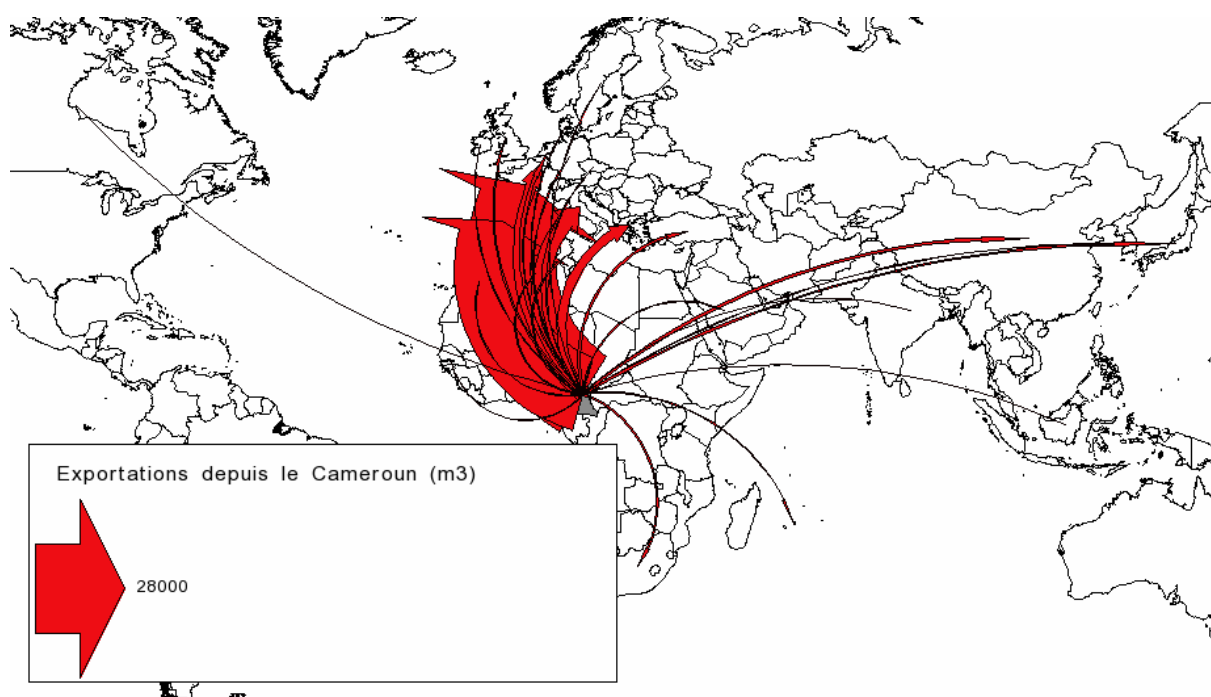


Figure 15 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2003

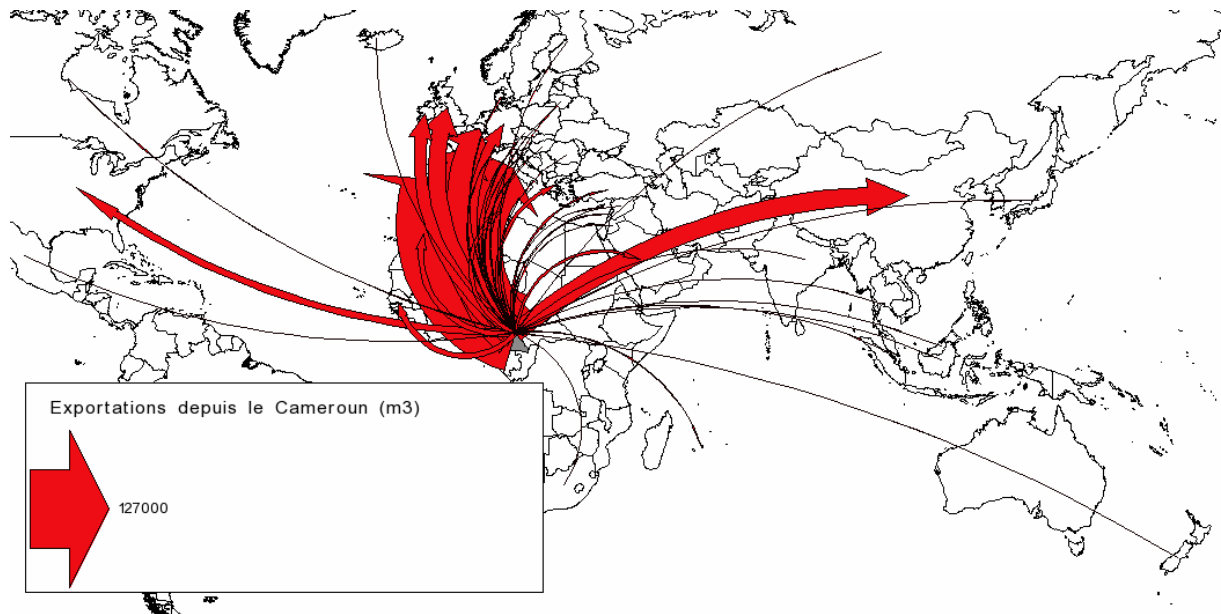


Figure 16 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2003

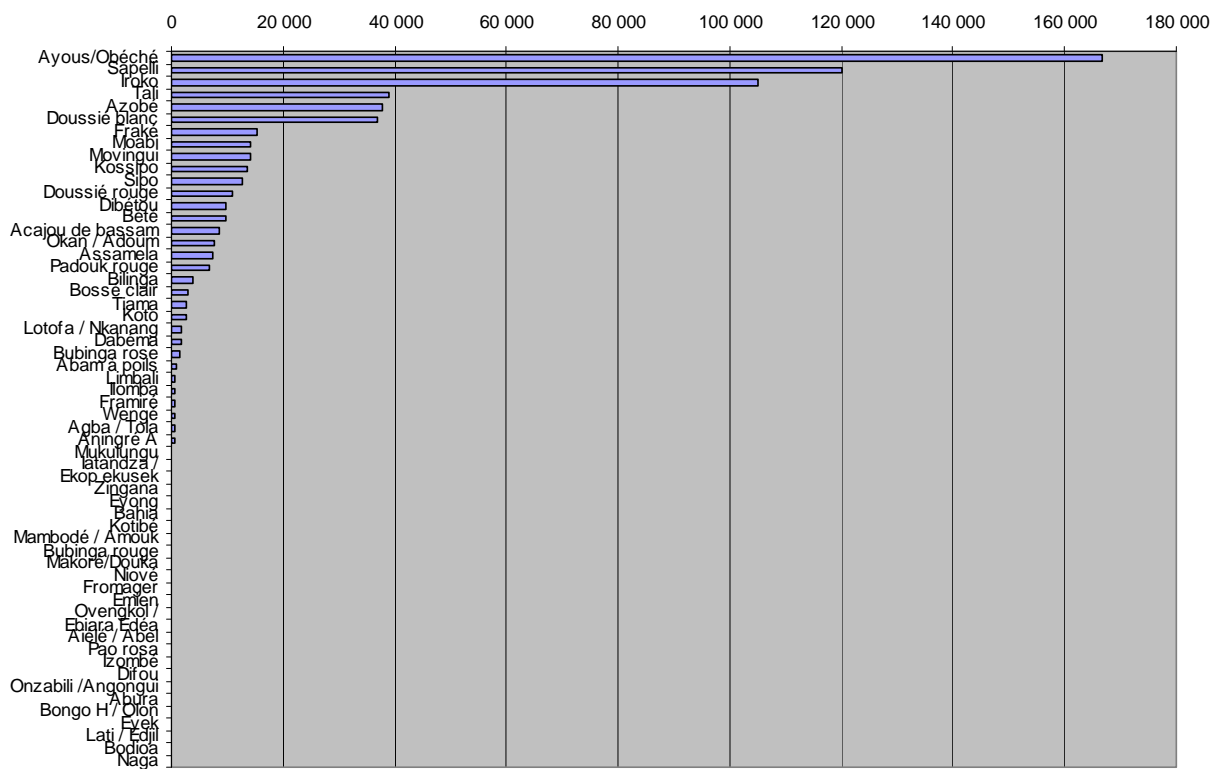


Figure 17 : Volumes de débités exportés du Cameroun en 2005 (m3)

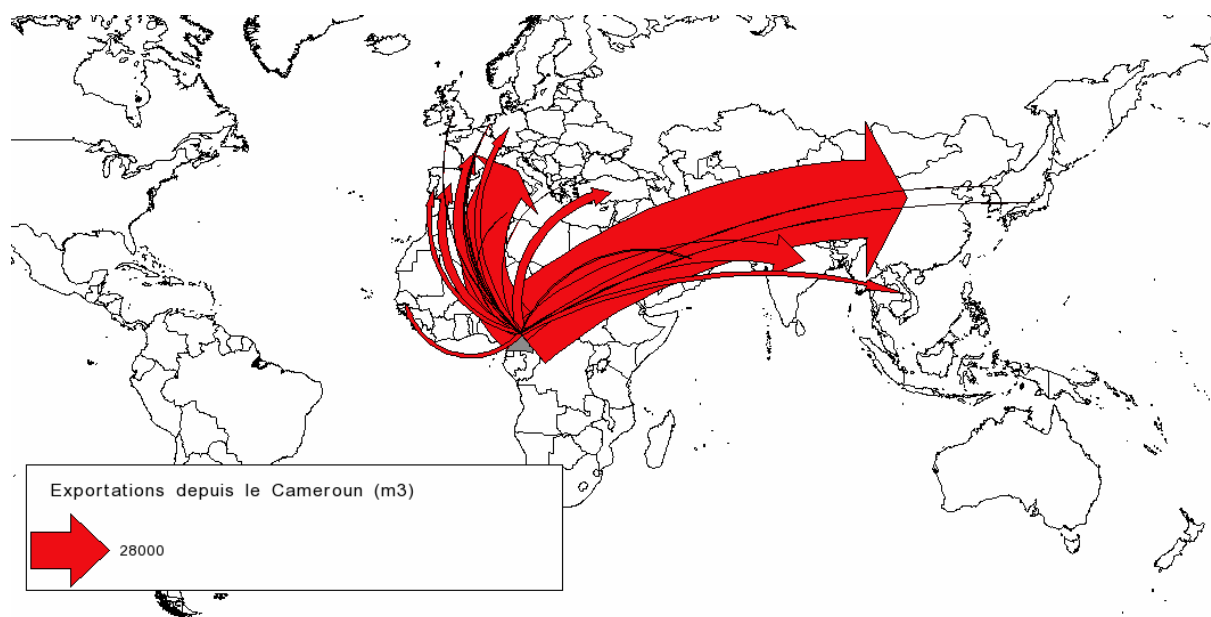


Figure 18 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2005

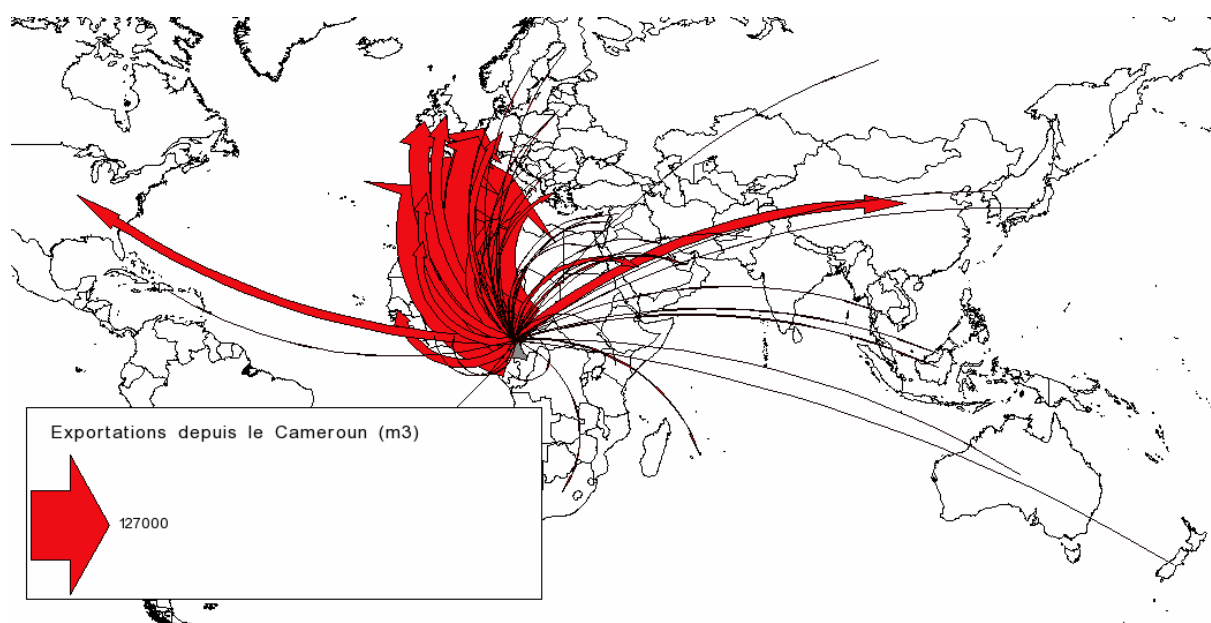


Figure 19 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2005

En fait, depuis 2001, les opérateurs n'ont jamais exploité plus de 52% du volume autorisé par les aménagements, fautes de débouchés, et il apparaît que depuis 2002-2003, ce pourcentage soit régulièrement en baisse, ayant baissé jusqu'à 30% en 2005 (Figure 20). En d'autres termes, le contexte économique des opérateurs du Cameroun a changé de telle sorte qu'il a réduit le périmètre de rentabilité d'un nombre significatif de produits, poussant les entreprises à exploiter de plus en plus sélectivement, afin de rester rentable. Indirectement, cela pourrait conduire à un renforcement de la tendance observée (Figure 21) de la production Camerounaise de sciage à se stabiliser, après la période de croissance des années 1970 à 1990. Cette même tendance à la stabilisation, amorcée depuis les années 1990, suggère que la production de sciages du Cameroun ne devrait plus croître de façon importante dans les années à venir, à moins d'une diversification drastique des marchés ciblés par le Cameroun, et/ou d'un changement des conditions de production propres à ce pays.

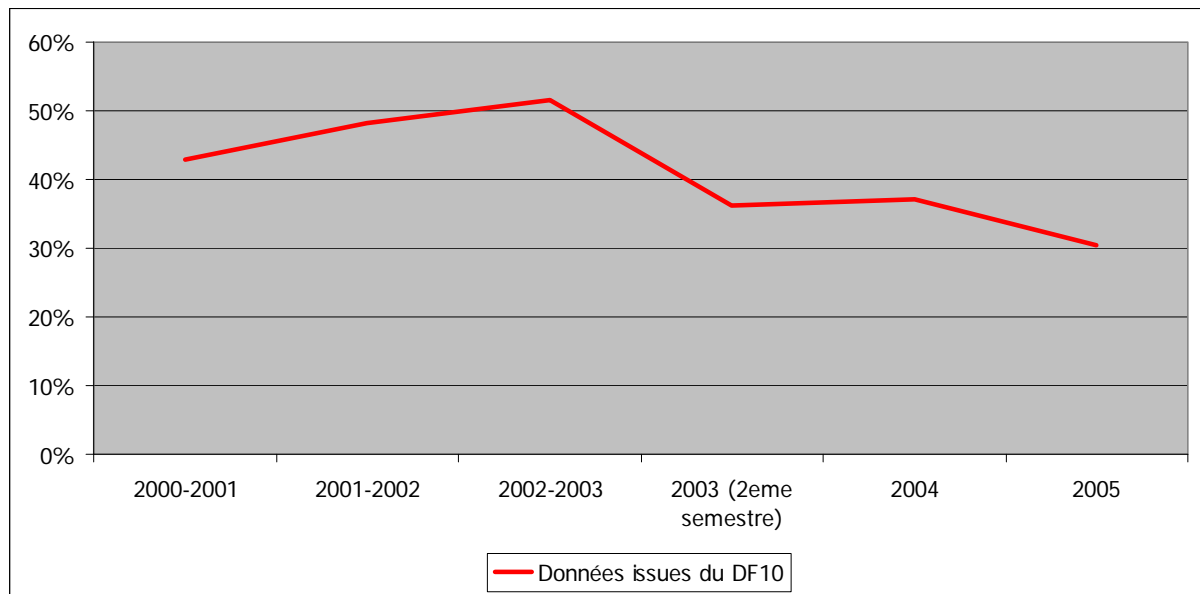


Figure 20 : Volume grume effectivement exploité par les entreprises du Cameroun, en % du volume autorisé par les aménagements forestiers (100% équivalent au potentiel exploitable dans le cadre de la gestion durable des forêts)

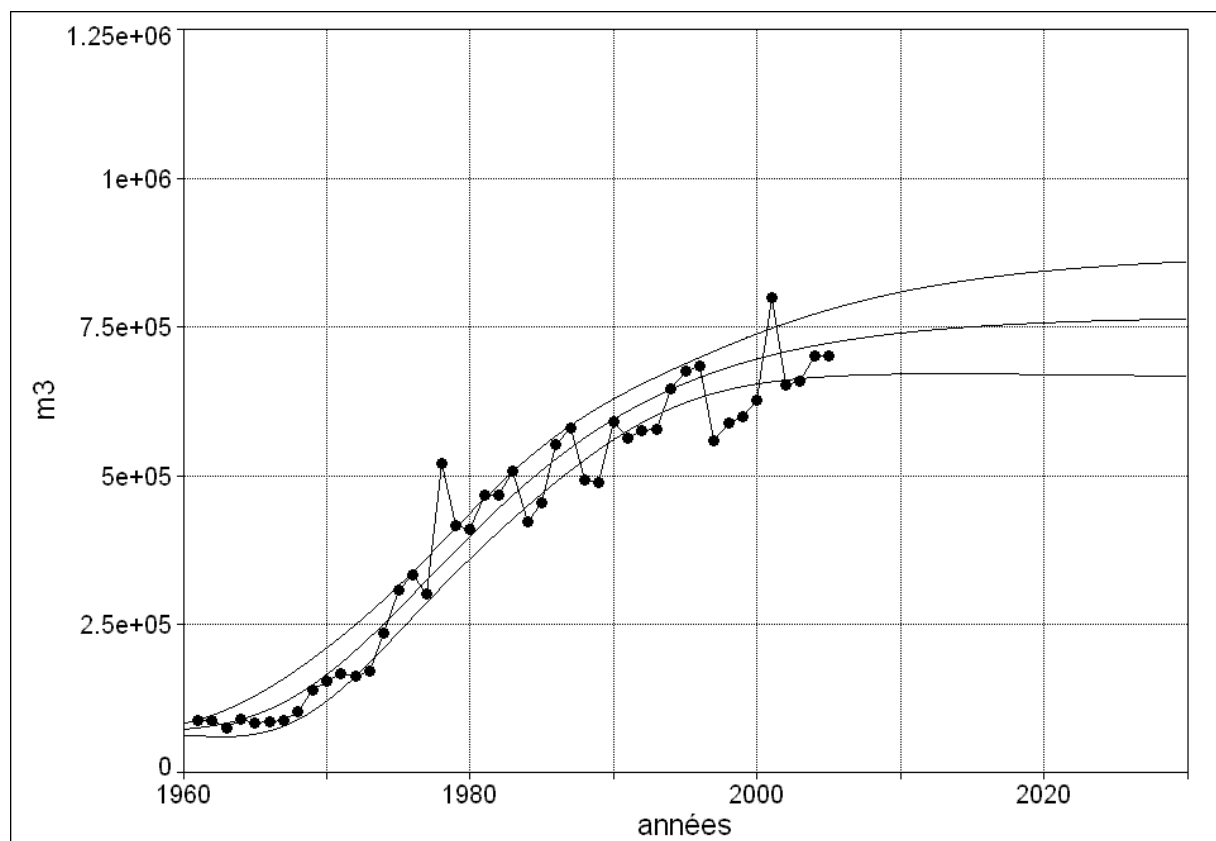


Figure 21 : Évolution des productions de sciages du Cameroun, en m3, et tendance de cette évolution (avec intervalle de confiance de 90%)

B. Analyse de compétitivité

D'une façon générale, et sans que ce soit toujours spécifique à la filière bois, le Cameroun souffre d'un certain nombre de désavantages comparatifs qui peuvent le rendre moins intéressant qu'un autre pays pour mener une activité industrielle.

1. Le transport

Parmi ces désavantages, le premier est un réseau d'infrastructures de transport très déséquilibré selon les différentes parties du pays. Il n'y a qu'une ligne ferroviaire principale, et bien qu'en théorie, le Cameroun soit un des pays les mieux doté en infrastructure routière, il s'avère que les routes en dur se limitent à l'Ouest du pays. L'Est du pays n'est desservi que par des pistes, dont la plupart sont en mauvais états. Certaines pistes officielles sont en si mauvais état, qu'il est plus intéressant de faire des détours en passant par les pistes établies par les forestiers dans le cadre de leurs concessions.

En outre, le tracé de l'unique ligne ferroviaire ne favorise pas la desserte de la plus grande partie du massif forestier productif, au Sud-Est du pays. Enfin, l'entretien et le fonctionnement même de cette ligne laisse à désirer, ce qui induit un manque chronique de l'offre de transport ferroviaire par rapport à la demande, en volume.

L'évolution du coût du carburant dans les dernières années, bien que non spécifique au Cameroun, joue aussi un rôle très important dans la baisse de la compétitivité de l'industrie du pays. Le coût du gasoil a ainsi augmenté de plus de 60% depuis 2000 (Figure 22), ce qui a fait augmenter le coût du transport de l'ordre de 10% en moyenne dans la même période.

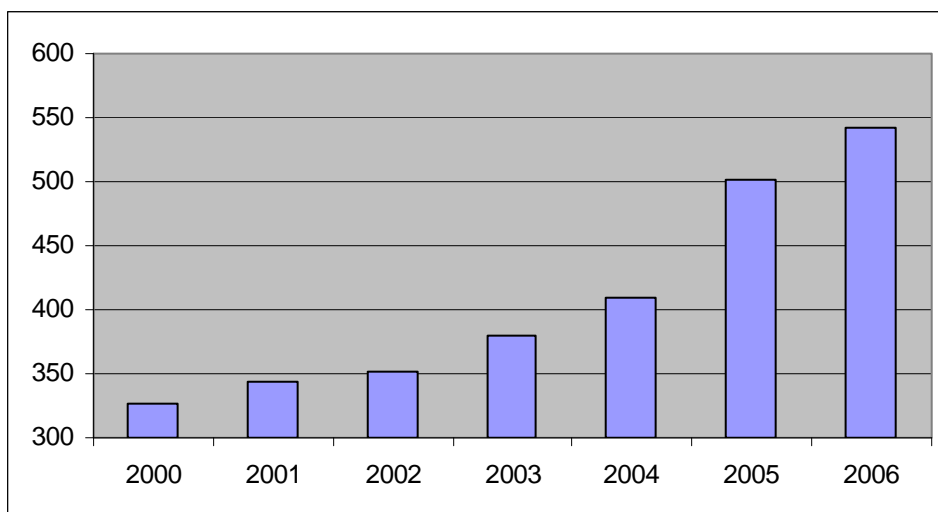


Figure 22 : Évolution du coût du gasoil depuis 2000 au Cameroun, en Francs CFA/litre

Le bois est un matériau pondéreux, dont le facteur premier de coût de production est toujours le transport, dans tous les pays du monde. Les pays les plus compétitifs en matière de production industrielle du bois sont souvent ceux où le transport du bois est un paramètre bien maîtrisé, avec des coûts aussi réduits que possible. C'est pourquoi le transport spécifique du bois fait l'objet d'un chapitre entier vers la fin de ce rapport.

2. Coût et productivité du travail

Si de ce point de vue, les Conditions Camerounaises sont loin d'être les pires d'Afrique, elles restent néanmoins extrêmement défavorable pour une production compétitive à l'échelle mondiale.

Le coût du travail par individu au Cameroun est certes moins élevé que dans les pays de l'OCDE (de l'ordre de 74% de moins), mais s'accompagne d'une productivité trois fois inférieure. Si le coût du travail est ramené à la productivité, et non au nombre d'employés, il devient alors au Cameroun équivalent ou supérieur au coût du travail dans les pays de l'OCDE.

Mais c'est surtout en termes de flexibilité, que le Cameroun est très loin de ses concurrents sur le marché Européen des produits à base de bois comme le Ghana ou la Malaisie : Le Cameroun est beaucoup plus rigide pour les horaires de travail, la difficulté à licencier, et pour l'emploi en général. En outre il est incomparablement plus difficile de trouver des travailleurs au Cameroun qu'au Ghana ou qu'en Malaisie (Figure 23).

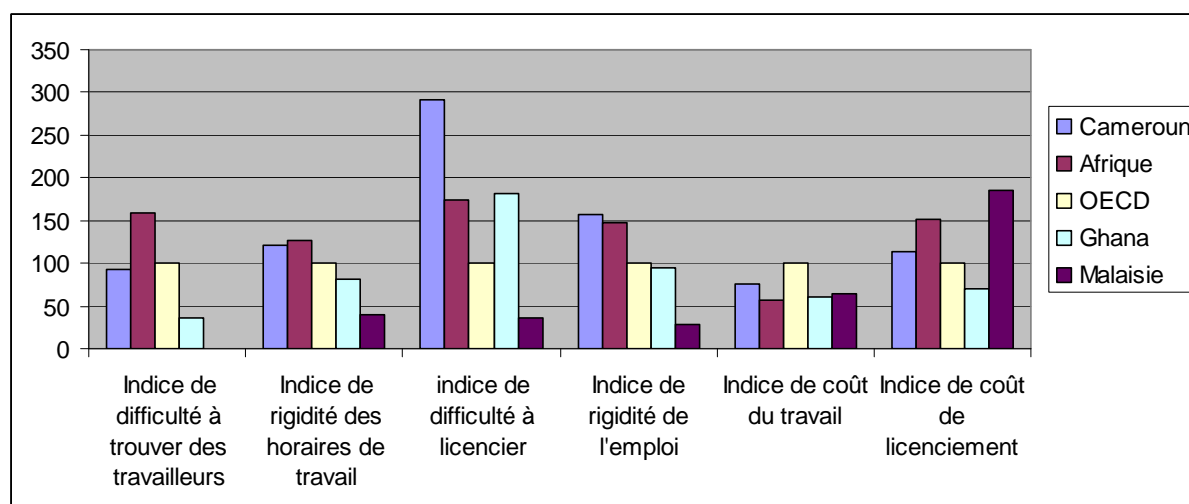


Figure 23 : Indices du coût du travail Camerounais par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (d'après « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)

3. Coûts de la corruption et des dysfonctionnements administratifs

Au cours de l'enquête menée auprès des entreprises, nous avons pu relever que le coût direct de corruption (à la fois petite corruption exigée par les agents de l'État sur le terrain compléter leur revenus, et corruption plus importante exigée par certains services de l'État pour débloquer certaines procédures indûment ralenties) représente de 0,5 % à 5 % des coûts de revient des entreprises.

Il semble que plus les entreprises sont soutenues par des maisons mères à l'étranger qui ont les moyens de leur faire crédit pour des sommes importantes et sur de longues périodes, moins ces mêmes entreprises sont sensibles à la corruption. Ainsi soutenues, les entreprises peuvent en effet se permettre de résister aux intimidations et de supporter les retards de procédures alors encourus en raison de leur résistance. A l'opposé, les entreprises financièrement plus fragiles ou moins soutenues par une maison mère éventuelle, donc plus sensibles au chantage, voient leurs coûts liés à la corruption atteindre les niveaux les plus élevés.

Cet état de fait a pour conséquences de favoriser les petites entreprises à passer dans l'informel, et paradoxalement, défavorise moins les très grandes entreprises à capitaux étrangers, que les entreprises de taille moyenne. Il s'agit là sans doute d'un des éléments d'explication de la non existence de secteur semi-artisanal au Cameroun.

4. Pression fiscale globale

Indépendamment des secteurs industriels, la pression fiscale au Cameroun est environ 74 % plus importante que dans les pays de l'OCDE (pression fiscale exprimée en % de la marge brute, soit 174% de cette marge). Alors que la pression fiscale d'un pays concurrent comme le Ghana est à peine moins importante, celle d'un pays comme la Malaisie est très significativement inférieure, ce qui a forcément un impact majeur sur la compétitivité d'un tel pays par rapport au Cameroun (Figure 24).

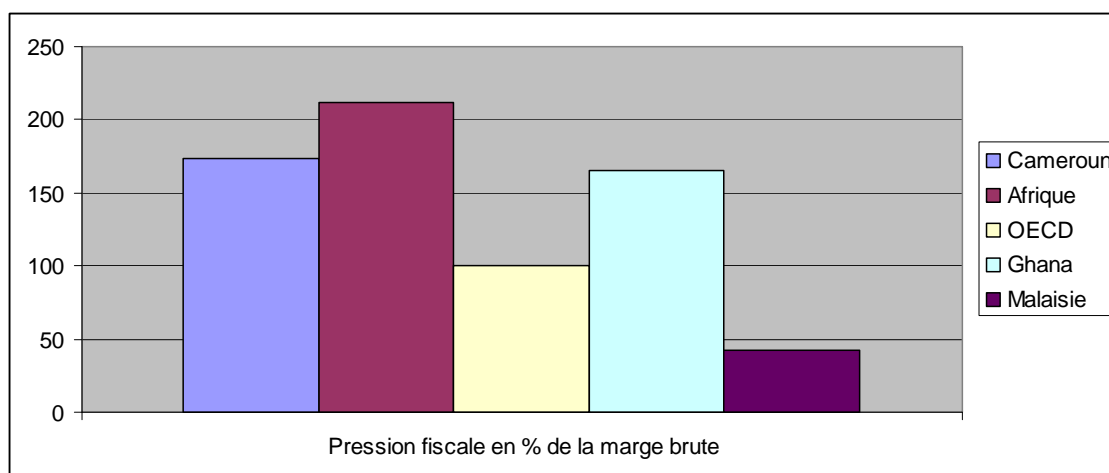


Figure 24 : Pression fiscale Camerounaise par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (d'après « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)

Tous secteurs confondus, le Cameroun est classé au 142^{ème} rang (sur 155) des pays pour la pression fiscale, ce qui en fait une des pays les plus difficiles au monde pour les entreprises, de ce point de vue.

5. Des encours de TVA excessifs pour les exportateurs

Les entreprises du secteur bois au Cameroun, se font payer par leurs clients jusqu'à 90 jours, et sont outre remboursées de leur crédits de TVA sur plus de 6 mois après la demande de remboursement. Elles se retrouvent alors avec un crédit de TVA et précompte d'impôts sur plus de 9 mois

Parmi les critères de besoin de réforme fiscale établis par l'OCDE, le critère de remboursement de TVA prévoit différents niveaux : allant de pays où la TVA est remboursée en moins de 1 mois, jusqu'au pays où elle est remboursée après plus de 3 mois (ce dernier cas correspond à des conditions parmi les plus mauvaises qui soient). Si on applique ce raisonnement au Cameroun dont les délais vont jusqu'à plus de 6 ce pays mois, ce pays fait partie des plus excessifs au monde suivant ce critère. A l'opposé la plupart des pays présentant un système de remboursement de TVA compétitif à l'international affichent des délais de remboursement inférieurs à un mois. Par exemple en France, pays qui n'est pourtant pas le plus performant en la matière, en 2005 85 % des remboursements de TVA étaient effectués en moins de 1 mois.

Par ailleurs et en général, pour les analystes des conditions économiques internationales, de tels délais excessifs défavorisent les entreprises exportatrices, et alimentent la corruption.

Mais surtout, ce dysfonctionnement fiscal immobilise chaque année de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaire des entreprises. Ce besoin supplémentaire en fond de roulement est excessif et de nature à empêcher les entreprises à investir dans des transformations plus poussées, qui rallongent encore les encours de TVA. De plus cela rigidifie les capacités financières des entreprises, dont la capacité d'emprunt est structurellement grevée de ce montant de l'ordre de 10% de leur chiffre d'affaire. En d'autres termes, dans la compétition internationale de production de produits forestiers dont beaucoup sont interchangeables (comme l'Ayous)²⁰, les entreprises Camerounaises sont bien moins flexibles que des concurrentes installées dans des pays où les remboursements de TVA sont plus rapides (Avec 6 mois de délai, les entreprises du Cameroun sont financièrement 2 fois moins flexibles que des entreprises situées dans des pays avec 1 mois de délais de remboursement de TVA, et 1 fois ½ moins flexibles que celles qui sont dans des pays avec 3 mois de délai de TVA – voir Figure 25).

²⁰ C'est moins vrais pour des essences aux caractéristiques relativement uniques comme c'est le cas pour l'Azobé, dont certaines utilisations sont très spécifiques.

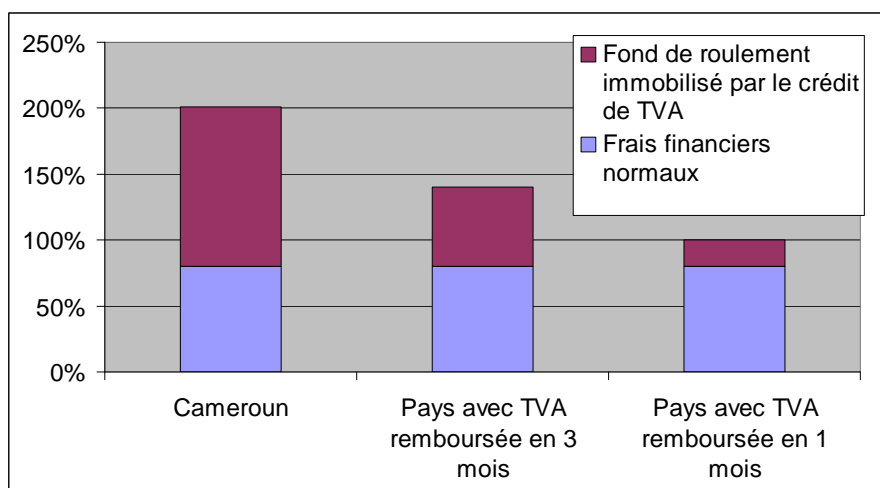


Figure 25 : Rigidité financière des entreprises du Cameroun par rapport à des entreprises situées dans des pays avec des délais de remboursement de TVA inférieurs

De plus, ces encours de TVA n'ont pas seulement un effet sur le fond de roulement, car ils ont aussi un coût financier. Les entreprises doivent en effet emprunter pour financer ces encours, et le coût financier afférent n'est pas compensé par l'Etat. Le poids de ce coût financier est d'autant plus élevé que l'entreprise est modeste, car une petite entreprise est plus dépendante du crédit disponible au Cameroun à des taux élevés), alors qu'une grande entreprise à capitaux étranger peut s'autofinancer dans une certaine mesure.

Ainsi si une entreprise a un chiffre d'affaire de 15 milliards de CFA, ses coûts financiers dus au dysfonctionnement du retard de remboursement de TVA pourront être de seulement de l'ordre de 100 à 200 millions de CFA (0,6 à 1, 3% du chiffre d'affaire), ce qui est déjà considérable. Mais si il s'agit d'une entreprise d'un chiffre d'affaire plus modeste de l'ordre de 1 milliards de CFA, incapable de s'autofinancer via une maison mère, l'entreprise va supporter un coût direct du retard de remboursement de TVA de 1, 5 à 2 % de son chiffre d'affaire.

Enfin dans ce contexte, la transformation plus poussée est structurellement défavorisée, car les acheteurs de produits de 2ème ou 3ème transformation payent jusqu'à 190 jours (pratiques commerciales normales dans le monde pour le secteur bois), ce qui a mécaniquement pour effet d'accroître encore l'encours TVA pour ce type d'activité (Figure 26). Or la marge supplémentaire créée par la transformation plus poussée ne compense pas forcément les frais financiers additionnels ni l'immobilisation additionnelle de fond de roulement.

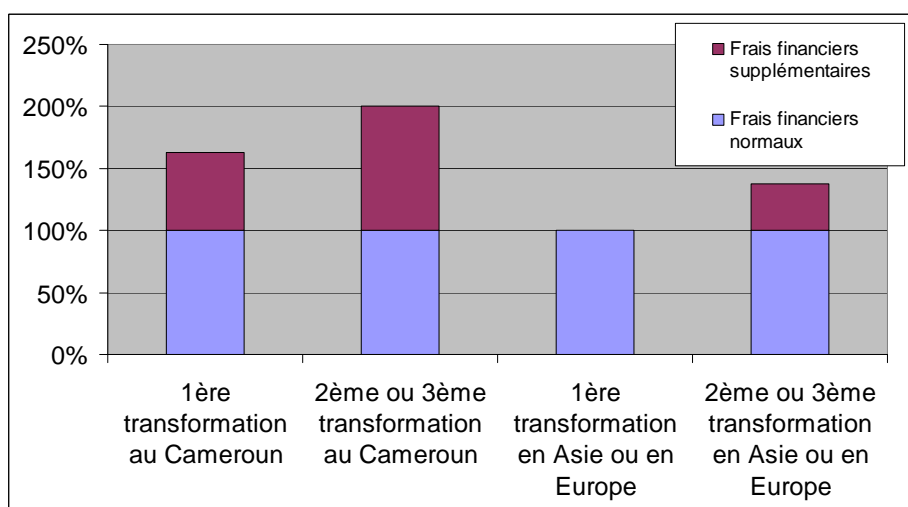


Figure 26 : Rigidité financière supplémentaire associée à la transformation au Cameroun par rapport à la transformation en Asie ou en Europe

6. Autres difficultés

Parmi les autres difficultés que rencontrent les entreprises, il faut en particulier citer le code des investissements qui taxe de façon excessive les intrants nécessaires à la production industrielle. Selon la nature de ces intrants, les coûts d'approche vont jusqu'à 25% en sus du coût normal de l'intrant.

Enfin, la très forte augmentation (plus de 260 %) des coûts de l'énergie électrique entre 2000 et 2005 ajoute encore un frein supplémentaire à la production industrielle (Figure 27).

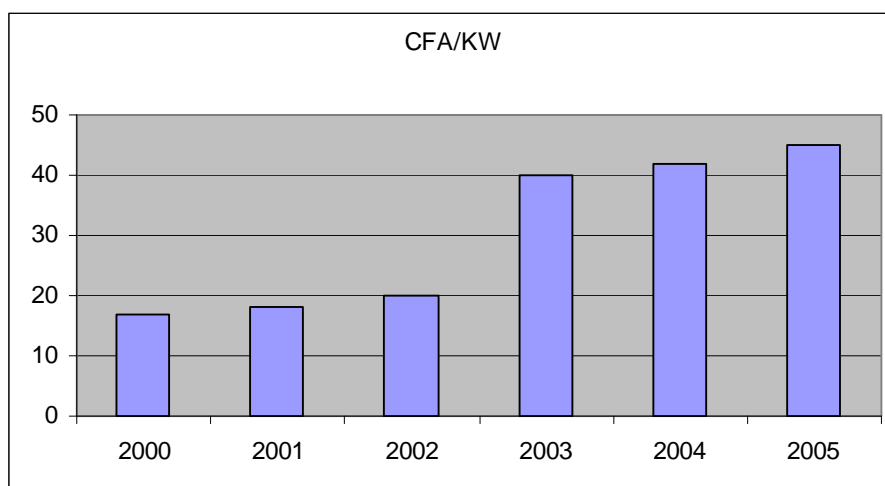


Figure 27 : Évolution des coûts de l'électricité industrielle au Cameroun, en Francs CFA/Kw

C. Les questions spécifiques au secteur forestier

1. Fiscalité des entreprises forestières

Dans le cas précis du secteur forestier, la pression fiscale globale atteint jusqu'à plus de 45 % du chiffre d'affaire dans les cas les plus extrêmes, ce qui correspondrait à une pression fiscale de l'ordre de 250 % de la marge brute dans le cas d'une marge de 15%, généralement considérée comme normale pour un tel secteur. D'après la Banque Mondiale, la pression fiscale tous secteurs confondus au Cameroun est de l'ordre de 174% de la marge brute des entreprises, ce qui place le secteur forestier dans une situation assez différenciée de celle des autres secteurs, du point de vue fiscal.

En fait au Cameroun, un grand nombre d'entreprises forestières ont des marges brutes très inférieures ou même négatives, ce qui ôterait tout sens à l'utilisation de ce ratio impliquant la marge brute.

Pour comparer le secteur forestier aux autres secteurs, nous allons plutôt utiliser le ratio de pression fiscale en proportion du montant des opérations taxables (imprimés fiscaux uniques – « IFU » 2005) :

- entreprises hors du secteur forestier (IFU 4) : Pression fiscale moyenne
= 20% du montant des opérations taxables
- entreprises du secteur forestier (IFU 4) : Pression fiscale moyenne
= **107%** du montant des opérations taxables

Ces chiffres ne sont pas représentatifs de toutes les entreprises du Cameroun, car nous n'avions pas à disposition les synthèses des IFU 1, 2, 3 et 5. Cependant cet échantillon des IFU 4 nous montre déjà la très grande différence de situation qu'il peut y avoir entre les entreprises du secteur forestier et celles qui n'en font pas partie.

Si une fiscalité spécifique est parfaitement justifiable en raison des enjeux de la gestion durable, il reste néanmoins important de prendre garde à ce que l'effet « ciseaux » entre le contexte défavorable du Cameroun et la fiscalité forestière ne pèse pas de façon excessive, ce qui semble être le cas.

2. La question de la caution de redevance forestière annuelle

La redevance forestière annuelle (RFA) doit être payée par les entreprises chaque année, en proportion des surfaces forestières obtenues en concession. Le versement est dû en trois fois au cours de l'année.

L'État se garantit contre un éventuel non paiement de cette taxe par une entreprise, en exigeant de celle-ci dès le début de chaque année, vers le mois de février, le versement en une fois d'une caution du montant annuel de la redevance qu'elle devra verser de façon échelonnée dans l'année.

Cependant, en pratique, il ne s'agit pas d'un versement d'argent, mais de la remise d'un document bancaire : la banque Camerounaise de l'entreprise s'engage à verser la caution en cas de litige. Même s'il ne s'agit pas un emprunt réel, la banque doit prévoir un fond de roulement pour verser l'argent le cas échéant. Non seulement ce service est facturé à l'entreprise, mais c'est aussi autant de capacité d'emprunt en moins que l'entreprise peut obtenir de cette banque pour d'autres crédits commerciaux. En outre, vu le contexte d'incertitude économique du Cameroun, la banque locale demande elle-même une contre-caution auprès d'une banque étrangère (Européenne, le plus souvent) de l'entreprise. C'est donc un ensemble de cautions équivalant à 2 fois la RFA annuelle, qui doit être supportée par l'entreprise.

La mainlevée de la caution n'est pas effectuée de façon échelonnée par l'Etat au fur et à mesure du versement de la RFA, mais en une seule fois au début de l'année suivante. La démarche prend régulièrement un retard de l'ordre de trois mois, et pendant ce temps l'entreprise doit présenter de nouvelles cautions pour le nouvel exercice. Pendant ces trois mois de retard administratif, l'entreprise supporte un ensemble de caution équivalant donc à quatre fois le montant annuel de la RFA.

3. Les freins sur le marché local

Les entreprises qui vendent du bois sur le marché local doivent s'acquitter d'un précompte de 5 % de leur chiffre d'affaire et d'un précompte de 1 % d'IS. Si elles vendent à des entreprises spécialisées dans la transformation, il est rare que celles-ci aient leur propre flotte de camions, et donc elle doivent vendre le transport avec le bois. Les précomptes s'appliquent alors à toute la transaction, qui comprends le coût du transport du bois, lequel représente un poids très élevé proportion du coût d'exploitation.

Ceci introduit un désavantage comparatif supplémentaire à échanger du bois sur le marché intérieur, par rapport à l'intégration de l'exploitation et du transport au sein d'une même entreprise. Ce désavantage comparatif est ensuite d'autant plus difficile à gérer que l'entreprise qui se spécialise sur le marché local est de taille modeste. Au cours de l'audit, nous avons vu des entreprises de taille modeste qui ont eut à supporter des précomptes reportés sur de plusieurs exercices cumulés²¹ : pesant jusqu'à plus de 10% de leur chiffre d'affaire

Ce contexte n'est absolument pas propice à un éventuel tissu de PME PMI formelles, spécialisées dans la transformation poussée et s'approvisionnant sur le marché local. Il favorise en fait l'émergence de structures informelles, et renforce l'obligation des entreprises formelles à se structurer en grandes entités intégrées, pour internaliser un certain nombre de coûts, ce qui peut dans certains cas aller à l'encontre de leur flexibilité et de leurs capacités d'adaptation aux changements du marché. Ceci ne remet pas en cause les avantages inhérents à l'intégration, mais il est plus intéressant pour un pays d'avoir plusieurs modèles d'entreprises occupant différents segments d'activités, pour faire face à des situations évolutives et imprévisibles.

4. La question du marché informel

Le marché informel est très souvent cité car son ampleur apparaît comme tout à fait considérable : plusieurs récentes études permettent d'estimer la taille du marché intérieur, de l'ordre de 800 000 à 1 million de m³ de grumes. Une autre étude a permis aussi d'entrevoir une partie de l'important marché informel qui dépasse les frontières du Cameroun, et va jusqu'en Égypte ou en Algérie (Figure

²¹ Nombre d'entreprises du secteur forestier ont pu être affligés de résultats négatifs entre 2002 et à présent : dans de tels cas, celles qui avaient un précompte en cours ont du le reporter et en outre avancer un nouveau précompte à l'exercice suivant.

28). On peut supposer que les pertes fiscales pour l'État sont importantes, à la mesure des marges brutes unitaires de ces bois informels (Figure 29). En même temps ce marché informel sert aussi à alimenter toute une économie parallèle, et on peut certainement parler de « fiscalité informelle » qui sert à compléter les revenus des différents agents de l'État qui opèrent dans cette filière.

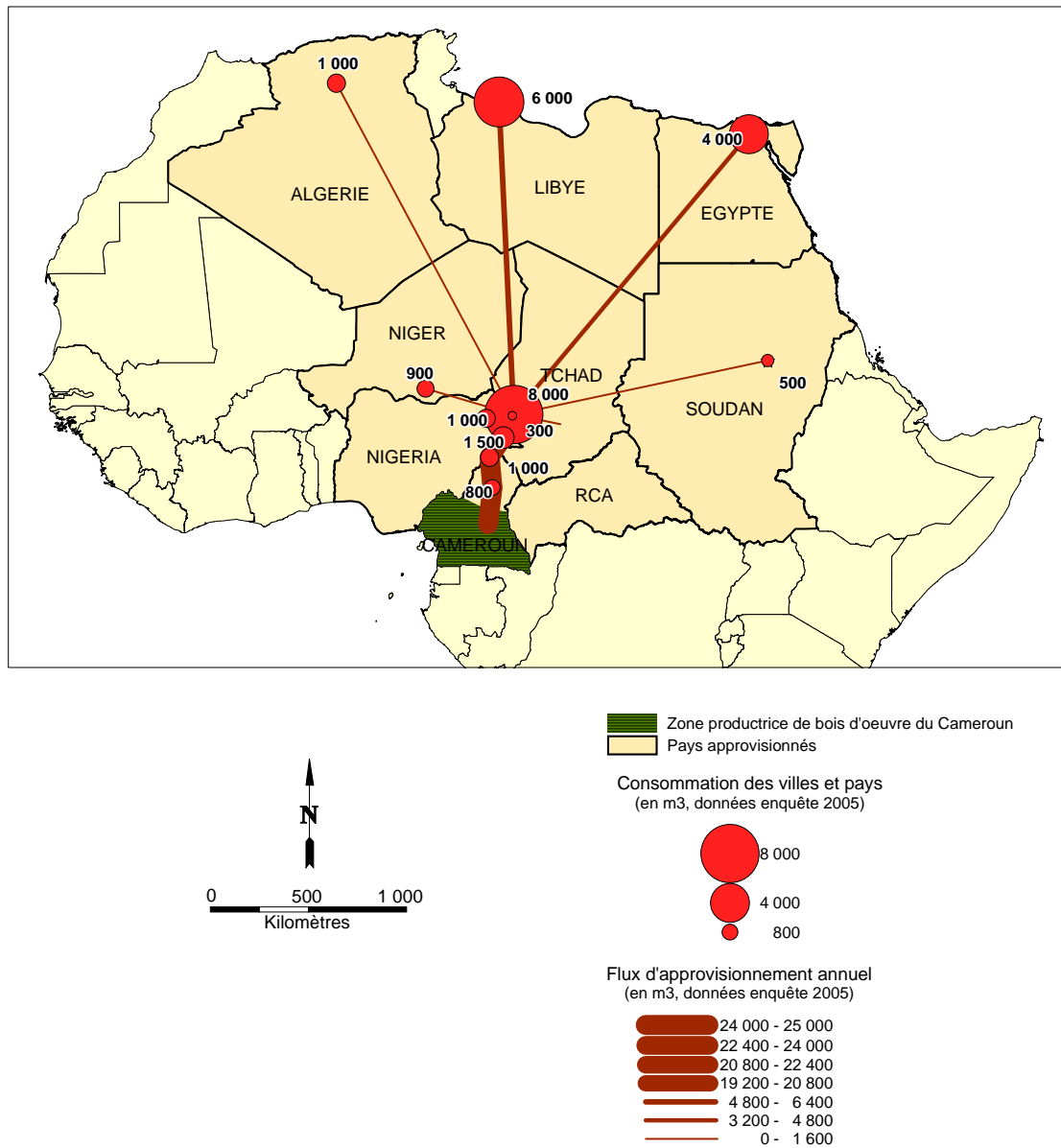


Figure 28 : Carte des flux de bois informels sortis par l'axe de Ndjama, sur une période de 3 mois en 2005 (d'après l'enquête CIRAD de Koffi Yeboah)

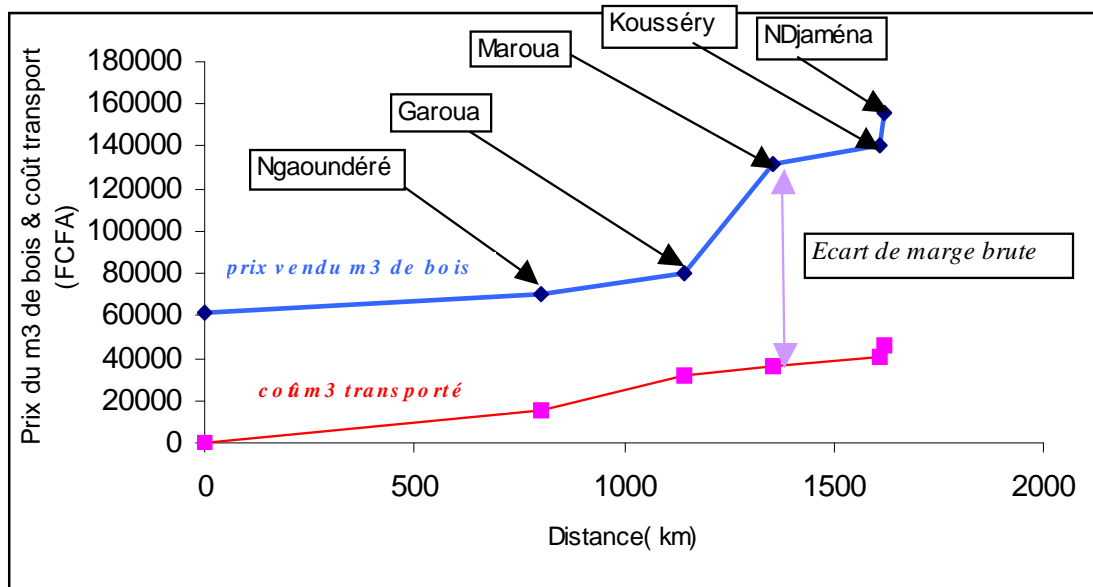


Figure 29 : Evolution en fonction de la distance des coûts de revient et des prix de vente des bois informels sortis par l'axe de Ndjamena, sur une période de 3 mois en 2005 (d'après l'enquête CIRAD de Koffi Yeboah)

D'une façon générale, cette filière informelle, si elle n'est certainement pas idéalement maîtrisée du point de vue de la gestion durable des forêts, n'est probablement pas non plus directement concurrente de la filière formelle, **sauf pour la segment qui exporte des grumes via le port de Douala**. Cette dernière part, qui n'a pas pu être quantifiée exactement dans le cadre de l'audit, est très visible. Il y a en effet sur le port de Douala une série de débités prêt à l'export qui ne sortent manifestement pas d'entreprises industrielles.

5. Indice synthétique de la santé de l'industrie du bois au Cameroun

Une signature indirecte mais très synthétique de l'activité et de la santé des industries forestières est la quantité et la nature de son renouvellement annuel de camions et d'engins forestiers. La société Tractafri, principal fournisseur de camions et d'engins forestiers au Cameroun, a bien voulu nous communiquer les données de ses ventes entre 2000 et 2005 (Figure 30). Dans cette période, les ventes pour des engins neufs ont baissé, avec un plateau en 2003 et ont disparu en 2005. Parallèlement, la proportion de ventes d'occasion a augmenté, jusqu'à être les seules ventes en 2005, représentant de l'ordre de 10% du chiffre d'affaire de l'année 2000.

La diminution des ventes de neuf montre que les entreprises ont eu de moins en moins de capacité de financement de leur propre outil de production. L'augmentation de la proportion de ventes d'occasion est plus grave : cela montre que les entreprises n'ont plus eut les moyens de renouveler leur parc d'engins, et ont été obligées d'entamer le capital productif en faisant vieillir celui-ci, ce qui n'est pas durable. L'année 2005 est le témoin d'une situation absolument catastrophique des finances des entreprises, qui ont été incapables d'acheter la moindre machine neuve.

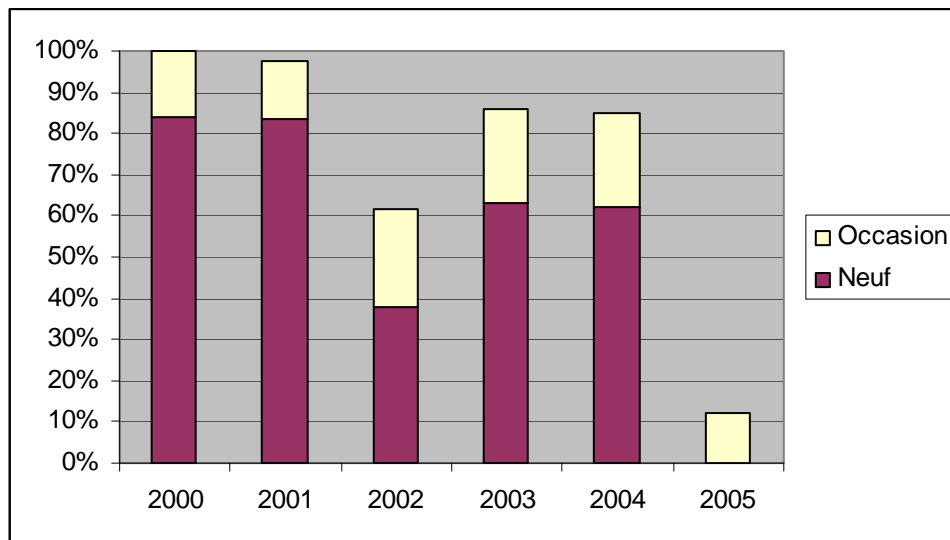


Figure 30 : Ventes de matériel et de service pour des camions et machines du secteur forestier, en % du Chiffre d’Affaire de Tractafrique en 2000 (Source : Mr Petit, Société Tractafrique, Douala)

Ceci montre que les entreprises ne sont plus capables de maintenir à long terme leur outil de production, et sont obligées de le laisser vieillir, faute de moyens financiers pour le renouveler.

6. Typologie sommaire des coûts de revient de la production de débités

La Figure 31 illustre les principaux traits d’une typologie sommaire des coûts de production de bois scié au Cameroun.

La très grande disparité des montants de RFA payés par les différentes entreprises entraîne des situations fiscales très différentes, ce qui peut modifier très notablement la part du prix de revient des grumes dans les coûts de production.

Toutes les entreprises sont dans une situation difficile vis-à-vis des coûts de transports, dont l’importance tourne autour de 40% des coûts de transformation, sauf dans le cas de la poignée d’entreprises dont les concessions forestières sont à une distance relativement peu élevée de Douala.

Un petit nombre d’entreprises qui sont uniquement transformatrices et n’ont pas d’activités d’exploitation, se retrouvent avec un coût de la matière première excessivement élevé par rapport aux autres entreprises intégrées, en raison des freins au marché local et formel du bois, qui ont déjà été abordés plus haut.

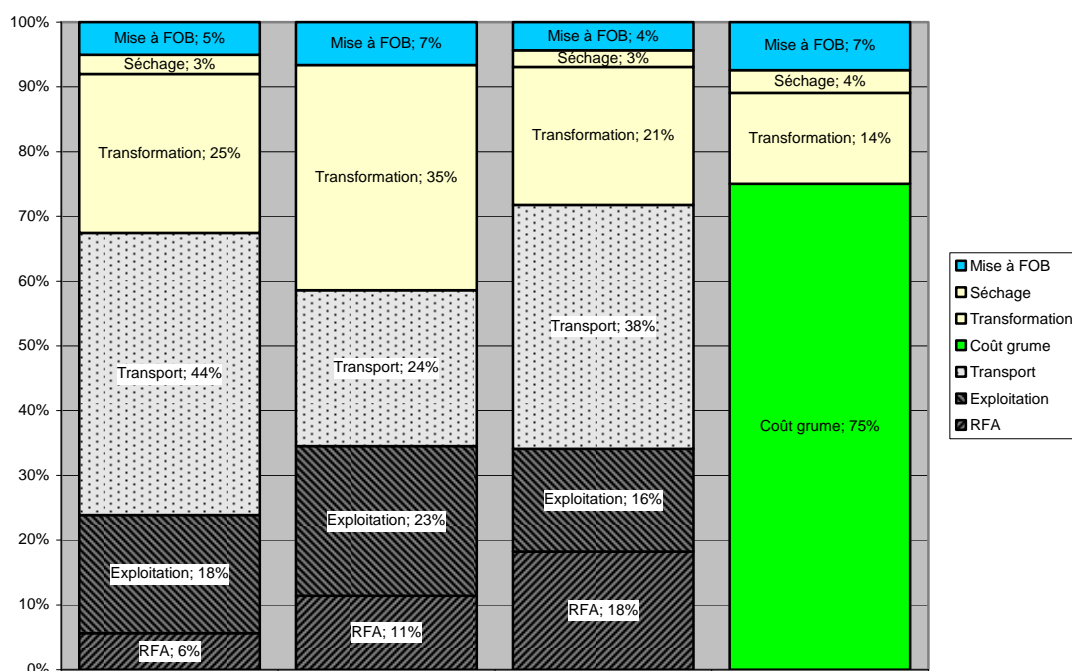


Figure 31 : Cas de figures représentatifs des coûts de revient de la transformation du bois au Cameroun

7. La rentabilité des entreprises du secteur forestier au Cameroun

A part une entreprise spécialisée dans un produit extrêmement spécifique et, ce qui protège relativement sa position, toutes les entreprises du secteur forestier ont vu leur rentabilité très sérieusement atteinte à partir de 2002. Toujours à part l'entreprise très spécifique citée précédemment, aucune des entreprises du secteur forestier ne présente plus la rentabilité classique du secteur des bois tropicaux (c'est-à-dire une marge brute représentant de l'ordre de 15 à 20% du chiffre d'affaires) associée à une configuration industrielle stable ou en croissance.

Il existe des entreprises qui ont restauré en apparence des rentabilités de cet ordre, mais c'est au prix d'une contraction industrielle, de fermeture de sites, de licenciements importants, de diminution du nombre d'essences exploitées, de non renouvellement de matériel de production (

On peut voir dans ces processus, un phénomène de restructuration, cyclique dans la vie des filières industrielles. Mais il n'est pas sûr que ces restructurations correspondent à un retour à la rentabilité. Les cas d'entreprises visitées durant l'audit indiquent un vieillissement (ou un non renouvellement) délibérés de l'outil de production afin de réduire les coûts, ce qui va poser des problèmes à terme aux entreprises. L'avenir dira si cette stratégie permettra aux entreprises en question de retrouver à temps une stabilité durable et d'enrayer le vieillissement de leur outil de production, ou si au contraire elles se seront engagées dans une spirale de désinvestissement (Figure 32).

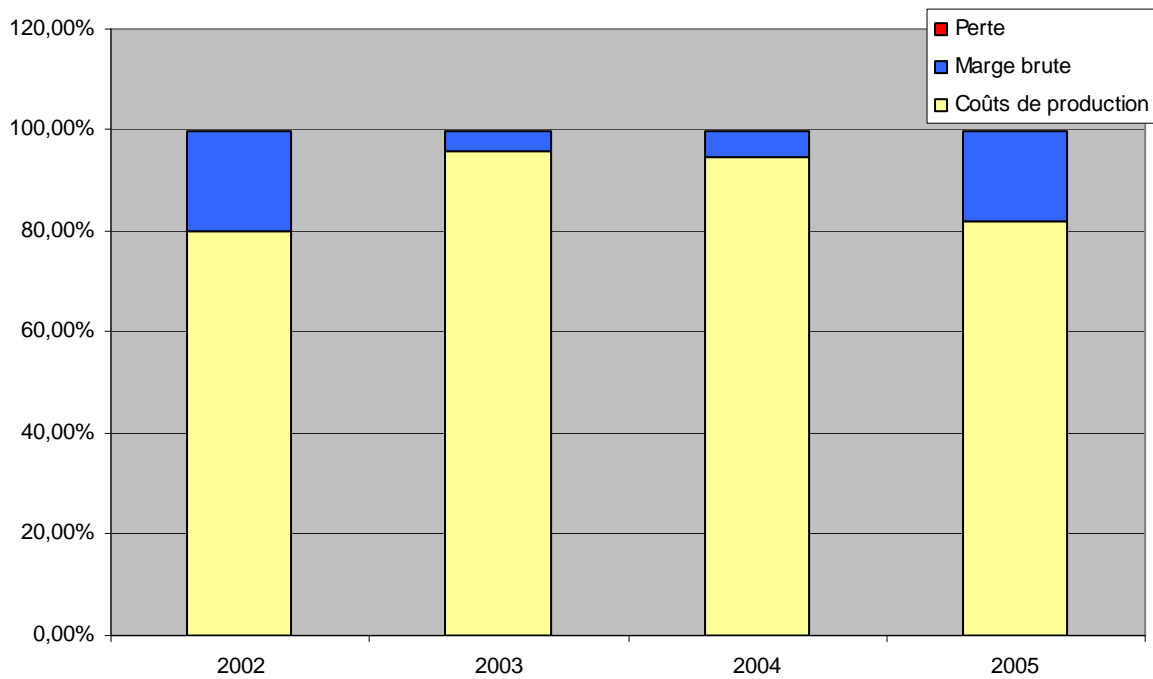


Figure 32 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant une contraction industrielle (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)

D'autres entreprises ont choisi de ne pas licencier ni fermer de sites, mais de s'adapter en diminuant le nombre d'essences exploitées, et en se faisant financer par leur maison mère pour éponger les pertes en attendant que les marchés montent, où que des aménagements fiscaux soient faits (figure ci-dessous).

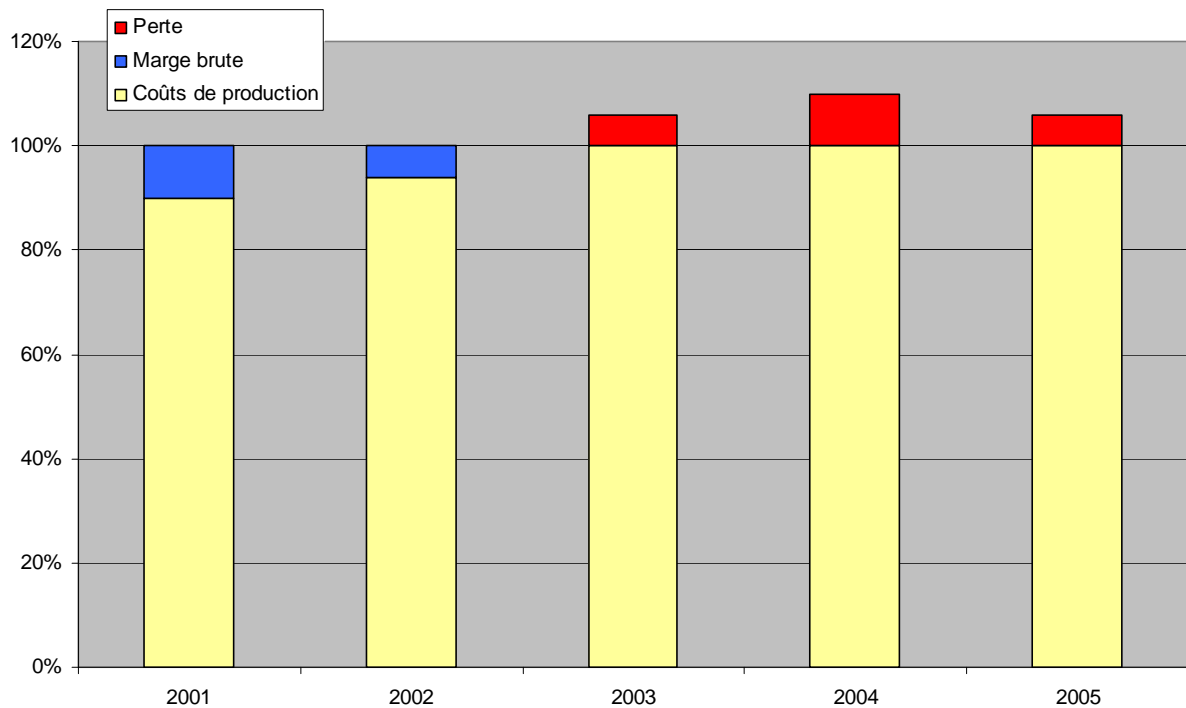


Figure 33 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi d'attendre en procédant à des pertes compensées par une maison mère (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)

Enfin, d'autres entreprises se sont adaptées en exploitant de nouvelles essences peu ou pas rentables, vendues sans rentabilité ou à perte, uniquement pour étaler la fiscalité de la RFA sur le volume supplémentaire exploité. Ces entreprises ont désormais une rentabilité très faible ou inexistante, et ne seront probablement pas financièrement durables à terme (figure ci-dessous).

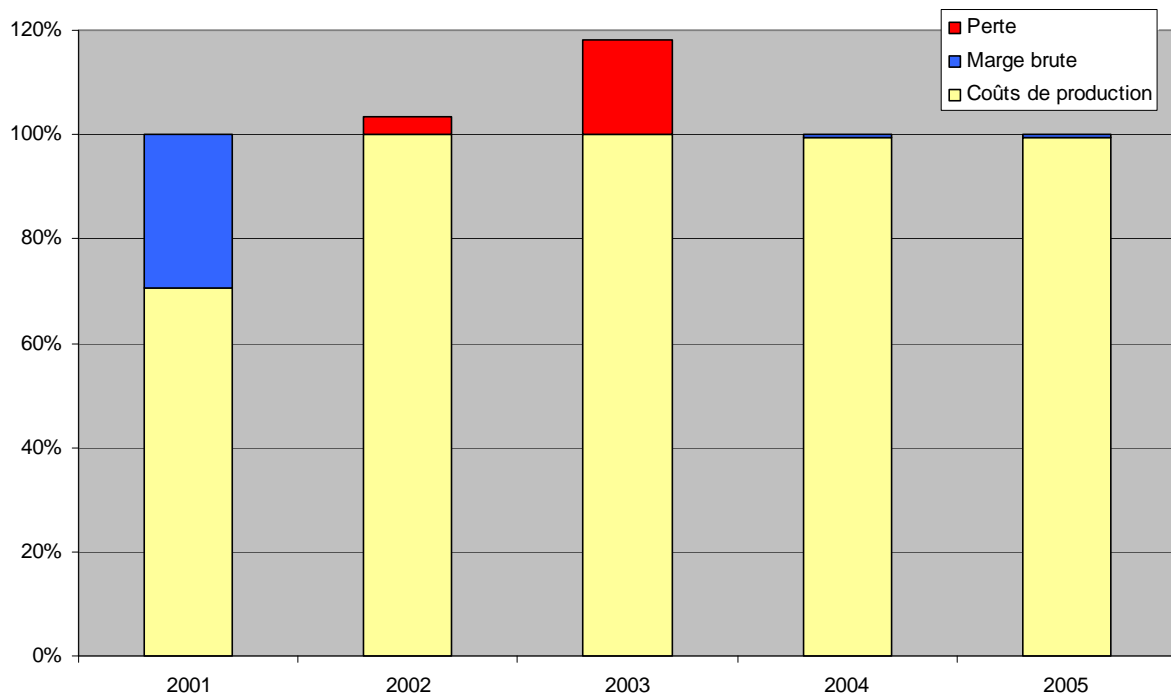


Figure 34 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant à des exploitations non rentables ou à pertes pour étaler le poids de la RFA sur plus de volume (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)

La typologie des ces principaux cas de structures de rentabilités est représentée en Figure 35 avec mention du nombre d'essences principales exploitées.

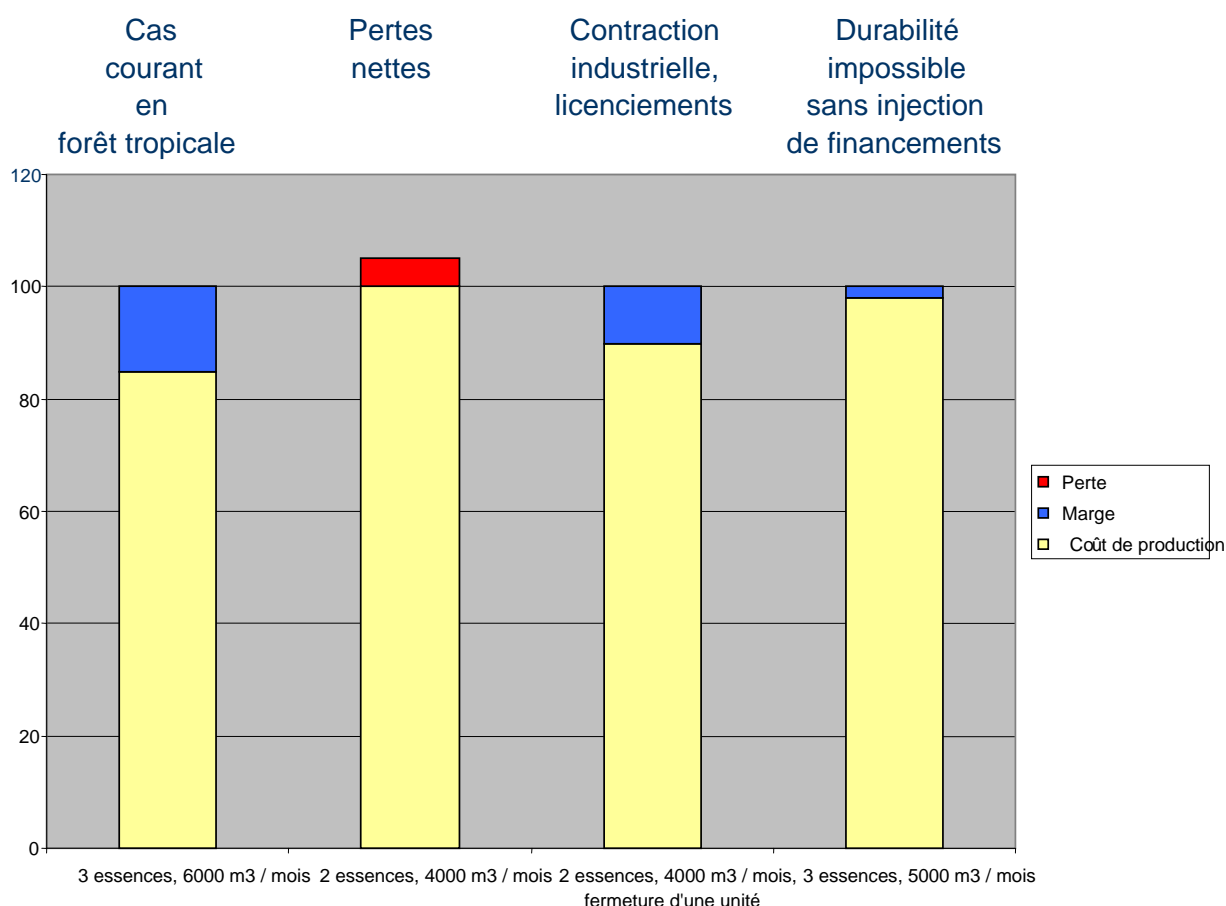


Figure 35 : Typologie des rentabilités réelles des entreprises du secteur forestier du Cameroun (le cas « normal » n'existe à notre connaissance au Cameroun que dans un seul cas spécifique de marché niche non reproductible)

8. La rentabilité des essences de promotion

Certaines essences dites de promotion sont autorisées à l'exportation en grumes, car elles n'ont pas encore vraiment de marché de sciages, et car ces ventes pourraient à terme amorcer le développement de nouveaux marchés. Cependant les prix ne se sont guères améliorés depuis plusieurs années, et les débouchés principaux de ces essences sont les marchés Asiatiques, avec des prix plafonds qui empêchent d'exploiter ces grumes sur une bonne partie du territoire, en raison des coûts de transports. Dans les zones limites, ces essences peuvent être abondantes mais ne sont pas exploitées, faute de rentabilité.

Nous prenons un de ces cas de « zone limite », et examinons la rentabilité de trois essences de promotions, qui peuvent s'exporter en grume. Dans ce cas, l'Okan est rentable, et est valorisé. Par contre le Fraké et le Tali seraient exploités à perte. Comme elles ne sont pas exploitées, il n'y a aucune rentrée fiscale pour ces essences qui restent sur pied.

Si pourtant on défiscalisait une partie des taxes appliquées à l'exportation, on changerait alors la rentabilité de ces essences. Toujours dans notre cas, le gain ne serait pas suffisant pour rentabiliser le Fraké, mais le serait pour permettre la vente du Tali. Dans ce cas le Tali serait exploité, et malgré une défiscalisation partielle au port, il créerait de nouvelles rentrées fiscales grâce aux taxes d'abattement, tout en permettant d'étaler ces taxes de RFA sur plus de volume exploité (Figure 36).

Dans le cas d'une unité forestière disposant de 100 000 m³ exploitable dont 12 000 m³ de Tali exploitables mais non exploités par manque de rentabilité, la défiscalisation partielle au port permettrait de créer 25 millions FCFA de rentrée fiscale supplémentaire grâce à la taxe d'abattement perçue sur ce Tali auparavant non exploité (

Figure 37).

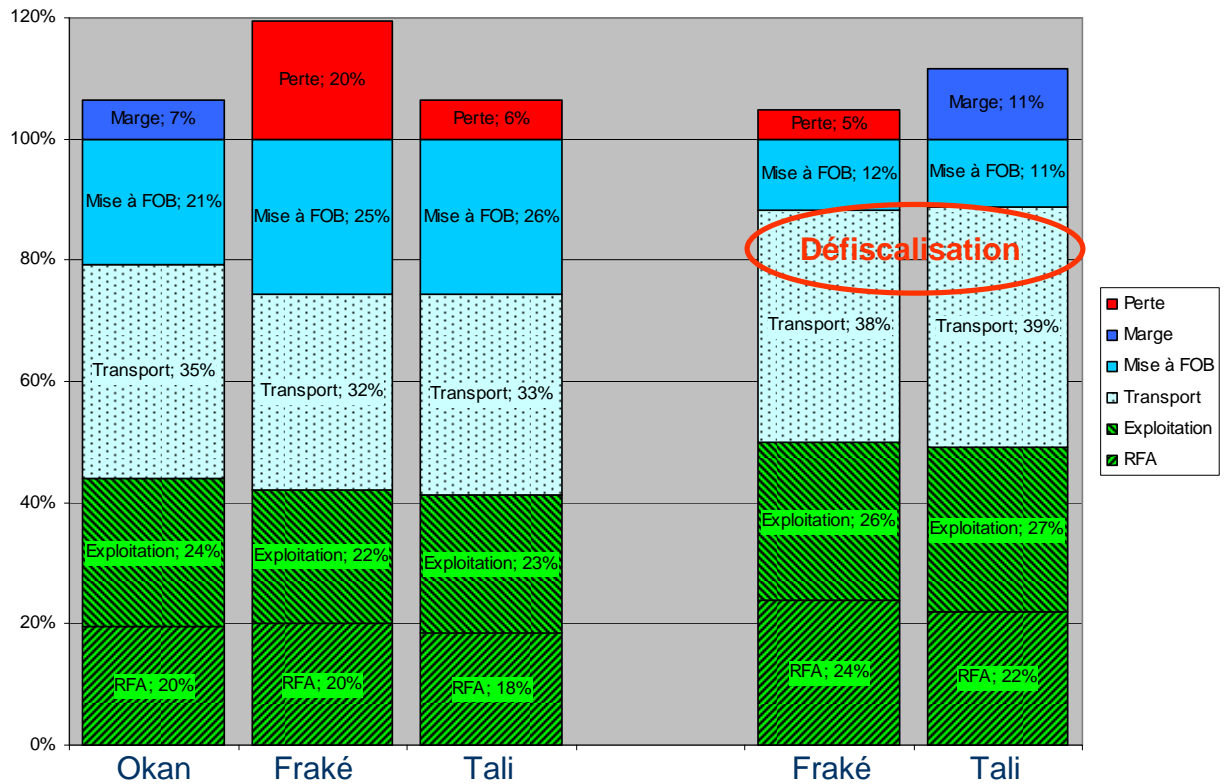


Figure 36 : Étude de cas de rentabilité de quelques essences de promotion

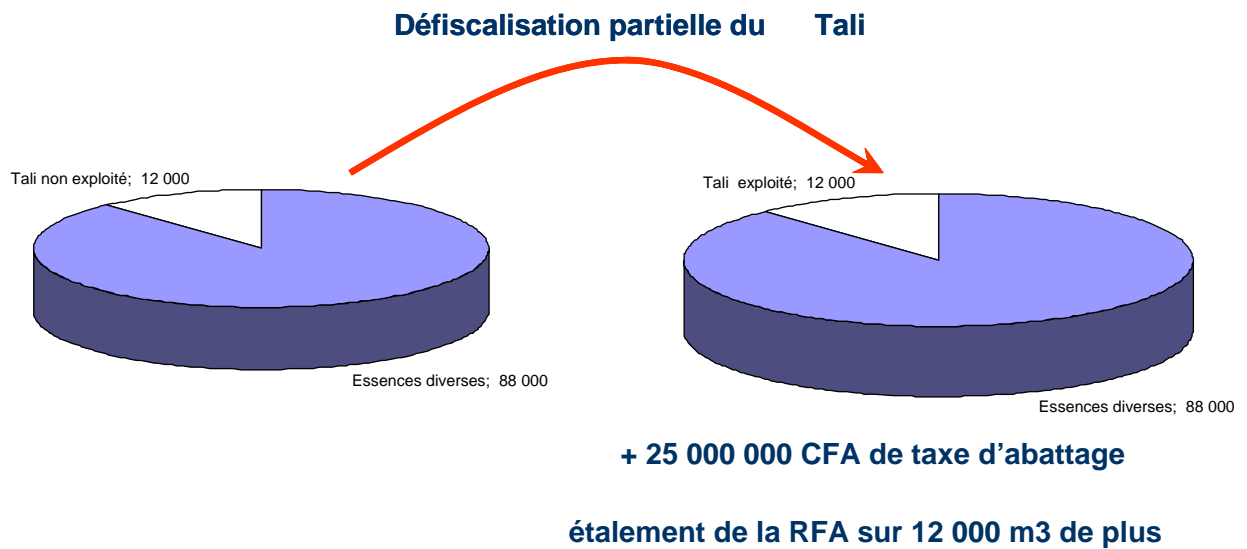


Figure 37 : Exemple de création de rentrées fiscales par défiscalisation d'une essence trop peu rentable pour être exploitée

D. Les conditions de transport des produits forestiers au Cameroun

1. Gamme des coûts de transport

Le premier paradoxe du Cameroun est le coût moins élevé du transport sur pistes, en comparaison du coût de transport sur route en dur. Sur route, les grumiers et les camions à plateau sont limités en charge (13 tonnes à l'essieu), ce qui n'est pas le cas sur piste, où les grumiers peuvent être chargés au maximum de leur capacité, ce qui permet de diminuer le coût kilométrique de l'unité de volume.

Dans les cas des essences peu denses comme l'Ayous, les camions peuvent être chargés sans dépasser les limites de poids en charge autorisées, et le coût kilométrique peut rester inférieur à 64 Francs CFA/m³/km dans tous les cas.

Mais dans le cas des essences plus denses, les coûts deviennent très élevés, car les charges utiles ne sont de l'ordre que de 16 à 18 tonnes pour les bois les plus denses, en raison de la conformation des camions.

En effet, alors qu'en Europe, une réglementation similaire (13 tonnes à l'essieu simple) permet malgré tout des poids totaux en charge allant jusqu'à 72 tonnes grâce à la multiplication des essieux, au Cameroun la conformation mixte nécessaire pour pouvoir rouler à la fois sur piste et sur route ne le permet pas.

L'extension des routes en dur au Cameroun est assez limitée, même si le pays est un des mieux dotés en infrastructure routière, en Afrique centrale. Seules les usines situées sur les axes Douala – Yaoundé et Douala – Kribi peuvent envisager d'exporter des débités avec des camions spécifiquement routiers. Toutes les autres, et surtout l'essentiel des forêts, ne sont connectées que par piste.

Ce facteur implique que l'essentiel du parc logistique est constitué de grumiers et plateaux ayant au maximum 2 essieux²² sur la remorque, pour pouvoir circuler sur les pistes en terres²³. Ce sont ces mêmes engins qui sont utilisés sur les portions en dur, car les distances en dur sont trop faibles pour permettre un changement modal qui soit économique.

Avec leur nombre d'essieux limités par la circulation mixte piste – route en dur, ces camions doivent circuler en sous-capacité volumique, afin de respecter en même temps les impératifs techniques et réglementaires liés aux deux types de route. Cela a des répercussions économiques énormes :

- Par exemple à un endroit donné, si un camion peut emporter 47 m³ d'Ayous, pour un coût de transport de l'ordre de 22 000 CFA/m³, en respectant la législation, il ne peut emporter que 24 m³ de Sapelli avec un surcoût de 195% au m³ (43 000 CFA/m³), ou 16 m³ de Tali avec un surcoût de 295% (65 000 CFA/m³).

Dans ce cas d'école, le tracteur grumier est cependant suffisamment puissant pour emporter des charges plus importantes de Sapelli ou de Tali, et l'augmentation des charges, comme cela est fait dans certains pays voisins, permet d'éviter ces surcoûts de transport extrêmement élevés.

Le problème vient du marché international de ces grumes, payées au m³ et pas à la tonne ! Alors que le marché du Sapelli est suffisamment robuste pour absorber le surcoût de 195%, le marché du Tali, ne peut faire de même. Cette essence de promotion est assez peu rémunérée, et le surcoût de transport de 295% dû à sa densité, la rend non économiquement rentable dans une bonne partie du pays.

Selon la localisation, la organisation, ou la politique d'internalisation ou d'externalisation du transport propre à chaque entreprise, on observe une gamme des coûts, qui se révèle malgré tout assez resserrée (Tableau 30).

²² Il semblerait que ce soit le nombre maximum d'essieux pour les remorques devant circuler en sécurité sur piste.

²³ Il semble totalement exclu de faire rouler sur piste des « trains » de remorques comme on peut les voir en Europe, où tout le réseau routier est revêtu, car de tels ensembles ne sont pas en équilibre stable sur les pistes en terres régulièrement nivelées.

Tableau 30 : gamme des coûts de transport du bois, en Francs CFA/m³/km

Coûts de transport (CFA/m ³ /km)	Bois lourds	Bois type Sapelli	Bois légers type Ayous
Grumier sur piste	80 (78-100)	55 (44-66)	51 (45-60)
Grumier sur route	85 (67-120)	64 (60-68)	58 (56-60)
Plateau sur route	99 (58-123)	70 (55-83)	51 (40-64)
Train (grumes)	sans données	49	47
Train (débités)	sans données	45 (35-54)	39 (31-48)

Pour chaque catégorie de produits et de modes de transport nous avons relevé une gamme de coûts illustrant l'hétérogénéité des situations. Nous avons retenu les valeurs médianes pour calculer les cartes de coûts du chapitre qui suit.

NB : Toutes les cartes qui suivent montrent des coûts calculés à partir de valeurs médianes. Les vrais coûts afférents au terrain peuvent donc être différents de la valeur des coûts donnée par les cartes, supérieurs ou inférieurs, en fonction de la gamme mentionnée dans le tableau précédent.

2. Coût de revient du transport de bois jusqu'à Douala

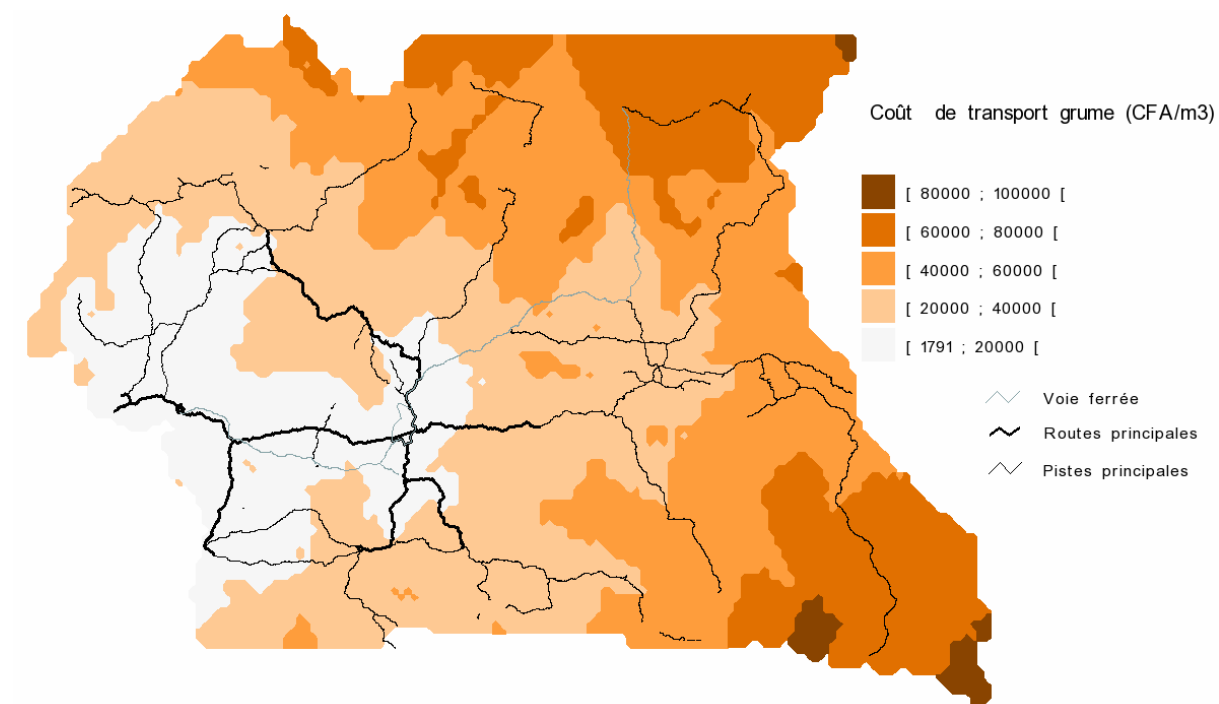
A partir de la gamme des coûts de revient recensés, nous calibrons un modèle coûts de transport multi-modal pour calculer des cartes de répartition des coûts selon les modes de transport et selon les produits. Ce modèle représente les meilleurs coûts de transport possibles pour chaque point du territoire, selon les combinaisons possibles de transport par le rail, ou par camion (sur route, pistes principales, et pistes secondaires).

Sur les cartes qui suivent, les pistes secondaires ne sont pas figurées pour des raisons de lisibilité. Le calcul est basé sur le fond numérique de réseau de routes et de pistes gracieusement fourni par « Global Forest Watch ».

La série de cartes représente les coûts de transport des grumes pour les essences peu denses, moyennement denses, et très denses (Figure 38, Figure 39, et Figure 40) et des débités non séchés pour les mêmes essences (Figure 41, Figure 42, et Figure 43).

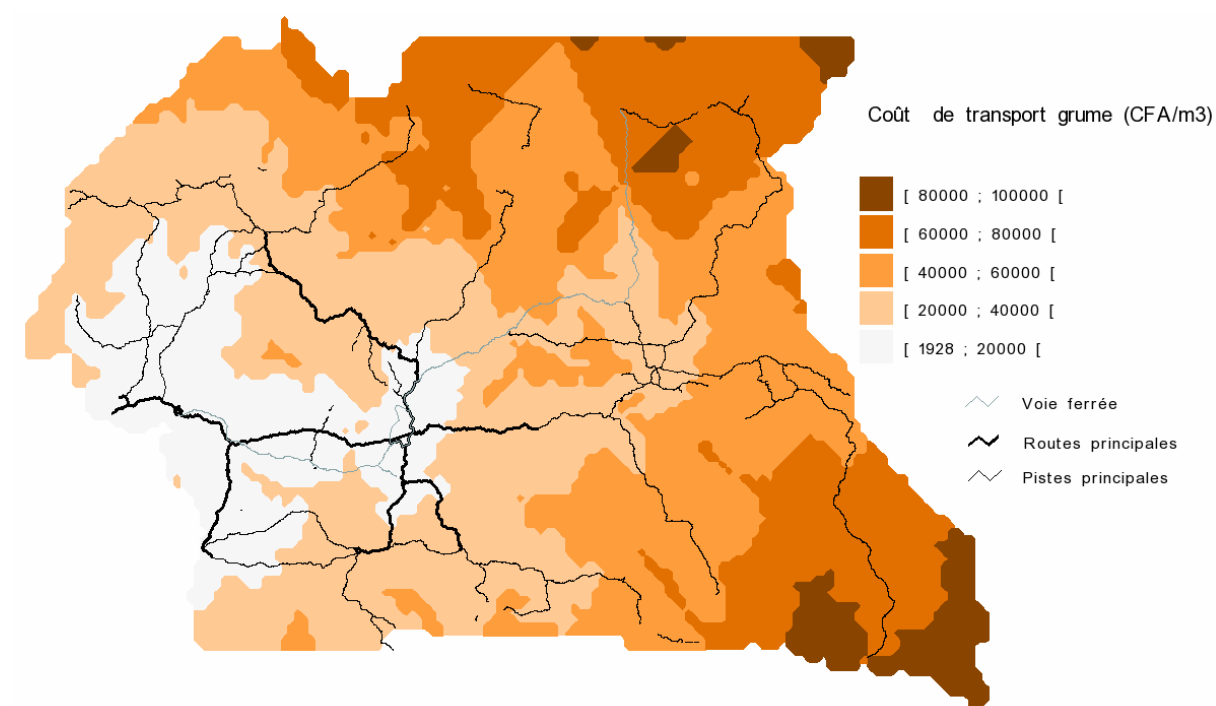
Six classes de coûts sont distinguées :

- 0 à 20 000 CFA/m³
- 20 à 40 000 CFA/m³
- 40 à 60 000 CFA/m³
- 60 à 80 000 CFA/m³
- 80 à 100 000 CFA/m³
- 100 000 CFA/m³ et plus.



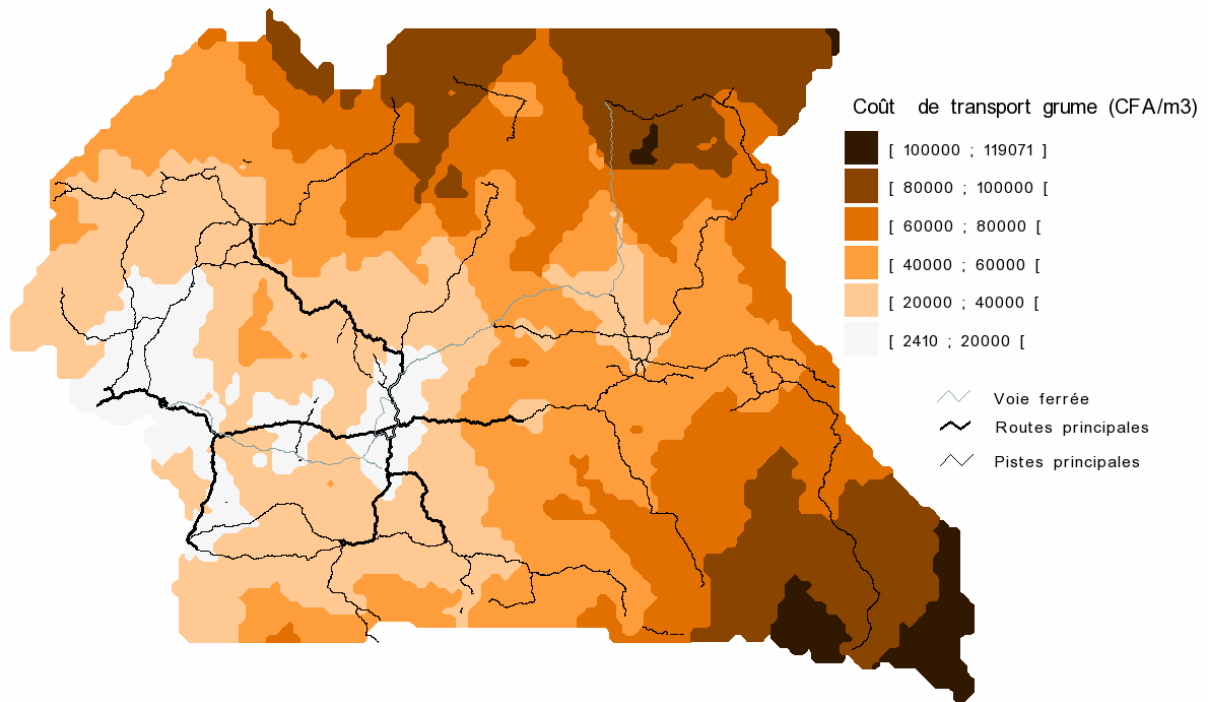
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 38 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous



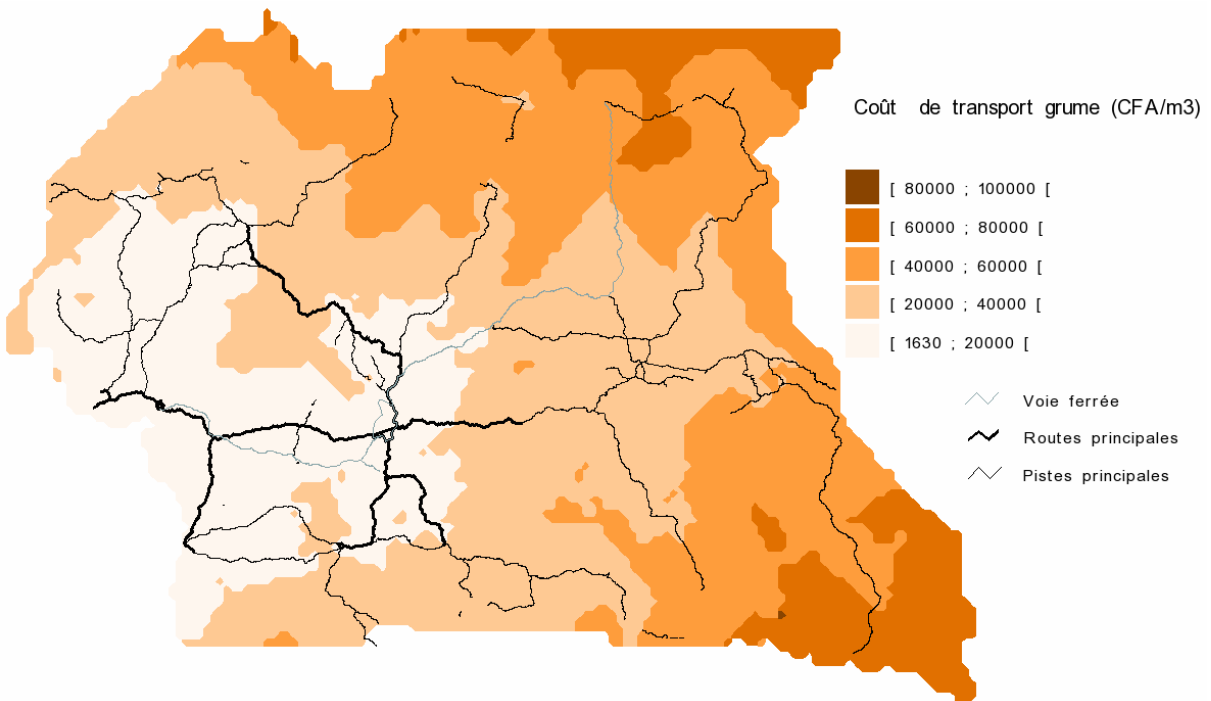
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 39 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli



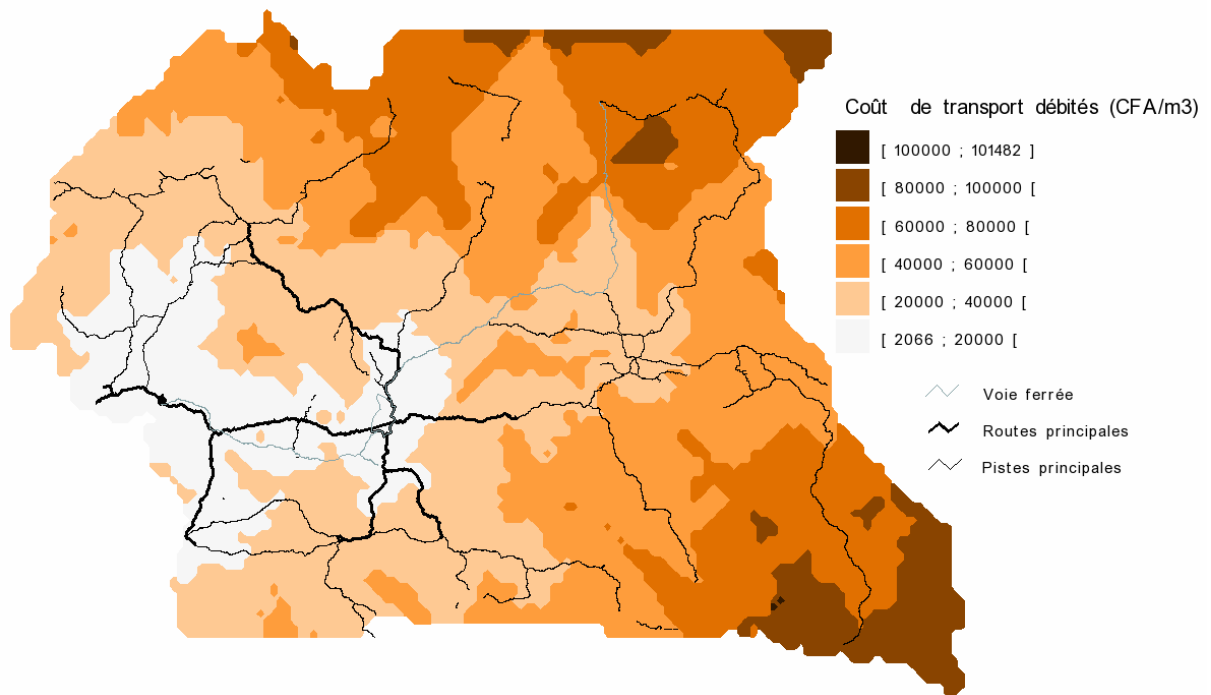
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 40 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé



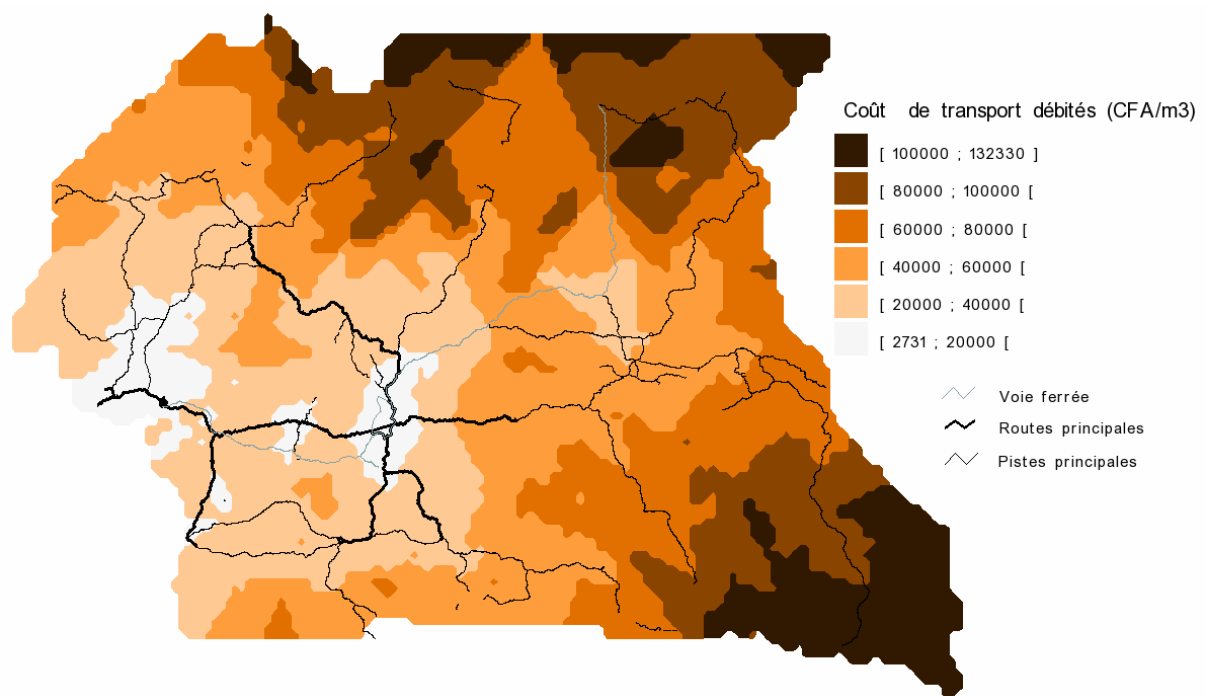
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 41 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois peu dense, type Ayous



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 42 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois moyennement dense, type Sapelli



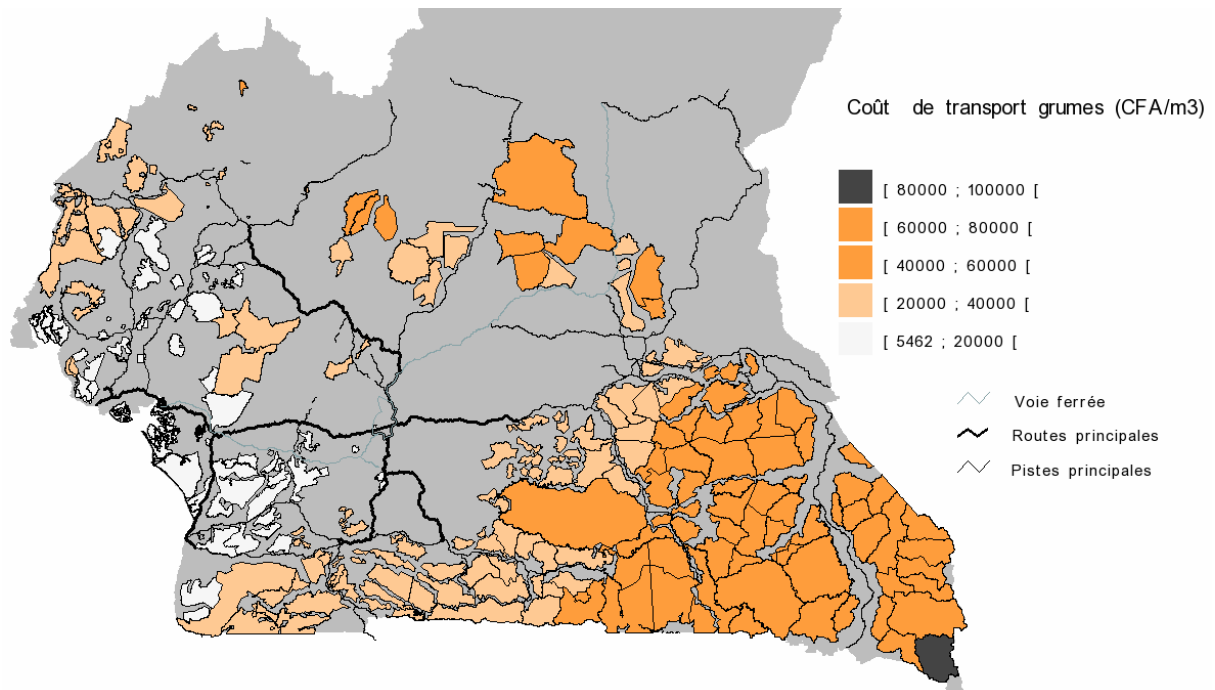
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 43 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé

A titre de comparaison, des cartes présentées en annexe ont été calculées, comme si il n'y avait pas de limitation de charge sur les routes en dur. Alors que les cartes sont peu différentes pour les bois peu denses et très denses, elles sont très différentes dans le cas des essences moyennement denses.

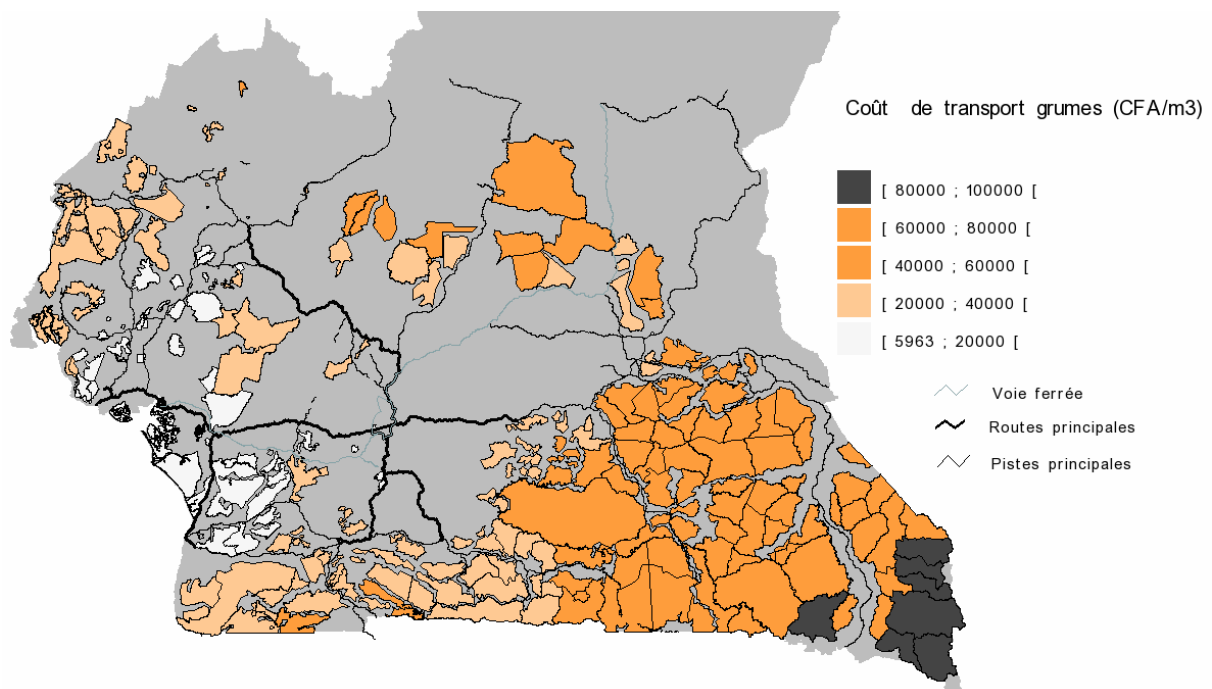
3. Coûts de transport des grumes extraites de chaque UFA et autres unités forestières, vers Douala

Dans ces cartes, la valeur moyenne du coût de transport de grumes issues d'une UFA est calculée en faisant la moyenne des points inclus dans cette UFA. Il y a des différences notables d'une UFA à l'autre, même quand elles sont voisines, quand la répartition ou la présence de pistes secondaires diffèrent beaucoup d'une UFA à l'autre (Figure 44, Figure 45, et Figure 46).



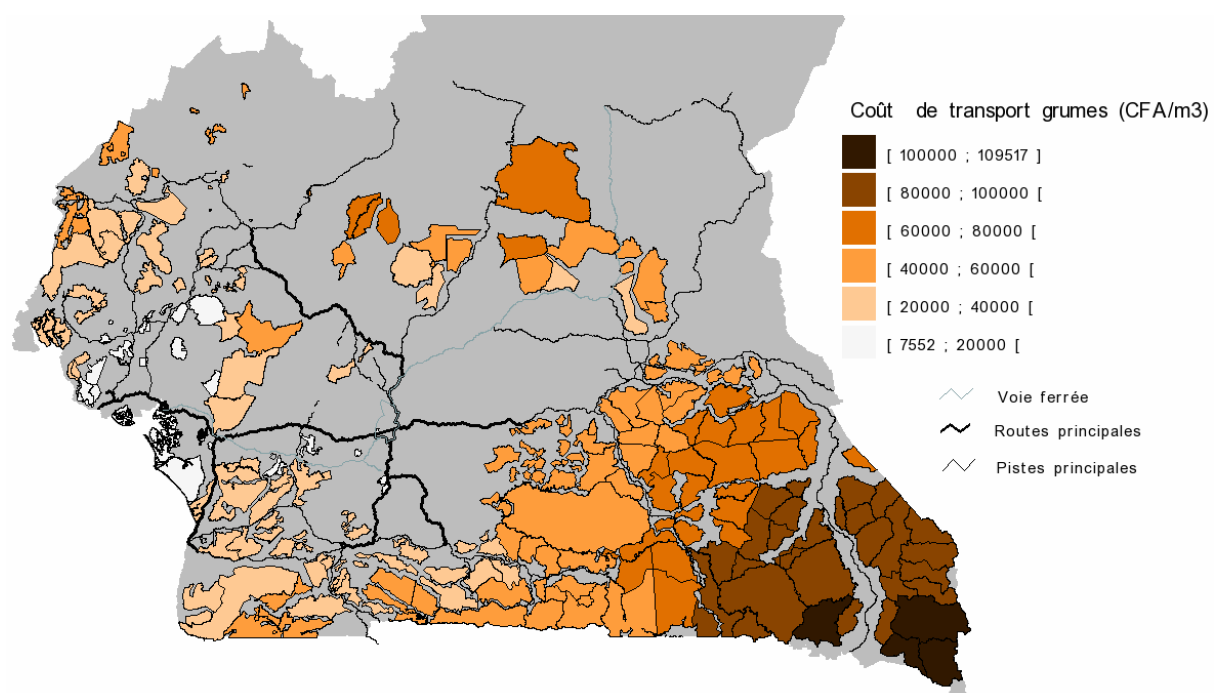
NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 44 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 45 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli



NB : les coûts réels peuvent différer jusqu'à + ou - 20% des coûts de cette carte

Figure 46 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé

E. Conclusion sur la compétitivité

Dans l'état actuel de l'organisation de la filière bois du Cameroun, l'industrie souffre de graves désavantages comparatifs par rapport aux mêmes industries dans d'autres pays. Parmi ceux-ci, les coûts de transport et le mode de gestion des encours de TVA se révèlent particulièrement pénalisants. Alors que la législation devrait théoriquement favoriser l'essor de l'industrie, à travers l'interdiction de l'exportation de la plupart des essences en grumes, les entreprises se retrouvent en fait piégées dans un cul de sac industriel par un « effet ciseaux » entre les désavantages compétitifs et le poids de la fiscalité, qui condamne les entreprises à se cantonner dans les marchés niches de certains de sciages. Pour la plupart de produits concernés, dans le contexte actuel, la transformation plus poussée est de ce fait moins rentable au Cameroun qu'en Europe ou dans des pays tiers.

En corollaire de ce paradoxe sur l'industrie au Cameroun, le fait le plus marquant est son organisation relativement déséquilibrée par rapport à des filières bois existantes dans la plupart des pays. Dans ces autres filières, il y a toujours 3 sous-secteurs: un sous-secteur de transformation artisanale, un sous secteur de transformation semi-artisanale, et un sous-secteur de transformation industrielles (grandes à très grandes entreprises). Or, au Cameroun, le sous-secteur artisanal est quasiment exclusivement informel, ce qui n'est pas normal, le sous-secteur semi-artisanal est inexistant, ce qui est également anormal. Les seules entreprises formelles qui font de la transformation poussée sont de grandes entreprises, essentiellement à capitaux non camerounais. Il est très frappant de remarquer aussi que les secteurs de la transformation plus poussée sont inexistants ou cantonnés à la partie informelle de la filière (Figure 47).

Tout se passe en effet comme si il n'était en général²⁴ pas rentable de développer des activités de transformation poussées sauf à les conduire de façon informelle pour peut être éviter une part de la pression fiscale, ou peut être pour se procurer du matériau à moindre coût. De la même façon, l'inexistence d'un secteur semi-artisanal significatif démontre par l'absurde le fait qu'aujourd'hui, au Cameroun, seules les entreprises informelles, où alors les grandes entreprises fortement soutenues par des capitaux étrangers, peuvent survivre dans le secteur forestier.

²⁴ Mais pas obligatoirement, ni forcément pour tous les cas de figure

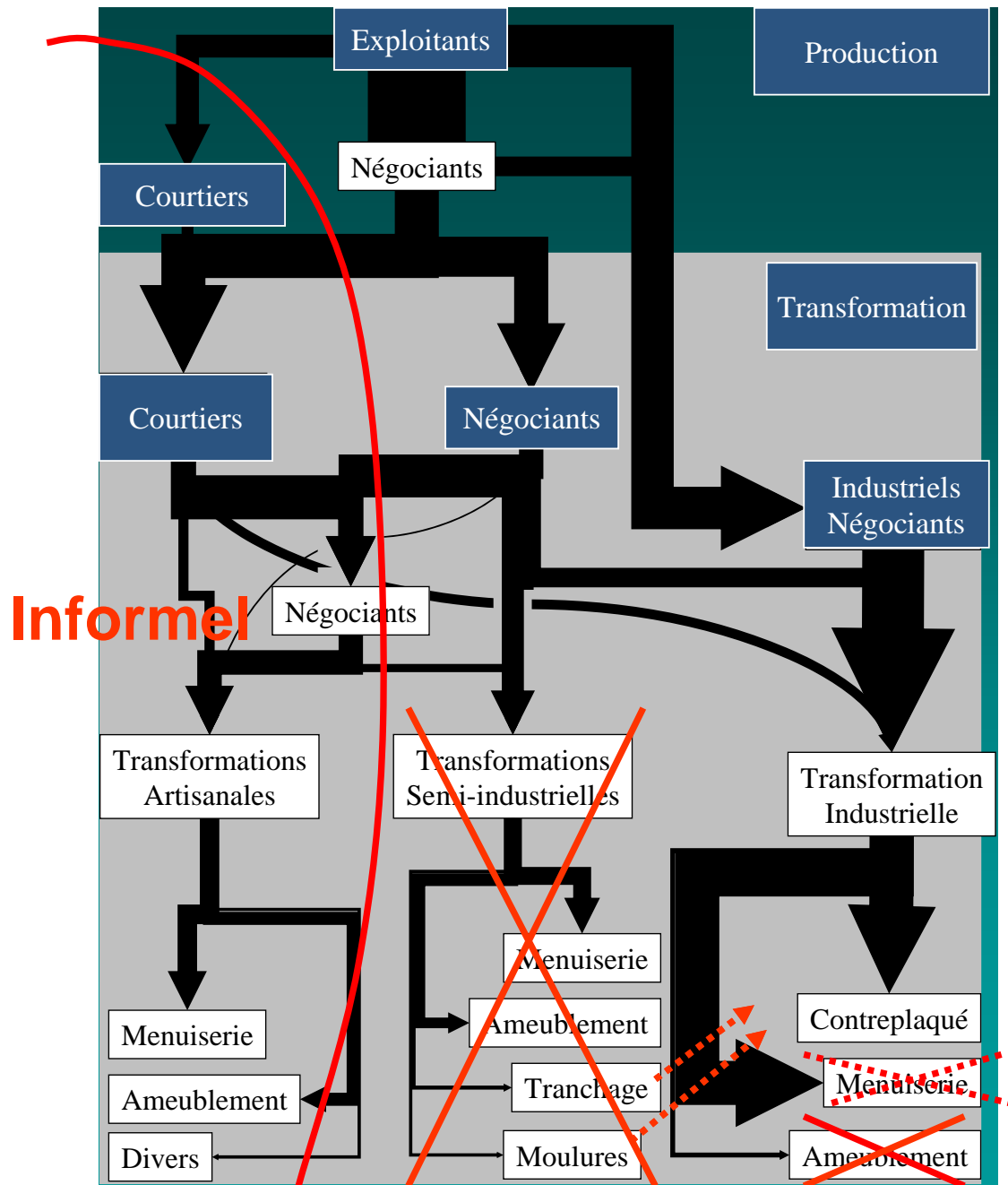


Figure 47 : Schéma d'une filière bois théorique normale, avec en annotations rouges, les spécificités du Cameroun (secteur artisanal informel, pas de secteur semi-artisanal)

VI. Autres dimensions de l'économie secteur forestier

A. L'exploitation illégale et le respect de la loi

Le Cameroun a longtemps été affecté d'une très mauvaise réputation en matière de légalité de l'exploitation. Un chiffre de 50 % d'exploitation illégale a longtemps circulé dans différents documents, et s'est répandu plus comme une « rumeur » que comme une information vérifiée. Il est vrai que la période comprise entre 1995/96 et 2000/01 a été marquée par l'expiration des anciennes licences et les discussions sur l'amélioration de la procédure d'adjudication, ce qui avait provoqué un décalage entre les surfaces légalement ouvertes et les chiffres officiels de la production. Depuis, de nombreuses UFA ont été attribuées, et la situation a donc considérablement évolué, positivement sur le domaine forestier permanent où les concessionnaires engagés dans l'aménagement, voire la certification, se sentent plus surveillés et vulnérables (commerciallement) à la critique.

L'ONG Global Witness, qui a assuré un rôle d'Observateur Indépendant au contrôle et suivi des infractions forestières (noté OI-terrain par la suite), a résumé l'évolution de la situation dans ces termes :

« La régularité de contrôle et une diminution des infractions dans le secteur forestier se font dessiner (sic) comme une tendance claire et nette » (Contrôle et Suivi des Infractions Forestières au Cameroun – Troisième Rapport Sommaire, Global Witness, 2005 p. 7)

Plus précisément, l'OI-terrain indique une évolution des formes d'infraction :

« Une analyse des infractions relevées dénote une modification de la nature des actes illégaux (...) Par exemple, l'exploitation au-delà des limites autorisées diminue. En revanche, l'exploitation à l'intérieur des limites des concessions de grumes trop petites, ainsi que la surexploitation des quotas des différentes essences demeure conséquente. En parallèle, l'enlèvement illégal de bois et l'exploitation des forêts communautaires devient un problème de plus en plus sérieux ». (www.globalwitness.org/projects/cameroon/fr/achievements.php)

L'utilisation de plus en plus fréquente du GPS est sans doute pour beaucoup dans cette baisse des infractions relative aux limites, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur des concessions (meilleur respect des AAC).

« L'opinion des acteurs interrogés est unanime quant à la diminution de l'échelle des activités forestières illégales dans les unités forestières d'aménagement : les vastes activités illégales perpétrées ouvertement dans le passé ne peuvent plus être poursuivies. Les chiffres démontrent que non seulement l'échelle mais également le pourcentage des activités illégales découvertes a diminué progressivement : de juin 2001 à décembre 2003, 114 missions ont été faites dont 86 enregistrent des cas d'infraction alors qu'à la fin du projet en mars 2005, 171 missions ont été accomplies et 97 d'entre elles enregistrent des cas d'infraction. Cependant, les acteurs interrogés ont mis en exergue une tendance des activités illégales à changer « du terrain aux papiers » et du « Domaine Forestier Permanent à celui Non Permanent » (Cerruti et Assembe, 2005 - Cameroon Forest Sector – Independent Observer - Global Witness End of Contract Project Review, DFID)

Quelques exemples de ces fraudes documentaires sont mentionnés dans les rapports de l'Observateur Indépendant. Outre la minoration des volumes abattus reportés sur les DF10 (carnet de chantier réglementaire), infraction « classique » si l'on peut dire, certains exploitants ont développé de nouveaux mécanismes de fraude :

« Plusieurs exploitants induisent l'administration des forêts et celle des finances en erreur en payant les bois issus des récupérations sur base de la taxe d'abattage en lieu et place du prix de vente. Étant donné que le taux de la taxe d'abattage [de 1.488 à 4.463 Fcfa par m³] est considérablement inférieur aux prix planchers de vente soit 15.000 FCFA le m³ pour les bois blancs et 25.000 FCFA le m³ pour les bois rouges, l'État camerounais subit des manques à gagner énormes »

« L'Observateur Indépendant a également relevé que certains titulaires des ventes de coupe laissent intentionnellement des bois abattus en forêt en fin d'exercice. Au début de l'exercice suivant, au lieu de demander un renouvellement de leurs titres et par conséquent se voir contraints de payer la RFA, ils demandent plutôt aux autorités administratives une Autorisation d'Enlèvement des Bois, afin d'échapper ainsi au paiement de la RFA. De surcroît, ces exploitants s'arrangent pour payer sur base de la taxe d'abattage en lieu et place des prix de vente réglementaires susvisés. L'Observateur Indépendant a relevé que de tels exploitants sont autorisés à entrer en forêt avec des engins sous prétexte d'enlever les bois gisant sur des parcs, mais en réalité, la majorité s'adonne à de nouveaux abattages » (Rapport trimestriel n°5, juillet 2006, REM, p. 16, www.observation-cameroun.info/)

Les fraudes sont également nombreuses autour des forêts communautaires. Les arbres abattus dans les forêts communautaires n'étant pas soumis à la taxe d'abattage, et des Lettres de Voitures (LV) spécifiques étant remises par l'administration aux GIC (Groupement d'Initiative Commun) des forêts communautaires, un trafic de Lettres de Voitures s'est développé.

« Les lettres de voiture des FC sont très prisées pour diverses raisons : les produits qu'on y inscrit sont non taxables ; leurs détenteurs sont souvent soit inexpérimentés et faciles à tromper, soit attirés par le gain et donc vulnérables à la corruption. Ces lettres de voiture circulent en grand nombre et de manière souvent incontrôlée. Les utilisations frauduleuses auxquelles servent les lettres de voiture des Forêts Communautaires sont multiples, notamment le transport de bois coupés illégalement, le blanchiment de bois coupés au delà des quantités autorisées, et l'évasion fiscale étant donné que les bois de Forêts Communautaires ne sont pas assujettis à certaines taxes » (Rapport trimestriel n°5, op.cit., p. 17).

Ce trafic s'effectue visiblement avec un certain nombre de complicités dans l'administration :

« L'Observateur Indépendant a observé les abus suivants relatifs aux lettres de voiture :

- La quantité des lettres de voiture délivrées aux responsables des Forêts Communautaires est parfois plus importante que le volume des bois à exploiter ;
- Il arrive qu'une personne tierce ou inconnue à une Forêt Communautaire retire pour le compte de celle-ci des lettres de voiture ;
- Un responsable d'une Forêt Communautaire a dit avoir reçu un coup de téléphone d'un individu lui offrant 4 millions de FCFA pour des lettres de voiture qu'il venait à peine de recevoir du MINFOF. Ce responsable s'est demandé comment son interlocuteur avait su qu'il venait de retirer lesdites lettres de voiture.

Ces faits suggèrent un trafic des lettres de voiture allant du sommet à la base.

Sur le terrain, l'Observateur Indépendant a noté que les lettres de voiture non utilisées disparaissent souvent des GIC et que les GIC remettent les lettres de voiture à leurs partenaires, qui les utilisent à volonté sans suivi. Il a également été constaté par l'Observateur Indépendant que la procédure de retour des lettres de voiture non utilisées par les GIC au MINFOF est laborieuse et mal définie. Les LV se retrouvent au niveau des services décentralisés du MINFOF, mais leur trace est souvent perdue après » (idem, p. 17)

Parmi les motifs de manque à gagner pour l'État lié aux conditions d'application de la loi, il faut signaler les importantes remises consenties à l'occasion des « transactions » destinées à éviter les poursuites juridiques consécutives à une infraction. Le rapport n°4 de l'OI-terrain (1^{er} trimestre 2006) montre que sur 15 contentieux forestiers ayant fait l'objet d'infractions fin 2005, les pourcentages de réduction des sommes à verser par les contrevenants étaient comprises généralement entre 70 et 97% du montant théoriquement dû de par la loi, les plus forts pourcentages de réduction concernant évidemment les sommes les plus importantes – exemple : passage d'une amende théorique (notification) de 651,33 millions de Fcfa à un montant de transaction de 20 millions de Fcfa pour une exploitation non autorisée dans le Domaine non permanent.

Ce recours à la transaction est parfaitement légal, et il se justifie en partie par les dysfonctionnements notoires du système juridique. Mais son utilisation extensive, et les pourcentages de réduction consentis aux contrevenants, peuvent amener à douter du caractère dissuasif des sanctions prononcées.

La gestion des documents sécurisés

La centralisation de la gestion des documents nécessaires à l'activité forestière, documents d'abattage (DF10), carnets entrées usine (CEU), lettres de voiture pour le transport des grumes (LVG) et des débités (LVD), délivrés par la Direction des Forêts, a pour but de maîtriser et sécuriser les mouvements de bois. Le registre de délivrance des documents sécurisés montre que 50% des opérateurs qui ont reçu les documents sécurisés en 2004, ne disposaient pas de titre d'exploitation forestière.

En effet, sur les 245 entreprises qui ont reçu les documents sécurisés en 2004 :

- 123 entreprises disposaient de titres légaux d'exploitation, dont :
 - 49 concessionnaires titulaires des permis annuels de coupe,
 - 22 titulaires de certificats de vente de coupe,
 - 52 GIC ayant signés des conventions d'exploitation avec l'Administration et disposant d'un plan simple de gestion.
- 122 entreprises ne disposaient pas de titre d'exploitation, dont :
 - 35 entreprises titulaires en 2004 des autorisations de récupération et d'enlèvement des bois, ayant reçu des lettres de voiture pour le transport des grumes. Ces ARB sont uniquement perceptibles dans le registre de délivrance des documents sécurisés tenu au SIGIF, puisque ce système d'information ne les comptabilise pas dans ses statistiques d'attribution, et n'enregistre pas leurs grumes dans ses statistiques d'abattage.
 - 78 petites usines et transformateurs artisanaux, ayant reçu des lettres de voiture de transport des débités et dans certains cas les carnets d'entrée usine, sans que l'on ne puisse réellement savoir l'origine de leur approvisionnement.
 - 9 usines en partenariat avec des titres d'exploitation.

B. L'évolution préoccupante des forêts communautaires

Les forêts communautaires posent de sérieux problèmes au niveau de la maîtrise de ces titres d'exploitation. Originellement prévu par la loi forestière pour intégrer les communautés riveraines dans la gestion des forêts, permettre le développement local et lutter contre, ces forêts d'une superficie maximale de 5000 ha, qui ne supportent pas en principe de taxes et doivent produire artisanalement des débités suivant un plan simple de gestion sur 25 ans, font l'objet depuis 2003, d'une surexploitation incontrôlée au vu des volumes qui sont présentés comme issus de ces titres et exportés au port de Douala.

Cette situation qui a débuté en 2003, à la suite de l'autorisation de FC, s'est poursuivie en 2004 et 2005, reste la porte ouverte à de nombreux abus. L'Administration des Forêts a délivré des lettres de voiture pour le transport des débités des forêts communautaires, mais est resté en 2004 et 2005 dans l'incapacité de savoir quels volumes sont effectivement produits dans ces forêts.

Suivant les informations obtenues au MINFOF, en 2005, les statistiques indiquaient environ 107 plans simples de gestion approuvés, 90 conventions de gestion signées et une soixantaine de FC en activité couvrant une superficie d'environ 250.000 ha.

En tout état de cause, plusieurs manquements peuvent être constatés : les forêts ne respectent pas les plans simples de gestion, les zones ne sont pas matérialisées, l'utilisation des documents sécurisés n'est pas maîtrisée, et les partenariats sont souvent noués pour avoir accès aux lettres de voiture de transport des débités, en vue de faire une exploitation abusive des forêts concernés, voire d'autres zones.

L'Administration forestière se propose, comme il y a un an, de renverser cette tendance, en améliorant le suivi. Cela est d'autant plus nécessaire que le concept de foresterie communautaire doit être préservé dans le but de satisfaire les objectifs qui lui sont assignés par la loi forestière et la confusion

qui a règne jusqu'à l'heure actuelle, ne permet pas de voir les vrais problèmes posés par la gestion des forêts communautaires.

L'arrivée de la RFA dans la problématique forestière camerounaise a pendant plusieurs années occulté les forêts communautaires. L'euphorie de la fin des années 90 qui avait placé les forêts communautaires au centre de toutes les attentions s'est peu à peu estompée pour se préoccuper de la gestion scandaleuse des revenus de la RFA.

Une dynamique nouvelle et inattendue semble s'être déclenchée en la matière. Nous observons actuellement, une résurgence des forêts communautaires. Ladite résurgence semble être une conséquence directe du dépit causé par la gestion des fonds RFA.

Les populations locales ayant constaté que les enjeux autour de la RFA étaient bien trop supérieurs à leurs capacités de lutte et de résistance en l'état actuel du système, semblent se résigner, et s'en éloignent manifestement. Elles repartent vers l'exploitation des forêts communautaires,

En effet, avec l'institution de l'exploitation artisanale des forêts communautaires, s'est développée une activité croissante en matière d'acquisition des forêts communautaires. Au 1^{er} janvier 2006, 107 forêts communautaires étaient valides sur une superficie de 336. 548 ha.

Malheureusement, la multiplication de ces forêts communautaires, ne traduit pas toujours une meilleure implication des populations locales, ou des retombées effectives sur le développement locale. De nombreuses études ont montré qu'il s'agit dans beaucoup de cas d'une instrumentalisation du dispositif légal et de l'ignorance des masses paysannes, par des gens mieux organisés et mieux nantis (élites intérieures et extérieures). L'aspect le plus inquiétant du développement des forêts communautaires est le rôle qu'elles jouent dans le développement de l'illégalité dans le secteur forestier.

Décision ministérielle n°1985/D/MINEF/SG/DF/CFC du 26 juin 2002 fixant les modalités d'exploitation en régie dans le cadre de la mise en œuvre des plans simples de gestion des forêts communautaires.

L'article 2 alinéa 4, définit l'exploitation artisanale comme une exploitation forestière :

- à petite échelle selon le plan simple de gestion,
- dont la transformation du bois se fait dans la forêt avec des équipements simples (scies portatives, scieries mobiles),
- dont la sortie des bois en grume est proscrite

Avec le développement de l'exploitation artisanale des forêts communautaires, certains documents administratifs (lettres de voitures) naguère difficilement accessibles sont devenus disponibles au niveau des communautés villageoises propriétaires d'une forêt communautaire. La pratique qui consiste à recourir à un partenariat avec un opérateur industriel qui prend en charge la totalité des frais de mise en route de l'exploitation de la forêt communautaire a créé une forte dépendance de ces communautés vis-à-vis de ces opérateurs économiques.

Les conclusions de nombreux rapports et nos propres investigations, permettent d'imputer les pratiques de fraude aux plans simples de gestion. Ceux – ci sont des moteurs de la fraude pour plusieurs raisons :

1. Ils ne restituent pas toujours la réalité de l'état de la forêt. Très souvent la richesse de celle -ci est imprécise et des parcelles présentées comme riches et exploitables se révèlent dans la pratique pauvres et inexploitable ;
2. L'opérateur industriel dans ce genre de cas, cherche le moyen le plus rapide pour amortir son investissement. Soit en coupant au delà des limites prévues par le plan de rotation annuel, soit en s'approvisionnant autrement et en faisant couvrir le produit de cet « approvisionnement

d'appoint » par les documents de la forêt communautaire avec laquelle il est officiellement en partenariat.

Dans certains cas, les gestionnaires de forêt communautaire, vendent tout simplement les documents justificatifs à l'opérateur économique, qui s'en sert pour justifier des approvisionnements d'origine douteuse.

Certains opérateurs nationaux, opérant dans le secteur informel destiné au marché intérieur, nous avoués avoir recours aux lettres de voiture des forêts communautaires pour contourner les tracasseries policières dont ils seraient l'objet le long du trajet d'évacuation et de transport de leurs produits vers les marchés locaux. De nombreux opérateurs économiques conscients des avantages fiscaux des bois issus des forêts communautaires à l'export, sollicitent aussi fréquemment les papiers des forêts communautaires.

Il semblerait aussi que le peu de contrôle effectif dont les forêts communautaires sont l'objet favorise en bien de circonstances les fraudes.

L'utilisation contestable des forêts communautaires par certaines sociétés

L'analyse des rapports annuels des entreprises révèle qu'une société spécialisée dans l'achat de bois aux forêts communautaires a acheté 2897 m³ de grumes en 2005, dans seulement 3 essences : moabi (90%), sipo et doussié. Elle a acheté également 1125 m³ de bois scié aux forêts communautaires, avec toujours une majorité de moabi. Tout ce bois débité a été exporté. Aucune redevance forestière n'a été acquittée (exemption liée au statut de forêts communautaires), mais la taxe entrée usine est payée pour un montant de 6,731 millions de FCFA, soit une moyenne de 2323 FCFA par m³, inférieure de plus de 22% au montant théorique

Une mission effectuée dans 85 forêts communautaires par le MINFOF (S.-Dir. des Forêts Communautaires/D.F.) en 2005 avec pour objet d'effectuer l'état des lieux, a été effectuée en 2005. Cette équipe a rédigé un « Rapport de la mission sur l'état des lieux des forêts communautaires attribuées au Cameroun » (2006) qui est tout à fait édifiant. Il nous a paru utile d'en citer de larges extraits.

Le rapport indique :

« *Appropriation du processus* : (...) dans la plupart des FC (...) le promoteur s'en arroge la paternité ou (...) les opérations techniques d'exploitation et de commercialisation du bois sont monopolisées par les opérateurs économiques ayant signé des conventions de partenariat avec les communautés ; la conséquence en est que les membres de la communauté concernée sont mis à l'écart du processus. Aussi, toutes les opérations à effectuer dans la forêt deviennent payantes.

(...)

« *La tenue comptable* : elle est approximative dans la plupart des communautés. Bon nombre d'entre-elles n'ont même pas de compte ouvert pour la FC (on estime à environ 35% les communautés visitées et qui disposent d'un compte propre à la FC). Les fonds, le cas échéant, sont logés dans le compte personnel du promoteur ou d'une élite influente en dépit de tous les risques que cela comporte. En résumé, il manque de transparence dans la gestion de la plupart des communautés. Les recettes et les dépenses ne sont pas systématiquement enregistrées

(...)

« *Divergences de visions et conflits d'intérêts dans la gestion des ressources* : Dans les provinces relativement peuplées comme le Centre, le Littoral, l'Ouest etc., il est impossible de trouver des espaces fussent-ils inoccupés dont personne ne clame la propriété. Les reliques de forêts même les plus reculées « appartiennent » à des lignages connus. Ainsi, lorsque ces familles sont favorables à la foresterie communautaire il n'y a pas de problème apparent. Mais lorsqu'elles y sont plutôt opposées, on constate très souvent que c'est à la faveur d'une exploitation frauduleuse qui donne des revenus immédiats. Les membres de certains lignages à l'intérieur de la communauté préfèrent souvent vendre

les arbres sur pieds que d'attendre l'aboutissement d'une procédure d'obtention d'une FC jugée longue et coûteuse

(...)

« *Non respect des limites* : Dans les FC sujettes à l'exploitation forestière, rares sont les communautés qui respectent les limites de la forêt et/ou les limites des secteurs. Généralement, le choix des arbres à exploiter est lié à la commande du partenaire, à la proximité des arbres par rapport à la piste existante et l'accessibilité de la zone concernée. Ceci s'explique en partie par les difficultés qu'ont les communautés à obtenir des autorisations d'ouverture de pistes hors et dans de la FC. C'est ainsi qu'il est fréquent d'observer une exploitation plutôt circonscrite le long des routes

(...)

« *Non respect des volumes/essences* : Sur la base des résultats d'inventaire multi ressources figurant dans les plans simples de gestion (PSG), des quotas de volumes à exploiter par espèce ont été fixés par le MINFOF et indiqués dans les certificats annuels d'exploitation (CEA). Ces volumes ne sont pas respectés par les communautés

(...)

« *Tendance à l'écramage* : Le fait que l'exploitation des essences soit dictée par un partenaire dont la production doit satisfaire les commandes du marché extérieur explique que dans certains cas seules quelques essences sont sollicitées et font l'objet d'une pression forte et incontrôlée

(...)

« *Manque de partenaires* : De nombreuses communautés (70% environ) n'avaient pas de partenaire au moment de l'étude. Il s'agit soit des communautés qui ont déjà essayé un ou plusieurs partenariats infructueux, soit celles qui éprouvent des difficultés à en trouver pour des raisons d'éloignement de la localité (MPEMOG à YOKADOUMA), ou de la forêt (CCI à NDIKINIMEKI), ou encore de distensions sociales qui ne sont pas de nature à rassurer un éventuel investisseur (BIMBOUE à ABONG MBANG)

(...)

« *Manque de capacités à gérer les fonds* : Dans certaines communautés, il semble évident que les membres n'étaient ni habitués, ni préparés à recevoir des sommes importantes d'argent. La conséquence en est que l'encaissement des premiers versements est souvent suivi soit de désordre social, soit de détournements à titre individuel (BIMBOUE), soit encore d'euphorie collective (MOANGUE LE BOSQUET) c'est à dire que les priorités ne sont plus respectées, mais plutôt il est organisé le partage des revenus ou alors des fêtes non prévues sont organisées ...

(...)

« *Lourd endettement des communautés auprès de leurs partenaires* : au stade de la mise en œuvre du PSG, les communautés en général dépourvues de moyens se font financer par un partenaire de leur choix et sont tenu de rembourser les fonds investis pendant une période allant d'un an à deux ans.

(...)

« *Tracasseries rencontrées auprès de certains responsables de l'administration* : il a été relevé que certaines autorités administratives exigeaient des sommes de moyennes à importantes auprès des communautés, soit pour présider la réunion de concertation, soit pour signer la convention de gestion (...) Il a aussi été noté que la présentation par les communautés de tous les papiers requis ne les exemptait pas du paiement des frais non justifiables au niveau des check points. Le corps de la gendarmerie nationale semble s'impliquer fort inopportunément dans le contrôle routier des produits forestiers sans parfois collaborer avec l'administration compétente

En conclusion, le rapport du MINFOF dresse un constat clair et formule des recommandations que la mission d'Audit juge tout à fait pertinentes :

« Au terme de la mission sur l'état des lieux des forêts communautaires au Cameroun, une analyse sans complaisance permet d'affirmer qu'aucune forêt visitée n'a respecté son Plan Simple de Gestion. Les choses pourraient s'améliorer de manière significatives, mais pour cela il faudrait au démarrage de l'exercice en cours poser des préalables sans lesquels le risque de retomber dans les mêmes travers est grand. Ces préalables seraient donc :

(i) De suspendre de toutes les Forêts Communautaires dont l'approbation du PSG remonte à au moins cinq ans. Cette mesure permettrait de se conformer à la loi, mais aussi de réviser la plupart des PSG dans cette situation et dont la qualité reste très discutable.

(ii) D'exiger de tous les gestionnaires des Forêts Communautaires qu'ils fassent tenir en retour à la Direction des Forêts

- les photocopies des lettres de voitures utilisées au cours de l'exercice 2005 ;
- les originaux des feuillets non utilisés au cours du même exercice.

Les statistiques obtenues à partir de ces lettres de voitures devraient donner des indications claires sur l'usage qui en a été fait et de démasquer les opérateurs économiques qui se sont servi de contrats fictifs pour exporter du bois avec ou sans la complicité des communautés. (...)

La prise en compte des recommandations formulées et des préalables suggérés plus haut peut aboutir à la mise en quarantaine de la plupart des opérateurs économiques qui se servent des Forêts Communautaires pour laisser la place à une autre classe d'opérateurs capables d'accompagner les communautés villageoises dans l'atteinte des objectifs visés par les pouvoirs publics dans la mise en œuvre du concept de foresterie communautaire. »

C. Le secteur informel artisanal

Le volume de bois rond mobilisé par le secteur informel ou artisanal est estimé à près de 1 million de m³ par la dernière étude en date de 2002²⁵ sur le sciage artisanal. La marge d'erreur reste néanmoins élevée, faute d'un dispositif permanent de suivi. Ce bois provient essentiellement des formations boisées du domaine national, y compris les forêts communautaires.

Le rapport JMN (2005), consacré à l'étude du sciage artisanal à Yaoundé, indique : « La consommation moyenne en bois du secteur est évaluée à 85.250 m³ de sciages sur l'année, soit un équivalent « bois rond » de l'ordre de 284.000 m³ de grumes/an » sur Yaoundé. Quant à Yéboa Koffi (2005), il écrit dans son rapport : « Globalement ce commerce représente environ 40 000 à 60 000 m³ /an », en évoquant les quantités de bois scié qui partent vers l'arc soudano-sahélien à partir de la Province de l'Est.

De toute manière, de grosses quantités de bois d'œuvre sont utilisées par ces filières informelles, et peut-être faudra-t-il revoir à la hausse l'estimation (à minima) du rapport de Plouvier et al. (2002), qui indiquait environ 300.000 m³ de sciages artisanal, correspondant à environ 1 million de m³ en équivalent bois rond. Mais ce qui me paraît nouveau c'est le développement des exportations de bois issus de ces filières, alors que les quantités identifiées comme telles sur le port de Douala restaient modestes en 1998 ou 1999. L'émergence d'un nombre élevé de petites usines et des transformateurs artisanaux qui exportent globalement un volume de plus de 100 000 m³ de débités, est l'un des faits marquants de l'évolution du secteur au cours des 3 dernières années. Ces débités majoritairement issus d'une exploitation illégale, proviennent aussi bien des sciages sur scies mobiles, des sciages sauvages qui sont ensuite rabotés et conditionnés pour l'exportation, que des petites usines et des forêts communautaires

Selon les statistiques des Douanes, 120 000 m³ des débités environ, représentant un chiffre d'affaires de 40 milliards de Fcfa, ont été exporté en 2005 par des transformateurs sans titre d'exploitation, ou travaillant en partenariat avec les forêts communautaires, et qui sont pour la plupart des nouveaux opérateurs.

Le graphique ci-après montre que la production industrielle de bois scié, qui était majoritairement destinée à la consommation intérieure en 1993, s'est orientée quasi-exclusivement vers l'exportation depuis lors, conduisant les consommateurs camerounais à se tourner vers le secteur informel pour satisfaire leurs besoins de bois d'œuvre.

²⁵ Plouvier et al., « Étude du sous-secteur du sciage artisanal » AGRECO-MINEF, 2002.

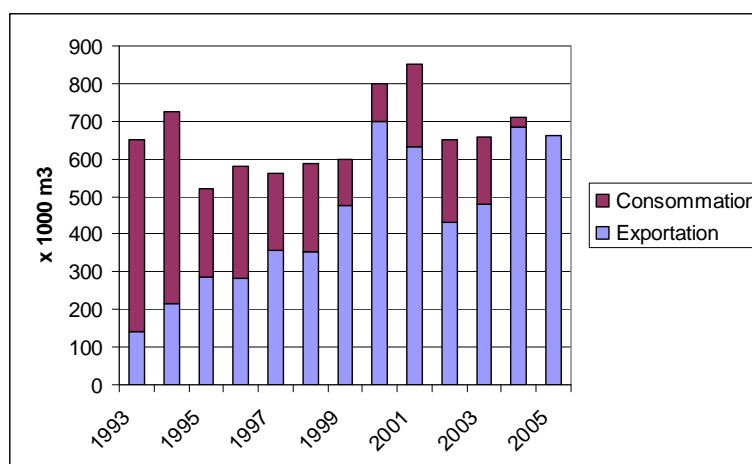


Figure 48 : Évolutions respectives de la consommation intérieure et des exportations de bois scié depuis 1993. Source : statistiques OIBT

D. Les produits forestiers non-ligneux (ou produits spéciaux)

Les permis d'exploitation des produits spéciaux (ébène, cornes d'animaux, plantes médicinales ou d'intérêt particulier, etc. doivent comporter la zone d'exploitation, les produits et espèces envisagés, les volumes attendus et la destination finale (exportation ou usage locaux). Les permis délivrés sont facturés 150.000 Fcfa (Décret 96-238 10 avril, 1996, art. 4). Le permis est délivré pour une période d'un an.

D'après Ndoye et Perez²⁶, la quantité des PFNLs commercialisés dans les marchés d'exportation du Cameroun ont rapporté l'équivalent de 310 millions de Fcfa en 1995 et plus de 500 millions en 1996. Plus de 1100 commerçants, en majorité des femmes, sont impliqués dans la commercialisation.

Depuis la loi de Finances 1997/98, les produits spéciaux sont taxés à 10 Fcfa le kg.

Le cadre légal

- La loi utilise le terme produits spéciaux pour désigner les PFNL. « Certains produits forestiers, tels que l'ébène, l'ivoire, espèces animales ou végétales, médicinales ou présentant un intérêt particulier, sont dits produits spéciaux. La liste desdits produits spéciaux est fixée, selon le cas, par l'administration compétente ». Le décret d'application parle de produits forestiers secondaires, qui incluent « notamment le raphia, le palmier, le bambou, le rotin ou les produits alimentaires et le bois de chauffage ».
- Malgré la prééminence du droit écrit sur la coutume, la loi forestière permet à travers le droit d'usage, que les populations locales continuent à utiliser les PFNL comme moyen de subsistance, avec une possibilité laissée au Ministre de suspendre temporairement ou à titre définitif l'exercice du droit d'usage lorsque la nécessité s'impose.
- Les produits prélevés de la forêt dans le cadre du droit d'usage doivent être exclusivement destinés à une utilisation personnelle non lucrative, ne peuvent être commercialisés ou échangés, et les populations doivent faire la déclaration auprès des services compétents du MINFOF afin que ceux-ci suivent les opérations techniques qui en découlent et s'assurent de la destination des produits concernés. Elles sont également tenues de justifier l'utilisation personnelle de ceux-ci lors des contrôles forestiers.

²⁶ Ndoye O. et Ruiz-Perez M., 1999. Commerce transfrontalier et intégration régionale en Afrique Centrale : cas des produits forestiers non ligneux. Bulletin Arbres, Forêts et Communautés Rurales, Bulletin FTTP n°17, pp. 4-12

Les conditions réglementaires de la commercialisation des PFNL

- Les personnes habilitées à commercialiser les PFNL
 - Les bénéficiaires du droit d'exploitation d'une forêt de particulier : toute personne qui crée une forêt de particulier devient propriétaire de tous les produits qui s'y trouvent, y compris les PFNL
 - Les bénéficiaires du droit d'enlèvement des PFNL achetés auprès de l'administration, agréés à l'exploitation forestière
 - Les titulaires des permis spéciaux, autorisant son bénéficiaire à exploiter à but lucratif des quantités bien définies de produits forestiers, y compris les produits spéciaux, dans une zone donnée
 - Les communautés titulaires des forêts communautaires
- Les modalités d'accès et d'exploitation des PFNL à commercialiser
 - Pour les bénéficiaires du droit à l'exploitation d'une forêt de particulier et les forêts communautaires, les modalités doivent figurer dans le plan simple de gestion établi avec l'aide de l'administration chargée des forêts et approuvé par celle-ci.
 - Pour les bénéficiaires du droit à l'enlèvement des PFNL achetés auprès de l'administration, l'accès aux produits à commercialiser est consécutif à une vente aux enchères publiques, ou, en l'absence d'adjudicataire, de gré à gré.
 - Pour les titulaires d'un permis spécial, l'accès à des PFNL à commercialiser est conditionné par l'attribution dudit permis par le Ministre des Forêts, et pour les produits dont l'Administration a établi la liste, l'attribution est faite par voie d'adjudication, après avis d'une commission interministérielle qui fixe les quotas des produits concernés.

Pour les produits faisant l'objet d'un permis d'exploitation de produits forestiers spéciaux, le bénéficiaire doit, lors des opérations d'exploitation, tenir un carnet de chantier dont le modèle est établi par l'administration chargée des forêts. Ce carnet, côté et paraphé par le responsable départemental de l'administration chargée des forêts, précise par jour de récolte, les quantités, dimensions, poids et volume des produits et le lieu de récolte, et les feuillets du carnet de chantier sont transmis au responsable local de l'administration chargée des forêts qui, après vérification et compilation, transmet mensuellement les résultats et les spécifications au responsable hiérarchique de l'administration chargée des forêts.
- Le transport et la vente des PFNL
 - Les transporteurs de produits forestiers doivent être munis de lettre de voiture extrait d'un carnet à souches de modèle réglementaire, paraphé par le responsable départemental de l'administration chargée des forêts, et indiquant notamment les quantités et la spécification des produits transportés, ainsi que leur provenance.
 - Les agents de l'administration chargée des forêts peuvent, à tout moment, effectuer des contrôles pour s'assurer que les produits forestiers transportés sont conformes aux indications portées sur les documents présentés.
 - L'exportation est conditionnée à la présentation d'une autorisation délivrée par l'administration des forêts, d'un certificat d'origine (conformité et provenance des produits transportés), d'un bulletin de spécification et d'autres documents d'exportation comme le déclaration d'exportation, le certificat phytosanitaire, le quitus fiscal.

La fiscalité des PFNL

Il existe deux régimes fiscaux des PFNL : le régime fiscal d'accès et celui de la vente

- Le régime fiscal d'accès
 - Droit d'usage : aucun prélèvement
 - Droit à l'exploitation d'une forêt de particulier reconnu par l'Administration : aucun prélèvement
 - Droit à l'enlèvement des PFNL achetés auprès de l'administration : le postulant paye le prix de vente majoré des frais de 13%.
 - Forêts communautaires : pas de prélèvement
 - Permis d'exploitation des produits forestiers spéciaux : paiement de 10 Fcfa par kg toutes essences confondues
- Le régime fiscal de la vente
 - La vente sur le marché local est soumise à l'impôt libératoire

Le principe est ici celui de l'impôt libératoire. Cet impôt est exclusif du paiement de la patente et de l'impôt sur les revenus des personnes physiques. Il est liquidé par les services des impôts compétents, en application du tarif arrêté par les collectivités publiques locales bénéficiaires du produit de cet impôt, à l'intérieur d'une fourchette fixée par catégorie d'activités ainsi qu'il suit :

- ⇒ catégorie A : de 0 à 20 000 F CFA
- ⇒ catégorie B : de 21 000 à 40 000 F CFA
- ⇒ catégorie C : de 41 000 à 50 000 F CFA
- ⇒ catégorie D : de 75 000 à 100 000 F CFA

L'impôt libératoire est dû par commune et par établissement, et acquitté trimestriellement à la recette municipale ou au poste comptable rattaché, dans les localités qui n'ont pas de recette municipale, à l'aide d'une fiche comprenant les nom, prénoms, adresse du contribuable, catégorie de l'impôt et trimestre auquel se rapporte le paiement. Celui-ci a lieu dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque trimestre.

Les communes peuvent, à l'intérieur de chaque catégorie, appliquer des taux spécifiques à chaque activité dans la limite de la fourchette concernée.

Les marchands de PFNL sont en principe classés dans l'une ou l'autre des quatre catégories prévues par la loi, en fonction du type de produit concerné et de leurs chiffres d'affaires annuels.

- Exportation des PFNL : pas de droits de sortie

Le cadre institutionnel

Les PFNL sont gérés au niveau du MINFOF par la Sous-Direction de la Promotion et de la Transformation des PFNL (SDNL), rattachée à la Direction de la Promotion et la Transformation des Produits Forestiers (DPT)

La SDNL n'est chargée que de la promotion des PFNL, qui est une fonction transversale, et des fonctions relevant de l'aval de la filière, à savoir la transformation et la commercialisation.

La gestion de l'amont de l'ensemble des filières forestières continue à relever de la compétence de la Direction des Forêts (DF).

Cet arrangement institutionnel a été précisé par la dernière organisation du MINFOF en 2005, qui a :

- spécialisé la SDNL en matière de promotion des produits et techniques, de transformation et de commercialisation des PFNL,
- chargé désormais les services décentralisés, notamment les délégations provinciales et départementales de la promotion, de la commercialisation et de la transformation des produits forestiers, y compris les PFNL
- maintenu la compétence de la DF dans toutes les fonctions liées à la gestion de l'amont de la filière des PFNL, notamment celles d'allocation des PFNL et du suivi de leur exploitation.

1) Analyse du cadre juridique et institutionnel

Les principales contraintes liées à la gestion et à l'utilisation des PFNL sont les suivantes :

- L'exercice du droit d'usage est limité par :
 - La restriction au seul domaine non permanent
 - L'obligation d'autoconsommation, n'est pas réaliste puisque la commercialisation de divers produits prélevés de la forêt dans le cadre de l'exercice du droit d'usage, tels que l'Okok (*Gnetum africanus*), le Njansang (*Ricinodendron heudelotii*), le miel, les plantes médicinales, le rotin, le bambou, fait partie des formes les plus courantes d'activités économiques pratiquées. Il conviendrait de définir un véritable permis d'exploitation indiquant clairement les droits et les devoirs de l'exploitants.
 - La précarité de ce droit : Le Ministre des Forêts a la latitude de suspendre à titre temporaire ou définitif l'exercice du droit d'usage, lorsque la nécessité l'impose
- Les conditions et la complexité de l'attribution par adjudication, limite l'accès aux PFNL par permis d'exploitation
- L'absence de dispositions légales précisant les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des PFNL
- Du point de vue des recettes fiscales, le prélèvement reste modique : 10 Fcfa/kg toutes essences confondues, même s'il présente le défaut de devoir être payé d'avance par les exploitants – lesquels se plaignent d'être amenés à devoir payer pour des quantités qu'ils n'auront pas pu collecter en fin d'exercice.
- Une prise en compte encore faible dans les activités du MINFOF, car du fait de la répartition des fonctions de gestion et d'utilisation des PFNL entre la DF et la DPT/SDNL, aucune des deux Directions n'a une vision globale amont/aval de la filière.

2) Propositions éventuelles pour l'amélioration du cadre juridique et institutionnel des PFNL

Les solutions recherchées devraient permettre de concilier :

- *l'impératif de préservation de la biodiversité et le principe d'exploitation durable qui en découle ;*
- *la satisfaction d'une demande sans cesse croissante en matière de consommation des PFNL ;*
- *la hausse des recettes de l'État ;*
- *Le souci de structuration et de contrôle de la filière PFNL désormais cantonnée dans le secteur informel.*

En ce qui concerne les difficultés d'accès au cadre juridique actuel

Il conviendrait de faciliter cet accès notamment en consacrant aux PFNL des dispositions spécifiques chaque fois que cela est besoin, et revoir les cas où les textes réglementaires contredisent la loi, créant

la confusion. Une loi spécifique sur les produits forestiers non ligneux devrait être préparée avec le concours des différents acteurs de la filière.

S'agissant du droit d'usage

Il s'agirait de maintenir les avantages durables que les populations riveraines tirent de la forêt, notamment en promouvant l'utilisation et la vente de produits par les mesures suivantes :

- Préciser les activités que les populations riveraines sont habilitées, dans le cadre de l'exercice du droit d'usage que la loi leur reconnaît ;
- Définir les modalités de compensation au cas où des limitations seraient apportées ;
- Permettre aux populations riveraines de procéder, à une exploitation à but lucratif limité des forêts où elles exercent leur droit d'usage ;
- Préciser les cas d'ouverture de la suspension du droit d'usage par le Ministre.

En ce qui concerne les droits d'accès à but lucratif

Il conviendrait :

- ⇒ tout en maintenant en en encourageant l'exploitation en régie des PFNL d'une forêt communautaire, d'instituer des charges fiscales sur les quantités prélevées, pour ne pas fausser la concurrence et encourager la pratique de l'attribution aux forêts communautaires des produits illégalement exploités ailleurs ;
- ⇒ d'instaurer un permis d'exploitation des PFNL avec un cahier des charges allégés et éventuellement accroître la fiscalité ;
- ⇒ de mettre en oeuvre de mécanismes plus efficaces visant la préservation des droits de l'État lors de la vente des PFNL par l'administration : augmentation du prix de vente prévu par la loi, différenciation des essences forestières, systématisation de la vente aux enchères publiques après large publicité, détermination des prix planchers, et suppression des possibilités de vente de gré à gré.

En ce qui concerne le cadre institutionnel

Il serait plus efficace d'évoluer vers une approche où la DPT/SDNL contrôle l'ensemble des aspects de la gestion des PFNL

La mise en œuvre de ces propositions nécessite une redéfinition du droit d'usage, par la loi et ses textes d'application. La préparation d'une nouvelle loi pourrait être préparée par des consultations avec les parties prenantes de la filière. Un atelier national de préparation pourrait constituer une formule efficace et démocratique pour aboutir à des dispositions réalistes et largement acceptée.

VII. La fiscalité forestière affectée aux communes

A. Les chiffres de la RFA au Cameroun

Il est important de préciser ici que toutes les communes de la zone forestière ne bénéficient pas de la RFA, notamment celles qui se trouvent dans les zones de conservation (à proximité des aires protégées).

Le montant de la RFA pour la part revenant aux communes et aux populations riveraines de l'exercice 2000/2001 à 2005 s'élève à **34 056 222 602** (trente quatre milliards...) FCFA. Repartis entre 75 communes

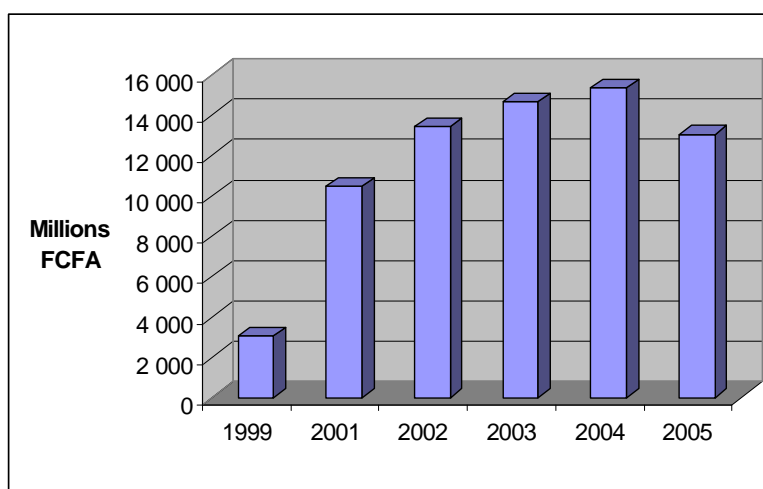
Depuis son institution, les montants de la RFA, soit la part de l'Etat et celles reversées aux communes et aux populations riveraines des zones exploitées sont en nette progression comme le montre les chiffres et le graphique ci dessous.

Cette progression est sans doute liée à une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale, l'ouverture de nouvelles assiettes de coupe, et du recouvrement des taxes par les services du ministère des finances, et aussi aux progrès effectifs des stratégies de contrôle appliquées par le ministère des forêts et de la faune pour le contrôle des activités forestières.

Tableau 31 : Évolution des montants collectés de RFA (100% de la redevance))

Années	1999	2001	2002	2003	2004	2005
Montants	3 051	10 471	13 430	14 645	15 347	13 055

(en milliards de FCFA)



La baisse légère des montants que montre le graphique ci dessus est sans doute une des conséquences de la réduction des superficies des UFA suite à leur classement, auquel s'est ajouté le cas de quelques impayés par 3 sociétés forestières auxquelles le titre d'exploitation a finalement été retiré.

De 2000/2001 à 2004, 75 communes en bénéficiaient contre 57 en 2005.

De nombreuses études sérieuses et bien documentées et deux audits économiques et financiers ont suffisamment démontré le faible impact de ces sommes sur le développement local des communes et des populations riveraines bénéficiaires. Ces tendances sont malheureusement persistantes.

Le tableau en Annexe 3 récapitule les montants de RFA reçu par les communes au titre des 50% revenant aux communes et aux communautés riveraines en 2004 et 2005. En 2004 la répartition par tranche de gains s'établissait selon le tableau ci-dessous :

Tableau 32 : Répartition des quotes-parts de RFA par nombre de communes

Tranche RFA en FCFA	Nombre de communes /tranche
+ de 700 millions	1
+ de 300 millions	3
+ de 200 millions	8
+ de 100 millions	8
- de 100 millions plus de 3 millions	36
Total	56 communes (moins de 3 millions d'habitants)

En 2004 et 2005, la RFA a produit (6 213 865 731 + 6 062 628 032) **12.276.493.763** (*douze milliards deux cent soixante seize millions quatre cent quatre vingt treize mille sept cent soixante trois francs CFA*) que se sont partagés 67 communes de la zone forestière. Le décalage entre l'importance des sommes ainsi versées et les investissements réels sur le terrain est évident.

D'une manière générale, l'utilisation de ces fonds notamment par les communes ne correspond pas toujours à l'éthique que l'on est en droit d'attendre de la gestion des deniers publics. Entre surfacturation, détournements, marchés fictifs et autre pratiques de gestion malsaines, les effets escomptés sur le développement local sont dilués la plupart du temps.

Les déficits en gestion des fonds de la RFA destinés aux collectivités décentralisées et aux populations riveraines des exploitations ont évolué. L'on est passé des blocages liés à la mauvaise maîtrise des circuits de l'argent qui étaient pour une large part imputables à l'administration, à des déficits et mauvaises pratiques de gestion localisées au niveau des collectivités décentralisées elles-mêmes. Malgré quelques retards observés dans le transfert des fonds du trésor vers les municipalités, et des pertes de chèques signalées, les dysfonctionnements sont pour la plupart, localisés au niveau des communes mêmes. Certes, le circuit des chèques de l'entreprise émettrice à la collectivité décentralisée est souvent long. Par exemple, les chèques de l'année 2005 ne sont parvenus dans certaines communes que vers la fin du mois de décembre.

On observe maintenant un cloisonnement de la gestion de la totalité des fonds RFA (50%) au niveau des responsables chargés de la gestion de ces fonds. La mainmise des maires et des exécutifs communaux sur les revenus de la RFA est palpable dans plusieurs communes. La réalisation des marchés financés sur les fonds RFA, est accaparée par quelques responsables communaux (dans une commune visitée, 80% des marchés ont été adjugés au Maire, au percepteur et au comptable matières par le relais d'Ets à leurs noms ou des noms d'emprunt). La surfacturation et les marchés fictifs sont ici monnaie courante

La mauvaise tenue des cahiers et livres de compte au niveau de la perception, rend aléatoire tout contrôle financier efficace.

Le système existant peut être amélioré. Au niveau des communes, toutes les transactions laissent des traces qui sont faciles à suivre. Le système demande simplement à être sécurisé par des contrôles effectifs et des sanctions automatiques dès la constatation d'un manquement. Les revenus de la RFA sont des deniers publics. Afin d'optimiser le rendement de la RFA sur le développement local, il faudrait s'assurer que les maires investissent effectivement l'argent dans les projets communaux, et que la part qui revient aux populations riveraines est effectivement investi à leur bénéfice suivant les dispositions en vigueur.

En effet, les pratiques actuelles, tendent à marginaliser complètement les comités locaux de gestion dans les choix de projets, et on constate la quasi inexistence (inactivité) des commissaires aux

comptes. Pourtant le rapport des commissaires aux comptes a vocation à déclencher l'action publique en détournement de fonds (article 10 arrêté conjoint 122, MINEFI /MINAT).

Les détournements les plus fréquents se rapportent à des travaux commencés, inachevés, mais intégralement payés et réceptionnés, comme si de rien n'était. Le réseau de solidarité qui rend possible de tels détournements est constitué des Maires, des receveurs municipaux, et des opérateurs économiques locaux, qui très souvent sont aussi membres de l'exécutif communal.

L'administration ne joue pas son rôle d'exécutif et de supervision en ce qui concerne la gestion de la RFA, alors même que l'arrêté conjoint leur en donne le droit (article 04). Les fonctionnaires semblent redouter les relations politiques de maires dont la plupart sont soit des proches d'un membre du gouvernement, soit des hommes désormais riches et fortement influents.

Recommandations

- Informatiser la tenue des comptes des mairies et des recettes municipales.
- Imposer des logiciels appropriés pour la tenue des comptes et le suivi de la gestion des fonds des mairies
- Instituer le paiement par chèques à partir d'un certain montant de prestation, ce qui réduirait de beaucoup les possibilités de fraude de la part des receveurs municipaux au moment des paiements
- Faire transiter obligatoirement les fonds de la RFA par des établissements bancaires, jusqu'au bureau le plus proche de la commune
- Appliquer l'article 4 de l'arrêté conjoint 122, qui dispose que les comités de gestion sont placés sous la tutelle de l'autorité administrative la plus proche. L'activité d'un sous-préfet ou d'un chef de district, pourrait rassurer les populations locales, en leur donnant l'assurance d'un appui institutionnel à leurs revendications. Convaincues qu'elles sont que leurs revendications sont vouées à l'échec face à l'envergure politique des « détourneurs ».
- Inciter les communautés locales, à se faire appuyer ou à faire sous traiter la fonction de commissaire aux comptes par des organismes non gouvernementaux.
- Rendre effectives les missions de la Cour des Comptes, et simplifier sa saisine et le déclenchement de l'action publique en détournement de fonds.
- Instituer des audits privés et obligatoires, financés par les communes ayant un certain montant de RFA, avec sélection de l'auditeur sur appel d'offre national par une commission mixte.
- Activer systématiquement les vérifications suite aux dénonciations.
- Systématiser les sanctions

B. La question du fonds de péréquation de la part de la RFA revenant aux communes

Malgré une disposition précise de l'article 11 de la loi de finances n°2000/08 du 30 juin 2000, portant loi de finances de la république du Cameroun pour l'exercice 2001 – 2002, et instituant un fonds de péréquation pour « *la rationalisation de la répartition du produit de la redevance forestière revenant aux Communes et Communautés villageoises* » et instruisant que « *Les modalités de fonctionnement du Fonds de péréquation sont fixées par voie réglementaire* » aucun texte réglementaire organisant ces modalités d'application n'a été pris à ce jour.

Il ressort cependant des différentes discussions avec les responsables du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (institution de tutelle) que le projet reste en éveil dans les couloirs de ce ministère. Si l'on se réfère aux comptes rendus des réunions de réflexion et des notes ministérielles auxquelles nous avons pu accéder, la réflexion s'est limitée à appuyer le principe d'une péréquation effective appliquée aux 40% de la RFA destinés aux communes.

Les responsables de l'administration semblent en outre pencher naturellement pour un fonds localisé et géré par le FEICOM, sur la base de l'expérience que cet organisme possède déjà en matière de

gestion des fonds de péréquation, notamment la gestion des Centimes additionnels Communaux (CAC).

Quant au système de péréquation proprement dit, l'administration camerounaise n'a pas exploité les recommandations contenues dans le rapport de la mission Pierre et Kaltjob (2001) consacrée à la question de la péréquation au Cameroun. La même administration avoue en outre, n'avoir pas poussé la réflexion plus loin que des réunions de concertation. Les responsables contactés disent «attendre beaucoup» des recommandations de l'audit en cours et espèrent de ces recommandations, qu'elles leur fournissent des éléments techniques qui pourraient servir de base pour le passage à une phase véritablement exécutive de la péréquation.

Au delà des simples lenteurs administratives, la mise en œuvre d'un système de péréquation dans le contexte camerounais souffre aussi de sa forte connotation politique. Pour les populations et les responsables des exécutifs communaux bénéficiaires de la RFA, la soumission de la RFA à la péréquation apparaît comme « *la reprise d'une main de ce qui leur a été donné de l'autre* »

Il est un fait réel et vérifiable : les communes aujourd'hui bénéficiaires de la RFA, comptaient naguère parmi les plus démunies du Cameroun . L'institution du partage de la RFA et des autres mesures de gestion participatives, apparaît pour elles comme la réparation d'une injustice sociale. Ces communes ne sont pas de ce point de vu sensibles à l'argument de solidarité nationale, arguant que ce même argument aurait dû jouer en leur faveur du temps des « vaches maigres et des budgets étriqués »

Cette aversion vis – à – vis d'une péréquation appliquée à la RFA, est relayée par une élite puissante, jusqu'au niveau de l'administration centrale, où certains hauts responsables de l'administration la qualifie d'hérésie. A ce niveau là, des considérations politiques (partisanes conviendrait mieux) viennent se mêler aux premières considérations économiques et budgétaires. En effets, les responsables politiques craignent fort de provoquer une colère généralisée de leur électorat, et que celui – ci en représailles ne les sanctionnent par un vote défavorable.

Cette argumentation fort pessimiste est surtout localisée au sein de l'élite politique et administrative. Elle est motivée par un clientélisme politique et est aussi en déphasage avec les réalités effectives du terrain. En effet, il ressort des différents entretiens avec les populations locales que l'absence de retombées pertinentes issues de la gestion de la RFA, constitue déjà en soi une raison suffisante de désaveu politique.

Dans l'ensemble des communes visitées pendant la mission, les exécutifs communaux (Maire, Percepteurs municipaux et comptables matières) sont à couteaux tirés avec les administrés et quelques fois les conseils municipaux. L'unique raison en est l'absence d'investissements en faveur du développement local.

Il devient donc logique que des populations qui ne profitent déjà pas des revenus de la RFA qui leurs sont dû, soient méfiantes à l'égard d'une institution qui viendrait réduire l'enveloppe globale de ces revenus, si en plus quelques « éclairés » prennent le soin de leur donner une explication erronée du principe de la péréquation et le leur présente comme la fin d'un privilège greffé sur un « héritage ancestral ».

Compte tenu des explications ci dessus, il est clair que la question de la péréquation ne peut être traité au Cameroun sans tenir compte des perceptions et des représentations qui entourent la notion même de péréquation.

La quasi totalité des personnes interrogées n'ont de la péréquation qu'une seule image : celle d'un partage équitable d'une somme entre toutes les communes. Ce qui a pour unique conséquence selon cette représentation la diminution de la part des communes de production (d'origine) du bien mis en péréquation. Aucune autre variante ne leur est connue.

1. **Le cadre juridique instituant un fonds de péréquation au Cameroun**

L'idée de soumettre les revenus de la RFA à une péréquation est une des recommandations du premier audit économique et financier du secteur forestier camerounais qui s'est déroulé en 1999 /2000.

L'institution d'un fonds de péréquation applicable à la RFA trouve ses fondements théoriques d'abord dans l'importance des sommes générées en faveur des collectivités territoriales décentralisées, ensuite par l'extrême localisation de ces fonds qui ne profitent qu'aux communes dans lesquelles une activité forestière est en cours. Enfin, par le décalage manifeste entre l'importance des sommes ainsi reversées aux communes et l'amélioration des conditions du développement local dans les zones forestières.

Suite à ces recommandations, l'État du Cameroun dans la loi de finances de l'année budgétaire 2000 /2001, a institué la péréquation à l'article 11 en ces termes « **Il est institué un Fonds de péréquation pour la rationalisation de la répartition du produit de la redevance forestière revenant aux Communes et aux Communautés villageoises.**

Les modalités de fonctionnement du Fonds de péréquation sont fixées par voie réglementaire ».

Aux termes de cette disposition, le législateur de la loi de finances, précise son désir de soumettre l'intégralité des 50% de la RFA reversés aux communes et aux populations riveraines à la péréquation. Le souci de rationalisation mentionné confirme aussi l'idée que plus de communes devraient profiter des retombées de l'exploitation forestière au Cameroun

2. **Les voies possibles d'amélioration**

D'un point de vue politique, il est envisageable de faire admettre la péréquation auprès des populations locales, par la sécurisation de la gestion des revenus tirés de la RFA au niveau des communes, la sanction effective des responsables des nombreux détournements de ces fonds, et une forte sensibilisation sur les impératifs de solidarité nationale.

Il est bien entendu fondamental de veiller à ne pas faire retomber les communes actuellement bénéficiaires de la RFA dans le dénuement par l'absorption d'une part trop grande de leurs budgets actuels par le fonds de péréquation.

Afin de tenir compte de la situation socio – politique et de la nécessité de gérer les craintes des populations riveraines des zones exploitées, nous proposons :

Deux échelles de répartition du fonds (à l'échelle des seules communes productrices et de celles qui ont des aires protégées dans leur circonscription, ou à l'échelle de toutes les communes de la zone forestière en prenant pour référence le plan de zonage forestier).

Deux scénarios de péréquations : un premier scénario basé uniquement sur les 40 % qui reviennent aux communes et un autre basé sur l'ensemble des 50 % qui reviennent aux communes et aux populations riveraines.

Un système de répartition basé sur les 40% semble plus facile à promouvoir. Il enlève leur meilleur argument aux détracteurs du fonds de péréquation. En effet les populations riveraines méfiantes, ne sentiraient pas directement l'impact de la péréquation, puisque leur 10% continueraient d'arriver au même taux

Le choix du système de répartition doit impérativement tenir compte des sensibilités locales, notamment celles des populations. De ce point de vue, les trois systèmes ne sont pas égaux, ni dans leur capital de légitimité, ni dans le quotient des fonds qui arriveraient finalement dans les caisses des communes.

Les communes forestières du Cameroun se trouvent dans 6 provinces : Centre ; Sud ; Est ; Sud-Ouest ; Littoral ; Ouest

Dans la province du Centre, on pourrait exclure les communes du département du Mfoundi (Yaoundé et ses communes d'arrondissement), et ne retenir dans la province du littoral que les communes des deux départements forestiers que sont la Sanaga Maritime et le Nkam et la commune de Massagam dans la province de l'Ouest.

Tableau 33 : Nombre de communes par province

Provinces	Nombre de communes	Remarque/observation
Centre	64	Sauf Mfoundi
Sud	25	
Est	33	
Sud – Ouest	27	
Littoral	13	Sanaga Maritime et Nkam
Ouest	01	Massangam
Total	163	

Conformément aux dispositions de la loi de finances instituant la création d'un fonds de péréquation, c'est la totalité de la part de RFA destinée aux communes et aux populations riveraines qui doit être soumise à la péréquation.

Toutefois, nous proposons des simulations qui portent à la foi sur la totalité des 50% et sur les 40% uniquement.

La simulation basée sur les 40% uniquement, répond au besoin de tenir compte de la sensibilité de la question du fonds de péréquation dans les communes de production de cette RFA.

3. Le principe et les scénarios possibles:

- Le principe est de **fixer un plafond** (en termes réels) à la RFA reversée à chaque commune (*principe d'« écrêtement »*). La mission a simulé différents scénarios à cet égard (voir dernier point).
- Les sommes récupérées seront reversées (**scénario 1**) :
 - Aux communes qui verraient leur RFA diminuer du fait des mécanismes de compensation pour la gestion durable (baisse de la possibilité annuelle de récolte liée à la remontée des DME lors du passage en aménagement, certification...)
 - Aux communes forestières situées en bordure des aires protégées (et qui ne bénéficient pas de recettes d'exploitation)
- Des alternatives peuvent être envisagées (**scénarios 2 et 3**) :
 - Scénario 2 : péréquation totale des sommes dégagées entre les communes en dessous du plafond, quelle que soit leur niveaux relatifs de RFA
 - Scénario 3 : affectation prioritaire aux communes les moins bien dotées (choix d'une redistribution plus forte)
- Les 10% aux populations ne seraient pas affectés par ce mécanisme
- Le mécanisme ne nécessite pas la constitution ou le rattachement à un « fonds », la gestion peut être faite par le PSRF
- Propositions du **seuil maximum** :
 - Soit plafonner la RFA versée à la **moyenne reçue par les communes** en 2005 (84,7 millions de F)
 - Soit adopter un **seuil plus élevé mais facile à retenir** (par exemple 100 millions de FCFA). En 2005, 17 communes (sur les 163 de la zone forestière dépassaient ce seuil). La somme théorique à mettre en péréquation serait de 14,4 milliards de FCFA. Si on devait les répartir sur les 146 communes en dessous du plafond, cela représenterait environ 14 millions par commune.

Ces différents points nécessitent des décisions de nature politique, qu'il revient au gouvernement de discuter. En ce qui concerne la mauvaise gestion présumée des fonds de la RFA par nombre de communes, la mission recommande au gouvernement de décider que l'une des premières missions de la Cour des Comptes nouvellement créée sera consacrée à l'examen des finances publiques locales des

communes de la zones forestière, notamment celles qui ont bénéficié le plus des revenus de la RFA ces dernières années.

C. Le développement de la foresterie communale

De toutes les institutions issues de la réforme forestière de 1994, les forêts communales sont sans doute l'institution la moins connue du grand public. Les raisons de cette méconnaissance semblent tenir à plusieurs facteurs : contrairement aux forêts communautaires et à la RFA, les populations locales n'ont pas ici un rôle direct à jouer en terme de demande ni de gestion. Seule la commune est ici en œuvre. Il est cependant plus difficile d'expliquer le mutisme des communes elles – mêmes eu égard au potentiel économique et financier d'un tel instrument. Ce n'est pas aux communes forestières que l'on va expliquer les potentialités d'une forêt.

Tableau 34 : Les forêts communales et les autres titres en 2004

Type de titre	Nombre
UFA	62
Ventes de coupe	46
Forêts communautaires	57
Forêts communales	04

Il ressort des différents entretiens menés tant sur le terrain que dans les administrations centrales que plusieurs facteurs concourent à la lente émergence des forêts communales au Cameroun :

- Le premier de tous est sans contexte le phénomène RFA. L'arrivée de la RFA dans les budgets des communes, avec l'importance des montants qu'elle générerait a complètement occulté l'émergence de la foresterie communale.
- Le second facteur qui peut justifier la lente émergence de la foresterie communale de l'avis des maires eux – mêmes, est le manque d'expertise et de moyens financiers pour répondre aux exigences techniques de la création d'une forêt communale, notamment les opérations de cartographie et de bornage. Cette affirmation est soutenue par le fait que seules les communes les plus fortement dotées en RFA ont pu conduire jusqu'au bout leur procédure de classement de forêt communale, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 35 Situation du classement des communes forestières

Communes	Appellation	Statut	Superficie (ha)
Ngoro	Forêt communale de Ngoro	Classement en cours	32 832
Ndéléélé	Forêt communale de Ndéléélé	Avis au public	10 550
Mbang	Forêt communale de Mbang	Avis au public	19 854
Yoko	Forêt communale de Yoko	Avis au public	27 070
Ambam	Forêt communale de Ambam	Classement en cours	44 666
Batouri	Forêt communale de Batouri	Plan d'aménagement approuvé	14 152
Dimako	Forêt communale de Dimako	Décret de classement signé, exploitation en cours	16 500
Djoum	Forêt communale de Djoum	N	15 270
Ebolowa	Forêt communale de Ebolowa	Classement en cours	15 702
Gari Ngombo	Forêt communale de Gari Ngombo	N	40 000
Lolodorf	Forêt communale de Lolodorf	N	17 178
Lomié - Messok	Forêt communale de Lomié – Messok	N	20 890
Messamena - Mindourou	Forêt communale de Messamena – Mindourou	N	37 921
Messondo	Forêt communale de Messondo	Avis de classement émis	16 864
Mouloundou	Forêt communale de Mouloundou	Décret de classement émis	42 612
Sangmelima	Forêt communale de Sangmelima	Décret de classement soumis aux SPM	27 659
Yokadouma	Forêt communale de Yokadouma	Décret de classement signé	22 206

En outre, la forêt de Dimako qui a été la première à démarrer, a bénéficié de l'appui technique et financier du projet API du CIRAD – Forêt. En plus de cet appui technique de la coopération française, la commune de Dimako a bénéficié d'un crédit octroyé par le FEICOM au titre de ses actions d'appui et d'accompagnement des collectivités décentralisées.

Un autre facteur explicatif pourrait être le manque d'appui institutionnel. En effet, à l'opposé de la foresterie communautaire qui a bénéficié d'appuis institutionnels et financiers de toutes natures, la foresterie communale n'a pas beaucoup bénéficié d'accompagnement de la communauté internationale. Cette absence d'appui institutionnel se traduit aussi par l'inexistence d'un organe spécifique chargé de la foresterie communale à l'instar de la foresterie communautaire au sein du MINFOF.

Celles des communes qui sont engagées dans des processus d'acquisition de forêts communales, semblent y penser comme projet « après RFA ». C'est-à-dire une source de revenus alternative à la fin de la perception de la RFA.

Dans l'ensemble, il semblerait que les communes ne perçoivent que la dimension industrielle « exploitation bois d'œuvre » des forêts communales. Elles ne cherchent à en acquérir que pour s'y livrer à l'exploitation forestière, négligeant les autres aspects de la foresterie sociale, notamment la conservation et l'exploitation des produits forestiers non ligneux.

L'institution des forêts communales peut à plusieurs titres, remporter le défi de la gestion participative et de la conservation au Cameroun. Au moment où les forêts communautaires se révèlent sous leur plus mauvais jour, et dans un contexte de décentralisation (régionalisme) de plus en précis au Cameroun, les forêts communales peuvent rasséréner la pertinence de la décentralisation de la gestion des ressources naturelles est largement en question au Cameroun aujourd'hui.

Elles peuvent notamment servir de support aux activités de conservation dans le cadre des plans régionaux de conservation. Avec l'institution des régions, les forêts communales deviendront le patrimoine privé des régions et prendront de ce fait une toute autre importance aux yeux de cet exécutif plus réduit, moins riche, et par conséquent plus regardant sur ses biens propres. Cette perspective, laisse espérer que les forêts communales se retrouvent dans les années à venir au centre du dispositif forestier camerounais. Notamment lorsque les forêts communautaires auront grignoté tout l'espace sur lequel elles ont vocation à se développer.

Tel qu'il est conçu le cadre institutionnel relatif aux forêts communales n'est pas suffisamment incitatif pour les communes dépourvues de gros revenus. Les procédures de bornage et de classement obligatoires sont trop coûteuses.

Recommandations

- Standardiser la procédure de classement d'une forêt communale afin d'en réduire le coût pour les communes qui sont des personnes morales de droit public.
- Demander aux communes d'inscrire la création des forêts communales dans leurs programmes, et d'en consacrer obligatoirement la plus grande partie à la conservation.
- Instituer un crédit spécial pour la promotion de la foresterie communale au niveau du FEICOM pour l'ensemble des communes forestières.

Deuxième Partie

Propositions, options stratégiques et recommandations

Pour introduire cette partie sur les recommandations, plusieurs remarques liminaires doivent être formulées afin d'en comprendre l'orientation générale :

- Les entreprises de la filière bois se sont adaptées et continuent de s'adapter aux nouvelles contraintes fiscales et de gestion forestière issues des réformes successives. Un certain nombre d'opérateurs qui ne pouvaient ou ne voulaient pas faire les adaptations nécessaires ont quitté le secteur, les autres ont entamé des processus de restructuration plus ou moins réussis selon les cas. Ce processus est, cependant, loin d'être achevé, et des dépôts de bilan peuvent se produire dans les prochains mois, au vu de la fragilité des comptes de résultat d'une grande majorité des entreprises et la montée des charges incompressibles (carburant, électricité, transport).
- La moyenne des entreprises du secteur est plus « professionnelle » qu'il y a une dizaine d'années, et tente une « sortie par le haut » à travers l'accroissement de la valeur ajoutée, de la productivité et de la. Cette professionnalisation est sensible également en matière forestière, le développement des cellules internes d'aménagement a permis l'appropriation des plans d'aménagement par un nombre croissant de sociétés. La question du coût élevé des plans d'aménagement est beaucoup moins évoquée que lors de l'audit de 1999-2000, et plusieurs opérateurs reconnaissent qu'ils ont rationalisé leurs opérations d'exploitation et de transformation grâce aux informations contenues dans ces plans : les coûts ont été transformés en investissement. Les infractions ont changé de nature (tentatives de minimiser l'assiette des taxes), et sans doute diminué sur les UFA : l'OI des infractions de terrain (REM) comme le chef de la Brigade de Contrôle du MINFOF indiquent que les dépassements de limite (y compris celles des AAC dans les concessions) sont devenus des infractions beaucoup plus rares que par le passé. Les démarches de certification entreprises par certaines sociétés témoignent de cette évolution.
- Les principaux problèmes du point de vue du contrôle forestier et du recouvrement fiscal tendent à se situer maintenant plutôt dans les petits permis (ventes de coupe, ARB, AEB...) et les forêts communautaires, sous le couvert desquelles beaucoup de bois illégal semble circuler, dans la mesure où les communautés ne sont pas redevables de la RFA, ni, en pratique, de la taxe d'abattage. Plusieurs indicateurs montrent que ce phénomène de prolifération des activités « grises » ne cesse de prendre de l'ampleur dans les forêts du domaine national, ce qui constitue une concurrence déloyale pour les opérateurs formels qui s'acquittent de leurs obligations fiscales et légales, et qui constitue une menace pour la diversité floristique des forêts du Cameroun, du fait de l'exploitation hyper-sélective (ie limitée aux Doussié, Moabi, Pachyloba, Iroko, Sapelli, Sipo) pratiquée dans ces conditions.
- Les marges financières relativement confortables des années 1980-90 permises par de faibles taxes et la dominance de l'exportation des grumes appartiennent au passé. La concurrence pour l'attribution des permis, lorsqu'on ne fausse pas par la prolifération des critères techniques superflus, a constitué un instrument efficace de collecte de la rente économique pour l'État (et les collectivités locales qui ont bénéficié des rétrocessions d'une partie de la RFA). Mais elle a supprimé les « marges de sécurité » de nombre d'opérateurs.
- Le faible niveau des investissements depuis 2000-2001 (et le désinvestissement avéré dans le transport du bois) fait peser un risque sur le maintien à moyen et long terme d'une filière bois créatrice de valeur ajoutée, d'emplois et génératrice de recettes fiscales. D'autant que les stratégies adoptées par les opérateurs lors de la mise en œuvre de l'aménagement ont souvent consisté à exploiter en priorité les zones les plus riches en essences de haute valeur, ce qui va conduire inévitablement à un problème de rentabilisation des futures assiettes de coupe. Sans le développement de capacités techniques et commerciales de valorisation des essences dites secondaires mais abondantes dans les forêts camerounaises (e.g., Fraké, Tali, Emien, Dabema, Ekop, Ilomba...), on peut s'inquiéter pour les conditions de rentabilité de la filière à court terme. Or, les faibles niveaux de marge rendent difficile de nouveaux investissements, et le maintien d'une majorité des unités dans la catégorie de la production de débités en première transformation est peu satisfaisant à cet égard. Le faible développement des activités de déroulage constitue également un problème pour la valorisation de certaines essences.

- Il est nécessaire de donner aux entreprises qui ont fait ces efforts d'adaptation aux nouvelles contraintes économiques et de gestion forestière des moyens pour relancer l'investissement qui permettra un nouvel accroissement de la valeur ajoutée des productions, et faire face aux transformations en cours des conditions de l'exploitation (remontée des DME sur les essences principales, parcelles moins riches) et de la commercialisation des bois (obligations de prouver la légalité par la traçabilité, investissements dans la promotion de nouvelles essences et la réalisation de nouveaux produits). Des aménagements dans la fiscalité, accompagnés d'une série de mesures économiques et de changements dans la réglementation peuvent contribuer positivement à cette relance de l'investissement qui doit préparer l'avenir de la filière.

VIII. Recommandations concernant la redevance forestière annuelle (RFA)

Il y a bien une question spécifique de la RFA au Cameroun, du fait de son mode de fixation particulier à travers un mécanisme d'adjudication. Pour que le système d'adjudication fonctionne de manière satisfaisante, plusieurs conditions sont nécessaires, dont une bonne qualité et accessibilité de l'information préalable.

La question de l'information :

L'hétérogénéité des forêts concédées (fréquence et répartition des essences, qualité, zones improductives) n'est pas toujours bien estimée par les sondages où les inventaires de reconnaissance à grande échelle qui peuvent exister, et l'asymétrie d'information entre offreurs n'est jamais comblée du fait de l'information publique limitée (pas de mise sur Internet des données publiques d'inventaires sur les UFA, par exemple). La durée légale de 45 jours entre la publication des UFA qui vont être mises en adjudication et la date limite de dépôt des dossiers d'offre est trop courte pour que tous les exploitants intéressés puissent effectuer des sondages significatifs, une durée de 3 ou 6 mois serait plus adaptée. Cette information limitée augmente les risques d'erreurs d'appréciation, qui peuvent se transformer en risque économique pour l'entreprise.

Les capacités d'adaptation à une ressource différente de celle attendue dépendent de plusieurs facteurs (capital disponible, marchés accessibles, capacités industrielles, etc.) qui ne sont pas toujours bien maîtrisés par les opérateurs eux-mêmes : ceux-ci ne sont pas dotés d'une information illimitée, disposent de capacités de prévision plus ou moins bornées, et peuvent se tromper dans leurs évaluations. Les entrepreneurs doivent, il est vrai, savoir prendre des risques, mais on pense surtout aux employés qui risquent leur salaire avec peu de chances de trouver des activités salariées alternatives.

Le problème de la fixité du montant de la RFA sur longue période :

La foresterie tropicale est soumise à des fluctuations de prix propres à un marché des « commodités » (produits standardisés aux qualités connues des acheteurs, le prix étant le principal facteur de différenciation et de compétition entre les producteurs ; il s'établit généralement au niveau mondial sous forme de cours). Or, l'offre financière pour le niveau de la RFA se fait pour la durée de la concession (15 ans), tandis que les cours du bois peuvent évoluer à la hausse mais aussi à la baisse, ce qui peut constituer un facteur de risque pour l'industrie. En outre, il est difficile de prévoir comment évolueront un certain nombre de facteurs de coûts (par exemple le carburant) ou l'apparition de contraintes sylvicoles nouvelles (comme le relèvement des DME pour plusieurs essences principales dans les concessions aménagées). Or, il est possible d'introduire une certaine dose de flexibilité dans le système de la RFA pour diminuer le risque.

Respecter l'équité liée à la concurrence au cours de l'adjudication :

Deux aspects méritent d'être signalés. Le premier est que les adjudicataires des attributions de 1996 et 1997 ont bénéficié de circonstances de concurrence faussée que n'ont pas rencontrés, pour la plupart, les adjudicataires des UFA attribuées à partir de 2000. Il n'est donc pas justifié que les adjudicataires des UFA attribuées sans réelle concurrence bénéficient des mêmes aménagements de la RFA que ceux qui ont obtenu leur titre au terme d'une procédure réellement concurrentielle.

Le second est qu'il ne faut pas oublier que les adjudicataires qui « découvrent » après coup qu'ils ont fait une offre trop élevée par rapport aux possibilités de la forêt, l'ont emporté sur des concurrents qui, eux, avaient fait des offres appropriées. **Il serait totalement inéquitable vis-à-vis des concurrents battus d'accepter une révision à la baisse de la RFA pour certains offreurs trop optimistes**, et plusieurs opérateurs ont formulé cette remarque lors des discussions avec la mission. D'autant qu'il n'est pas exclu que certaines offres élevées ne découlent d'un calcul stratégique : anticipation d'un arrangement ultérieur avec l'autorité, ou pari d'une certaine impunité en cas de non paiement de la RFA. De tels calculs ont été déjoués par le système de sécurisation des recettes fiscales, mais le laps

de temps trop important entre le constat de défaut de paiement de la RFA (et de la caution) pour 3 sociétés et le retrait de leurs concessions (près de 3 ans) montre que de tels calculs ont été tentés.

Répercuter la baisse de la possibilité forestière annuelle sur le niveau de la RFA :

Les normes d'aménagement conduisent à une remontée des diamètres minimaux d'exploitation (DME) sur les UFA pour les « essences aménagées ». Ces remontées de DME impliquent une diminution de la possibilité forestière (volume récoltable) au sein du groupe des essences aménagées, groupe constitué des essences les plus abondantes et/ou des essences les plus récoltées²⁷. Les plans d'aménagement analysés (travail en cours) montrent que des réductions de 15 à 20 % du volume exploitable au sein d'essences comme l'Ayous ou le Sapelli ne sont pas rares. Or, **cette réduction du volume exploitable n'était pas prévisible lors de l'adjudication**. La mission propose l'application d'une formule simple qui **réduirait le montant de la RFA à payer en fonction du pourcentage de réduction du volume entraîné par les remontées des DME**.

La formule de réduction de la RFA pour tenir compte de l'impact de la réduction de la possibilité annuelle suite aux remontées des DME est la suivante :

Pour les essences 1, 2, 3 les plus exploitées l'année t-1 :

- [volume récolté en t-1] x [1 - pourcentage de réduction de la possibilité annuelle dans l'essence] = **volume théorique récolté après remontée des DME (VTR)** dans l'essence. On fait l'hypothèse (très simplificatrice) que la récolte par essence est constante d'une année sur l'autre pour un DME donné
- *On calcule le VTR pour les 3 essences les plus exploitées en additionnant les VTR de chacune des 3 essences*
- [volume récolté en t-1] des 3 essences / [Volume Théorique Récolté après remontée des DME] des 3 essences = **Pourcentage de réduction de la récolte théorique sur les 3 essences (PRT) = Pourcentage de réduction proposé pour la RFA**

Une autre manière de définir le principe du calcul est de dire qu'on rapporte le volume « récolte sous DME-AME » au volume « récolte sous DME-ADM » constaté l'année précédente *pour les 3 essences les plus exploitées*. Le pourcentage obtenu est appliqué à la RFA

Exemple de calcul :

Les chiffres sont en m³ – En grisé, les pourcentages retenus pour le calcul

Rang essence exploitée		DME-ADM	DME-AME	Solde	Pourcentage	Récolte t-1	Récolte AME (théorique année t)	Réduction théorique
2	Fraké	874 912	385 927	-488 985	-56%			
	Tali	564 844	373 085	-191 759	-34%	7 037	4 648	(2 389)
	Ayous	367 604	248 154	-119 450	-32%			
1	Sapelli	306 465	256 489	-49 976	-16%	15 622	13 074	(2 548)
	Padouk	65 073	53 556	-11 517	-18%			
	Bahia	56 227	31 211	-25 016	-44%			
3	Assamela	6 795	5 711	-1 084	-16%	449	377	(72)
						23 108	18 100	21.67%

²⁷ Certains plans d'aménagement utilisent une faille du logiciel TIAMA pour éviter, en toute légalité, de mettre dans le groupe des essences aménagées certaines essences de valeur, sans considérer les éventuels problèmes de régénération de l'essence qui ressortiraient de sa distribution en classes diamétriques (même principe que la pyramide des âges des démographes).

Le pourcentage de 21,67% est celui proposé pour la baisse de la RFA – pour les UFA qui seraient concernées par cette mesure (voir le paragraphe concernant la restriction proposée pour l'application de cette mesure).

Cette formule est simple, et elle combine le pourcentage de réduction de la possibilité des principales essences sur pied et le poids relatif des essences dans le « tiercé » (ou « Top 3 ») des 3 premières essences exploitées l'année précédente. Elle est équitable en ce sens qu'elle prend en compte les pratiques réelles de récolte de l'exploitant et les conséquences de réduction de la possibilité forestière sur ces essences exploitées, c'est-à-dire là où l'impact est tangible pour l'opérateur.

Autre avantage : les essences « non aménagées » (c'est-à-dire exclues de l'obligation de remontée des DME en cas de taux de reconstitution insuffisant) et importantes dans les récoltes (dans le « tiercé » ou Top 3) ne sont pas prises en compte dans l'indice puisqu'elles ne souffrent pas de réduction des volumes. Dans l'exemple ci-dessous, on voit que la première essence récoltée (le sapelli) n'a pas été « aménagée », ce qui veut dire que son pourcentage de baisse théorique de possibilité est de 0% ; et ce 0% va peser dans l'indice final, en proportion de l'importance du sapelli dans la récolte du Top 3. Si l'on ne prenait pas en compte l'importance relative de chaque essence dans le Top 3 (des essences récoltées l'année précédent), l'indice de réduction serait de : $(51\% + 0\% + 0\%) / 3 = 17\%$. Par le jeu de la pondération, il est de 7,05% (réduction proposée pour la RFA)

Rang essence exploitée		DME-ADM	DME-AME	Bonus	Solde	Pourcentage	récolte t-1	Récolte AME	Réduction théorique
2	Ayous	343 170	161 232	7 745	-174 193	-51%	5 365	2 642	(2 723)
1	Sapelli	610 233	610 233		0	0%	29 279	29 279	0
	Fraké	909 759	628 382	22 687	-258 690	-28%			
	Padouk	131 456	71 737	2 973	-56 746	-43%			
	Iroko	53 274	53 274		0	0%			
	Sipo	35 286	32 270	1 643	-1 373	-4%			
3	Tali	305 809	305 809		0	0%	3 984	3 984	0
							38 628	35 905	7.05%

Pour les nouvelles concessions (sans référence sur la récolte de l'année précédente), la solution la plus simple est que le Top 3 retenu comporte les 3 principales essences exploitées au Cameroun, dans l'ordre : ayous, sapelli, tali.

Pour « initialiser » le mécanisme, le plus simple est de prendre les données SIGIF 2005. Cette réduction, une fois effectuée, n'a pas à être révisée. Cette mesure à vocation à être instaurée **une fois pour toutes** – après la validation du plan d'aménagement par le MINFOP. Si éventuellement les DME sont à nouveau revus à l'occasion de la révision du plan d'aménagement (tous les 5 ans, selon la loi), alors le même exercice pourra être fait à nouveau.

Cette formule ne présente pas d'inconvénients pour la diversification des récoltes vers des essences peu exploitées mais abondantes : si, dans les deux exemples précédents, les exploitants accentuent leur effort sur le fraké, ce sera un gain net par rapport à la situation antérieure, et ils n'auront pas souffert de la réduction de la possibilité d'une essence qu'ils n'exploitaient que de manière marginale au moment de la mise en place du nouveau taux de RFA.

Restriction du champ d'application de la mesure

Comme on l'a vu dans la partie sur les diagnostics, il existe une forte disparité des niveaux de RFA, disparité liée aux conditions de la concurrence dans les différentes adjudications. Les 34 UFA attribuées lors des adjudications des années 1996 et 1997 ont vu leur RFA fixée à 1500 FCFA par hectare. Les UFA attribuées à partir de 2000, ont – sauf exceptions liées à l'absence de concurrence – des niveaux de RFA nettement plus élevés (plus de 3350 FCFA/ha en moyenne). L'introduction de ce

mécanisme serait donc l'occasion de réduire l'écart entre les RFA « d'avant 2000 » et celles « d'après 2000 », en n'accordant le bénéfice de la révision qu'aux UFA dépassant un certain seuil.

Pour fixer ce seuil, le gouvernement dispose de plusieurs possibilités :

1. réserver l'application de la révision qu'aux UFA dont la RFA est supérieure à la moyenne de toutes les soumissions retenues (soit au dessus de 2768 FCFA/ha) ;
2. aux UFA dont la RFA est supérieure à la moyenne des RFA issues des adjudications effectuées depuis 2000 (soit au dessus de 3353 FCFA/ha)
3. soit définir un seuil arbitraire supérieur à 1500 FCFA par ha.

Six UFA ont un niveau de RFA compris entre 2768 et 3353 FCFA/ha.

La mission recommande la solution 1, avec une clause supplémentaire mentionnant qu'en aucun cas la RFA révisée ne peut descendre en dessous du prix plancher de 1000 FCFA/ha.

IX. Un mécanisme d'ajustement de la RFA sur les cours des principaux bois exportés par le Cameroun

L'une des critiques adressées à la RFA est son caractère de « charge fixe » dans un environnement où les prix de vente des produits bois fluctuent de manière imprévisible. Lorsque les prix du bois baissent significativement sur les marchés internationaux, sur moyenne période, les entreprises exportatrices voient leur chiffre d'affaires baisser mais doivent néanmoins verser un montant inchangé de RFA. A l'inverse, en cas de hausse durable des cours du bois, il est normal que le budget de l'État profite de cette hausse à travers un réajustement automatique des montants de RFA. C'est le mode de calcul de ce mécanisme de réajustement automatique qui est exposé ici.

Le principe consiste à construire un indice synthétique annuel du prix du bois camerounais (un « panier statistique »), reflétant la composition des exportations nationales. Cet indice serait recalculé chaque année, sur la base des prix enregistrés l'année précédente et de l'évolution de la composition des exportations. La source des prix FOB relevés est celle de l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux), qui publie un bulletin bimensuel (ITTO-MIS) gratuit www.itto.or.jp et qui donne les prix des principales essences en grumes et en sciage (avec, pour les grumes, des relevés pour les 3 qualités : LM, B, B/C ; il est proposé de travailler avec le prix des lots de qualité B).

Les étapes de la construction de l'indice :

La première étape consiste à déterminer la structure du « panier » à partir des exportations de l'année précédente, telles qu'elles sont enregistrées par le service des Douanes. Ces exportations recouvrent plusieurs produits, et plusieurs essences. Pour simplifier, on propose de ne retenir que deux catégories de produit :

- les sciages
- les grumes

Les sciages et les autres produits transformés représentent 94% des volumes *équivalent bois rond (EBR)* exportés par le Cameroun en 2005, les grumes comptant pour 6%.

Les sciages d'ayous représentent 24,9% des exportations, ceux de sapelli, 18,9%, et ceux d'iroko, 16,4%. Ces 3 essences représentent 60% des volumes exportés. On propose de ne retenir que ces 3 essences, qui sont bien suivies par le système d'information sur les prix de l'OIBT. Pour recalculer les pourcentages de ces 3 essences sur une base de 100, on adopte la formule suivante :

- Ayous scié : $0,249 / 0,60 = 0,415$
- Sapelli scié : $0,189 / 0,60 = 0,315$
- Iroko scié : $0,164 / 0,60 = 0,273$

Pour l'ayous scié, l'OIBT fournit le prix relevé pour les sciages de *Triplochyton scleroxylon* (nom scientifique de l'essence appelée ayous, obéché ou wawa) exportés du Ghana ; c'est cette valeur qui est adoptée ici.

Essence	Prix en € (constatés en juin 2006)	Poids	Prix pondéré en €
Ayous/wawa « air dried »	245	0.41	100.45
Sapelli fixed size	458	0.31	141.98
Iroko FAS GMS	458	0.27	123.66
Prix moyen pondéré des sciages exportés :			366.09

Les sciages (y inclus les autres produits transformés) représentant 94% des volumes EBR exportés, le prix moyen pondéré des sciages exportés qui servira pour construire l'indice synthétique sera $366,09 \times 0,94 = 344,12 \text{ €}$

En ce qui concerne les grumes, les mêmes formules de calcul sont utilisées. On a choi de retenir les 4 premières essences exportées, représentant 82% des exportations. Le tableau ci-dessous résume les étapes :

Essence	Part dans les exportations de grumes 2005	Recalage sur 100%
Ayous	35%	43%
Sapelli	24%	30%
Tali	12%	15%
Okan	11%	13%
	82%	100%

Les prix relevés en juin 2006 pour ces essences (lots qualité B) sont les suivants :

Essence	Prix en € (constatés en juin 2006)	Poids	Prix pondéré en €
Ayous/obeche B	205	0.43	87.64
Tali B	190	0.30	56.12
Fraké/limba B	114	0.15	16.59
Okan B	259	0.13	34.07
Prix moyen pondéré des grumes exportées			194.43

Les grumes ayant représenté 6% des volumes EBR exportés en 2005, le prix moyen pondéré des grumes exportées qui servira pour construire l'indice synthétique sera $194,43 \times 0,06 = 11,67$

L'indice synthétique consolidé du prix moyen du bois exporté sera donc :

$$344,12 + 11,67 = 355,79 \text{ €(pour juin 2006), et retenu comme base 100}$$

Ce chiffre n'est donné qu'à titre d'exemple : il faudra calculer la valeur moyenne du prix pour l'année 2006 (si l'année 2006 est adoptée comme année de référence « base 100 »), et non pour le seul mois de juin 2006. Cette formule peut être mise en place sur une feuille de calcul d'un tableur, et l'indice être calculé annuellement par une structure nationale : le PSRF ou l'INS.

Si un observatoire des prix est mis en place à Douala, les données OIBT pourront être complétées ou remplacées par celle de cet observatoire.

Les variations annuelles de cet indice pourraient être répercutées sur le niveau de la RFA des entreprises : une variation de 5 % (à la hausse ou à la baisse) d'une année sur l'autre entraînerait une variation équivalente de 5 % du niveau de toutes les RFA.

X. Recommandations concernant les adjudications

Le foisonnement des critères technico-administratifs est dangereux à double titre : il favorise l'arbitraire, incite à la fraude sur le niveau de l'enchère ultime en conduisant à des soumissions sans concurrence, et il ne concourt en rien à sélectionner les meilleurs candidats. Comme le remarque l'actuel SG du MINEFI, M. Njomatchoua, « *Un tel procédé [l'appel d'offres financier concurrentiel] permet d'écarter les aventuriers et de ne retenir qu'un des opérateurs économiques qui ont l'expertise et les moyens financiers et logistiques pour travailler dans la forêt* »²⁸. A condition, pouvons-nous ajouter, que l'administration soit intransigeante sur le non paiement des offres financières formulées – on reviendra sur quelques cas problématiques – et sur la mise en œuvre intégrale des plans d'aménagement. La recommandation générale est de **simplifier et alléger significativement les critères de sélection technique** et **abaisser le seuil de points requis** pour la prise en compte de l'offre financière. En outre, il convient d'harmoniser les critères entre le Code des Marchés publics et le Code forestier.

Un processus insuffisamment sécurisé

Le fait que, lors de l'appel d'offres de mai 2005, les offres financières gagnantes (2217 FCFA/ha) des soumissionnaires qui se sont retrouvés sans concurrence du fait de l'élimination des concurrents par une note technique éliminatoire, aient été (i) nettement inférieures à la moyenne des offres **depuis 2000 et avant ces deux dernières adjudications** (3673 FCFA/ha) et (ii) nettement inférieure à la seule UFA où deux soumissionnaires sont restés en lice (4938 FCFA/ha), est troublant, dans la mesure où les soumissionnaires ne sont pas censés savoir (i) combien d'offres ont été déposées pour l'UFA pour laquelle ils soumissionnent, (ii) qu'ils resteront seuls en lice au moment de l'examen de l'offre financière.

Il convient de renforcer la sécurité et la confidentialité du processus d'adjudication. Trois propositions sont formulées en ce sens :

1. renforcer l'anonymat et réduire la possibilité de rapprochement entre une UFA et un soumissionnaire au moment du retrait des dossiers auprès de l'administration
 - A l'heure actuelle, les soumissionnaires doivent retirer un dossier (payant) auprès du PSRF, et indiquer pour quelle UFA ils souhaitent effectuer leur soumission. Il convient, au minimum de supprimer l'obligation d'indiquer l'UFA demandée. Une mise en ligne des documents sur Internet constituerait un excellent moyen de garantir l'anonymat et la confidentialité. Les sommes non perçues à travers la vente des dossiers pourraient être récupérées par l'administration à l'occasion du dépôt des offres, et apparaissent de toutes façons négligeables au regard du manque à gagner annuel pour le Trésor Public entraîné par de offres gagnantes trop basses.
2. que l'Observateur Indépendant soit informé, au moment de la remise des dossiers, par un pli séparé et clos préparé par le soumissionnaire, de l'offre financière proposée et contenue dans le dossier remis à l'administration
 - Ce pli serait conservé dans le coffre de l'OI et ouverts au moment de l'examen des offres financières par la commission, ce qui garantirait que l'offre financière contenue dans le dossier correspond bien à l'offre financière initiale
3. que la Commission d'attribution déclare infructueuse les adjudications d'UFA où une seule soumission voit son offre financière examinée
 1. L'appel d'offres serait relancé dans un délai de 3 mois. Si la même situation (offreur unique) se présentait, l'UFA serait, cette fois, attribuée.

²⁸ Interview pour l'ouvrage « Le PSRF, cinq ans après », p. 66.

Éviter tout risque de conflits d'intérêt

La présence, au sein de la commission d'attribution, de syndicalistes également exploitants forestiers pose un problème de risque de conflits d'intérêt, soulevé par l'OI (voir supra). La présence d'une représentation professionnelle au sein de la commission est justifiable au nom de la transparence, à condition que le ou les représentants professionnels défendent les intérêts généraux de la profession, et non tel ou tel intérêt particulier, contradictoire avec les intérêts de concurrents en compétition pour les mêmes titres d'exploitation.

Il est donc proposé que la représentation professionnelle soit le fait d'un seul, ou au maximum de deux représentants de l'ensemble du secteur privé, n'étant eux-mêmes ni exploitants forestier, ni partenaires en affaires d'une entreprise ou d'un groupe actif dans l'exploitation ou la transformation du bois.

Favoriser de nouveaux entrants

Dans la rédaction des termes de la composante « offre technique » des adjudications d'UFA, transparaît la volonté qu'à chaque concession corresponde un pôle industriel de transformation du bois. Or, cette conception est très discutable dans un contexte où la taille moyenne des UFA est (environ 80.000 ha) est modeste en comparaison des dimensions des concessions et des UFA dans les pays voisins (Gabon, Congo, RCA) où les concessions font atteindre plusieurs centaines de milliers d'hectares. Dans un tel contexte, le poids accordé à la possession (en propre ou en partenariat notarié) d'une unité de transformation a conduit à la multiplication des unités de transformation, source de surcapacités (cf. audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun 2000 ; Etude Cerna-ONFi, ERE-Development, 2002) et d'inefficacité économique dans un certain nombre de cas (taille insuffisante pour faire des économies d'échelle).

Les récentes attributions (celles de 2005, et celles qui étaient en cours en juillet 2006), montrent que les superficies des UFA mises en adjudication restent modestes (environ 50.000 ha en moyenne en 2005, même si certaines ont été regroupées pour atteindre les 75.000 – 80.000 ha). Dans ces conditions, seuls peuvent être intéressés les exploitants déjà présents au Cameroun qui cherchent à agrandir les surfaces détenues. Certes, cela permet d'améliorer la position des exploitants déjà présents désireux de s'agrandir. Mais le défaut de cette approche est que de petites UFA mises en adjudication n'ont guère de chance d'intéresser un investisseur non déjà présent dans le secteur (un outsider), qui pourrait apporter des innovations techniques dans la filière – par exemple en investissant dans le déroulage, insuffisamment développé au Cameroun, ou dans la fabrication de nouveaux produits. De tels investisseurs ne sont susceptibles d'être intéressés que si les surfaces des concessions mises en adjudication sont suffisantes pour prendre le risque d'investir. Or, ce n'est pas le cas.

Il est recommandé à l'administration forestière de **saisir toutes les occasions pour regrouper des UFA afin d'en faire des unités viables, susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs (outsiders) dans les futures adjudications.**

Améliorer l'information des soumissionnaires sur le potentiel de la ressource

Trois recommandations sont formulées pour **réduire le risque financier** des opérateurs attributaires dans une situation d'information insuffisante sur le potentiel réel de l'UFA :

1. Faire passer **de 45 jours à 3 mois (minimum) le délai entre l'annonce de l'adjudication et l'adjudication**, pour permettre aux postulants d'effectuer des sondages plus précis
2. **Mettre sur Internet les résultats des inventaires de reconnaissances**, lorsqu'ils sont disponibles (et/ou les mettre à disposition au Ministère). Un accord avec le programme *Global Forest Watch* pourrait être conclu pour cette mise en ligne/
3. Réaliser systématiquement **un inventaire de reconnaissance amélioré sur les UFA abandonnées** et recoller les données avec les informations contenues dans les rapports annuels de l'exploitant et les CAC. L'inventaire sera repayé par l'adjudicataire (pris en compte dans l'offre financière).

XI. Favoriser le développement de la certification

Le bois camerounais est jugé selon deux séries de critères sur les marchés internationaux. Un ensemble de critères porte sur la qualité du bois exporté (propriétés intrinsèques du bois et conditionnement), un autre ensemble porte sur l'image « écologique » associée au bois en question. C'est ici le second aspect qui nous intéresse.

Le Cameroun a été – et est toujours – attaqué par un certain nombre de groupes et d'organisations de défense de l'environnement à propos de l'exploitation illégale de ses forêts. Une rumeur a longtemps fait état de 50% de bois coupé illégalement au Cameroun, et l'on trouve encore sur Internet des documents reprenant un tel chiffre. Plus récemment, en 2005, c'est Greenpeace qui a lancé une campagne sur le thème de l'exploitation illégale (et l'utilisation par un certain nombre exploitants de permis en volume dont la délivrance de certains d'entre eux était suspendue depuis 1999), qui a provoqué une réaction publique du gouvernement à travers un communiqué de presse (4 janvier 2006). Or, le marché des bois tropicaux est de plus en plus sensible aux aspects de « réputation » et l'initiative internationale FLEGT/AFLEG (application des lois, gouvernance et commerce des bois – avec une composante consacrée à l'Afrique) montre l'importance qu'a pris le thème de la légalité pour l'évolution des parts commerciales sur le marché international des bois tropicaux. Très lié à ce thème de la légalité dans l'esprit de nombreux consommateurs, le critère de durabilité de la gestion s'impose peu à peu comme un moyen de conserver ou de gagner des parts de marchés dans un environnement commercial de plus en plus exigeant – et les marchés les plus exigeants sont aussi, généralement, les plus rémunérateurs. Ainsi, de nombreux marchés européens demandent des garanties quant aux bois tropicaux qui leur sont proposés, et des clauses relatives à l'achat de bois issus de « sources durables » se multiplient dans les cahiers des charges des achats publics et privés.

La certification est, certes, un instrument volontaire reposant sur l'initiative privée. Mais sa promotion dépend fortement des politiques publiques qui sont adoptées, tant du côté des consommateurs que des pays producteurs – comme le montre le cas de la Bolivie où le développement de la certification s'est appuyée sur des plans d'aménagement conçus suivant des standards exigeants, facilitant un saut qualitatif vers la certification une fois l'aménagement acquis.

Au Cameroun, les plans d'aménagement tendent à se généraliser dans le domaine forestier permanent, mais la qualité de ceux-ci semble inégale. Selon l'étude de Vandenhoute et Heuse (2005) pour la GTZ, qui évoque, entre autres, l'utilisation du logiciel « TIAMA » :

« (...) il faut également noter que certaines hypothèses peuvent, dans certains cas, conduire l'aménagiste à prendre des décisions allant à l'encontre des normes de gestion durable même si elles sont totalement conformes à la législation (JEANMART, 2005). Il est, par exemple, tout à fait autorisé de soustraire certaines essences, parmi les plus intéressantes, du groupe des essences aménagées. En contrepartie, il est tout usuel de "gonfler" le volume exploitable du groupe 1 (groupe des "essences aménagées") en y ajoutant des espèces communes totalement inintéressantes à l'heure actuelle (comme l'Alep et l'Emien) de façon à atteindre le quota des 75% du volume total. Les exigences légales étant remplies, il est alors possible de placer certaines espèces phares de la société dans le groupe 2 (groupe des "essences complémentaires") où celles-ci peuvent être exploitées au DME administratif quelque soit leur structure de population. Certains plans d'aménagement voient ainsi des "espèces phares" placées dans le Groupe 2 alors que, si elles avaient été aménagées, elles auraient vu leur DME monter d'une ou deux classes. Le sacrifice d'exploitabilité ayant probablement été considéré comme inacceptable par la société, c'est cette option qui, in fine, est retenue ».

Ceci montre que les plans d'aménagement pourraient bien ne pas être considérés comme une garantie suffisante de gestion durable sur un certain nombre de marchés, les plus réceptifs aux critères environnementaux. Il est donc de l'intérêt du gouvernement camerounais que de nombreuses entreprises exportatrices soient certifiées, selon un standard internationalement reconnu, afin que la réputation du bois camerounais soit défendue sur les marchés internationaux. L'amélioration des normes d'aménagement, et de l'arrêté 222, est une mesure qui semble nécessaire pour améliorer la

qualité des plans proposés²⁹. L'incitation fiscale peut être également utilisée pour favoriser ce développement de la certification, lequel implique des sacrifices en termes de volumes exploités plus importants que dans la certification : dans le cas de l'UFA 09-021 certifiée selon le référentiel FSC, le taux de reconstitution requis du volume (hors « bonus ») est de 85%, alors que les normes d'aménagement ne requièrent qu'un minimum de 50%. En outre, l'approvisionnement en externe doit exclure tout bois ne provenant pas d'UFA ou de Ventes de Coupe (cf. rapport public de certification de l'UFA 09-021, Eurocertifor, 2005).

La recommandation de la mission est d'accorder des **taux réduits** de redevance de superficie pour les entreprises qui élèvent leurs efforts de gestion **au delà** de la contrainte légale – qui est la réalisation du plan d'aménagement – et qui voient leurs performances reconnues par une certification indépendante (comme le FSC). C'est au gouvernement qu'il reviendra de décider quels systèmes de certification il valide et quelle sera la durée de l'application d'un taux réduit pour les entreprises certifiées. Il est clair que cette mesure serait un puissant incitant au développement de la certification et à l'accélération de la préparation des plans d'aménagement de qualité, condition *sine qua non* de l'obtention de celle-ci. La certification implique l'intervention régulière d'une tierce partie indépendante qui garantit la qualité des plans d'aménagement, leur mise en œuvre effective et impose des objectifs de renouvellement des essences et de conservation de la biodiversité plus élevés que les plans d'aménagement. Le développement de la certification de quelques entreprises bénéficierait en termes d'image à tous le bois camerounais, sur des marchés où les garanties demandées en termes de durabilité, de légalité et de respect des principes sociaux sont de plus en plus élevées.

Cependant, il est proposé un traitement différencié entre les UFAs qui bénéficient d'une RFA modérée (du prix plancher jusqu'au seuil de la moyenne des offres concurrentielles) et celles qui supportent une RFA au dessus de la moyenne. En outre, dans la mesure où la mission a proposé par ailleurs un mécanisme visant à réduire la RFA en proportion de la réduction de la possibilité découlant de la remontée des DME (et que l'un des impacts économique de l'aménagement est précisément la baisse de la possibilité liée à une remontée accentuée des DME pour les essences les plus exploitées), la réduction éventuelle du taux doit tenir compte de celle qui sera déjà occasionnée par l'application du mécanisme de compensation proposé par la mission (cf. p. XX).

En faisant l'hypothèse que le mécanisme de compensation proposé sera retenu dans la prochaine loi de finances, la recommandation de la mission est la suivante :

Pour les UFA dont la RFA est supérieure au taux moyen des soumissions retenues depuis 2000 (c'est-à-dire depuis qu'un système concurrentiel a été introduit), qui est de 3350 FCFA, **il est proposé que la certification** (pour les référentiels internationalement reconnus) **ouvre droit à une baisse de la RFA de 15%** (en sus de la réduction liée au mécanisme de compensation de la remontée des DME) ; **dans tous les cas la RFA ne pourrait descendre en deçà du taux plancher de 1000 FCFA par ha.**

²⁹ L'administration a d'ailleurs rejeté certains plans proposés, du fait de l'utilisation de ce procédé. Comme le note le rapport Vandehaute et Heuse : « Dans le cadre d'une gestion durable, cette option [de retirer des essences phares du groupe des essences à aménager] ne peut être acceptée si, pour les espèces concernées, une analyse complémentaire des structures diamétriques n'est pas menée de façon à s'assurer qu'au minimum, en cas d'exploitation au DME administratif, l'espèce n'est pas en danger de disparition en raison d'une insuffisance de tiges dans les classes de diamètre inférieures ».

XII. Recommandations concernant l'assiette des taxes forestières

L'assiette de la taxe d'abattage

L'assiette de la taxe d'abattage est, au Cameroun, le volume abattu avant tronçonnage, tel qu'il doit apparaître dans la DF 10. Ce volume abattu se distingue du volume « roulé » (qui sera chargé sur le camion et fera l'objet d'une lettre de voiture), ou volume commercial.

Ce choix de l'assiette « volume abattu » reflète une intention louable d'inciter à réduire les gaspillages et les abandons en forêt. Cependant, l'administration n'a pas les moyens d'effectuer ce type de contrôle en forêt, et, en pratique, le volume « abattu » est reconstitué par les agents de l'administration lors des contrôles, à partir du volume roulé, en ajoutant 20% à ce dernier. Cette différence entre le volume « abattu » et le volume « roulé » est régulièrement source de tracasseries et de conflits entre les opérateurs et le MINFOF et le PSRF.

Sur le plan de la réduction des gaspillages, cette mesure n'a aucune incidence pratique puisque les administrations appliquent forfaitairement ce taux de 20% pour reconstituer le volume abattu présumé. Il serait donc plus simple – et c'est la recommandation de la mission – **de réviser à la hausse de 20% le niveau de la taxe d'abattage et que l'assiette soit le volume « roulé » (ou volume commercial)**. Dans ce cas, le taux de la taxe d'abattage passerait de 2,5% (sur le volume abattu) à 3% (sur le volume roulé), ce qui ne changerait en rien le montant collecté par l'État, simplifierait les choses et limiterait les risques de tracasseries.

L'assiette de la RFA

Aujourd'hui, la RFA est due sur l'ensemble de la surface de la concession. Ces concessions incluent parfois des surfaces inadaptées à la récolte de bois d'œuvre (zones de savanes, par exemple). Avec la réalisation des plans d'aménagement, les différentes zones de la concession sont bien identifiées et cartographiées. Selon les cas, l'aménagiste a distingué des séries de production, des séries de conservation et, parfois, des zones « non productives » qui correspondent à ces zones de savane.

Dans la grande majorité des cas, on peut penser le soumissionnaire devait avoir connaissance (avant de formuler son offre financière) de la présence de ces zones de savane dans l'UFA, et qu'il avait donc ajusté le montant de son offre aux caractéristiques spécifiques de la zone. Néanmoins, *dans la mesure où le parcellaire proposé par le plan d'aménagement ne fait pas apparaître d'assiette de coupe dans certaines zones bien identifiées de savane*, il devient possible de traiter spécifiquement ces zones du point de vue fiscal.

Du point de vue de la mission, la meilleure solution consiste **à revoir les limites des UFA concernées, en y excluant les zones de savanes d'une superficie significative**. Lors du classement des UFA, l'administration doit revoir, dans la majorité des cas, les limites de l'UFA pour y retrancher des zones demandées par les populations locales pour y faire des forêts communautaires, ou des zones agricoles. Il est donc possible de revoir les limites des UFA afin que, pour l'essentiel, seules les zones potentiellement productives soient maintenues, comme cela se fait lors des opérations de classement.

Les autres superficies (séries de conservation) devraient pouvoir être décomptées de l'assiette de la RFA dans la mesure où leur superficie et leur emplacement sont précisément détaillés dans le plan d'aménagement. Cependant, compte tenu des superficies modestes des UFA au Cameroun, il est peu probable que des superficies importantes soient concernées. Il est proposé que le MINFOF effectue l'analyse sur les différents plans d'aménagement déposés.

Les taxes d'exportation et la Taxe Entrée Usine

L'objectif d'une telle recommandation vise à compenser partiellement l'augmentation des coûts de transport, qui a subi une forte augmentation sous l'effet, d'une part, de la hausse du prix des carburants et des tarifs de la Camrail, et, d'autre part, de la limitation à 50 tonnes du poids des véhicules transportant le bois, ce qui accroît le prix de revient du m³ transporté de 195 à 295 %, selon l'essence transportée et le lieu de chargement.

Les taxes d'exportation pourraient basées non plus sur la valeur FOB, mais **sur une valeur ExWorks**, c'est-à-dire une valeur FOB minorée d'un montant correspondant au **coût moyen d'acheminement** d'un m³ de bois (brut ou transformé) du lieu d'exploitation ou de transformation au port d'exportation. Un tel système, qui existe déjà sous un autre nom en RCA et qui vient d'être introduit dans la loi en RDC (2004), remplacerait avantageusement le système actuel des 3 zones (différence de 5% entre chaque zone), lequel n'est pas réellement en mesure de compenser très significativement les désavantages d'une localisation éloignée ou enclavée.

La mission a préparé une carte des zones de coûts de transport qui pourra être utilisée pour déterminer le montant des taxes d'exportation pour les différentes zones (voir le chapitre V sur la Compétitivité). Toutefois, la mission considère que **cette recommandation ne peut être mise en œuvre immédiatement**, mais doit attendre la mise en place d'un système de traçabilité opérationnel pour les bois issus des UFA.

Deux scénarios, A et B, sont à envisager :

A. Maintien de la Taxe Entrée Usine

- Le système s'applique aux grumes « tracées » (prise en compte du coût d'acheminement 'chantier – port') pour la taxe d'exportation. L'assiette de taxation devient FOB *minus* valeur du coût de transport.
- Prise en compte du coût d'acheminement 'UFA – usine' pour le calcul de l'assiette de la TEU. L'assiette de taxation de la TEU devient FOB *minus* valeur du coût de transport d'un m³ de grume du chantier à l'usine. Ce système ne pourra s'appliquer que pour les grumes soumises au régime de la traçabilité entre une UFA et l'usine. En cas d'approvisionnement par achats de grumes non soumises au système de traçabilité, aucune réduction n'est possible.

B. Passage à une taxe sur certains produits transformés

- Le système s'applique aux grumes (prise en compte du coût d'acheminement 'chantier – port') pour la taxe d'exportation
- Prise en compte du coût d'acheminement 'sortie usine – port' pour le calcul de l'assiette de la taxe d'exportation des produits transformés taxables

Il paraît trop difficile de prendre en compte un élément supplémentaire dans le scénario B car cela conduirait à un dispositif trop complexe et non maîtrisable, surtout dans la mesure où il est impossible d'empêcher une rupture de la chaîne de traçabilité entre la grume entrant dans l'usine et le bois transformé sortant. De nombreuses usines s'approvisionnent à partir de sources diverses (achats de bois à différentes catégories d'exploitants) et un système qui voudrait instaurer des assiettes différentes pour chacune des provenances du bois serait voué à l'échec.

La réalisation du scénario A favorise (relativement) la configuration « usine en zone côtière – UFA éloignée », tandis que le scénario B favorise au contraire la configuration « usine près de l'UFA éloignée ».

L'alternative « taxe entrée usine » / « taxe produits de première transformation »

La mauvaise performance de la taxe entrée usine pose le problème du maintien de ce dispositif ou de son remplacement par une taxe à l'exportation sur les produits de première transformation. La taxe entrée usine, introduite par la LF 2000/01 suite aux recommandations du premier audit, visait à remplir deux fonctions :

- mise en place d'un contrôle rigoureux du bois entrant dans les usines, et utilisation du

dispositif fiscal pour vérifier également la légalité des approvisionnements ;

- incitation à une valeur ajoutée plus élevée, le transformateur bénéficiant de tous les gains liés à une transformation plus poussée ou à une valorisation plus élevée après avoir payé une taxe sur la matière première.

Mais si la seconde fonction a probablement joué et contribué à l'accroissement signalé de la valeur ajoutée, la première fonction est restée peu ou pas remplie. Par ailleurs, la multiplication des « sciages mobiles » a réduit le rendement attendu de cette taxe.

La réinstauration d'une taxe sur les produits de première transformation pourrait permettre un **meilleur recouvrement**, une **concurrence plus équitable** entre les produits issus du secteur formel (et qui a supporté les différentes taxes et redevances) et les produits issus de ce sciage mobile, qui n'a pas acquitté la taxe d'entrée usine, ni probablement les taxes d'abattage correspondantes, non plus que la RFA. Les taxes à l'exportation pourraient être abaissées ou supprimées pour les produits séchés (cas spécial à prévoir pour les bois hydrauliques qui ne doivent pas être séchés), et les produits de seconde et troisième transformation.

D'un autre côté, la mise en place d'un système national de traçabilité – l'une des priorités du gouvernement et du PSFE – permettrait de résoudre le problème du recouvrement et de la concurrence tout en maintenant la taxe entrée usine : les bois transformés « tracés » seraient distingués des bois qui ne le sont pas. Le traitement de ces bois sciés « non tracés » dépendra ensuite de l'appréciation de la légalité ou non de ces bois :

- si le bois provient d'une source légale mais non couverte par le système de traçabilité, le paiement de l'équivalent de la taxe entrée usine (reconstitué à partir d'un rendement matière théorique) doit être exigible immédiatement ;
- si l'origine légale du bois ne peut être prouvée par les moyens documentaires dont dispose l'administration, **le bois doit être mis sous séquestre**. Si, après enquête, il s'avère que le bois vient de sources légales (permis en volume, forêt communautaire...) mais n'a pas acquitté la taxe d'abattage, la mission propose que l'administration **prélève l'équivalent de la taxe d'abattage** (en appliquant le rendement matière théorique) **assorti des pénalités en vigueur** pour non paiement de taxe.

Matrice des options :

Maintenance de la TEU				Taxe d'exportation sur les transformés		
Situation	Bois tracé	Bois non tracé		Bois tracé	Bois non tracé	
Origine du bois		Source légale	Source douteuse		Source légale	Source douteuse
Mesure préconisée	Sortie sans taxe	Paiement TEU + paiement TA (cas échéant) et pénalité	Saisie du bois	Taxe d'exportation sur certains produits (voir recommandation spécifique)	Taxe d'exportation + paiement TA (cas échéant) et pénalité	Saisie du bois

Le traitement des bois issus des permis en volume et des forêts communautaires

Le GFBC souhaite que les bois issus des forêts communautaires ou des permis en volume qui sont exportés – et qui, de ce fait, ne sont pas assujettis au paiement de la RFA – ne puissent être exportés sans supporter l'équivalent de charge fiscale correspondant à la TEU, à la TA et à la RFA (rapportée au m³), et ce afin d'éviter une concurrence déloyale à l'exportation et une baisse tendancielle du prix des débités exportés (les bois ayant des coûts de production moins élevés étant mis en vente à des prix plus bas que les bois issus des UFA). La mission propose des formules pour rétablir l'équité en ce qui concerne la TEU et la TA.

Reste le problème de la RFA. Les forêts communautaires n'ont pas à acquitter de RFA, mais la question d'une concurrence déloyale peut être soulevée. **La mission constate qu'il n'existe pas deux**

filières qui seraient entièrement séparées : de nombreuses entreprises achètent du bois à des exploitants disposant de permis en volume ou dans des forêts communautaires (parfois avec des accords de partenariat). Dans ces conditions, un transformateur semi artisanal achetant légalement ses grumes auprès d'une FC ne doit pas être pénalisé – au niveau du paiement de la RFA – par rapport à une entreprise achetant des grumes auprès d'une forêt communautaire (ou d'un exploitant travaillant avec un permis en volume) pour ensuite les exporter sous forme de produits transformés. En d'autres termes, *il ne serait pas équitable de demander à l'un le paiement de l'équivalent de la RFA sur les volumes exportés sans le demander également à l'autre*. Les bois de différentes provenances se mélangeant dans les usines, il est difficile d'imaginer résoudre ce problème de manière simple et réaliste.

La mission ne propose donc pas de changement sur ce point.

XIII. Recommandations concernant la fiscalité des essences secondaires

Comme on l'a vu dans la partie sur les diagnostics, l'évolution des récoltes sur plus de vingt ans a été plutôt limitée, avec une focalisation excessive sur deux essences : l'ayous et le sapelli. Par contre, des essences abondantes en forêt comme le fraké/limba, le tiama, le dabéma ou l'emien, sont sous-exploitées. L'une des raisons de cette sous-utilisation est que le prix de vente de l'essence, brute ou transformée, est inférieur au coût de production (incluant la fiscalité) et de commercialisation de l'essence en question. En fait, l'exploitation des essences de ce type est rarement rentable en elle-même et permet simplement à un exploitant transformateur d'alimenter son usine, d'étaler ses coûts fixes et de maintenir au travail ses effectifs, quitte à perdre un peu d'argent par m³ transformé. Une mesure de réduction fiscale bien ajustée peut rendre rentable (pour un prix de transport donné) l'exploitation d'une essence qui ne l'était pas et susciter une augmentation significative de la production de cette essence.

L'objectif d'une mesure fiscale est double :

- d'une part, de permettre aux exploitants et aux transformateurs **d'améliorer leur situation financière à l'occasion de l'utilisation de ces essences** (en transformant une situation de non rentabilité ou de rentabilité limitée en une situation de profitabilité) ; le surcroît de production attendue à travers une utilisation accrue de ces récoltes est également bonne pour l'emploi, et permettrait de compenser la baisse attendue de la production sur les essences les plus exploitées du fait de la remontée des DME ;
- d'autre part, **il faudrait que cette mesure soit globalement neutre sur les recettes spécifiques de l'État**, mesurée sur une période de 3 ans, avec l'idée que l'augmentation de la production et des exportations qui résulterait d'une mesure de défiscalisation partielle, génère des revenus qui compenseront le manque à gagner fiscal résultant de l'allègement des taxes.

Ces deux objectifs ne sont pas forcément conciliables sur le court terme. En revanche, sur le moyen terme (3 ans et plus, le temps que les opérateurs s'adaptent aux nouvelles conditions et parviennent à faire évoluer les habitudes de leurs acheteurs), il est envisageable qu'une telle évolution se produise, même si toute simulation chiffrée serait extrêmement hasardeuse dans ce domaine.

Les **taxes d'exportation** et **d'abattage** sur un groupe **d'essences de promotion** à définir (critère : abondance dans la forêt et propriétés commerciales potentielles), ainsi que les taxes **entrée usine** pour ces mêmes essences pourraient être très significativement réduites, afin d'aider à leur rentabilisation de leur exploitation. Les premiers résultats de l'analyse sur les coûts et les marges indiquent que certaines essences sont à la limite du seuil de rentabilité, et pourraient bénéficier de la combinaison des mesures ci-dessus. C'est notamment le cas du tali (*Erythrophleum suaveolens*).

La mesure proposée par la mission, à tester sur une période de 3 ans, est la suivante :

- Abaisser de 50% la valeur taxable (mercuriale) pour le tali (*Erythrophleum suaveolens*)
- Abaisser de 80% la valeur taxable pour le fraké (*Terminalia superba*)
- Abaisser de 80% la valeur taxable sur les essences de promotion, telles que définies par l'administration

XIV. Mesures destinées à alléger la charge financière sur les entreprises de la filière bois

La caution bancaire qui vise à garantir le paiement des taxes et les éventuels dommages environnementaux n'a jamais été employée par le passé, bien que des défauts de paiements aient été constatés pour au moins trois opérateurs dans les deux dernières années. En fait, lorsqu'il y a défaut de paiement, ni la RFA ni la caution ne sont versées. Quant à son utilisation comme « caution environnementale », le MINFOF n'a jamais demandé au PSRF d'action en ce domaine.

En pratique, il ne s'agit pas d'un versement d'argent, mais de la remise d'un document bancaire : la banque camerounaise de l'entreprise s'engage à verser la caution en cas de litige. Même s'il ne s'agit pas un emprunt réel, la banque doit prévoir un fond de roulement pour verser l'argent le cas échéant. Non seulement ce service est facturé à l'entreprise, mais c'est aussi autant de capacité d'emprunt en moins que l'entreprise peut obtenir de cette banque pour d'autres crédits commerciaux. En outre, vu le contexte d'incertitude économique du Cameroun, la banque locale demande elle-même une contre-caution auprès d'une banque étrangère (européenne, le plus souvent) de l'entreprise. C'est donc un ensemble de cautions équivalant à 2 fois la RFA annuelle, qui doit être supportée par l'entreprise.

La mainlevée de la caution n'est pas effectuée de façon échelonnée par l'État au fur et à mesure du versement de la RFA, mais en une seule fois au début de l'année suivante. La démarche prend régulièrement un retard de l'ordre de trois mois, et pendant ce temps l'entreprise doit présenter de nouvelles cautions pour le nouvel exercice. Pendant ces trois mois de retard administratif, l'entreprise supporte un ensemble de caution équivalant donc à quatre fois le montant annuel de la RFA.

La caution bancaire a été introduite en 2000 à un moment où se mettaient en place les nouvelles procédures sécurisées d'adjudication. **A présent, l'administration s'est dotée de moyens d'information fiscale très efficaces, notamment depuis la création de la DGE.** Les impayés de RFA peuvent être connus sans délais, et la DGE dispose d'un arsenal de mesures pour obtenir le paiement (mise en recouvrement forcé, etc.). La DGE peut également demander au MINFOF la suspension des opérations de récolte ou la non signataire des Certificats Annuels de Coupe. Enfin, la DGE et le PSRF disposent d'un moyen très simple – et sans doute radical – pour faire pression sur l'opérateur : ne pas délivrer le quitus fiscal nécessaire à l'exportation des bois.

Il semble en effet difficile de justifier que cette caution s'élève à un an de paiement de la RFA, alors que, l'administration fiscale dispose des moyens de se prémunir contre le risque de défaut de paiement, faute de quoi on fait reposer sur toutes les entreprises le poids des dysfonctionnement du système de contrôle et de recouvrement de l'administration.

- Le montant du **cautionnement financier** constitué auprès d'une banque commerciale pourrait être supprimé pour les « entreprises citoyennes » (celles qui ne connaissent pas de retard ni de défaut de paiement des impôts et des taxes) ou allégé (une somme correspondant à 3 mois d'un versement mensualisé devrait suffire)

Le précompte de 5% sur les ventes locales de bois

Les entreprises qui vendent du bois sur le marché local doivent s'acquitter d'un précompte de 5 % de leur chiffre d'affaire et d'un précompte de 1 % d'IS. Si elles vendent à des entreprises spécialisées dans la transformation, il est rare que celles-ci aient leur propre flotte de camions, et donc elle doivent vendre le transport avec le bois. Les précomptes s'appliquent alors à toute la transaction, qui comprends le coût du transport du bois, lequel représente un poids très élevé proportion du coût d'exploitation.

Ceci introduit un désavantage comparatif supplémentaire à échanger du bois sur le marché intérieur, par rapport au fait d'organiser toute l'exploitation et le transport au sein d'une même entreprise. Ce désavantage comparatif est ensuite d'autant plus difficile à gérer que l'entreprise qui se spécialise sur le marché local est de taille modeste. Au cours de l'audit, nous avons vu des entreprises de taille

modeste qui ont eut à supporter des précomptes reportés sur de plusieurs exercices cumulés³⁰ : pesant jusqu'à plus de 10% de leur chiffre d'affaire

Ce contexte n'est absolument pas propice à un éventuel tissu de PME PMI formelles, spécialisées dans la transformation poussée et s'approvisionnant sur le marché local. Il favorise en fait l'émergence de structures informelles, et renforce l'obligation des entreprises formelles à se structurer en grandes entités intégrées, pour internaliser un certain nombre de coûts, ce qui peut en outre aller à l'encontre de leur flexibilité et à leurs capacités d'adaptation aux changements du marché.

La mission recommande de **supprimer le précompte de 5% appliqué sur les achats/vente de bois** : cette disposition n'est plus nécessaire dès lors que la transaction s'effectue entre deux entreprises soumises au régime réel d'imposition et rattachées à la DGE.

Consolider les acquis en matière de TVA

Les entreprises du secteur bois au Cameroun, se font payer par leurs clients jusqu'à 90 jours, et sont outre remboursées de leur crédits de TVA sur plus de 6 mois après la demande de remboursement.

Elles se retrouvent alors avec un crédit de TVA et précompte d'impôts sur plus de 9 mois.

Parmi les critères de besoin de réforme fiscale établis par l'OCDE, le critère de remboursement de TVA prévoit différents niveaux : allant de pays où la TVA est remboursée en moins de 1 mois, jusqu'au pays où elle est remboursée après plus de 3 mois (ce dernier cas correspond à des situations parmi les plus mauvaises qui soient). Au Cameroun dont les délais vont jusqu'à plus de 6 mois. A l'opposé la plupart des pays présentant un système de remboursement de TVA compétitif à l'international affichent des délais de remboursement inférieurs à un mois. Par exemple en France, pays qui n'est pourtant pas le plus performant en la matière, 85 % des remboursements de TVA étaient effectués en moins d'un mois en 2005.

Par ailleurs et en général, pour les analystes des conditions économiques internationales, de tels délais excessifs pénalisent les entreprises exportatrices, et alimentent la corruption.

Mais surtout, ce dysfonctionnement fiscal immobilise chaque année de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaire des entreprises. Ce besoin supplémentaire en fond de roulement est excessif et de nature à empêcher les entreprises à investir dans des transformations plus poussées, qui rallongent encore les encours de TVA. De plus cela rigidifie les capacités financières des entreprises, dont la capacité d'emprunt est structurellement grevée de ce montant de l'ordre de 10% de leur chiffre d'affaire.

La profession forestière a conclu un accord avec le Ministre des Finances en mars 2006, et un manuel de procédure est maintenant établi en ce qui concerne le remboursement des crédits de TVA aux exportateurs. La situation s'est améliorée, et les délais de remboursement sont nettement plus courts. Toutefois, la profession craint que cette amélioration ne soit que passagère et plaide pour un système différent qui convertirait les encours de TVA en crédits d'impôts. Le MINEFI indique que cette question du remboursement des encours de TVA aux exportateurs sera bientôt résolue par un nouveau mode de traitement de ces sommes (qui pourraient être assimilées à de la dette publique).

- La mission n'a pas à se prononcer pour tel ou tel mécanisme de traitement des encours de TVA dus aux exportateurs, dans la mesure où ceci concerne tous les secteurs exportateurs et pas seulement la filière bois. Néanmoins, elle recommande au gouvernement de prêter la plus grande attention à la consolidation des acquis récents en matière de délais de remboursement des encours de TVA aux exportateurs de la filière bois. Cette question est considérée comme l'une des plus déterminantes pour l'équilibre financier des entreprises par de nombreux

³⁰ Nombre d'entreprises du secteur forestier ont pu être affligés de résultats négatifs entre 2002 et à présent : dans de tels cas, celles qui avaient un précompte en cours ont du le reporter et en outre avancer un nouveau précompte à l'exercice suivant.

opérateurs économiques, et elle constitue sans nul doute un importants facteur de compétitivité pour l'industrie du bois tournée vers les marchés extérieurs.

Réduire la TVA sur les achats de bois effectués par les consommateurs aux entreprises

Les citoyens camerounais s'approvisionnent essentiellement en ayant recours au secteur informel pour leurs achats de bois d'œuvre. Cette situation est liée à plusieurs facteurs, que l'on peut résumer par le fait que les coûts de production des bois ouvrés s'est accru (charges, fiscalité...) tandis que le pouvoir d'achat moyen des consommateurs camerounais diminuait en termes réels. Or, il est très important que les industries de transformation parviennent à accroître les volumes écoulés sur le marché local, afin de mieux utiliser la ressource disponible et d'accroître les niveaux d'activité.

Il est courant que, lorsqu'un secteur est dominé par les activités informelles ou le travail au noir, que les gouvernements décident de baisser le taux de TVA pour l'activité en question, afin de réorienter la consommation en faveur des entreprises formelles. C'est le cas dans l'Union Européenne pour différentes activités, comme la construction et la rénovation des bâtiments.

Dans le cas du Cameroun, le montant de la TVA collectée sur les ventes de bois au consommateur (vente au détail) est très faible [donnée en attente], et ramener le taux de 19,25 % à 5% (par exemple) ne constituerait pas un risque significatif pour les recettes de l'État. Une augmentation des achats de bois auprès des entreprises du secteur formel pourrait même se traduire par une augmentation des montant de TVA perçues. La mission recommande donc une telle baisse de la TVA pour cette vente au détail des bois ouvrés.

XV.Recommandations pour la mise en place de droits d'exportation transférables de grumes

Avec des exportations de grumes d'environ 150.000 m³ en 2005, contre près de 2 millions une dizaine d'années auparavant, le Cameroun a atteint son objectif de devenir principalement un pays transformateur de bois, même si l'industrie constituée reste, pour l'essentiel, cantonnée à la première transformation. Les exportations de grumes sont limitées aux essences dites « de promotion », complétées par l'azobé (*Lophira slata*) et l'ayous (*Triplochyton scleroxylon*). Les droits d'exportation sont fixés à 17,5% de la valeur FOB (mercuriale) plus une surtaxe, de 1000 à 4000 F (4000 F pour l'ayous). L'exportation des essences dites « traditionnelles » (les essences de plus haute valeur commerciale) est interdite en grumes.

Depuis 2005, l'administration a introduit un contingentement pour les exportations d'ayous, appelé quotas d'exportations. Ces quotas ont été distribués à un certain nombre d'opérateurs économiques, en fonction de leurs exportations passées. L'administration du MINFOF réfléchit sur l'évolution possible de ce système de quotas, notamment sur les modes d'allocation de ces quantités. Parmi les hypothèses évoquées par le MINFOF, signalons celle d'attribuer des quotas en proportion de l'exploitation d'essences secondaires réalisée.

Cette hypothèse n'est pas sans intérêt, mais le segment de l'exportation des grumes, devenu secondaire dans l'économie de la filière, est un des rares où le Cameroun peut potentiellement accroître rapidement ses recettes fiscales en augmentant la valeur réalisée dans les opérations commerciales, c'est-à-dire sans réduire les marges des opérateurs. Maintenant que l'objectif de développement de capacités de transformation a été atteint (c'était l'objectif du législateur en 1994 et du gouvernement en 1999 quand a été introduite la mesure d'arrêt partiel des exportations de grumes) et que le principe de quotas a été adopté, il conviendrait de mettre en place un mécanisme permettant de maximiser la valeur de cette quantité limitée de grumes destinées à l'exportation. Pour cela, deux mesures sont nécessaires :

- procéder à la mise aux enchères de droits d'exportation de grumes ;
- élargir la gamme des essences autorisées à l'exportation.

Les avantages de la mise aux enchères

La proposition de la mission est que le gouvernement fixe un contingent annuel autorisé d'exportation de grumes, qui pourrait être proche du volume actuellement exporté, par exemple 200.000 m³ de grumes. Ce chiffre serait révisable chaque année en fonction des cours atteints par les droits d'exportation.

La mission recommande que les droits d'exportation soient **vendus aux enchères**, avec un **prix plancher**, suivant différentes modalités un système d'enchères classiques – ou descendantes avec prix caché de retrait comme cela fut pratiqué en Côte d'Ivoire, etc.). La soumission par pli cacheté peut donner lieu à des ententes entre exportateurs et à des fraudes (divulgaration du prix de retrait. Les quantités mises sur le « marché des droits d'exportation » qui s'établit ainsi peuvent être globales (volume toutes essences confondues) ou segmentées (volume par groupe d'essences). La mise en marché peut s'effectuer de manière fractionnée (chaque trimestre, chaque semestre) ou être effectuée chaque année. Les paiements peuvent, comme pour les redevances de superficie, être fractionnés et faire l'objet d'un cautionnement bancaire.

Le grand avantage de ce mécanisme d'attribution est qu'il permet à l'État de s'approprier la part de la rente économique forestière³¹ associée à l'exportation des grumes – à condition que la concurrence joue – en tenant compte des évolutions du marché international des bois. Plusieurs conditions sont nécessaires : qu'une « rareté » soit créée par le contingentement des exportations, que la concurrence

³¹ La rente économique forestière est une notion théorique ; elle correspond à la part des profits qui excèdent un taux de profit « normal » dans une activité donnée.

existe (avec la rareté relative créée par le quota global), que le marché soit transparent (confiance dans le mécanisme) et, enfin, que **les quotas individuels soient transférables**. En effet, il est nécessaire que les opérateurs puissent revendre et racheter les quotas individuels acquis parce que les cours du marché international des bois tropicaux sont très évolutifs et souvent imprévisibles. Un opérateur qui aurait anticipé un certain état du marché et payé trop cher ses quotas doit pouvoir s'en défaire plutôt que de devoir garder ses quotas (exportations en partie prépayées) et ne pouvoir vendre son bois car le marché s'est retourné. Il aura alors à subir une moins-value qui sera toutefois préférable à une coûteuse immobilisation financière (les quotas achetés inutilisables tant que le marché est mauvais) pour une durée indéterminée. Le marché des quotas individuels permet de retrouver de nouveaux prix d'équilibre, à la baisse comme à la hausse. Comme tout marché de type boursier, il peut permettre également des plus-values (hausse imprévue des prix sur le marché international), plus-values et moins-values ayant sur le long terme autant de probabilité d'occurrence les unes que les autres.

La bourse des valeurs de Douala pourrait servir d'opérateur pour l'organisation de ce marché des droits d'exportation transférables. Cette hypothèse serait à explorer par l'étude que le gouvernement pourrait commander pour la mise en œuvre de ce marché (ou bourse) de droits d'exportation. Il conviendrait, au moins dans un premier temps, de réserver le marché des droits d'exportation aux industriels disposant d'installations fixes, à l'exclusion de tout autre acteur. La liste des bénéficiaires pourrait être établie avec le GFBC.

Pour un élargissement de la gamme des essences exportables

L'exemple ivoirien des quotas individuels de sciages d'iroko mis aux enchères, montre que le potentiel de revenus parafiscaux d'un tel mécanisme est important pour ce qui concerne les essences de forte valeur. Il montre également qu'il ne faut vraisemblablement pas s'attendre à un potentiel de gain significatif (par rapport à une taxe classique) sur les essences de moindre valeur. Le fait que les enchères soient assorties d'un taux plancher – qui pourrait être proche du taux actuel de taxe sur les exportations – garantirait un niveau minimum d'équivalent recettes fiscales avec la possibilité de gains accrus en fonction de l'évolution du marché international des bois tropicaux.

En fait, l'essentiel des gains escomptables viendra de la concurrence qui se développera probablement pour obtenir des droits d'exportation des essences de plus haute valeur : sapelli, doussié, sipo, iroko, padouk, ayous, azobé... C'est avec ces essences (essences dites « traditionnelles » incluant l'ayous et l'azobé) qu'un marché des droits d'exportation est susceptible de fonctionner en créant de la valeur, pas avec les essences secondaires.

Il est donc nécessaire que le gouvernement revienne sur les dispositions législatives contenues dans l'ordonnance n°99/001 du 31 Août 1999 complétant certaines dispositions de la loi n°94/01 du 21 Janvier 1994, qui fixe la liste des essences autorisées à l'exportation (sous réserve des règles CITES éventuellement applicables à certaines essences). Faute d'une telle évolution, la mise en place d'un marché de droits d'exportation transférables n'aurait qu'un intérêt très limité.

Le cas des essences secondaires

Si se met en place un tel marché, avec les essences traditionnelles, il est très probable que la demande de droits d'exportation portera en priorité sur les essences de plus forte valeur, et que le contingent annuel d'exportation au niveau national sera constitué de ces essences. Dès lors, il serait contre-productif de contingenter les exportations des essences de promotion (essences secondaires). Il est donc recommandé de ne pas inclure les essences de promotion dans le contingentement national annuel et de laisser toute latitude aux opérateurs pour les exporter librement (sous réserve des règles CITES éventuellement applicables à certaines essences), moyennant le paiement des taxes en vigueur.

XVI. Tirer partie des avancées des plans d'aménagement

Au Cameroun, la durée de *rotation* se confond avec celle du *cycle de coupe* (ou durée de la « révolution », selon le langage forestier), et a été fixée à 30 ans. Les deux notions sont distinctes :

- la rotation peut être définie le temps que met l'exploitation pour parcourir l'ensemble des assiettes de coupe (AAC) de la concession et revenir à son point de départ ;
- le cycle de coupe, ou « révolution », correspond à l'intervalle (durée temporelle) de coupe incompressible entre deux passages d'exploitation sur une même parcelle.

Rotation et cycle de coupe sont souvent confondus, dans la mesure l'objectif des planificateurs forestiers est généralement celle d'un « rendement soutenu », avec des productions comparables d'une année sur l'autre.

Durée du cycle de coupe

La durée de 30 ans correspond à un compromis entre exigences économiques de récoltes suffisantes pour l'industrie et objectifs écologiques de renouvellement de la forêt, dans sa composition et dans sa structure. Cette durée de 30 ans a été fixée à partir de données recueillies à l'occasion de projets (e.g. API Dimako) menés dans différents endroits du Cameroun. Au début du processus d'aménagement, avoir un chiffre unique pour la durée de la rotation permettait de fixer les repères indispensables pour mettre en place des démarches d'aménagement crédibles. Cependant, les forêts étant, dans leur composition, hétérogènes d'un endroit à un autre, ce chiffre de 30 ans pourrait sans doute être modulé, à partir des résultats des inventaires d'aménagement. Dans certains cas (forte proportion d'essences pionnières dynamiques, comme l'ayous et l'azobé), cette durée pourrait être revue à la baisse, ce qui permettrait des AAC plus grandes, donc une production annuelle supérieure³².

Une telle mesure, si elle devait être adoptée, doit être précédée de concertations avec les experts aménagistes, qui doivent indiquer des règles claires pour guider la décision du MINFOF en la matière.

Dissociation possible entre rotation et cycle de coupe

Une telle dissociation (rotation d'une durée inférieure au cycle de coupe) n'est envisageable que pour les cas de petites concessions, celles dans lesquelles la rotation de 30 ans conduit à des AAC de trop petite dimension, ce qui – faute des sources d'approvisionnement annexes – ne permet pas une exploitation rentable. Pour ces concessions, proposer une rotation de 15 ou 20 ans, tout en conservant un cycle de coupe de 30 ans, peut permettre de viabiliser une exploitation annuelle. Évidemment, cela implique que, une fois l'ensemble de la concession parcourue, l'entreprise trouve d'autres sources d'approvisionnement ou qu'elle décide de changer de branche d'activité – puisque l'intervalle entre deux coupes sur la même parcelle reste de 30 ans. C'est pourquoi cette mesure n'est pas généralisable à toutes les concessions, mais devrait être réservée à une catégorie de petites UFA/concessions qui sont fortement impactées par la dimension des AAC résultant du cycle de coupe de 30 ans. Bien sûr, il est fréquent qu'un seul concessionnaire dispose de plusieurs UFA de petite taille, et donc n'a pas de raison d'être éligible à cette mesure. Une étude spécifique est donc nécessaire pour identifier les UFA bénéficiaires. A priori, les opérateurs qui ne disposent sur leur concession que d'une AAC de 2.500 ha devraient pouvoir bénéficier d'une telle mesure.

Mentionnons que sur les forêts communales, ce problème existe et une telle mesure de dissociation entre rotation et cycle de coupe a été envisagée lors des Assises des forêts communales qui se sont tenues au mois de mai 2006 à Yaoundé. En ce qui concerne la forêt communale de Dimako,

³² Logiquement on pourrait dire que dans d'autres cas, la rotation devrait être revue à la hausse, mais les plans d'aménagement prévoient déjà une remontée des DME pour les essences dont le pourcentage de reconstitution est jugé insuffisant.

l'exploitation est pratiquée une fois tous les 5 ans (durée d'un mandat municipal) sur un bloc quinquennal (5/30^{ème} de la surface exploitable).

La question des 9 UFA de conservation du sud

Ces 9 UFA totalisant 870.000 ha, initialement destinées à la production, ont été placées en conservation, sans plans d'aménagement jusqu'à présent. Le MINFOF a fait part à la mission de son souhait de voir mis en adjudication ces UFA. La mission propose une démarche pour sortir du statu quo actuel :

- Deux options semblent possibles:
 - Soit aller vers des **concessions de conservation**, avec un concessionnaire « entrepreneur de conservation » qui aménage et verse une RFA annuelle dont le montant sera à déterminer (étude technique et décision politique)
 - Soit constituer de **grandes concessions d'exploitation forestière** (+/-) 300.000 ha, afin de pouvoir réaliser de vastes séries de conservation en leur sein, et les mettre en adjudication assorties de **cahiers des charges spéciaux** (prise en compte au moment de l'offre financière)
- Dans tous les cas, lancer une étude socio-économique pour évaluer le **coût d'opportunité économique** du statu quo actuel

La mission propose, dans tous les cas, au gouvernement de lancer une évaluation économique du coût d'opportunité (manque à gagner financier minoré des avantages économiques découlant de cette mise en conservation) lié à la situation actuelle, et propose une méthode d'analyse pour cette évaluation économique (en annexe).

XVII. Un objectif de politique industrielle: favoriser les économies d'échelle pour le développement d'une industrie plus performante

La politique industrielle menée jusqu'à présent dans la transformation du bois a été d'encourager le développement des unités de transformation à proximité des concessions. Ceci a abouti à multiplier le nombre d'unités, sans permettre l'émergence de très grandes unités qui permettraient des économies d'échelle. Pourtant, dans un contexte marqué par la baisse des marges sous l'effet de la hausse des charges incompressibles (transport, coût des facteurs...), la rationalisation du tissu industriel de la transformation du bois est inévitable et devrait être encouragée par l'administration.

Cette option ne signifie pas qu'il n'y a pas de place pour un ensemble de petites unités de transformation semi-artisanales, qui pourrait émerger d'une professionnalisation progressive d'une partie du secteur informel, et qui s'alimenterait dans le Domaine non permanent. Les unités de transformation semi-artisanales n'ont pas fait l'objet d'encouragements de la part de l'administration, jusqu'à présent, bien qu'elles représentent un potentiel non négligeable en termes d'emploi. Selon les estimations de l'INS, environ 150.000 personnes travaillent dans le secteur informel du bois, qu'il s'agisse d'exploitation, de transformation ou de transport.

La concentration des entreprises est une réponse normale à la baisse des marges dans un secteur économique. Il est donc prévisible que la tendance déjà entamée avec la disparition de plusieurs entreprises va se poursuivre, voire s'amplifier. L'administration doit favoriser ce processus, qui constitue un facteur de construction de la compétitivité des entreprises de la filière bois, et qui est un gage de la durabilité de l'activité économique – donc des emplois et des taxes.

Plusieurs mesures sont recommandées dans ce sens :

- Supprimer le plafond des 200.000 ha pour la taille maximum des concessions : *Cette limite est quotidiennement dépassée par les groupes à plusieurs sociétés et les holdings, et elle ne correspond aux besoins d'économie d'échelle dont a fortement besoin le secteur*
- Saisir toutes les occasions pour regrouper des UFA afin d'en faire des unités viables, susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs (*outsiders*) dans les futures adjudications
- Libéraliser la politique industrielle dans le domaine de la transformation de bois, afin de permettre une rationalisation des implantations et de la « division du travail » entre exploitants et transformateurs
- Favoriser la consolidation d'un marché intérieur du bois d'œuvre en évitant toute tutelle administrative et en utilisant le réseau Internet: il est proposé d'en confier la conception et la tutelle au GFBC (Groupement de la Filière Bois au Cameroun)

XVIII. Recommandations concernant la gestion de la part locale de la RFA

1. La part de la RFA reversée aux communes : proposition d'un nouveau mécanisme de péréquation

Les communes bénéficient de 40% de la RFA versée par les opérateurs économiques détenteurs de titres d'exploitation dans le territoire communal. Il faut ajouter à ces 40%, 10% de la RFA qui sont destinés aux communautés villageoises situées dans le territoire de la commune.

Le constat a été fait dès 1999-2000 par le premier audit économique et financier du secteur forestier : la répartition des fonds entre les communes est très inégale, certaines bénéficiant de revenus annuels de plusieurs centaines de millions de FCFA, d'autres n'ayant aucun revenu – soit parce qu'elles ne sont pas dans une zone d'exploitation active, soit qu'elles sont riveraines d'une aire protégée, etc. En outre, selon l'effectivité de la concurrence lors des adjudications et du niveau des offres financières retenues, les communes sont plus ou moins bien loties en matière de retombées financières. Outre ce manque d'équité dans la répartition, les sommes importantes versées dans certaines communes dépassent manifestement les capacités d'absorption locales et seraient l'objet de détournements à des fins privées.

La loi de finances 2000/01, suivant les recommandations du premier audit, avait institué le principe d'un fonds de péréquation, visant à une répartition équitable des revenus communaux découlant des versements des 40% de la RFA effectués par les opérateurs. Mais, pour des raisons politiques (opposition des représentants élus des principales communes bénéficiaires) et techniques (demande du FEICOM pour être le gestionnaire du fonds), cette mesure n'est jamais entrée en application.

La mission propose au gouvernement d'adopter une nouvelle approche, fondée sur l'objectif de limiter les écarts de revenus plutôt que de chercher à les abolir, ce qui semble plus acceptable politiquement. Ainsi, seule une partie de la RFA serait mise en péréquation. Il s'agirait, par ailleurs, d'un mécanisme de péréquation plutôt que d'un fonds, à proprement parler, ce qui pourrait faciliter la mise en place technique.

Le principe et les scénarios possibles sont les suivants :

- Fixer un plafond (en termes réels) à la RFA reversée à chaque commune (principe d'« écrêtement »). La mission a simulé différents scénarios à cet égard (voir dernier point).
- Les sommes récupérées seront reversées (scénario 1) :
 - Aux communes qui verraient leur RFA diminuer du fait des mécanismes de compensation pour la gestion durable (baisse de la possibilité annuelle de récolte liée à la remontée des DME lors du passage en aménagement, certification...)
 - Aux communes forestières situées en bordure des aires protégées (et qui ne bénéficient pas de recettes d'exploitation)
- Des alternatives peuvent être envisagées (scénarios 2 et 3):
 - Péréquation totale des sommes dégagées entre les communes en dessous du plafond
 - Affectation prioritaire aux communes les moins bien dotées (choix d'une redistribution plus forte)
- Les 10% aux populations ne seraient pas affectés par ce mécanisme (voir

recommandation spécifique dans le chapitre suivant)

- Le mécanisme ne nécessite pas la constitution ou le rattachement à un « fonds », la gestion peut être faite par le PSRF
- Propositions du seuil maximum :
 - Soit plafonner la RFA versée à la moyenne reçue par les communes en 2005 (84,7 millions de F)
 - Soit adopter un seuil plus élevé mais facile à retenir (par exemple 100 millions de FCFA). En 2005, 17 communes (sur les 163 de la zone forestière dépassaient ce seuil). La somme théorique à mettre en péréquation serait de 14,4 milliards de FCFA. Si on devait les répartir sur les 146 communes en dessous du plafond, cela représenterait environ 14 millions par commune.

Ces différents points nécessitent des décisions de nature politique, qu'il revient au gouvernement de discuter.

En ce qui concerne la mauvaise gestion présumée des fonds de la RFA par nombre de communes, la mission recommande au gouvernement de décider que l'une des premières missions de la **Cour des Comptes** nouvellement créée sera consacrée à l'examen des finances publiques locales des communes de la zones forestière, notamment celles qui ont bénéficié le plus des revenus de la RFA ces dernières années.

2. Gestion de la part réservée aux communautés villageoises

Sur la part des 10 % revenant aux collectivités villageoises riveraines, la mission a été informée, et a pu constater par elle-même, des nombreux dysfonctionnements qui entourent l'utilisation de ces sommes, et la frustration ainsi que la rancœur de nombreuses communautés villageoises envers les maires et les conseils municipaux. La mission recommande une évolution en deux étapes :

A court terme, le système existant peut être amélioré. Au niveau des communes, toutes les transactions laissent des traces qui sont faciles à suivre. Le système demande simplement à être sécurisé par des contrôles effectifs et des sanctions automatiques dès la constatation d'un manquement. Les revenus de la RFA sont des deniers publics. Afin d'optimiser le rendement de la RFA sur le développement local, il faudrait s'assurer que les maires investissent effectivement l'argent dans les projets communaux, et que la part qui revient aux populations riveraines est effectivement investie à leur bénéfice suivant les dispositions en vigueur.

- Appliquer l'article 4 de l'arrêté conjoint 122, qui dispose que les comités de gestion sont placés sous la tutelle de l'autorité administrative la plus proche. L'activité d'un sous-préfet ou d'un chef de district, pourrait rassurer les populations locales, en leur donnant l'assurance d'un appui institutionnel à leurs revendications.
- Inciter les communautés locales, à se faire appuyer ou à faire sous-traiter la fonction de commissaire aux comptes par des organismes non gouvernementaux
- Rendre effectives les missions de la Cour des Comptes, et simplifier sa saisine et le déclenchement de l'action publique en détournement de fonds.

A moyen terme, la mission propose que le gouvernement camerounais s'inspire de la formule des « **sections de commune** » qui existe depuis longtemps en France. La définition qu'en donne l'ouvrage « La Forêt et le Droit » en est la suivante : « *Les sections de commune forment une catégorie particulière de personne morale de droit public. Elles sont constituées par des parties de la commune (un bourg, un quartier du bourg, un hameau isolé...) qui possèdent en propre des immeubles ou des droits réels distincts de ceux appartenant à leur commune de rattachement. Une difficulté se pose en*

ce qui concerne l'étendue géographique de la section, rien ne permettant d'en délimiter officiellement le territoire exact »³³.

En France, les sections de commune disposent d'un budget propre, qui constitue un budget annexe de la commune. Les sections sont administrées par le maire et le conseil municipal de la commune de rattachement (qui agissent alors au nom et pour le compte de la section), **ou par une commission syndicale**. Celle-ci est élue par les seuls habitants et propriétaires inscrits sur les listes électorales. Au Cameroun, si le gouvernement décide de faire place à cette catégorie juridique dans sa législation relative aux collectivités territoriales, les communautés villageoises pourraient être constituées en « section de communes », ce qui leur assurerait la personnalité juridique et la gestion d'un budget propre. Le comité villageois évoqué au point précédent pourrait se transformer en commission élue par les membres de la communauté, qui aurait la charge de la gestion de ce budget et devrait rendre des comptes aux membres de la communauté qui lui auront donné mandat. Les membres de la commission pourraient participer de plein droit au Conseil municipal, et ainsi faire entendre leur point de vue dans cette enceinte.

L'avantage de la notion de sections de commune et qu'elle ménage une autonomie de gestion aux communautés villageoises tout en les inscrivant dans le champ de la décentralisation et de la construction de véritables collectivités territoriales dont les représentants sont tenus de rendre des comptes à leurs électeurs. **Si cette formule était adoptée dans la législation camerounaise et qu'elle s'avérait viable, il sera possible d'envisager, le cas échéant, de l'étendre aux forêts communautaires.**

3. Amélioration de la gestion des comptes des communes forestières

- Informatiser la tenue des comptes des mairies et des recettes municipales.
- Imposer des logiciels appropriés pour la tenue des comptes et le suivi de la gestion des fonds des mairies
- Instituer le paiement par chèques à partir d'un certain montant de prestation, ce qui réduirait de beaucoup les possibilités de fraude de la part des receveurs municipaux au moment des paiements
- Faire transiter obligatoirement les fonds de la RFA par des établissements bancaires, jusqu'au bureau le plus proche de la commune
- Rendre effectives les missions de la Cour des Comptes, et simplifier sa saisine et le déclenchement de l'action publique en détournement de fonds.
- Instituer des audits privés et obligatoires, financés par les communes ayant un certain montant de RFA, avec sélection de l'auditeur sur appel d'offre national par une commission mixte.
- Activer systématiquement les vérifications suite aux dénonciations.
- Systématiser les sanctions

³³ Extrait de « La Forêt et le Droit », J. Liagre, Dunod, 1997, p. 60

XIX. Un dispositif institutionnel et des stratégies à faire évoluer

Il n'est pas dans le mandat d'un audit économique et financier de faire une analyse du dispositif institutionnel relatif aux forêts, d'autant qu'une revue institutionnelle a eu lieu en 2001/2002. Toutefois, certains points doivent être soulignés et une évolution des pratiques doit être amorcée.

Le défi du leadership

Le Cameroun a beaucoup d'atouts. Le cadre législatif, réglementaire et fiscal forestier s'est considérablement amélioré dans la perspective d'une gestion viable à long terme. Les règles encadrant l'aménagement commencent à être utilisées, des instruments intéressants ont été mis en place (SIGIF rénové, Brigades de Contrôle travaillant avec l'OI...). Dans le contexte d'une économie qui semble rebondir après des années très difficiles, le secteur forestier paraît cependant être à la croisée des chemins, et la confiance, ingrédient essentiel du développement, n'est pas encore de mise entre de nombreux protagonistes de l'activité. Sous certains angles, on peut considérer qu'il y a une difficulté liée au leadership qui s'exprime sous certains traits et sous formes de challenges à relever :

- Une administration technique sur laquelle est posée une pression considérable (pressions occultes ou pressions permanente des bailleurs et de la Profession), ce qui constitue un handicap pour penser les enjeux fondamentaux et le long terme. Le rôle du PSFE sera crucial à cet égard.
- La nécessité d'une gestion accordant la priorité aux principes de l'état de droit et à l'usage des instruments économiques, par rapport au mode technico-administratif qui prévaut actuellement
- Une formation et une culture qui la prépare mal l'administration aux nouveaux modes de gestion des relations avec le secteur privé, la société civile et les populations (faible culture du contrat et de la délégation)

Enfin, l'un des éléments peut-être les plus important, et qui ne concerne pas la seule administration, est de penser le développement de la foresterie dans la logique du développement du Cameroun, de la nécessité de faire prévaloir les règles de l'économie moderne et de l'état de droit.

Adapter la conception et la rédaction des textes réglementaires

De manière générale, de trop nombreux textes s'efforcent de dicter aux opérateurs comment ils doivent travailler au lieu de se contenter de leur spécifier simplement ce qui leur est interdit de faire.

Un texte de loi efficace est celui où, une fois que les standards minimaux fixés sont respectés, toute autre action de l'exploitant est réputée légale, ce qui permet une grande flexibilité au système et laisse un grand champ d'action aux mécanismes incitatifs (comme la fiscalité ou d'autres instruments incitatifs) et à l'introduction et l'expérimentation progressive des « meilleures pratiques » connues.

La réglementation ne peut pas tout prescrire ni prévoir, a fortiori quand les critères fixés ne sont pas quantifiables et sont laissés à l'appréciation d'une administration qui n'a pas toujours les différents éléments d'appréciation en sa possession (en particulier l'information économique).

L'enjeu tient également à la construction de l'État de droit : à vouloir imposer par la loi et la réglementation des éléments souvent superflus et manifestement non adaptés aux conditions sociales, économiques ou institutionnelles, on ouvre la voie aux **abus de pouvoir** de toute sorte.

L'importance de ne pas dissocier fiscalité et légalité

Outre le fait que la légalité est en elle-même une exigence qui s'applique à tous les citoyens et à toutes les activités économiques, rappelons la filière bois camerounaise est largement dépendante des marchés internationaux, et que ces marchés sont de plus en plus sensibles aux exigences de légalité du

bois entrant dans le commerce international du bois. L'Union Européenne, qui absorbe plus des 3/4 des exportations de bois du Cameroun, instaure dès 2007 un système de permis d'importation pour les bois tropicaux en les soumettant à une vérification de leur légalité par un organisme indépendant. Cette question de la légalité des bois constitue également un fort enjeu économique pour le Cameroun.

Assurer un contrôle de la légalité des bois (i.e. les bois qui vont être commercialisés proviennent de sources légales d'approvisionnement et ont acquitté les taxes dues) implique de disposer d'un système d'information fiable et complet, qui permette de déterminer l'origine du bois contrôlé en indiquant le titre dont il est issu. Tout système de traçabilité devra s'appuyer un système d'information unique disposant de telles caractéristiques. Le SIGIF (Système Intégré de Gestion de l'Information Forestière) développé au sein du MINFOF possède de telles caractéristiques, bien que la mise à jours des informations accuse du retard et qu'une partie du bois exploité et écoulé sur différents marchés nationaux ou internationaux ne soit pas recensé par le SIGIF. Une des actions prévue dans le cadre du PSFE est de renforcer le système d'informations forestières, et une étude sur la rénovation du SIGIF a été réalisée l'an dernier. Les travaux d'amélioration du SIGIF ont déjà commencé au MINFOF, et il ne fait guère de doute que le SIGIF sera à la base du système de traçabilité que les partenaires au développement du Cameroun (UE en tête) veulent développer, afin que le pays puisse satisfaire aux exigences de vérification de la légalité nécessaire pour continuer d'exporter les bois dans l'espace de l'UE.

La Direction Générale des Impôts n'a pas développé, à proprement parler, un système d'information parallèle, mais du fait du système déclaratif qu'elle a adopté pour ses relations avec les contribuables, le SIGIF ne représente, pour elle, qu'une « source parmi d'autres » de l'information fiscale. Comme les problèmes de transmission des informations du SIGIF au PSRF (et maintenant à la DGE) ne sont toujours pas résolus – et ce depuis la création du PSRF en 1998 – il semble inévitable que des bois ne provenant pas de sources légales rentrent dans le circuit commercial normal après avoir acquitté une taxe (et des pénalités de retard, le cas échéant), alors que la réponse de l'administration devrait, en cas de non preuve de la légalité, être de nature réglementaire (sanction financière ou pénale) et non fiscale.

Les recommandations sont les suivantes :

1. Le contrôle de la légalité doit être intimement lié au dispositif de collecte fiscal, et des **traitements différenciés** doivent être appliqués pour le bois légal et le bois illégalement coupé et transporté
2. Les organismes collecteurs (DGE, future entité de la DGI pour les PME forestières, PSRF) doivent adopter un **système d'information unique et intégré** pour le contrôle des produits forestiers et le recouvrement des taxes forestières
3. Ce système d'information unique **est le SIGIF**, qui doit être refondu, amélioré, et dont le MINFOF devra démontrer l'opérationnalité retrouvée (délais raisonnable de transmission des informations, cohérence entre les chiffres de la production et les volumes reconstitués équivalent bois rond des exportations)
4. Les autres sources d'information des organismes collecteurs seront prises en considération dans l'optique de **l'investigation sur une suspicion d'illégalité**, et pas seulement dans l'optique du redressement fiscal.

Faire reculer la parafiscalité

La « parafiscalité », qui se confond vite avec la corruption, pèse d'une manière significative sur les entreprises, notamment celles qui souhaitent travailler dans un cadre légal et transparent. Non seulement cela décourage ce type d'investisseurs, mais cela réduit objectivement les marges de manœuvre du gouvernement pour mettre en place des dispositifs fiscaux qui accroissent les prélèvements légaux et destinés au Trésor Public. La meilleure manière de réduire la parafiscalité est encore de simplifier considérablement la réglementation afin de limiter les occasions d'instauration de prélèvements parafiscaux, source de « tracasseries » bien connue des opérateurs économiques, qui participe du manque d'attractivité du Cameroun envers les investissements privés internationaux, et donc à son retard de développement.

La parafiscalité est très répandue et multiforme ; elle concerne tous les secteurs économiques et sa réduction est une entreprise de longue haleine qui doit s'appuyer sur une volonté politique soutenue. Dans le cadre de cette étude sur le secteur bois, on se focalisera sur deux points qu'il convient de faire avancer rapidement et qui peuvent être réglés dans des délais assez courts :

- le Travail Extra Légal (TEL) pratiqué par les agents des douanes. Ces « heures supplémentaires » sont devenues inévitables pour les opérateurs économiques et ont pris une ampleur considérable, au point de représenter des sommes de plusieurs dizaines de millions de francs sur les documents dont la mission a pu prendre connaissance auprès des opérateurs. Les opérateurs économiques négocient avec le service des douanes pour forfaitiser – et donc plafonner – le paiement pour TEL. Certains accords ont été conclus avec des entreprises pour établir une telle forfaitisation. **Le service des Douanes doit forfaitiser le « Travail Extra-Légal » (TEL) en poursuivant et généralisant les concertations entamées avec la Profession**
- Une partie de l'administration a pris l'habitude de vendre les documents administratifs, comme les formulaires obligatoires pour le contrôle phytosanitaire des bois facturés 10.000 F le certificat. Avec la généralisation de documents sécurisés, qui impliquent un coût de fabrication, une partie de l'administration vend les documents sécurisés à un prix élevé, qui est disproportionné au prix de fabrication des documents.

Deux recommandations découlent de ce constat :

- Les documents administratifs courants doivent être **mis en ligne** (sauf documents sécurisés spécifiques) **sur l'Internet** et téléchargeable librement
- Le prix de vente des documents sécurisés doit être proche de leur coût réel de fabrication : mise en place d'une commission *ad hoc* MINEFI-MINEF-GFBC pour résoudre ce problème

Le problème de l'abondement du fonds forestier

Le fonds forestier (ou Fonds Spécial de Développement Forestier - FSDF) devait, selon la loi forestière 94/01, être abondé par la fiscalité forestière. L'article 68 indique « (1) Les sommes résultant du recouvrement des taxes des redevances ainsi que les recettes de vente prévues aux articles 66, 67(3) et 70 de la présente loi, à l'exception de la contribution à la réalisation des oeuvres sociales et des taxes provenant de l'exploitation des forêts communales, communautaires et des particuliers, sont reversées pour partie au trésor public et pour partie à un fonds spécial de développement forestier suivant des modalités fixées par décret ». Les modalités de fonctionnement fixées en 96 par le décret 96 / 237 (pour le FSDF), mais n'ont été mis en place qu'en 99/00 pour leur premier exercice³⁴.

Cependant, avec l'adoption par le Cameroun du principe dit « d'unicité de caisse » en 2000/01 en matière de finances publiques, l'ensemble des redevances et taxes forestières sont maintenant versées au Trésor Public, et le niveau d'abondement du fonds forestier est fixé annuellement par le gouvernement. Notons que le Fonds Spécial pour la Faune a échappé à ce principe d'unicité de caisse, et continue à être abondé directement par des redevances affectées (environ 350 millions de FCFA en 2005).

³⁴ **Décret 96 / 237 / PM du 10-4-96 modifié par le décret 99 / 711 / PM du 11-8-99 :**

- *Le FSDF est un compte spécial d'affectation du Trésor Public destiné à assurer le financement des opérations d'aménagement, de conservation et développement durable des ressources forestières.*
- *Il est institué auprès du Ministre chargé des Forêts, ordonnateur du budget.*
- **Les ressources** sont constituées par :
 - *La quote-part du produit des taxes forestières dont le montant est déterminé annuellement par la loi de finances, cette quote-part étant reversée par le MINEFI en deux tranches semestrielles [cela abroge les dispositions du décret de 96 qui indiquait : La quote-part des recettes provenant de la redevance forestière annuelle assise sur la superficie (45%), de la taxe d'abattage (45 %), de la taxe de transfert (45 %), des droits de sortie (10 %), de la surtaxe progressive (10 %), du prix de vente des produits forestiers (45 %), des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères des produits et objets saisis (40 %, plus 25 % destinés aux agents ayant participé aux activités de répression et recouvrement)] ;*

(...)

Cette contradiction entre la loi et la pratique pose problème et une évolution soit de la loi, soit de la pratique, apparaît nécessaire.

L'autre problème vient du fait que le fonds forestier n'est pas abondé à la hauteur des engagements pris par le gouvernement. En 2005, le fonds forestier devait recevoir 3,5 milliards de FCFA. Environ 1,5 milliards seulement ont été versés. Or, différents services du MINFOF se plaignent, dans le même temps, du manque de moyens matériels et humains pour effectuer leurs missions, notamment la Brigade de Contrôle des infractions. Ce non versement des sommes dues est anormal, quelles que soient les observations que l'on peut formuler par ailleurs sur l'utilisation de l'argent du fonds forestier par le MINFOF, lequel ne suit pas lui non plus à la lettre la loi 94/01 en matière d'utilisation des fonds. L'Article 64 de la loi 94/01 indique :

« (1) L'aménagement forestier relève du Ministère chargé des forêts qui le réalise par l'intermédiaire d'un organisme public. Il peut sous-traiter certaines activités d'aménagement à des structures privées ou communautaires.

(2) Le financement des activités d'aménagement est assuré par un Fonds spécial de développement forestier géré par un comité ».

Le fonds forestier ne finance pas l'aménagement forestier, puisque celui-ci est effectué par les entreprises sous la supervision du MINFOF, mais sert à financer des frais de mission, des primes aux agents, des formations militaires, des frais funéraires ... Mais dans ce cas, c'est très clairement la loi qui n'est plus en phase avec les nouvelles pratiques et qui aurait besoin d'être modifiée pour refléter la réalité des modes concrets de mise en œuvre de l'aménagement forestier. Ces remarques avaient déjà été faites en leur temps par la Revue Institutionnelle (Annexe II – MINEF, p. 82) mais les recommandations formulées en 2001-2002 n'ont pas été suivies d'effet.

Les recommandations sont les suivantes :

- Il est important que le Gouvernement mette en accord la pratique et la loi. Il doit arrêter une décision sur la logique de pré-affectation d'une partie des taxes forestières au FSDF ou sur le maintien du principe d'unicité de caisse, et mettre en chantier, le cas échéant, les modifications législatives qui s'imposent.
- Si le principe d'unicité de caisse est maintenu, le gouvernement doit mettre en place une **procédure automatique de versement des sommes prévues au fonds forestier**
- L'affectation des sommes versées au fonds forestier doivent faire l'objet d'un nouveau texte législatif (caractère obsolète des dispositions de la loi 94/01 à cet égard), complété par des textes réglementaires, le cas échéant.
- Mettre en œuvre les procédures prévues d'audit pour les fonds tels que le FSDF et la Fonds Spécial pour la Faune

Le financement des chambres consulaires

Le Cameroun s'est doté en 2001 d'une chambre d'agriculture, de l'élevage, et des forêts (notée « la Chambre » dans le reste du chapitre), dans le cadre de la constitution de chambres consulaires dont le statut a été fixé par la loi 2001/016. Les chambres consulaires sont chargées « de représenter et de défendre les intérêts de leurs ressortissants auprès des pouvoirs publics », « assument des missions d'intérêt professionnel et des missions de service public » (article 1^{er}). Ces chambres peuvent « exercer des missions de consultation » (art. 2), et, « en raison des missions de service public qu'elles assument, les Chambres consulaires bénéficient d'une subvention inscrite chaque année au budget de l'État dans les termes prévus par la loi de finances » (art. 5).

La chambre d'agriculture, d'élevage et des forêts bénéficiait par le passé de 5% de la TCA à l'importation des intrants agricoles. Avec le changement de régime fiscal (réforme fiscalo-douanière de 1994), cette taxe a disparu et le prélèvement affecté à la Chambre également. Il semble que la Chambre ait des difficultés pour percevoir les subventions mentionnées dans la loi 2001/016, et l'institution indique qu'elle est redevable de 3 milliards de FCFA de la part de l'État.

La Chambre convient volontiers qu'elle ne peut espérer jouer un rôle significatif dans la défense des intérêts de l'industrie du bois, laquelle dispose de ses propres organes de représentation, mais se propose de jouer un rôle dans la structuration du secteur informel. Elle a élaboré un plan d'action stratégique en direction de ce sous-secteur qui mérite d'être examiné par l'administration.

Comme bien d'autres structures, la Chambre cherche des sources de financement, et aimerait bénéficier de pourcentages de taxes pré affectés. Cette perspective semble néanmoins illusoire, avec le principe de l'unicité de caisse en vigueur depuis 2000/01. Si le gouvernement veut renforcer les chambres consulaires, il doit prévoir un mode de financement pérenne et suffisant. Une portion des fonds du fonds forestier pourrait être affecté à la Chambre, de la même manière qu'une partie du fonds est réservée, en principe, au financement de l'ANAFOR. Par ailleurs, la Chambre peut se positionner comme opérateur pour des projets rentrant dans le cadre de son mandat, notamment dans le cadre de l'évolution du secteur informel, puisque son statut lui permet.

Mesures administratives pour améliorer la gestion technique des forêts communautaires

Une mission du MINFOF (S.-Dir. des Forêts Communautaires, D.F.) a rédigé un « Rapport de la mission sur l'état des lieux des forêts communautaires attribuées au Cameroun » (2006). Ce rapport formule des recommandations que la mission d'Audit juge tout à fait pertinentes et reprend à son compte, à savoir notamment :

- (i) De suspendre de toutes les Forêts Communautaires dont l'approbation du Plan Simple de Gestion (PSG) remonte à au moins cinq ans. Cette mesure permettrait de se conformer à la loi, mais aussi de réviser la plupart des PSG dans cette situation et dont la qualité reste très discutable.
- (ii) D'exiger de tous les gestionnaires des Forêts Communautaires qu'ils fassent tenir en retour à la Direction des Forêts

- les photocopies des lettres de voitures utilisées au cours de l'exercice 2005 ;
- les originaux des feuillets non utilisés au cours du même exercice.

Les statistiques obtenues à partir de ces lettres de voitures devraient donner des indications claires sur l'usage qui en a été fait et de démasquer les opérateurs économiques qui se sont servi de contrats fictifs pour exporter du bois avec ou sans la complicité des communautés. (Extrait du rapport MINFOF).

L'avenir des formations boisées du Nord

Les formations de forêts sèches du Nord du pays offrent des caractéristiques (faible valeur du bois, dispersion, éloignement...) qui rendent inopérantes les formes administratives classiques de gestion (« *command and control* ») et plaide pour des modes de gestions « participatifs » associant étroitement les population locales et leurs représentations traditionnelles aux décisions sur l'utilisation et l'aménagement de ces ressources.

Le bois est une source d'énergie renouvelable appelée à un développement significatifs avec l'intensification des efforts pour atténuer l'ampleur des changements climatiques. Le bois au Cameroun est utilisé largement – bien avant le bois d'œuvre – pour l'énergie domestique (cuisson). Mais son potentiel est moins dans l'énergie domestique (la place du bois, puis du charbon de bois comme source d'énergie domestique décroît inéluctablement avec l'urbanisation et l'accroissement du niveau de vie) que dans la **production d'électricité rurale décentralisée**. Des technologies très modernes ont été développées ces dernières années (centrales à bois et biomasse) et conduisent certains parmi les pays les plus industrialisés à accroître la part de leur énergie produite ainsi.

Des stratégies couplant innovation technologique (centrales à bois/biomasse) et contrôle communautaire/traditionnel (sur le modèle des programmes « énergie domestique » au Niger et au Mali) sont à mettre en place pour ces régions en dehors de la zone humide de forêt dense³⁵.

³⁵ Ceci n'est bien sûr pas exclusif. L'utilisation, à travers des unités de cogénération, des déchets de bois de l'industrie de transformation, est susceptible également de produire de manière décentralisées de l'électricité qui peut prolonger le réseau national, et accroître la valeur ajoutée de la production des unités de transformation (l'électricité achetée à la SONEL est une consommation intermédiaire).

Les nouveaux instruments d'investissements liés à l'environnement global (mécanisme pour un développement propre, GEF/FFEM) offrent un potentiel théorique élevé pour différents projets de développement forestier, mais la mobilisation de ces nouvelles sources de financement et outils d'investissement est un exercice exigeant pour les administrations, qui devront améliorer leurs capacités institutionnelles, accroître leur efficacité pour ne pas décourager les investisseurs privés.

Décloisonner les problématiques forestières de celles de l'environnement « global »

Au Cameroun, qui n'a pas toutefois l'exclusivité de ce phénomène, trop d'institutions intervenant dans le même secteur fonctionnent selon des logiques cloisonnées. Ainsi le projet GEF/Bio, le projet « changement climatique », d'un côté, les institutions forestières, le Groupe de Travail National sur les critères & indicateurs et la certification, n'ont guère de contacts entre eux. La création d'un Ministère de l'Environnement distinct du MINFOF a encore accru cette dichotomie.

La conséquence de cet état de fait est **une sous-utilisation de la gamme des instruments de développement durable** (liés aux Conventions sur la diversité biologique et celle sur le changement climatique) et une image du Cameroun médiocre sur la scène internationale de l'environnement, alors que certains pays ayant adopté une démarche volontariste et efficace dans ce domaine (comme le Costa-Rica) bénéficient à plein d'investissements « verts ».

Une recherche forestière à redynamiser

Ce domaine a été particulièrement victime de la « fuite des cerveaux », avec le départ de nombre de chercheurs brillants et expérimentés soit à l'étranger, soit pour les représentations locales des organisations internationales, les projets techniques, les services de coopération bilatérale, etc.

- La future recherche forestière, qu'il faut véritablement rebâtir sera non seulement sylvicole, mais aussi économique, sociologique, technologique et juridique, car ces disciplines sont indispensables pour l'analyse et la gestion moderne des forêts, espaces disputés, aux acteurs et aux usages multiples.
- Une réflexion d'ensemble à ouvrir avec les bailleurs de fonds (qui jouent un rôle non négligeable dans cette « fuite des cerveaux ») dans le cadre du PSFE mais également d'autres programmes bi et multilatéraux pour définir des stratégies et des engagements de long terme pour retrouver une recherche forestière nationale de qualité.

Constituer une capacité nationale d'intelligence économique sur le secteur forestier

- Un constat s'impose : les administrations collectent de nombreuses données mais ne les analysent pas. Pourtant, la connaissance statistique et « l'intelligence économique » de l'évolution d'un secteur forestier en pleine mutation sont les fondements *sine qua non* d'une stratégie forestière viable et d'une politique autonome du Cameroun. La dispersion des informations statistiques, leur incomplétude et leur faible fiabilité est à mettre en contraste avec la prolifération des initiatives et projets d'aide à la formulation des politiques...
- Un véritable observatoire économique et statistique de la filière bois/forêt est à bâtir. Il faut souligner pour ce futur chantier, le rôle incontournable qu'aura la Statistique Nationale pour l'analyse statistique économique et statistique, à l'instar des grands pays industrialisés où ce type d'études approfondies est généralement l'apanage des services nationaux (INSEE en France, Office fédéral de la Statistique en Allemagne...)

La mission propose une stratégie de constitution d'une capacité nationale d'intelligence économique fondée sur deux axes :

1. Une fonction d'intelligence économique confiée à l'INS (Statistique), articulée autour des éléments suivants :

- Centrale des bilans (système logiciel MESURE mis en place par la Direction Générale des Impôts et qui peut être partagé en temps réel avec l'INS) : analyse de la santé financière des entreprises du secteur
- Dispositif permanent de collectes de données relatives au secteur informel
- Analyse croisée des (i) Données Douanes, (ii) données SIGIF, (iii) Rapports annuels des entreprises, (iv) données Eurostat sur les importations de bois camerounais, (v), données des Douanes des pays tiers comme la Chine sur les importations de bois camerounais. Ces analyses croisées doivent contribuer à l'amélioration du système statistique nationale et à l'intelligence des données collectées sur le secteur.

2. Pour le PSRF : une fonction d'intelligence économique orientée vers la sécurisation des recettes fiscales

La fonction d'intelligence économique proposée au PSRF est orientée non pas vers l'amélioration du système statistique (même si elle peut et doit y contribuer), mais plutôt vers le contrôle de cohérence des données.

Il s'agit d'exploiter en partie les mêmes données que l'INS (Données Douanes, SIGIF, Rapports annuels des entreprises, données Eurostat, Donnée Douanes pays tiers), dans le but :

- D'analyser la cohérence de ces données et effectuer les rapprochements,
- De repérer les incohérences,
- D'investiguer à partir des résultats de ces analyses pour appuyer la DGE / DGI dans sa fonction de collecte des impôts et taxes

XX. Sur le secteur artisanal informel

L'importance du commerce des sciages artisanaux et semi-artisanaux est bien connue au Cameroun. Il était généralement considéré que la plupart servaient à alimenter le marché local. Ces dernières années, on a constaté la part grandissante que ces bois prenaient dans les exportations. Une partie des bois exportés à Douala est d'origine indéterminée (ne provenant pas d'UFA) et peut venir des forêts communautaires, de permis en volume (avec un respect plus ou moins grand des volumes et des limites géographiques de la coupe), de coupes effectuées sans titre ou dans des zones non ouvertes à l'exploitation. Quasi-inexistante en 1998/99, le volume de ces bois sciés provenant d'exportateurs à l'approvisionnement mal cerné, représentait 106.000 m³ en 2005, soit près de 220.000 m³ EBR.

A ce flux de bois repérable au port de Douala, on doit ajouter d'autres flux d'exportation constitués de bois non issus d'UFA, et que l'on peut considérer comme relevant du secteur informel. Ces flux sont dirigés vers le Nigeria, la Guinée Équatoriale, le Gabon, et les pays de la zone soudano-sahélienne – avec un transit du bois par le Tchad.

Une étude supervisée par le Cirad a recueilli des éléments sur les filières artisanales qui alimentent le Nord du Cameroun et les pays sahéliens. Son auteur, Yeboa A. Koffi³⁶ note :

« [le] bois d'œuvre qui alimente le nord est acheminée en partie par route, mais la grande partie est transportée par voie ferroviaire à NGaoundéré. Les routes reliant les provinces du nord aux zones productrices de bois étant en mauvais état, plus de 90% de ce flux se fait par voie ferroviaire. Le principal opérateur de ce transport est la CAMRAIL qui a l'exclusivité de l'exploitation du réseau ferroviaire camerounais. Le bois est embarqué à la gare de Bélabo, de même que dans certaines gares avoisinantes telles que Goyoum et Mbintom. Il est déchargé à NGaoundéré, où s'achève le chemin de fer. Ensuite les commerçants affrètent par la route, des camions type semi-remorque pour desservir les marchés de bois des villes du Nord Cameroun. Ces marchés consomment essentiellement des débités en bois blancs. Sous le terme « *bois blanc* » sont regroupés l'Ayous, le Fromager, l'Epok...etc.

« (...) à partir du Tchad, le bois alimente divers autres circuits d'échanges à travers le désert saharien pour approvisionner la Libye, le Soudan, l'Égypte, le Niger, l'Algérie et le nord du Nigeria. Le volume [annuel de bois acheminé par rail atteint 25 000 m³ en dehors du contreplaqué. Depuis l'an 2000 compte tenu des difficultés d'accès aux wagons de la CAMRAIL certains opérateurs de la filière essaient de se passer des rails. Ils affrètent par la route des camions, au départ de Belabo, pour acheminer le bois au nord du pays et à NDjaména. La quantité transportée exclusivement par la route avoisine 15 000 m³/an. Globalement ce commerce représente environ 40 000 à 60 000 m³/an. » (p. 32).

Au total, le flux annuel d'exportation représenterait donc entre 65.000 et 85.000 m³ de bois scié par an (sans compter le contreplaqué), ce qui représenterait entre 200.000 et 260.000 m³ d'équivalent bois rond (EBR) par an. Si l'on ajoute à ce chiffre, les 220.000 m³ EBR (106.000 m³ sciés) exportés à Douala en 2005, on arrive à une fourchette de 300 à 360.000 m³ EBR exportés sur ces deux axes de sortie, sans compter les flux vers le Nigeria, la Guinée Équatoriale et le Gabon.

Par ailleurs, les études qui ont tenté d'évaluer (par extrapolation à partir d'un échantillonnage) la quantité de bois d'œuvre mobilisé par le secteur informel, donnent un ordre de grandeur de 300.000 m³ de bois scié, soit environ 1 million de m³ EBR. Pour la ville de Yaoundé, l'étude JMN Consultant de 2005 « la consommation moyenne en bois du secteur est évaluée à 85.250 m³ de sciages sur l'année, soit un équivalent « bois rond » de l'ordre de 284.000 m de grumes/an ». Au vu de ces données, on peut penser que le chiffre de 1 million de m³ EBR proposé comme une valeur minimale par Plouvier et al. (2002), notamment, est à réévaluer, et pourrait se situer autour de 1,2 – 1,3 million de m³.

³⁶ « Sciage artisanal, transformation et commerce du bois d'œuvre du Cameroun a destination de l'arc soudano-sahélien », Mémoire pour le diplôme d'Ingénieur d'Agronomie Tropicale du CNEARC, CNEARC-ENGREF-CIRAD, 2005

Faute de stratégie et de cadre institutionnel adaptés, une bonne part de ce bois est aujourd'hui illégal. En effet, les sources d'approvisionnement possibles sont les « petits titres » (permis d'exploitation en volume, généralement de 500 m³ ; Autorisations de récupération, comprenant les coupes de sauvetage et les autorisations d'enlèvement de bois), les forêts communautaires, les forêts communales et une partie du bois récolté dans le ventes de coupe. Une circulaire récente du MINFOF (n°131, du 22 mars 2006) a clarifié les procédures relatives à la délivrance des « petits titres ». Le MINFOF prévoit de lancer un appel d'offres pour 47 permis de 500 m³ en 2006, ce qui représenterait un potentiel de 23.500 m³. On voit donc l'écart qui existe entre les sources légales d'approvisionnement potentiel et la réalité de la production.

On peut penser qu'une bonne partie de ce bois provient des formations boisées du domaine national, plus accessibles par le réseau routier et sans le recours à des engins spécialisés. Mais, l'examen des essences proposées sur les marchés par ces filières informelles (fréquence des essences de haute valeur, comme le bubinga, le sapelli, l'iroko...) indique qu'une partie de l'approvisionnement est probablement issu d'UFA ou d'aires protégées.

Le traitement de la question du bois informel : taxer ou saisir ?

Ces bois « informels » supportent différents prélèvements parafiscaux, mais ils ne donnent pas lieu à des redevances et taxes qui alimentent le Trésor Public. L'étude de Y. Koffi (2005) révèle que :

« L'administration forestière lutte activement contre les exploitants qui pratiquent le 'tchoukou-tchoukou', c'est-à-dire l'exploitation clandestine, sans titre, sans permis. Malheureusement, malgré les efforts déployés par les autorités forestières et compte tenu de la complicité de certains agents véreux cette pratique est loin d'être endiguée. Certains opérateurs se réjouissent même du fait que l'administration forestière offre la possibilité de transiger en cas de saisie du bois. En effet, une fois le bois saisi, avant d'être vendu aux enchères, l'opérateur a la possibilité de payer une amende fixée par l'administration afin de retirer son produit. Cette pratique de la transaction permet à certains opérateurs de continuer leur activité illicite sachant qu'en cas de contrôle, un arrangement à l'amiable est possible » (pp. 18 – 19).

« Les taxes informelles prélevées par barrage [postes de péage, postes de pesage, contrôles des services forestiers] varient entre 2000 et 5000 FCFA (p. 14) »

Un autre témoignage concordant est apporté par l'étude JMN Consultants (2005) :

« Les entretiens menés avec les artisans et les rapports d'enquêtes, permettent de dénoncer la pression fiscale qui contribue à pousser certaines entreprises hors du secteur formel. En effet, en raison des comportements de certains agents fiscaux véreux, bon nombre d'artisans et d'entrepreneurs se sont résolus à rentrer ou à demeurer dans 'l'informel au sens strict', situation qui selon eux, semble plus confortable. Ces entrepreneurs dénoncent les misères à eux faites par les services des impôts dont les agents, rendus sur le terrain lors des opérations de contrôle ou de recouvrement, préfèrent mettre tout en œuvre pour racketter le contribuable, au grand dam du trésor public. Ce constat qui gangrène l'économie entière mérite d'être souligné afin que des mesures soient prises pour préserver le développement de l'entrepreneuriat » (p. 107).

Ces phénomènes de « parafiscalité », qui relèvent du racket à peine déguisé, sont liés à l'insécurité juridique de bon nombre d'opérateurs de ces filières, qui ne disposent pas de titres et sont rarement agréés à l'exploitation, du fait notamment d'une procédure d'agrément extrêmement longue (signature du Premier Ministre requise). Mais **cette situation de ponction financière informelle constante pratiquée par les agents de l'État**, insupportable du simple point de vue de l'objectif du développement d'un état de droit, **représente la plus grande contrainte à la véritable fiscalisation du secteur.**

Le problème posé au gouvernement par l'ampleur de ce phénomène est le suivant : faut-il mettre en place des dispositifs permettant de fiscaliser le bois informel qui circule sur les routes et qui passe les frontières (donc le légaliser), ou faut-il pratiquer la saisie systématique des bois et poursuivre les opérateurs « informels » ?

Normalement, la seconde solution devrait correspondre à l'application stricte du principe de droit, mais l'ampleur du phénomène et le rôle majeur que joue le secteur informel dans la satisfaction des besoins de très larges franges de la population rend impossible, voire indésirable, une politique de prohibition totale. Il est donc nécessaire que le gouvernement repense complètement sa stratégie concernant ce secteur, qui semble toujours en expansion.

La mission recommande que le gouvernement envisage une nouvelle stratégie, inspirée des principes proposés par la *Forestry Commission* du Ghana en 2001 aux autorités de ce pays, et qui suggérerait une stratégie de « décriminalisation » différenciée du phénomène du sciage artisanal. Une telle stratégie devrait adopter **une approche différenciée** entre la coupe de bois dans le domaine permanent (notamment les concessions attribuées et les aires protégées), les coupes dans les formations boisées du domaine national et la commercialisation du bois dans les centres urbains.

L'objectif serait de **réprimer sévèrement les infractions en cas de coupe de bois dans le domaine permanent**, mais d'orienter les exploitants artisanaux vers des **zones réservées à des coupes artisanales** dans le domaine non permanent (zones à créer en quantité suffisante) et de leur apporter une **assistance technique et des protections juridiques** pour améliorer la valorisation de leurs bois à l'abattage et à la transformation ; cette assistance technique comprendrait également la mise en place de mécanismes de financement appropriés, certains d'entre eux pouvant notamment relever de la micro finance³⁷. Ce n'est qu'après la consolidation de l'installation d'exploitants artisanaux dans ces zones réservées et qu'ils aient pu bénéficier des premiers effets d'une assistance technique, qu'une fiscalisation progressive de l'activité pourra être envisagée. La mission tient à souligner que la recherche de zones réservées aux coupes artisanales ne doit se faire au détriment des intérêts des paysans dans les « terroirs/finages » desquels risquent d'être identifiées de telles zones. Un partage des bénéfices – qui se pratique déjà – entre les populations et les opérateurs artisanaux doit être encouragé, et être rendu plus équitable, le cas échéant.

Quant aux protections juridiques, elles doivent mettre les opérateurs de ce secteur à l'abri de l'arbitraire toujours possible des demandes financières illicites des agents des différentes administrations. Ainsi, le nombre d'artisans agréés à l'exploitation des petits permis forestiers est seulement de 9 pour le marché de bois de Messa, à Yaoundé, présenté par Y. Koffi (2005) comme « le plus grand marché de sciages d'Afrique centrale ». Une mesure réalisable à court terme, serait de **simplifier significativement les démarches pour l'agrément à l'exploitation des petits titres**.

Cette stratégie de « décriminalisation » pour une partie de la production de sciages artisanaux doit s'accompagner d'une **mise en place d'un dispositif de taxation** des bois sciés aux points de vente et de sortie du territoire. Le bois scié du secteur informel étant, par définition, non « tracé », les **exportations** de ce type de produit devraient acquitter la TEU reconstituée (ou la taxe d'exportation si le gouvernement décide de revenir à une taxe sur les exportations de produits transformés). Pour les produits entreposés dans les dépôts à bois, le principal impôt à collecter (en dehors des patentes commerciales et autres) est l'équivalent de la TVA sur les ventes locales³⁸. En effet, il semble difficile d'exiger pour ces bois destinés au marché local une TEU en plus de l'équivalent de la TVA sur les ventes locales.

La mission recommande **la mise en chantier d'une stratégie d'encadrement des filières d'exploitation et de sciage artisanal** suivant les principes énoncés ci-dessus. Une étude

³⁷ Voir également les recommandations de l'étude JMN Consultants (2005) à ce sujet.

³⁸ En l'absence de factures en bonne et due forme, l'administration fiscale devra trouver des modalités adaptées pour ce type de prélèvement.

d'identification de projet pourrait constituer la première étape de cette stratégie. De tels projets seront à réaliser avec l'assistance technique des partenaires au développement, dans le cadre du PSFE par exemple.

XXI. Calendrier possible pour la mise en œuvre des recommandations de l'audit économique et financier du secteur forestier au cameroun

A. Mesures adoptables à court terme avec une entrée en vigueur en 2007 :

1. Mesures concernant la RFA:
 - a. Mécanisme de réduction lié à la remontée des DME
 - b. Mécanisme de réduction pour les UFA certifiées
2. Réduction de la fiscalité sur les essences secondaires
3. Suppression ou modération de la caution bancaire
4. Modifier l'assiette de la taxe d'abattage
5. Supprimer le précompte de 5% sur les achats de grumes
6. Abaisser à 5% la TVA sur les ventes de bois
7. Mise en place d'une procédure automatique pour l'abondement du fonds forestier
8. Assouplir le système des certificats annuels d'assiette de coupe
9. Mise en place d'un nouveau système de collecte pour la taxe de régénération des produits spéciaux
10. Mise en place du nouveau mécanisme de péréquation pour la fiscalité décentralisée au profit des communes
11. Forfaitisation du TEL
12. Mise en place d'une commission *ad hoc* MINEFI-MINEF-GFBC pour résoudre le problème du prix de vente des documents administratifs
13. Décision à prendre sur le maintien de la TEU ou le passage à une taxe sur les exportations de bois transformé

B. Études et initiatives à lancer en 2006 et/ou 2007 pour des changements à moyen terme

- Rotation et cycles de coupe:
 - Préparer dès 2006 les TDRs d'une étude pour examiner les possibilités d'adapter les durées respectives de la rotation et du cycle de coupe de 30 ans, en fonction des résultats de l'aménagement
- Étude sur l'évolution du statut juridique des forêts communautaire (« sections de commune »)
- Lancement d'une étude sur la mise en place d'une stratégie d'encadrement du secteur artisanal
- Lancer une étude de faisabilité pour déterminer la taille optimale des lots à mettre en vente dans le cadre des droits d'exportations transférables de grumes (DTEG) et explorer les voies de collaboration possibles avec la Bourse des valeurs de Douala pour la gestion du système.
- Mise en place d'une commission MINEFI/MINFOF pour l'amélioration du système d'adjudication suivant les recommandations de l'audit
- Étude pour évaluer le coût d'opportunité économique du maintien du statu quo dans les 9 UFA de conservation
- Accord avec un prestataire pour la mise en ligne:

- Des inventaires de reconnaissance
 - Des formulaires administratifs et des dossiers d’adjudication
- Discussion avec le GFBC pour la mise en place concertée d’une « bourse du bois » dont le GFBC serait le maître d’œuvre
- Préparer un projet de loi rectificative pour supprimer le plafond des 200.000 ha
- Préparer les projets de décrets pour modifier la liste des essences exportables en grumes
- Ouvrir une concertation sur le financement des chambres consulaires

ANNEXES

Annexe 1

**Indicateurs de transformation des entreprises :
capacités de transformation, rendement matière et liste des
usines fermées**

INDICATEURS DE TRANSFORMATION DES ENTREPRISES : CAPACITES DE TRANSFORMATION ET RENDEMENT MATIERE

SOURCE : RAPPORTS D'ACTIVITE DES ENTREPRISES & ETUDE CERNA D'ACTUALISATION DES CAPACITES DE 2002

N°	Entreprise	Type d'usine	Localisation	Capacité de transformation 2005 (m³)	Type d'appro. 2005	Entrées grumes scierie 2005 (m³)	Taux utilisation usine	Essences principales utilisées	Production 2005 (m³)			Rendement matière global 2005	Oservations
									Débités	Placages	Contre-plaqués		
1	SEBC	scierie simple	Lokomo	90 000	2 concessions	47 028	52%	sapelli, ayous, sipo	14 284			30.4%	
2	CFC	scierie simple	Ngolla	43 200	1 concession	34 976	81%	sapelli, tali, sipo	11 733			33.5%	
3	J PRENANT	scierie simple	Kagnol	54 000	1 concession	23 149	43%	sapelli, tali, moabi	7 154			30.9%	
			Total	187 200		105 153			33 171			31.5%	
4	SEFAC	scierie simple		96 000	5 concessions	84 601	88%	ayous, sapelli	26 657			31.5%	
5	SEBAC	scierie simple		50 000		52 661	105%	ayous, sapelli	14 999			28.5%	
				146 000		137 262	94%		41 656			30.3%	
6	PALLISCO	scierie+ raboterie	Eboumetoun		5 concessions	16 749		sapelli, kossipo	4 941			29.5%	
7	CIFM	scierie simple	Mindourou	75 000		56 929	94%	sapelli, tali, moabi	20 144			35.4%	
						73 678			25 085			34.0%	
8	ALPICAM	scierie+séchoirs+récupération	Douala		4 concessions	22 768		sapelli	8 977			39.4%	
		déroulage+contreplaqués+bois recomposé	Douala	120 000		122 594		ayous	49 141			40.1%	
9	GRUMCAM	scierie simple	Est	45 000		48 185		ayous, sapelli	17 993			37.3%	
10	SFIL	scierie simple				39 347		ayous, sapelli	14 701			37.4%	← Export débités
11	Green Valley	scierie simple				48 382		ayous, sapelli	18 998			39.3%	← Export débités
12			Bidou (Sud)	65 000									
13	WIJMA	scierie industrielle + menuiserie	Nguti (Sud ouest)	45 000	4 concessions	107 495	100%	Azobé, Okan, Tali,	42 779			39.8%	
				110 000									
14	SFID	scierie+séchoirs+récupération	Mbang	150 000	4 concessions	137 273	92%	ayous, sapelli, tali	47 976			34.9%	Chiffres dispo =
15			Djoum	60 000		39 983	67%		N.D.			N.D.	export débités
16			Douala - Bassa	28 800		36 087	125%		11 319			31.4%	
17	TRC	scierie simple	Kumba	18 700	1 concession + achats grumes	21 951	117%	azobé, Okan	7 899			36.0%	
			Total	47 500		58 038	122%		19 218			33.1%	
18	SEEF	scierie simple	Douala - Bassa	38 000	Achats	42 157			16 850			40.0%	
19	SN COCAM				2 concessions	14 497			absence de données				

20	ECAM PLACAGES	tranchage	Mbalmayo	25 000	Achats grumes	13 356	53%	aniégré		6 178		46.3%	
21	PATRICE BOIS	scierie+parquet	Yaoundé	100 000	2 concessions + ARB+AEB	88 761			absence de données				
22	PLACAM	Déroulage +scierie +séchoirs	Douala	70 000	1 concession + 3 VC	48 003	69%	ayous	2 236	8 368	1 852	N.D.	il s'agit de vol export
23	SIM	scierie +séchoirs +menuiserie industrielle +tranchage	Scierie Ydé	110 000	3 concessions+ 3 VC	Non fournies		iroko, sappeli, ayous	33 499			N.D.	
			Tranchage Ydé										
			Total	110 000									
24	INGF	scierie +séchoirs +menuiserie industrielle	Yaoundé - Nsimalen	110 000	4 concessions	89 611	81%	ayous, sapelli, fraké	41 589			46.4%	
25			Lomié	90 000			0%						
			Total	200 000		89 611	45%		41 589			46.4%	
26	STBK	scierie	Batouri	70 000	1 concession								Estimation capacité
27	MMG	scierie	Kribi	25 000	1 concession								Estimation capacité
28	SIBM	scierie	Sangmelima	25 000	VC en propre 09 01 160	8 353			4 012			48.0%	Estimation capacité
29	IBC	scierie+parquet	Mbalmayo	absence de données	N.D.	N.D.			3 666				ventes parquets
30	SEFICAM	scierie Déroulage	Douala		Achats grumes	23 364 N.D.			12 801	2677		54.8%	
31	SETRABOCAM (anciennne IB CAM)	Déroulage	Douala	60 000	Achats grumes								
32	PK STF	scierie		27 500	1 concession								
33	PANAGIOTIS M.	scierie		absence de données		16 517			3 767			22.8%	incohérence des chiffres entrées scierie
34	TOLAZZI AFRIQUE		Douala		Achats grumes VC	7 750			6 988			90.2%	Exportation de débités 6988 ne correspond pas avec les achats grumes déclarés. Rendement matière calculé est incohérent
35	PARQUET CAM	Fabrique de parquet (mat 1ères = sciages)	Edéa	1 200	Forêts communautaires				354				PFI - Appro en débités auprès de différents GIC des FC
36	CANA BOIS	scierie	Ydé (ancienne INC)	absence de données	AEB	N.D.			1 200				

USINES FERMEES

	Entreprise	Type d'usine	Capacité de transformation (m ³ grumes)
USINES FERMEES APRES 2000			
1	PROPALM	SS	50 000
2	SAB	SS	35 000
3	SFID Dimako	D	43 000
4	SFHSNT	S+S	25 000
5	SFHS	S+S	60 000
8	SIBAF	S+S	71 000
9	EFMK	SS	30 000
10	SABM	SS	13 000
12	CFE	SS	72 000
13	SEFN	S+S	48 000
2	SCTCB	SS	30 000
15	CFK	SS	15 000
	S/Total		492 000
USINES FERMEES AVANT 2000			
16	BTA	SS	50 000
17	CAFOREX	SS	7 200
18	SOCAFI	SS	10 000
19	SIBOIS	SS	6 000
20	DESIGN	SS	10 000
	S/Total		83 200
	TOTAL		575 200

SS : scierie simple, S+S : scierie avec séchoirs, D : déroulage, C : contreplaqués, T : tranchage

Annexe 2

Évolution des capacités de transformation et de l'emploi entre 1998 et 2004 dans les principales usines

ESTIMATION DES CAPACITES DE TRANSFORMATION ENTRE 1998 ET 2004 ET VARIATION DU NOMBRE D'EMPLOYES DES USINES

Source : Etude Cerna sur le recensement des capacités de transformation en 1998 et réactualisation en 2002

N°		Type d'usine	Capacité de transformation (m³ grumes)			Nombre d'employés usine			Observations
			1998	2004	Variation	1998	2004	Variation	
	Usines actives en 1998								
1	SEBC	SS	110 000	90 000	-20 000	128	145	17	Usine fermée
2	PROPALM	S+séchoir	50 000	50 000	0	102	0	-102	
3	CIBC	SS	50 000	43 200	-6 800	130	95	-35	
4	J PRENANT	SS	38 500	54 000	15 500	111	130	19	
5	SAB	SS	35 000	35 000	0	98	0	-98	
	Gr. THANRY		283 500	230 400	-20 000	569	370	-199	Usine fermée
6	SFID Mbang	S+séchoir	150 000	150 000	0	587			Usine fermée
7	SFID Dimako	D	43 000	0	-43 000	325			
8	SID	SS	60 000	60 000	0	105			
	Gr. ROUGIER		253 000	210 000	-43 000	1 017	950	-67	
9	SEFAC	S+séchoir	130 000	96 000	-34 000	340	300	-40	
10	SEBAC	S+séchoir	36 000	50 000	14 000	47	150	103	
	Gr. SEFAC		166 000	146 000	-20 000	387	450	63	
11	ALPICAM	S+D+C	120 000	110 000	-10 000	696	888	192	
12	GRUMCAM	S+séchoir	47 500	45 000	-2 500	150	424	274	
	Gr. ALPI		167 500	155 000	-12 500	846	1 312	466	
13	SFHSNT	S+séchoir	25 000	0	-25 000	129	0	-129	Usine fermée
14	SFHS	S+séchoir	60 000	0	-60 000	230	0	-230	Usine fermée
15	IBCAM	D	60 000	0	-60 000	384	0	-384	Usine cédée à SETRABOCAM
	Gr. HAZIM		145 000	0	-145 000	743	0	-743	
16	SFIL	SS	90 000	72 000	-18 000	148	300	152	Usine cédée à FCA
17	SOTREF	SS	ND	0				0	
18	MADEX	S+séchoir	1 500	0	-1 500	50	0	-50	
	Gr. DECOLVENAERE		91 500	72 000	-19 500	198	300	102	
19	FOREST. DE CAMPO	SS	65 000	30 000	-35 000	177	0	-177	Usine cédée à SCIEB
20	SIBAF	S+séchoir	71 000	100 000	29 000	140	0	-140	
	Gr. BOLLORE		136 000	130 000	-6 000	317	0	-317	

21	PALLISCO	S+séchoir	42 000	55 000	13 000	126	135	9	
22	CIFM	SS	14 000	19 800	5 800	41	63	22	
	Gr. PASQUET		56 000	74 800	18 800	167	198	31	
23	EFMK	SS	30 000	30 000	0	98	98	0	Usine fermée - Fusion avec RC CORON Usine presque fermée - UFA 09015 bloquée par pb SOFOPETRA Usine reprise par Gr. KHOURY
24	SABM	SS	13 000	30 000	17 000	40	40	0	
25	SN COCAM	S+D+C	72 000	30 000	-42 000	170	40	-130	
26	EGTF RC CORON	S+séchoir	40 000	60 000	20 000	200	100	-100	
	Gr. KHOURY		155 000	150 000	-5 000	508	278	-230	
27	TIB - SIM	S+séchoir+T	84 000	110 000	26 000	60	400	340	
28	PATRICE BOIS	S+séchoir	40 000	40 000	0		368	368	
29	CFE	SS	72 000	72 000	0	92	0	-92	Usine fermée
30	IBC	S+séchoir	60 000	20 000	-40 000	500	130	-370	Scierie fermée - parqueterie fonctionne
31	SEFN	S+séchoir	48 000	48 000	0	140	0	-140	Usine fermée
32	PK STF	SS	27 500	27 500	0	100	100	0	Usine cédée à Gr. FADOUL
33	TTS	SS	25 000	60 000	35 000	157	220	63	
34	SEEF	S+séchoir	22 000	35 000	13 000	140	173	33	
35	ECAM PLACAGES	T+S	42 000	16 500	-25 500	375	253	-122	
36	WIJMA	SS	70 000	105 000	35 000	217	370	153	Construction d'une nouvelle usine
37	CFK	SS	15 000	15 000	0	97	0	-97	
38	DN KARAYANNIS	SS	18 000	18 000	0	65	65	0	
39	BTA	SS	50 000	0	-50 000	107	0	-107	Usine rachetée par TRC
40	STIK	SS	25 000	0	-25 000	20	0	-20	Usine louée à TRC
41	SCTCB	SS	30 000	0	-30 000	54	0	-54	Usine fermée
42	CAFOREX	SS	7 200	0	-7 200	30	0	-30	Usine fermée
43	SOCIFI	SS	10 000	0	-10 000	50	0	-50	Usine fermée
44	SIBOIS	SS	6 000	0	-6 000	30	0	-30	Usine fermée
45	DESIGN	SS	10 000	0	-10 000	67	0	-67	Usine fermée
	S/Total anciennes usines		2 115 200	1 777 000	-338 200	7 053	5 937	-1 116	

	Nouvelles usines								
1	TRC Douala	SS		28800	28 800		193	193	Rachat de BTA
2	TRC Kumba	SS		18700	18 700		162	162	Scierie louée à STIK
3	FILIERE BOIS	SS		50000	50 000		150	150	Gr. SEFAC
4	CFC	SS		43 200	43 200		130	130	Gr. THANRY
5	SCIEB	SS		30000	30 000		96	96	Reprise de HFC
6	SCTB	S+D+C+T		84000	84 000		357	357	
7	FIP CAM	SS		48 000	48 000		149	149	
8	INGF Ydé	S+séchoir		110 000	110 000		180	180	Rachat de SFHL construite après 1998
9	INGF Lomié	SS		90 000	90 000		180	180	
10	PLACAM	S+D+C		70 000	70 000		437	437	
11	SEFICAM	S+D		12 000	12 000		50	50	
12	IBCAM	D+C		60 000	60 000		150	150	Rachat de IBCAM par SETRABOCAM
13	STBK	SS			ND				
14	MMG	SS			ND				
	S/Total nouvelles usines			644 700	644 700	0	2 234	2 234	
	TOTAL		2 115 200	2 421 700	306 500	7 053	8 171	1 118	

SS : scierie simple, S+séchoir : scierie avec séchoirs, D : déroulage, C : contreplaqués, T : tranchage

Usines ouvertes et fermées au cours de la période 1998-2004 : CALCO, EBIC, BOIS 2000, CANA BOIS, AGRO BOIS, FCA

Annexe 3

Liste des communes bénéficiaires de quotes-parts de la redevance forestière annuelle en 2004 et 2005 et montants respectifs au budget communal et aux collectivités villageoises

RFA 2004

	Noms	40% Communes	10% Populations	Total 2004
1	Mindourou	577 790 661	144 447 665	722 238 326
2	Yokadouma	408 623 803	114 823 189	523 446 992
3	Lomié	348 556 383	97 439 595	445 995 978
4	Yoko	157 443 480	39 360 640	196 804 120
5	Messock	218 767 548	54 691 887	273 459 435
6	Mouloundou	155 304 821	47 607 908	202 912 729
7	Ma'an	197 217 640	49 304 460	246 522 100
8	Djoum	140 527 322	34 952 032	175 479 354
9	Salapoumbé	153 855 132	50 236 638	204 091 770
10	Ndélélé	114 920 682	28 730 171	143 650 853
11	Gari Gombo	257 088 406	64 272 100	321 360 506
12	Mbang	192 074 707	49 202 936	241 277 643
13	Ebolowa	166 097 886	41 524 471	207 622 357
14	Mintom	50 772 524	12 693 158	63 465 682
15	Tinto	206 482 200	51 620 650	258 102 850
16	Nanga Eboko	178 906 000	44 726 500	223 632 500
17	Ndikiniméki	87 651 399	21 912 849	109 564 248
18	Ngambé Tikar	90 667 800	22 686 900	113 354 700
19	Bibey	88 494 000	22 123 500	110 617 500
20	Mvangane	99 256 313	24 814 078	124 070 391
21	Belabo	53 525 237	13 381 308	66 906 545
22	Doumé	69 640 878	17 410 221	87 051 099
23	Campo	52 072 800	13 018 200	65 091 000
24	Kribi	52 441 599	13 110 399	65 551 998
25	Sangmélima	87 250 239	21 812 559	109 062 798
26	Oveng	31 037 418	7 759 461	38 796 879
27	Ambam	26 157 000	6 539 250	32 696 250
28	Yingui	26 720 000	6 660 000	33 380 000
29	Ngoro	40 760 000	10 190 000	50 950 000
30	Abong Mbang	17 510 040	4 377 510	21 887 550
31	Messondo	39 653 600	9 913 400	49 567 000
32	Bétaré Oya	30 025 000	7 506 250	37 531 250
33	Pouma	22 642 000	5 660 500	28 302 500
34	Lembè	4 290 000	1 072 500	5 362 500
35	Menguémé	18 880 000	4 720 000	23 600 000
36	Esse	4 500 000	1 125 000	5 625 000
37	Batouri	25 458 720	6 364 680	31 823 400
38	Bertoua	28 225 841	7 056 458	35 282 299
39	Nkondjock	12 932 001	3 233 001	16 165 002
40	Dzeng	66 750 000	16 687 500	83 437 500
41	Nyanon	40 000 000	10 000 000	50 000 000
42	Dibang	70 000 000	17 500 000	87 500 000
43	Bipindi	15 305 601	3 826 401	19 132 002
44	Minta	42 000 000	10 500 000	52 500 000
45	Makènènè	13 544 000	3 386 000	16 930 000
46	Yabassi	40 000 000	10 000 000	50 000 000
47	Nguti	35 000 000	8 750 000	43 750 000
48	Akonolinga	20 160 000	5 040 000	25 200 000

49	Edzendouan	31 075 000	7 768 750	38 843 750
50	Edéa	4 560 800	1 140 200	5 701 000
51	Massangam	887 500	221 875	1 109 375
52	Ndem Nam	6 360 000	1 599 000	7 959 000
53	Ekondo Titi	7 000 000	1 750 000	8 750 000
54	Endom	3 000 000	750 000	3 750 000
55	Mbongué	3 000 000	750 000	3 750 000
56	Matomb	2 600 000	650 000	3 250 000
		4 935 463 981	1 278 401 750	6 213 865 731

RFA 2005

	40% communes	10%populations	Total 2005
Abong Mbang	34 113 640	8 528 410	42 642 050
Akonolinga	20 160 000	5 040 000	25 200 000
Ambam	26 518 600	6 629 650	33 148 250
Batouri	33 468 720	8 367 180	41 835 900
Belabo	59 170 539	14 792 634	73 963 173
Bertoua	28 225 841	7 056 461	35 282 302
Bétaré Oya	30 025 000	7 506 250	37 531 250
Bibey	88 494 000	22 123 500	110 617 500
Bipindi	15 305 601	3 826 401	19 132 002
Bot Makak	3 000 000	750 000	3 750 000
Campo	52 072 800	13 018 200	65 091 000
Deuk	4 284 480	1 071 150	5 355 630
Dibang	-	-	-
Djoum	163 208 235	40 801 460	204 009 695
Doumé	85 867 878	21 466 971	107 334 849
Dzeng	-	-	-
Ebolowa	162 804 552	40 701 138	203 505 690
Edéa	1 883 200	470 800	2 354 000
Eseka	5 754 000	1 438 500	7 192 500
Edzendouan	-	-	-
Ekondo Titi	-	-	-
Endom	3 000 000	750 000	3 750 000
Esse	4 500 000	1 125 000	5 625 000
Gari Gombo	192 489 094	48 122 272	240 611 366
Kribi	24 961 066	6 240 266	31 201 332
Lembè	4 290 000	1 072 500	5 362 500
Lolodorf	5 087 600	1 271 900	6 359 500
Lomié	272 956 757	68 239 187	341 195 944
Ma'an	215 627 173	53 906 793	269 533 966
Makak	4 480 000	1 120 000	5 600 000
Makènènè	10 494 000	2 623 500	13 117 500
Massagam	3 050 000	762 500	3 812 500
Massock Loulou	22 100 000	5 525 000	27 625 000
Matomb	-	-	-
Mbang	253 011 907	63 252 976	316 264 883
Mbongué	-	-	-
Menguémé	18 880 000	4 720 000	23 600 000
Messock	213 364 842	53 341 210	266 706 052

Messondo	58 102 400	14 525 600	72 628 000
Meyomessala	13 987 013	3 496 753	17 483 766
Mvengue	8 354 000	2 965 480	11 319 480
Mindourou	626 630 982	156 657 744	783 288 726
Minta	22 500 000	5 625 000	28 125 000
Mintom	50 772 624	12 693 156	63 465 780
Mouloundou	129 471 936	48 551 979	178 023 915
Mvangane	102 318 880	25 579 720	127 898 600
Nanga Eboko	136 406 500	34 101 500	170 508 000
Ndéléélé	205 158 309	51 289 575	256 447 884
Ndem Nam	-	-	-
Ndikiniméki	83 411 400	20 852 850	104 264 250
Ngambé Tikar	127 425 091	31 856 273	159 281 364
Ngoro	793 423	198 356	991 779
Ngoura	5 000 000	1 250 000	6 250 000
Nguelbok	6 360 000	1 590 000	7 950 000
Nguti	-	-	-
Nitoukou	4 239 999	1 059 999	5 299 998
Nkondjock	12 932 001	3 233 001	16 165 002
Nyanon	-	-	-
Oveng	31 037 418	7 759 461	38 796 879
Pouma	21 278 000	5 319 500	26 597 500
Salapoumbé	222 812 172	55 703 043	278 515 215
Sangmélima	90 871 769	22 717 942	113 589 711
Tinto	206 482 200	51 620 550	258 102 750
Yabassi	-	-	-
Yingui	26 720 000	6 680 000	33 400 000
Yokadouma	439 191 248	116 143 231	555 334 479
Yoko	136 470 920	34 117 700	170 588 620
	4 831 377 810	1 231 250 222	6 062 628 032

Annexe 4

Liste des forêts communautaires attribuées au Cameroun (janvier 2006, source MINFOF)

N°	Nom de l'entité juridique	Superficie (ha)	Province Département Arrondissement	Nom et adresse du partenaire	Observations	Propositions
1	ENTENTE DE NKANG	2550	Centre Mbam/Inoubou Deuk	Patrice-Bois a été le partenaire en 2005		*Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
2	SODENKANG	2000	Centre Mbam/Inoubou Deuk	Patrice-Bois a été le partenaire en 2005		*Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
3	GIPROFOCODJA	3800	Centre Mbam/Inoubou Deuk	TAKANG Bonaventure	Site d'exploitation non visité, mais existence des conflits internes.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
4	ABEGONG	5000	Centre Mbam/Inoubou Deuk		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
5	GIPROCOBO	5000	Centre Mbam/Inoubou Deuk		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
6	FOCONYAMZOM	500	Centre Mbam/Inoubou Deuk		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
7	SODENGUENG	5000	Centre Mbam/Inoubou Deuk	Flamboyant	- Exploitation hors limites - Les documents d'exploitation sont utilisés et confisqués par le partenaire. Ce partenariat vient d'être rompu..	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
8	FOCOTSONGO	5000	Centre Mbam/Inoubou Deuk		Site d'exploitation non visitée. Mais existence de conflits interne.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
9	ADE	5000	Centre Mbam/Inoubou Ndikinimeki		Le PSG de cette communauté est approuvé mais la convention n'est pas encore signée.	Attente de la convention signée.
10	GIC CCI	4700	Centre Mbam/Inoubou Ndikinimeki	I.B.C		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
11	GIC LAN MBOUANG	5000	Centre Mbam/Kim Ngambé-Tikar	Etablissements Nyandam	- Exploitation industrielle non autorisée dans une FC.	Suspension. Descente souhaitée de la BNC pour établissement des faits

12	GIC JAN	5000	Centre Mbam et Kim Ngambe Tikar	Fond propre jusqu'à la réservation appui de Mr Fuser pour l'élaboration du PSG Travaillent à l'heure actuelle avec l'appui de la scierie du Mbam et Kim	Site d'exploitation non visité	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
13	GIC Génération des jeunes Agriculteurs de Mangblang (GIC GJAM)	4722	Centre Mbam et Kim Ngambe Tikar		Forêt nouvellement attribuée et site d'exploitation non visité	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
14	GIC des Agriculteurs de Kong(GAK)	5000	Centre Mbam et Kim Ngambe Tikar		Site d'exploitation non visité, mais existence des conflits internes.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
15	GIC CODANTI	5000	Centre Mbam et Kim Ngambe Tikar	MAMOUDA	Site d'exploitation non visité, mais existence des conflits internes.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
16	GIC des fermiers réunis	5000	Centre Mbam et Kim Ngambe Tikar	Gustave Bois Appui financier et en contrepartie, exploitation de bois sur une superficie de 2000 hectares	Site d'exploitation non visité, mais existence des conflits internes.	*la descente de la BNC sur le terrain est indiquée, mais peut obtenir le CEA sur la base des documents requis.
17	Association paysanne Bilanga Kombe	5000	Centre Mbam et Kim Ntui	Sté HORTENS ou Noah Ongolo J.(financement) MYLPELDA accompagnement)	- Gestion non participative - PSG à revoir pour mauvaise programmation	PSG à réviser
18	GIC ITOC	5000	Centre Mbam et Kim Ntui			En plus du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006, la descente de la BNC est indiquée.
19	GIC Action participative pour l'Essor de Donga (APED OMIN)	5000	Centre Mbam et Kim Ntui	Equatorial Bois		*Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
20	GIC pour le Développement de l'Agriculture de la Pisciculture et de la Sylviculture de Bingala (GIC DAPSI)	5000	Centre Mbam et Kim Ntui	Clauses résiliées avec Mr ANDA à l'heure actuelle avec Mr Wandja, exploitation exclusive à durée indéterminée		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
21	GIC Abeng Ayem Medjanvouni	5000	Centre Mbam et Kim Yoko	Aucun, plusieurs tentatives ayant connu des échecs.		*Descente préalable sur le terrain de la BNC.

22	GIC Ngarkong	5000	Centre Mbam et Kim Yoko		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
23	GIC des Agriculteurs de Yangafock II (MPORI)	5000	Centre Mbam et Kim Ngoro	CATEF (accompagnement) ONYBRROS tel. 7111884		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
24	GIC GRAMOMA	5000	Centre Mbam et Kim Ngoro	TIB (Elaboration du PSG contre exploitation de bois en grumes mais contrat résilié. Nouveau contrat avec la sté SFEES (Eboueme Ebaka)		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
25	GIC AJAM	5000	Centre Mbam et Kim Yoko	DENGHIR Gabriel	Forêt inactive	Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
26	ADRGM	5000	Centre Mbam et Kim Yoko		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
27	APDD	4800	Centre Mbam et Kim Yoko		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
28	GIC Action pour le Développement de Minta	5000	Centre Haute Sanaga Minta	- Sans partenaire	Non respect du volume accordé par essence	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
29	FOVYVE	5000	Centre Haute Sanaga Minta		Forêt inactive	Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
30	GIC BIA BIA	5000	Centre Haute Sanaga Nkoteng	Sté GRACELAND FARMS LTD BP 2008 Yaoundé	- Exploitation hors limite - Trafic des lettres de voiture.s	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
31	GIC EBOLO MBAMA		Centre Haute Sanaga Nanga Eboko			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
32	GIC AGREM		Centre Haute Sanaga Nanga Eboko	CIC BP 13189 Yaoundé		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006

33	GIC AES		Centre Haute Sanaga Nanga Eboko	GAT Sarl BP 12548 Yaoundé	Non respect du volume accordé par essence.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
34	ESSAYONS VOIR BIKANG	4800	Centre Haute Sanaga Nanga Eboko		- Trafic des lettres de voiture	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
35	GICdes Agriculteurs d'Endoum		Centre Haute Sanaga Nkoteng		- Trafic des lettres de voitures.	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
36	GIC des Amis de l'Environnement		Centre Haute Sanaga Nkoteng		- l'exploitation ne respecte ni la parcelle, ni le secteur . -- Non renouvellement des limites - Trafic des lettres de voitures	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
37	Gic d'Agroforestiers d'Endoum		Centre Haute Sanaga Nkoteng		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
38	Association ADIZAN	4992	Centre Nyong et So'o Mbalmayo			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
39	Association ADINNIA	4730	Centre Nyong et So'o Mbalmayo			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
40	GIC COVIMOV	5000	Centre Nyong et So'o Mbalmayo			*Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
41	GIC OYENGA	5000	Centre Nyong et So'o Nkol metet		- Trafic des lettres de voiture	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
42	NKOBAYEBA	5000	Littoral Sanaga/ Maritime Ngambe			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
43	Groupe des Agriculteurs de Dikous(GIC GIAND	5000	Littoral Sanaga/ Maritime Edéa		Serait coupables d'exploitation frauduleuse hors limites à grande échelle ,mais aucun responsable rencontré	Suspension Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
44	GIC des Planteurs de Ndem (MYLDEM)	5000	Littoral Nkam Yngui	Aucun		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
45	GIC DIPAN DI LONG NKOKOM	2040	Littoral Nkam Yabassi	Aucun		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006

46	PREFODE	5000	Littoral Moungo Dibombari		Initiative interrompue par des mouvements de scission.	Suspension
47	RAPDO	4000	Sud Océan Kribi		Vives tentions sociales	Suspension en attente de la résolution des problèmes sociaux.
48	SDM DE MBOKE	2284	Sud Océan Kribi		- Trafic de lettres de voiture	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
49	GICAF DE MBANGO	1994	Sud Océan Lolodorf			Attente du rapport d'activités 2005 et production des documents requis pour l'obtention d'un CAE pour 2006
50	GIC FORESTCOM	3340	Sud Océan Kribi	BAYANE Boniface		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
51	GICAN II	5000	Sud Dja et Lobo Sangmélina	ONG COLOMBE		*Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
52	AMOTA	4000	Sud Dja et Lobo Djoum		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
53	GIC GROPPAM	790	Sud Dja et Lobo Zoétélé		Forêt non active	Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
54	POKO Zoétélé	467	Sud Dja et Lobo Zoétélé		Forêt non active	Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
55	COFONEABA	5000	Sud Mvila Mvangan		- Exploitation industrielle dans la forêt communautaire	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
56	COFAYET	5000	Sud Dja et Lobo Bengbis		- Non respect du volume autorisé par essence - Trafic des lettres de voiture - Validité du PSG expirée depuis le 07 juillet 2003	Suspension et descente de la BNC pour établissement des faits.
57	KONGO	3000	Est Haut Nyong Lomié	BESDAN Standard	Période de validité du PSG expirée.	Suspension des activités en attendant la révision du PSG.
58	GBOPABA	4200	Est Haut Nyong Lomié	LOMIE Gérard		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006









59	CODEVIR	4100	Est Haut Nyong Lomié	Négociations avec R.Pallisco		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
60	TSOUNG AMANDE	5000	Est Haut Nyong Doumé	Cam-Wood		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
61	BIMBOUE	3920	Est Haut Nyong Abong Mbang		Conflits sociaux aigus	Suspension en attendant la résolution des conflits
62	COBABA	2300	Est Haut Nyong Ngoyla		Cette forêt n'est pas encore en activité.	Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
63	MOANGUET LE BOSQUET	1662	Est Haut Nyong Lomié	BESDAN Sarl	Période de validité du PSG expirée.	Suspension des activités en attendant la révision du PSG.
64	KOUNGOULOU	3180	Est Haut Nyong Lomié		Période de validité du PSG expirée.	Suspension des activités en attendant la révision du PSG.
65	ESCHIAMBOR MALEN	4490	Est Haut Nyong Lomié	BESDAN Standard	Période de validité du PSG expirée.	Suspension des activités en attendant la révision du PSG.
66	ADJEK (Djolepoum-Ekoh)	2300	Est Haut Nyong Messamena	Partenariat avec Pallisco arrêté		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
67	FOURMIS DE KABYLONE (FOCABIL 1)	2550	Est Haut Nyong Messamena		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
68	Beyo Beyo	1000	Est Haut-Nyong Massamena		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
69	Zenga Milene	1600	Est Haut-Nyong Massamena		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
70	MBIELABOT	5000	Est Bouba et Ngoko Yokadouma	Equatorial du Bois (EDB)	Période de validité du PSG expirée.	Suspension des activités en attendant la révision du PSG.
71	BIBIMBO	5000	Est Bouba et Ngoko Yokadouma	ONY BROS et JERUN et Cie		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006

72	MPEMOG	5000	Est Bouba et Ngoko Yokadouma	Equatorial du Bois (EDB), et STBK		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
73	GIC AJUNG	1225	Nord-Ouest Boyo Fundung	Ets ERIMON		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
74	GIC LAIKOM	1335	Nord-Ouest Boyo Fundung	Ets ERIMON		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
75	MBOH-BOLEM ILUNG	421	Nord-Ouest Boyo Fundung		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action
76	GIC Yang-Tinifoinbi-Muloin	1301	Nord-Ouest Boyo Njinikom	Ets ERIMON		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
77	GIC BIHKOV	2040	Nord-Ouest Bui Jakiri	Fai Polycarp Nsaidzeka		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
78	GIC NCHILY	974	Nord-Ouest Bui Kumbo	Osword Kuan		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
79	GIC MBAI	484	Nord-Ouest Bui Kumbo	Ets Tiogning Jean et Fils		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
80	GIC JUAMBUM	424	Nord-Ouest Boyo Njinikom	Ets AFRIMED		Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
81	GIC SPREFOGMA	3320	Ouest Noun Malantouen			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006
82	Ass BIMBIA BONADIKOMBO (BBCF)	3735	Sud-Ouest Fako Limbe	Convention de financement avec la communauté urbaine de Limbe	Non respect de la réglementation en vigueur dans la mise en oeuvre du PSG	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
83	NDECUDA	5000	Sud-Ouest Kupé Muanengouba Tombel		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
84	Tinto	1295	Sud-Ouest Manyu Upper Bayang		Forêt non visitée	Descente préalable de la BNC sur le terrain avant toute autre action.
85	AKWEM COMMUNITY FOREST	4000	Sud-Ouest Manyu Eyumedjock			Attente du rapport d'activités 2005 et autres documents requis pour l'établissement du CAE 2006

Annexe 5

Éléments photographiques sur la gestion des fonds issus de la RFA dans les communes forestières de l'Est

Les photos ci dessous illustrent suffisamment quelques abus notoires et autres investissements dont la pertinence peut être questionnée.

	
<p>Figure 49 : ce hangar a coûté plusieurs millions !</p>	<p>Figure 50 : ce comptoir commercial a été facturé 10 millions à une commune rurale</p>
	
<p>Figure 51 : idem</p>	<p>Figure 52 : comme ces deux là (10 millions chacun)</p>
	
<p>Figure 53: Foyer communautaire construit avec les fonds RFA (les 10%) : quelle importance pour les populations ?</p>	<p>Figure 54 : exemple de surfacturation; édifice à 8 millions de FCFA ?</p>
	
<p>Figure 55 : Ce puit a été facturé 5 millions de FCFA</p>	<p>Figure 56 : Matériel coûteux ayant très peu servi et abandonné faute de maintenance</p>

Annexe 6 :
Coûts de la mise à FOB

Estimation en mai 2006 du coût de la mise à Fob des bois au port de Douala (FCFA)		GRUMES		DEBITES
FRAIS FIXES / DOSSIER		Ayous, Azobé, Fraké	Autres essences	
	1 - Frais fixe dossier	35 000	35 000	35 000
	2 - Timbre sur connaissance	15 000	15 000	15 000
	3 - Domiciliation exportation			
	Imprimé	1 000	1 000	1 000
	Timbre	1 000	1 000	1 000
	4 - Certificat phytosanitaire			
	Imprimé	2 000	2 000	2 000
	Timbre	1 000	1 000	1 000
	5 - GUCE (fiche)	10 000	10 000	10 000
	6 - Douanes			
	Passage en douane (déclaration douanière)	4 114	4 114	4 114
	Visa douane parc à bois	5 000	5 000	5 000
	Travail extra légal Douane	5 000	5 000	5 000
	TOTAL FRAIS FIXES PAR DOSSIER	79 114	79 114	79 114
FRAIS VARIABLES PAR M³				
	1 - Frais SEPBC (déchargement, stockage, manutention jusqu'au pied du bateau)			
	Parc commercial	2 266	2 981	
	Parc d'embarquement	3 630	3 630	3 604
	PAD	451	451	451
	Assurances	50	50	50
	2 - PAD (frais embarquement PAD)	398	398	398
	3 - HAD (Honoraire agréé en douane)	700	700	700
	4 - Frais de manutention et d'aconage (*)	1 193	1 193	3 339
	S/Total	8 687	9 403	8 542
	Grumes uniquement			
	5 - Inspection SGS 0,95% valeur facture			
	6 - Surtaxe à l'exportation			
	Ayous 4000 F/M3			
	Essences promotion I 3000 F/M3			
	Essences promotion II 500 F/M3			
	7 - Droits de sortie 17,5% valeur taxable			
	TOTAL FRAIS VARIABLES PAR M³			8 542

(*) Par tonne, SEPBC prend l'aconage jusqu'au bateau, et l'aconier du navire charge

EXPORT GRUMES : FRAIS VARIABLES (FV) MISE A FOB (FV PAR M3 + DROITS DE SORTIE + INSPECTION SGS) - FCFA										
Essences	Valeur Fob zone II (2ème sem. 2004) F.V. actualisé 2006	Frais variables / m3	Inspection SGS (0,95% facture) (moyenne*)	Surtaxe à l'exportation	Droits de sortie (17,5% valeur Fob)	TOTAL PAR M3	Vol. export 2005 (m3) (*)	Frais variables Mise à Fob 2005	Valeur totale exportation (source Douanes)	Part mise à Fob (FV) dans la valeur totale en %
Ayous	94 800	8 687	869	4 000	16 590	30 146	53942	1 626 109 559		
Azobé	80 000	8 687	869	3 000	14 000	26 556	577	15 322 534		
Bahia	80 000	9 403	869	500	14 000	24 772	535	13 252 762		
Bilinga	85 000	9 403	869	3 000	14 875	28 147	3712	104 479 877		
Bodioa	50 000	9 403	869	500	8 750	19 522	400	7 808 607		
Dabéma	60 000	9 403	869	500	10 500	21 272	6675	141 987 386		
Diana /Celtis / Odou	50 000	9 403	869	500	8 750	19 522	79	1 542 200		
Eyong	74 000	9 403	869	500	12 950	23 722	7385	175 183 414		
Faro	60 000	9 403	869	500	10 500	21 272	508	10 805 931		
Fraké	70 000	8 687	869	3 000	12 250	24 806	16788	416 435 045		
Framiré	89 000	9 403	869	3 000	15 575	28 847	560	16 154 050		
Iatandza / Evouvouss	82 000	9 403	869	500	14 350	25 122	794	19 946 486		
Kossipo	100 000	9 403	869	3 000	17 500	30 772	805	24 771 072		
Kotibé	88 000	9 403	869	3 000	15 400	28 672	60	1 720 291		
Koto	94 000	9 403	869	3 000	16 450	29 722	654	19 437 873		
Lati / Edjil	90 000	9 403	869	500	15 750	26 522	911	24 161 103		
Lotofa / Nkanang	70 000	9 403	869	500	12 250	23 022	677	15 585 568		
Mukulungu	85 000	9 403	869	500	14 875	25 647	261	6 693 741		
Okan / Adoum	60 000	9 403	869	500	10 500	21 272	15350	326 517 809		
Tali	81 900	9 403	869	3 000	14 333	27 604	35139	969 977 606		
Tiama	95 000	9 403	869	3 000	16 625	29 897	20	597 930		
TOTAL FRAIS VARIABLES EXPORT GRUMES							145 832	3 938 490 846	13 276 142 934	29.67%
EXPORT DEBITES : FRAIS VARIABLES MISE A FOB										
DEBITES						8 542	658 320	5 623 369 440		
PLACAGES						8 542	64 796	553 487 432		
CONTRE-PLAQUES						8 542	25 266	215 822 172		
BOIS PROFILES						8 542	8 001	68 344 542		
TOTAL FRAIS VARIABLES EXPORT DEBITES							756 383	6 461 023 586	177 377 863 074	3.64%

(*) Concordance en 2005 des sources de données MINFOF et DOUANES sur les volumes grumes et débités exportés

Annexe 7

Typologie des opérateurs et principaux partenariats sur les concessions

CAS DES CONCESSIONS

N° UFA	N° Concession	Concessionnaire	Localisation Province-Département	Superficie provisoire(ha)	Part en %
I - EXPLOITANTS FORESTIERS / TRANSFORMATEURS					
1 - ETRANGERS (concessions en propre)					
10.001	1025	CFC 1996	Est-Boumba et Ngoko	63 728	
10.002				22 714	
10.003				67 217	
10.004				44 651	
10.015	1004	CIBC	Est-Boumba et Ngoko	155 421	
10.011	1013	SAB	Est-Boumba et Ngoko	60 838	
10.007	1010	SEBC	Est-Boumba et Ngoko	113 507	
10.058	1009	SEBC	Est-Kadey	60 823	
10.045	1045	J. PRENANT	Est-Haut Nyong	54 447	
		Gr WICWOOD		643 346	
08.004	1017	EFMK	Centre-Mbam et Kim	126 160	
08.001	1026	EGTF RC CORON	Centre- Nanga Eboko	136 760	
08.002			Centre-Mbam et Kim		
09.015	1035	SN COCAM	Sud-Dja et Lobo/Mvilla	41 559	
08.007	1049	SABM	Centre-Mbam et Kim	83 400	
		Gr KHOURY		387 879	
09.021	1006	WIJMA	Sud-Vallée du Ntem	41 965	
11.002		WIJMA	Sud-Ouest- Manyu	72 705	
09.024	1037	Forestière de Campo	Sud-Vallée du Ntem	76 002	
		Gr WIJMA		190 672	
10.054	1012	SFID	Est-Haut Nyong/Kadey	68 292	
10.038	1043	CAMBOIS	Est-Haut Nyong/Kadey	145 585	
10.056	1066	SFID		72 391	
		Gr ROUGIER		286 268	
10.009	1022	SEBAC	Est-Boumba et Ngoko	88 796	
10.012	1016	SEFAC	Est-Boumba et Ngoko	62 597	
10.008	1052	SEFAC	Est-Boumba et Ngoko	60 053	
10.010	1053	SEFAC	Est-Boumba et Ngoko	61 760	
10.064	1060	FILIERE BOIS	Est-Boumba et Ngoko	114 379	
		Gr SEFAC		387 585	
10.021	1018	GREEN VALLEY	Est-Boumba et Ngoko	71 533	
10.052	1058	SOTREF	Est-Boumba et Ngoko	69 008	
10.025	1070	SFIL		76 002	
		Gr DECOLVENAERE		216 543	
10.041	1019	R. PALLISCO	Est-Haut Nyong	64 961	
10.039	1044	ASSENE NKOU	Est-Haut Nyong	47 585	
10.030	1054	PALLISCO	Est-Haut Nyong	79 757	
		Gr PASQUET		192 303	
10.051	1015	GRUMCAM	Est-Kadey	85 812	
10.063	1048	ALPICAM	Est-Boumba et Ngoko	68 933	
10.053	1072	GRUMCAM		82 308	
10.026	1040	ALPICAM	Est-Bba et Ngoko/Kadey	128 449	
		Gr ALPI		365 502	
08.005	1077	SIM		56 900	
10.040	1074	TTS		79 579	
00.004	1029	TRC	LT-Nkam/CE-Mbam et I.	125 490	
11 001	1086	TRC	Sud-Ouest- Manyu	55 580	

		TRC		181 070	
09.017	1050	FIPCAM	Sud-Mvilla	99 501	
09.018					
10.047	1057	FIP-CAM	Est-Haut Nyong	47 381	
		FIP-CAM		146 882	
10.061	1021	PLACAM	Est-Lom et Djérem	27 495	
10.043	1071	PLACAM		51 874	
10.055		PLACAM		40 367	
		PLACAM		119 736	
		S/Total		3 254 265	53.2%
2 - NATIONAUX					
10.020	1038	Ingenierie Forestière	Est-Boumba et Ngoko	87 192	
10.022	1039	SFIW	Est-Boumba et Ngoko	48 864	
10.031	1041	Ingenierie Forestière	Est-Haut Nyong	41 202	
10.057	1067	Ingenierie Forestière	Est-Kadey	32 293	
10.048	1084	SCIFO	Est-Haut Nyong	68 030	
		Ingenierie Forestière		277 581	
10.059	1059	SCTB Sarl	Est-Kadey	163 457	
10.060			Est-Kadey		
10.046	1046		Est-Lom et Djérem		
10.005	1051	STBK	Est-Boumba et Ngoko	52 245	
10.018	1003	SIBAF	Est-Boumba et Ngoko	65 832	
		STBK		118 077	
00.003	1028	MMG		125 568	
09.025	1011	SCIEB	Sud-Océan	86 788	
09.011	1079	SIBM	Sud- Dja et Lobo	35 891	
		S/Total		807 362	13.2%
TOTAL EXPLOITANTS FORESTIERS TRANSFORMATEURS				4 061 627	66.4%
II - EXPLOITANTS FORESTIERS SANS TRANSFORMATION					
1- ETRANGERS					
09.019	1036	CUF	Sud-Vallée du Ntem/Mvilla	38 247	
09.020	1069	CUF		44 866	
09.026	1081	CUF	Sud-Mvila	49 026	
09.027			Sud-Mvila et Océan	15 435	
		CUF		132 139	
10.062	1047	PANAGIOTIS Marelis	Est-Lom et Djérem	138 675	
10.013	1065	CFE	Est-Boumba et Ngoko	70 441	
		S/Total		341 255	5.6%
2- NATIONAUX					
10.037	1042	KIEFFER	Est-Haut Nyong	51 685	0.8%
TOTAL EXPLOITANTS FORESTIERS SANS TRANSFORMATION				392 940	6.4%
III - CONCESSIONS DES NATIONAUX EN PARTENARIAT OU AFFERMAGE					
08.008	1030	SCTCB	Centre-Mbam et Kim	72 000	Partenaire
08.006	1002	SFB	Centre-Mbam et Kim	69 920	SIM
09.006	1001	SFF	Sud- Dja et Lobo	74 092	TTS
08.009	1031	INC Sarl	Centre-Mbam et Kim	65 472	PATRICE BOIS
09.004b	1033	COFA	Sud-Dja et Lobo	81 335	SIM
09.003	1032	LOREMA	Sud-Dja et Lobo	138 652	PATRICE BOIS
09.005a					ROUGIER

09.004a						
09.005b	1034	SOCIB	Sud-Dja et Lobo	44 698		ROUGIER
09.013	1063	CFK		50 296		WIJMA
09.016	1064	COFA	Sud Dja et Lobo	66 007		PATRICE BOIS
10.023	1007	SFCS	Est-Boumba et Ngoko	62 389		TTS
10.042	1055	SODETRANCAM	Est-Haut Nyong	44 249		PASQUET
10.044	1056	ASSENE NKOU	Est-Haut Nyong	66 861		PASQUET
10.029	1014	SFDB	Est-Haut Nyong	46 922		SIM
09.007	1073	ETS MPACKO		41 144		ROUGIER
09.008				38 278		
09.009	1076	Société For Bojongo		48 327		PATRICE BOIS
09.010				33 508		
09.022	1078	GAU SERVICES		78 461		PATRICE BOIS
00.001	1075	SEPFCE		57 926		TRC
00.002				15 410		
10.049	1085	PMF WOOD	Est-Haut Nyong	32 675		Vente de bois Wijma TRC
10.050			Est-Haut Nyong	38 013		
09.028	1082	ETS EFFA J.B.P		26 895		TRC
TOTAL CONCESSIONS EN PARTENARIAT OU AFFERMAGE				1 293 530	21.1%	Conc. retirée
IV - CONCESSIONS DES NATIONAUX SANS PARTENARIAT						
09.012	1062	AVEICO	Sud-Dja et Lobo	85 701		
09.023	1005	BUBINGA	Sud-Vallée du Ntem	56 192		
TOTAL CONSESSIONS SANS PARTENARIAT				141 893	2.3%	
V - AUTRES						
07.002	1027	CPPC ex Cellucam	Littoral/Sanaga Maritime	100 000		
08.003	1020	STJJY	Centre-Mbam et Kim	53 460		
09.014	1080	GEC	Sud- Dja et Lobo	28 931		
10047 B	1083	CCIF	Est-Haut Nyong	48 960		
TOTAL AUTRES				231 351	3.8%	
		TOTAL		6 121 341	100%	

Annexe 8
Les indicateurs comptables et économiques de la filière
bois au Cameroun

Contribution de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun à l'Audit économique et financier du secteur forestier

Commentaire : Ce rapport d'appui a été commandé par la mission d'audit à l'INS dans le cadre d'une collaboration contractuelle. Certaines données (par exemple sur l'emploi) ne correspondent pas tout à fait à celles recueillies par ailleurs par la mission d'audit. Des séances de travail en commun ont servi à rapprocher certaines données, mais des différences subsistent. Les méthodes différentes de collecte de données sont sans doute à l'origine de ces différences, qui reflètent les difficultés d'obtenir des données fiables sur une base régulière concernant le secteur forestier.

L'apport de l'INS est également constitué par les données qui sont proposées concernant le secteur informel, extrapolées à partir des enquêtes effectuées régulièrement par un réseau d'enquêteurs sur différentes parties du territoire.

L'INS remplit également la fonction de tenue de la Centrale des Bilans, qui lui permet de disposer des informations économiques comprises dans les Déclarations Statistiques et Fiscales que remplissent les entreprises.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

**INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS**

*Contribution à l'audit économique et financier du
secteur forestier*

Effets induits de l'activité du bois dans l'économie camerounaise

Structure de la valeur ajoutée.

Le secteur bois comprend trois branches d'activité :

- l'exploitation forestière et la sylviculture (branche 004)
- le sciage et le traitement de bois (branche 018)
- la fabrication de meubles (branche 028001)

Afin de mieux cerner les effets induits du secteur bois, l'activité de transport de bois ont été incluse dans l'analyse. Ces activités sont retracées par une fraction de la branche 034.

Les activités du secteur bois représente en moyenne 4,4% de la valeur ajoutée sur la période 2000-2004. Ce pourcentage passe à 4,5% si on inclut les activités de transport de bois.

Comme l'indique le tableau 1, les activités de sciage avec un pourcentage moyen de 2,3%, contribue le plus à la formation de la valeur ajoutée.

Tableau 36 : Poids des branches dans la valeur ajoutée totale sur la période 2000-2004 (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Ensemble bois (1+2+3)	4,5	4,1	4,1	4,5	4,9	4,4
Exploitation (1)	1,8	1,3	1,2	1,5	1,7	1,5
Sciage et traitement (2)	2,0	2,3	2,3	2,4	2,6	2,3
Meubles (3)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6
Transport	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

Cette valeur ajoutée est créée essentiellement par le secteur formel qui représente près de 65,8% de la valeur ajoutée du secteur bois et près de 60% de la valeur ajoutée de l'activité du transport du bois. Cette contribution du secteur formel masque des disparités entre les différentes activités du secteur. En effet, comme le montre le tableau 2, le poids moyen du formel dans la valeur ajoutée du secteur bois passe de 80,2% pour l'exploitation et la sylviculture à 22,5% pour la fabrication de meubles.

Tableau 37 : Part formel de la valeur ajoutée (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Ensemble bois	63,6	64,5	65,1	68,1	67,8	65,8
Exploitation	79,8	80,2	79,7	81,6	79,7	80,2
Sciage et traitement	62,1	65,9	68,2	71,2	71,3	67,6
Meubles	21,3	23,5	22,4	22,9	22,7	22,5
Transport	62,0	60,7	59,9	58,1	59,0	59,9

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

S'agissant de la structure de la valeur ajoutée du secteur bois, le sciage et traitement du bois contribue pour près de 52% à la valeur ajoutée totale du secteur. Comme le montre le tableau3, Cette contribution a traversé les 50% dès l'année 2001 avec l'obligation d'une première transformation locale de certaines essences. La deuxième transformation du bois représente en moyenne 14% de la valeur ajoutée du secteur.

Tableau 38 : Répartition valeur Ajoutée du secteur bois (%)

	2000		2001		2002		2003		2004		Moyenne	
	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Exploitation	51,1	40,7	38,4	30,9	36,7	30,0	39,7	33,1	41,0	34,9	41,1	33,7
Sciage et traitement	44,3	45,4	56,6	55,4	58,4	55,7	55,8	53,4	54,6	51,9	53,7	52,2
Meubles	4,6	13,9	5,0	13,7	4,9	14,3	4,6	13,6	4,4	13,3	4,7	13,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

Légende : F =Formel ; T=Total

Pour dégager cette valeur ajoutée, le secteur bois utilise des intrants. Sur la période allant de 2000 à 2005, et comme le montre le tableau 4, les principaux intrants utilisés par la secteur bois sont : Produits sylvicoles (0,25), Transports et Communication, Produits du travail du bois et articles en bois, Produits du raffinage, Produits chimiques, Services aux Entreprises, Produits métalliques de base et ouvrages en métaux, Meubles, Services d'hôtellerie et de restauration.

Tableau 39 : Coefficient technique des branches du secteur bois et

		sylviculture et exploitation forestière	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
	Consommation intermédiaire des branches					
4	Produits sylvicoles	0,044	0,398	0,000	0,245	0,000
34	Transports et Communication	0,430	0,077	0,000	0,173	0,009
18	Produits du travail du bois et articles en bo	0,016	0,165	0,238	0,130	0,000
20	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	0,049	0,019	0,004	0,026	0,182
21	Produits chimiques	0,014	0,012	0,020	0,014	0,003
38	Services aux Entreprises	0,012	0,010	0,012	0,011	0,035
33	Services d'hôtellerie et de restauration	0,009	0,003	0,022	0,007	0,023
16	Produits de l'Industrie Textile et de l'Habil	0,000	0,006	0,027	0,007	0,003
28	Meubles, produits des industries div. et sce	0,002	0,003	0,036	0,007	0,009
29	Électricité, Gaz et Eau	0,008	0,007	0,000	0,006	0,007
	Autres produits	0,044	0,017	0,062	0,030	0,193
	Ensemble des produits	0,627	0,717	0,422	0,655	0,464
	Production	356 389	698 200	142 451	1 197 041	24 785
	Valeur Ajoutée	132 766	197 572	82 315	412 654	13 279

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

Productivité

La productivité moyenne de l'ensemble du secteur bois est de deux millions de F CFA pour un actif. Cette productivité représente près du double de la productivité en 2004. Le tableau 5 montre que cette forte productivité provient essentiellement de l'activité de sciage et traitement de bois qui a productivité moyenne de près de 3,7 millions de f CFA. Avec une productivité moyenne égale à la productivité nationale, l'activité de fabrication de meubles a la plus basse productivité du secteur. Une explication à cette basse productivité serait la forte informalité de la branche de fabrication des meubles.

Tableau 40 : Productivité (Valeur ajoutée/Nombre d'actifs) (en millions de F CFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Ensemble bois	2,3	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0
Exploitation	2,2	1,5	1,4	1,5	1,5	1,6
Sciage et traitement	3,6	3,7	3,8	3,6	3,7	3,7
Meubles	1,1	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0
Transport	0,5	1,6	1,7	1,4	3,5	1,5

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

Les écarts moyens de productivité entre le secteur formel et le secteur informel vont de 5 millions pour l'exploitation, le sciage et traitement à deux millions pour les meubles. Ces écarts de productivité traduisent le fait que le secteur formel est à forte intensité capitaliste alors que le secteur informel utilise essentiellement le travail comme facteur de production. Le tableau 6 montre que la productivité du secteur formel tend à augmenter sur la période 2000 - 2004 aussi bien pour les activités du secteur bois que pour l'activité de transport de bois. A l'inverse, excepté dans le transport de bois, la productivité du secteur informel stagne ou se dégrade.

Tableau 41 : Productivité du secteur formel et du secteur informel (Valeur ajoutée/Nombre d'actifs) (en millions de F CFA)

	2000		2001		2002		2003		2004		Moyenne	
	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I
Ensemble bois	6,4	1,1	5,6	0,9	5,4	0,9	6,2	0,8	6,2	0,8	5,9	0,9
Exploitation	7,0	0,6	5,2	0,4	4,8	0,4	5,2	0,4	5,2	0,4	5,4	0,4
Sciage et traitement	6,1	2,1	7,1	1,9	7,4	1,9	7,4	1,6	7,5	1,6	7,1	1,8
Meubles	4,1	0,9	1,9	0,7	1,7	0,8	5,2	0,8	4,9	0,8	3,2	0,8
Transport	4,4	0,2	8,0	0,7	9,3	0,8	6,5	0,7	16,7	1,6	8,1	0,7

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

A titre de comparaison, la productivité moyenne calculée est le double de celle calculée dans l'enquête emploi et secteur informel (EESI 2005) qui se situe autour de 432 mille F CFA. Ces écarts sont moins prononcés au niveau des activités élémentaires. Ainsi, l'EESI 2005 révèle une productivité de :

- 1,6 million de F CFA pour l'exploitation contre 1,8 millions ;
- 518 mille F CFA pour le sciage et traitement contre 400 mille FCFA ;
- 258 mille F CFA pour la fabrication de meubles contre 800 mille F CFA ; et
- 822 mille F CFA pour le transport routier contre 700 mille F CFA

Les raisons pouvant expliquer ces écarts sont de plusieurs ordres :

- s'agissant des sources de données, la comptabilité nationale a utilisé les résultats de l'enquête 1-2-3 de 1993 qui couvrait uniquement la ville de Yaoundé alors qu'EESI 2005 a une envergure nationale.
- s'agissant des méthodes d'estimation, la comptabilité nationale utilise, en plus de l'extrapolation des résultats au plan national, la cohérence comptable des ressources et des emplois produits d'une part et la cohérence de la séquence de la séquence des comptes allant du compte de production au compte de capital.

Répartition de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée dégagée par le secteur bois permet de rémunérer trois facteurs de production :

- les ménages à travers la rémunération des salariés ;
- l'État par le biais de l'impôt sur la production ; et
- les investisseurs à travers l'excédent brut d'exportation.

En moyenne 33% de la valeur ajoutée des activités du secteur du bois est octroyée aux ménages sur la période 2000-2004. Cette part de la valeur ajoutée se décompose en 1,4% au titre des cotisations sociales et 31,2% au titre des salaires bruts. La part de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération des salariés oscille entre 52% pour l'exploitation forestière et 17% pour le sciage et le traitement du bois comme le montre le tableau 7. Cette répartition des salaires confirme l'utilisation des facteurs par les secteurs révélée par les productivités. Il faut noter que les taux de prélèvement sociaux ne s'appliquent qu'au secteur formel ; dans ce secteur uniquement, le taux de prélèvement sociaux passe à 2,2% pour l'ensemble du secteur bois et 4,8% pour le transport du bois.

Tableau 42 : affectation de la valeur Ajouté

	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Ensemble bois	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100
Rémunération des salariés	20,6	39,0	36,7	37,4	33,3	32,6
Dont Taux de prélèvements sociaux	1,96	1,71	1,54	0,96	1,18	1,4
Impôts sur la production	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0
EBE	78,3	59,9	62,3	61,7	65,7	65,3
Exploitation	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Rémunération des salariés	15,8	76,7	74,2	72,2	62,1	52,6
Dont Taux de prélèvements sociaux	2,37	2,46	1,94	1,14	1,53	1,8
Impôts sur la production	1,4	1,9	1,7	1,4	1,7	1,6
EBE	82,8	21,4	24,1	26,5	36,2	33,3
Sciage et traitement	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Rémunération des salariés	19,5	18,7	17,5	16,8	14,6	17,3
Dont Taux de prélèvements sociaux	1,89	1,64	1,71	1,09	1,22	1,5
Impôts sur la production	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
EBE	80,0	80,9	82,1	82,8	85,0	82,1
Meubles	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Rémunération des salariés	38,3	36,4	32,9	33,6	30,5	34,2
Dont Taux de prélèvements sociaux	0,97	0,29	0,07	0,05	0,12	0,2
Impôts sur la production	1,9	1,9	1,8	1,6	1,8	1,8
EBE	59,8	61,7	65,3	64,8	67,7	63,8
Transport	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Rémunération des salariés	22,3	28,4	26,1	25,4	25,6	25,5
Dont Taux de prélèvements sociaux	2,45	2,96	3,62	2,50	2,91	2,9
Impôts sur la production	3,3	2,8	2,7	2,5	2,5	2,7
EBE	74,4	68,8	71,2	72,1	72,0	71,7

Source : INS- Comptes nationaux et estimations

Les impôts sur la production (plus spécifiquement les autres impôts sur la production) comprennent : Licences et patentes, Taxe d'apprentissage, Taxes communales, Droits d'Enregistrements, Droits de timbre fiscal, Droits timbres (automobiles), Prélèvements divers, Vignettes et cartes grises et Autres impôts sur la production non déclarés ailleurs. L'ensemble des autres impôts sur la production représente près de 28% des autres impôts collectés au Cameroun en 2004. Si on inclut le transport de bois, ce taux passe à près de 30% des autres impôts collectés en 2004. Ces impôts représentent en moyenne 1% des utilisations de la valeur ajoutée du secteur bois et 2,7% de la valeur ajoutée du transport de bois. Dans le secteur formel, les impôts sur la production représentent près de 1,5% de la valeur ajoutée pour le secteur bois et 3,8% pour le transport du bois.

L'excédent brut d'exploitation représente la troisième utilisation du PIB. Il représente en moyenne 65,3% de la valeur ajoutée du secteur bois et 71,7% de la valeur ajoutée du transport du bois. Ce taux se situe à 82,1% pour le sciage et le traitement du bois 33,3% pour la l'exploitation forestière. Dans la fabrication de meuble, l'écart est prononcé entre le taux de rémunération du capital entre les secteurs formel et l'informel. En effet, ce taux est de 45% pour le formel et 74% pour le secteur informel. Cet écart traduit la forte présence des entrepreneurs individuels sous forme de menuiserie artisanale dans la seconde transformation du bois.

Une partie de l'EBE dégagé par le secteur formel permet de rémunérer les frais financiers des entreprises et de supporter les charges d'amortissement des équipements.

Pour l'ensemble du secteur bois relevant du secteur formel, en moyenne 13,3% de l'EBE est dédié aux frais financiers. Comme le montre le tableau 8, ces frais représentent une part non négligeable de l'EBE des activités sylvicoles et d'exploitation forestière ainsi que des activités de fabrication de meubles.

Tableau 43 : Frais financiers (secteur formel) (millions de F CFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Ensemble bois	14 539	14 024	15 036	18 342	20 923	16 570
Part dans EBE(%)	11,2	14,8	14,1	13,8	13,0	13,3
Sylviculture et exploitation forestière	8 475	6 364	6 564	8 580	10 085	8 014
Part dans EBE(%)	11,9	40,8	40,9	33,0	26,5	28,0
Sciage et traitement de bois	5 443	6 964	7 735	8 950	9 953	7 809
Part dans EBE(%)	9,6	9,1	8,9	8,7	8,5	9,0
Fabrication de meubles	600	646	687	770	850	711
Part dans EBE(%)	24,7	21,6	18,0	18,2	16,5	19,6
Transport de bois	413	469	504	506	619	502
Part dans EBE(%)	10,5	11,8	11,4	11,3	11,3	11,3

Source : INS- Comptes nationaux estimations

Dans l'ensemble et pour toutes les activités du secteur bois, la part de l'EBE consacrée à l'amortissement des matériels de production est supérieure à celle allouée aux frais financiers. Ainsi, les charges d'amortissement représentent en moyenne près de 68% de l'EBE pour l'ensemble du secteur bois et 64% pour le transport de bois.

Tableau 44 : Amortissement (secteur formel) (millions de F CFA)

	2 003	2 004	2 004	2 003	2 004	Moyenne
Ensemble bois	68 857	73 578	79 893	94 796	107 298	84 876
Part dans EBE(%)	52,9	77,5	75,1	71,3	66,8	68,1
Sylviculture et exploitation forestière	25 731	19 322	19 929	26 052	30 622	24 331
Part dans EBE(%)	36,2	124,0	124,1	100,3	80,3	85,2
Sciage et traitement de bois	37 627	48 143	53 476	61 875	68 805	53 985
Part dans EBE(%)	66,5	63,1	61,8	60,2	58,6	62,0
Fabrication de meubles	2 850	3 069	3 265	3 656	4 040	3 376
Part dans EBE(%)	117,3	102,6	85,4	86,4	78,6	93,1
Transport de bois	2 369	2 687	2 887	2 902	3 549	2 879
Part dans EBE(%)	60,4	67,7	65,3	64,8	64,6	64,5

Conclusion

La présente étude montre que le secteur bois, qui va de l'exploitation forestière à la deuxième transformation, représente en moyenne 4,4% du total de la richesse créée au Cameroun sur la période 2000-2004.

.produit contribue pour presque

En termes de perspective, cette étude sur les effets induits du secteur bois pourrait être complétée par la construction d'une matrice de comptabilité sociale pour des exercices de modélisation

Le comportement économique et financier du secteur forestier

L'objectif visé est d'analyser certains agrégats de la filière bois. Il s'agit également de mesurer les performances (rentabilité, structure du bilan, renouvellement de l'outil de production) et de la place de la filière dans l'économie camerounaise.

1) Analyse des agrégats de la filière

L'analyse porte sur les agrégats d'un échantillon représentatif des entreprises du secteur bois. Il n'a pas été possible d'avoir des informations sur la totalité des entreprises du secteur. Cela aurait exigé l'organisation d'une campagne de collecte d'informations dans les entreprises concernées, ainsi que la mobilisation des ressources budgétaires plus importantes qui ne sont malheureusement pas possibles.

1.1) Le chiffre d'affaires de la filière

Le chiffre d'affaires de la filière a évolué globalement en baisse depuis l'exercice 2000/2001, passant de 224,8 milliards de FCFA en 2000/2001 à 170,4 milliards de FCFA en 2003 et 186,3 milliards de FCFA en 2004. Cette baisse a concerné essentiellement la transformation du bois. Les activités de transformation de bois ont en effet connu plusieurs problèmes parmi lesquels on peut relever, le mauvais état des routes pour évacuer les grumes vers les usines ou vers les ports pour les exportations et une trop grande pression fiscale sur les activités forestières générant l'insuffisance des superficies exploitées pour approvisionner les usines.

Quant au chiffre d'affaires à l'exportation, il a atteint 222,9 milliards de FCFA en 2004 contre 203,4 milliards de FCFA en 2003 et 186,7 milliards de FCFA en 2002. Durant cette période, les exportations des bois transformés ont représenté en moyenne 91,7% des exportations totales. C'est la conséquence de l'arrêt des exportations de bois grume à l'exception de quelques essences de moindre valeur marchande.

Tableau 1 : Évolution du chiffre d'affaires de la filière bois (en millions de FCFA)

Branche d'activité	2000/2001		2001/2002		2003		2004	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
5- Exploitation forestière	85 507	38,04	97 961	44,58	101 191	59,37	96 195	51,64
14- Industrie du bois & fabrication des meubles	139 254	61,96	121 798	55,42	69 258	40,63	90 096	48,36
Total	224 761	100,00	219 759	100,00	170 449	100,00	186 291	100,00

Source : INS/DSF

1.2) L'exploitation forestière

1.2.41 La production et la valeur ajoutée

La production, tout comme le chiffre d'affaires a progressé à un rythme relativement modeste depuis 2000/2001, passant de 80,2 milliards de FCFA à seulement 89,9 milliards de FCFA en 2004 après un pic de 97,6 milliards de FCFA en 2003. Ce faible progrès de la production en valeur est la conséquence de la baisse des quantités et des valeurs à l'exportation des grumes. En effet, les quantités exportées sont passées de 214 041 m³ en 2002 à seulement 148 066 m³ en 2004 et 145 216 m³ en 2005. A cela il faut ajouter les difficultés liées au mauvais état des voies d'évacuation des grumes, l'insuffisance des superficies allouées aux exploitants forestiers et l'éloignement des exploitations forestières par rapport au port d'exportation et aux usines de transformation. Par ailleurs, les matières et fournitures, les transports et les services consommés par le secteur de l'exploitation ont été ces dernières années exposés aux nombreuses augmentations de leurs prix. Ces augmentations touchent généralement les transports, les carburants, les pièces de rechange, les réparations et la location du matériel, les pneumatiques qui constituent environ 70% des consommations intermédiaires

Tableau 2 : Évolution de la valeur ajoutée dans l'exploitation forestière

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
valeur ajoutée	25 803	24 792	15 849	10 652
production	80 236	94 638	97 593	89 874
VA/production	32,16	26,20	16,24	11,85

Source :INS/DSF

1.2.2 Les effectifs et salaires

On constate que l'exploitation forestière emploie une main d'œuvre relativement faible, 4 497 personne en 2004 contre 6 432 personnes en 2003 et 5 933 personnes en

2001/2002. C'est dire que les effectifs ont évolué faiblement durant les trois dernières années, ce qui confirme les difficultés de l'exploitation que nous avons évoquées. Il faut cependant relever qu'en plus du personnel permanent, les entreprises de l'exploitation forestière emploient une importante main d'œuvre temporaire, ce qui peut expliquer le niveau relativement bas des effectifs employés. Vers les années 90, les cadres expatriés représentaient 35% du personnel de conception et d'encadrement et 12% du personnel administratif et commercial.

Concernant les frais de personnel, leur niveau est resté relativement stable entre 2000/2001 et 2004 avec cependant un pic en 2003 lié à l'accroissement des effectifs, d'une part et d'autre part à la variation des effectifs entre le début et la fin de l'exercice. En effet, cette branche d'activité a embauché 1 370 personnes au cours de l'exercice contre 407 départs. Quant à la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée, elle a explosé en 2003 et 2004, atteignant respectivement 114,9% et 131,6% de la valeur ajoutée contre respectivement 47,5% et 59,2% en 2000/2001 et 2001/2002. C'est dire que les ponctions des frais de personnel sur la valeur ajoutée a été très favorable au personnel.

On remarque que la rémunération moyenne par salarié a régulièrement progressé au cours de la période. Cette situation est corrélative à la progression importante de la production par salarié, traduisant la rationalisation du processus de production marquée par des gains de productivité malgré la tendance baissière observée.

Tableau 3 : Évolution des effectifs et des frais de personnel dans l'exploitation forestière

intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
frais de personnel ¹	12 355	14 688	18 219	14 019
valeur ajoutée ¹	25 803	24 792	15 849	10 652
effectif	5 272	5 933	6 432	4 497
frais de personnel/VA	47,88	59,24	114,95	131,60
rémunération moyenne ¹	2,34	2,48	2,83	3,12
production/effectif ¹	15,22	15,95	15,17	19,99
production	80 236	94 638	97 593	89 874

(¹) en millions de FCFA

Source : INS/DSF

1.2.3 La fiscalité indirecte dans le secteur forestier

Les impôts et taxes, tels qu'ils apparaissent dans les comptes d'exploitation ne représentent pas la totalité des contributions du secteur. En effet, les principales sources de prélèvement fiscal sur le secteur forestier sont constituées de la taxe d'abattage, de la surtaxe à l'exportation, des droits de sortie, etc. ... Les impôts et taxes indirects ont atteint

13, 7 milliards de FCFA en 2004, 15, 7 milliards de FCFA en 2003 et près de 20 milliards de FCFA en 2001/2002 contre 15,6 milliards de FCFA en 2000/2001.

On observe que d'un exercice à l'autre, le partage de la valeur ajoutée devient de plus en plus favorable à l'État et le taux de prélèvement sur la valeur ajoutée est passé de 60,6% en 2000/2001 à 128,6% en 2004.

Tableau 4 : Évolution des impôts et taxes dans l'exploitation forestière

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Impôts et taxes	15 639	19 957	15 719	13 694
Impôts et taxes/VA (%)	60,61	80,50	99,18	128,56

Source : INS/DSF

1.2.4) L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)

L'excédent Brut d'Exploitation (EBE) représente la part de la valeur ajoutée récupérée par l'entreprise dans le partage de la richesse créée entre les facteurs de travail, l'États et l'entreprise.

Au cours de la période sous revue, l'EBE a été négatif, ce qui veut dire que la valeur ajoutée créée par l'entreprise est insuffisante pour payer les frais de personnel et les impôts et taxes indirects. Autrement dit, l'entreprise a dû s'endetter pour payer ces deux charges, sa valeur ajoutée étant insignifiante. Si la situation perdure, elle pourrait conduire la plupart des entreprises du secteur à l'arrêt de leurs activités.

Tableau 5 : Évolution de l'EBE dans l'exploitation forestière

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
EBE	-2 191	-9 704	-2 308	-3 047
EBE/production	-2,73	-10,25	-2,37	-3,39
EBE/VA	-8,49	-39,14	-14,56	-28,61

Source : INS/DSF

1.2.5 Les investissements dans l'exploitation forestière

L'exploitation forestière nécessite des équipements importants en matériel de chantier et de transport. C'est pourquoi, les entreprises de ce secteur doivent consacrer chaque année des ressources financières importantes pour l'acquisition des biens d'équipement.

Les dépenses d'investissement n'ont cessé de décroître, passant de 16,9 milliards de FCFA en 2001/2002 à seulement 6,6 milliards de FCFA en 2004. Le rythme

d'investissement apparaît relativement faible. Le ratio « Investissement/Valeur ajoutée » qui varie entre 60,4% et 71,7% traduit d'avantage la faiblesse de la valeur ajoutée qu'un effort de renouvellement des équipements productifs. Cette situation est inquiétante dans la mesure où on assiste en même temps au vieillissement de l'outil de production dans l'exploitation forestière.

Tableau 6 : Évolution des investissements dans l'exploitation forestière

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Investissements	16 854	15 035	11 357	6 594
Investissement/Production	21,01	15,89	11,64	7,34
Investissements/VA	65,32	60,64	71,66	61,90
Investissements/EBE	-769,24	-154,94	-492,01	-216,38

Source : INS/DSF

1.3 La transformation du bois

Le sous-secteur de la transformation du bois est très hétérogène et comprend des sociétés engagées dans les activités de scieries, du déroulage tranchage et de la transformation du bois (fabrication des meubles, autres travaux de bois).

1.3.1 La production et la valeur ajoutée

Les deux agrégats n'ont cessé de se dégrader depuis 2000/2001 passant de 137,4 milliards de FCFA à 81,2 milliards de FCFA pour la production et de 44,8 milliards de FCFA à seulement 16,6 milliards de FCFA en 2004 pour la valeur ajoutée. Leur chute continue serait la conséquence du renchérissement des consommations intermédiaires que sont les grumes, les carburants et lubrifiants, les produits chimiques, les pièces de rechange, les transports et communications.

Tableau 7 : Évolution de la valeur ajoutée dans la transformation du bois

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
valeur ajoutée	44 827	32 131	7 741	16 600
production	137 389	119 195	112 678	81 167
VA/production	32,63	26,96	6,87	20,45

Source : INS/DSF

1.3.2 Les effectifs et salaires

Les frais de personnel ont continué à absorber une proportion de plus en plus importante de la valeur ajoutée. Ils ont représenté 75,8% de la valeur ajoutée en 2004 contre

143,7% en 2003, 51,2% en 2001/2002 et 35% en 2000/2001. Le faible niveau de la valeur ajoutée explique le poids excessif des charges de personnel dans la richesse créée par les entreprises.

Les effectifs employés ont connu une baisse sensible en 2000/2001 et 2001/2002 et 2004. En effet, ils sont passés de 8 494 personnes en 2000/2001 à seulement 5 820 employés en 2004. Le rythme de croissance des effectifs paraît aussi médiocre que celui de la production et de la valeur ajoutée. Par contre la rémunération moyenne a connu un accroissement régulier pendant cette période, passant de 1 850 000 FCFA en 2000/2001 à 2 160 000 FCFA en 2004.

Quant à la productivité mesurée par la production par tête, elle a évolué en dents de scie, passant de 16 170 000 FCFA en 2000/2001 à 13 950 000 FCFA en 2004 après avoir atteint 20 930 000 FCFA en 2003.

Tableau 8 : Évolution des effectifs et des frais de personnel dans la transformation du bois

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
frais de personnel ¹	15 739	16 434	11 122	12 582
valeur ajoutée ¹	44 827	32 131	7 741	16 600
effectif	8 494	8 924	5 383	5 820
frais de personnel/VA	35,11	51,15	143,68	75,80
rémunération moyenne ¹	1,85	1,84	2,07	2,16
production/effectif ¹	16,17	13,36	20,93	13,95
production	137 389	119 195	112 678	81 167

(¹) en millions de FCFA

Source : INS/DSF

1.3.3 La fiscalité indirecte dans la transformation

Les impôts et taxes relevés dans les comptes d'exploitation des industries de transformation de bois ne représentent pas la totalité des contributions fiscales de ce sous-secteur. Une source importante de prélèvement fiscal sur ces activités est constituée des droits de sortie à l'exportation des bois transformés et de la TVA.

Si les entreprises de transformation de bois ont consacré une part relativement modeste de leur valeur ajoutée aux impôts en 2000/2001 (17,6%), le poids de la fiscalité indirecte s'est par la suite amélioré pour atteindre 114,3% de la valeur ajoutée en 2003 et 65,3% en 2004. un tel fardeau ne laisse pas des ressources suffisantes aux entreprises pour financer leurs investissements dans la situation où la valeur ajoutée elle-même est faible.

Tableau 9 : Évolution des impôts et taxes dans la transformation du bois

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Impôts et taxes	7 892	10 294	8 845	10 845
Impôts et taxes/VA (%)	17,61	32,04	114,26	65,33

Source :INS/DSF

1.3.4) L'Excédent Brut d'Exploitation dans la transformation du bois

On rappelle que l'EBE mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier.

Après avoir atteint un niveau appréciable en 2000/2001 (21,2 milliards de FCFA), l'EBE a fortement baissé par la suite pour devenir négatif en 2003 (-3,4 milliards de FCFA) avant d'atteindre 4,1 milliards en 2004. Comparé à la production et à la valeur ajoutée, le poids de l'EBE est modeste et ne représente que 5% de la production et 24% de la valeur ajoutée en 2004. Globalement, l'EBE de l'exploitation forestière et des industries de transformation du bois ont suivi la même tendance baissière dans la période sous revue.

Tableau 10 : Évolution de l'EBE dans la transformation du bois

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
EBE	21 196	5 404	-3 384	4 064
EBE/production	15,43	4,53	-3,00	5,01
Ebe/VA	47,28	16,82	-43,72	24,48

Source :INS/DSF

1.3.5) Les investissements dans les industries de transformation du bois

Après des niveaux satisfaisants de l'investissement en 2000/2001 et 2001/2002, les entreprises de transformation du bois ont enregistré des chutes importantes de leurs investissements en 2003 et 2004. Les taux satisfaisants d'investissements mesurés par « Investissement/VA » sont davantage liés à la faible valeur ajoutée qu'à un effort des entreprises pour renouveler leurs équipements productifs.

Tableau 11 : Évolution des investissements dans la transformation du bois

Rubriques	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Investissements	17 034	16 471	6 304	7 088
Investissements/production	12,40	13,82	5,59	8,73
Investissements/VA	38,00	51,26	81,44	42,70
Investissements/EBE	80,36	304,79	-186,27	174,39

Source :INS/DSF**1.4) Le transport du bois**

L'analyse de certaines variables telles que le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, la production, les effectifs et salaires permet de mettre en exergue le dynamisme et la faiblesse des entreprises de transport du bois.

1.4.1) Le chiffre d'affaires, la production et la valeur ajoutée

Durant les quatre derniers exercices, le chiffre d'affaires de cette branche d'activité n'a cessé de progresser, passant de 43,9 milliards de FCFA en 2000/2001 à 76,7 milliards de FCFA en 2004, soit une progression de 74,7%, ce qui confirme la bonne santé des activités de transport du bois.

La production s'est aussi accrue de manière sensible, atteignant 75,1 milliards de FCFA en 2004 contre 42,4 milliards de FCFA en 2000/2001, soit un accroissement de 77% en trois ans.

On observe également la bonne tenue de la valeur ajoutée. Sa progression a été remarquable entre 2000/2001 et 2004, puisqu'elle est passée de 15,4 milliards de FCFA à 32,6 milliards de FCFA soit un accroissement de 111%.

Le ratio « valeur ajoutée/production » est resté relativement stable à un niveau satisfaisant de 39,3% par an de 2000/2001 à 2004. Par le passé, ce taux variait entre 38,4% et 46%. L'appréciation régulière des consommations intermédiaires expliquerait cette évolution un peu en retrait. Les prix des matières et fournitures telles que les carburants, les pièces de rechange, les pneumatiques ont crû régulièrement ces dernières années.

Tableau 12 : Évolution du chiffre d'affaires, de la VA et de la production (en milliards de FCFA) Source :INS/DS

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Chiffre d'affaires	43 897	48 242	34 642	76 672
Valeur ajoutée	15 381	14 774	15 733	32 601
Production	42 415	46 713	34 215	75 115

1.4.2) Les effectifs et salaires

Les effectifs ont régulièrement progressé à un rythme relativement faible. Entre 2000/2001 et 2004, les effectifs ont enregistré une augmentation de 31,3%, correspondant à un accroissement moyen annuel de 10,4%. Il convient de relever que les activités de transport emploient généralement un personnel saisonnier non négligeable.

Concernant les frais de personnel, ils sont inscrits en hausse depuis 2000/2001, atteignant 8,4 milliards de FCFA en 2004 contre 6,7 milliards en 2000/2001. Pendant la même période. La part des frais de personnel dans le partage de la valeur ajoutée est passée de 43,9% en 2000/2001 à seulement 25,9% en 2004, ce qui veut dire que les autres facteurs ont réussi à grignoter la part des frais de personnel dans la distribution de la richesse créée par les entreprises de transport de bois.

Tableau 13 : Évolution des effectifs et salaires

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Effectif	2 249	2 283	2 895	2 954
Charges de personnel	6 752	7 356	5 187	8 437

Source :INS/DSF

14.3) La fiscalité indirecte

Les impôts et taxes indirectes dégagés par les comptes d'exploitation sont faibles. On constate que le secteur de transport de bois ne consacre qu'une faible partie de sa valeur ajoutée aux paiements des impôts et taxes.

Tableau 14 : Évolution des impôts et taxes (en milliards de FCFA)

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Impôts et taxes	1 000	1 100	1 289	1 814

Source :INS/DSF

1.4.4) L'excédent brut d'exploitation (EBE)

L'EBE dégagé par les activités de transport du bois est relativement important. Cette situation est conforme à la répartition de la richesse tout à fait défavorable à l'État comme nous l'avons constaté ci-dessus. Ce niveau élevé de l'EBE laisse une grande marge aux entreprises du secteur pour y prélever d'autres charges comme les frais financiers et assurer les investissements.

Tableau 15 : Évolution de l'EBE (en milliards de FCFA)

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
EBE	8 641	6 791	5 413	10 570

Source :INS/DSF

1.4.5) Les investissements

Toute entreprise qui veut assurer sa pérennité et affronter la concurrence avec succès doit renouveler régulièrement son équipement productif. Malheureusement, le rythme d'investissement dans le transport du bois est à la fois dégressif et irrégulier. Le ratio « investissements/VA » s'est dégradé, passant de 58,8% en 2000/2001 à 11,1% en 2004. Cette situation est d'autant plus étonnante que le mauvais état des routes et le nombre élevé des rotations usent rapidement les camions grumiers et accélèrent leur vieillissement. Or ils devraient être remplacés par des investissements conséquents.

Tableau 16 : Évolution des investissements

Intitulés	2000/2001	2001/2002	2003	2004
Investissements	9 042	5 975	4 338	3 617
Investissements/VA	58,79	40,44	27,57	11,10
Investissements/EBE	104,64	87,98	80,14	34,22
Investissements/production	21,32	12,79	12,68	4,82

Source :INS/DSF

2) Les performances des entreprises du secteur

Le niveau de contribution du secteur forestier à l'économie dépend de la bonne tenue du secteur. Un secteur forestier performant est en mesure de distribuer davantage des revenus aussi bien à l'État qu'à la rémunération des facteurs travail et capital. Les performances économiques et financières d'une entreprise, d'une branche ou d'un secteur d'activité peuvent être mesurées par la rentabilité de l'exploitation, le degré de jeunesse ou de vieillissement des équipements productifs, la structure des biens ; etc. ...

2.1) Rendement économique et rentabilité de l'exploitation

Tableau 17 : Évolution du rendement et de la rentabilité par branche

Intitulés	2000/2001		2001/2002		2003		2004	
	EBE/IB	RNA/CP	EBE/IB	RNA/CP	EBE/IB	RNA/CP	EBE/IB	RNA/CP
Exploitation forestière	-2,23	-55,79	-8,26	-163,69	-1,85	55,42	-3,38	134,15
Transformation du bois	22,25	-11,39	4,88	-47,11	-588,00	-1 604,18	6,98	-2,10

Source :INS/DSF

Le ratio « excédent brut d'exploitation (EBE)/Immobilisations brutes (IB) » mesure le rendement économique de l'exploitation. Il montre que durant toute la période 2000/2001 à 2004, les performances des entreprises du secteur forestier ont été médiocres. C'est surtout les résultats de l'exploitation forestière qui sont les plus décevants. En effet, durant toute la période, les taux de rendement économique et de rentabilité financière ont été négatifs.

Les chefs d'entreprises évoquent plusieurs difficultés pour expliquer les piètres performances de leurs entreprises : mauvais état des voies de communication pour évacuer les grumes vers les usines ou vers le port d'exportation, trop grande pression fiscale sur leurs activités, insuffisance des superficies forestières à exploiter et vieillissement des équipements productifs.

2.2) Renouvellement des équipements productifs

Le ratio « Amortissements cumulés/Immobilisations brutes (IB) » indique le degré de vieillissement ou de jeunesse des équipements productifs dans l'entreprise. Plus ce ratio est élevé, plus les immobilisations de l'entreprise sont anciennes.

On observe un effort de renouvellement des équipements dans le secteur forestier depuis 2000/2001. C'est ainsi que pour l'exploitation forestière, le taux de vieillissement qui était de 63,6% en 2000/2001 s'est amélioré pour atteindre 57,7% en 2004. Cela n'a été possible que grâce à l'affectation de la quasi totalité de la valeur ajoutée au financement des investissements. Pour l'exploitation forestière, les investissements ont absorbé 71,7% de la valeur ajoutée en 2003 et 61,9% en 2004.

Concernant les entreprises de transformation du bois, les équipements sont relativement anciens avec un taux de vieillissement de 62,2% en 2003 et 61,5% en 2004.

Les activités d'exploitation forestière et de transformation du bois ont généré un secteur de transport spécialisé dans le transport du bois. Les équipements dans les entreprises de transport du bois sont encore jeunes puisque le taux de vieillissement est de

41,2% en 2003 et 43,8% en 2004. Mais avec le mauvais état des routes, l'usure physique des grumiers et autres engins de transport risque de s'accélérer.

Tableau 18 : Évolution du renouvellement des équipements par branche

Intitulés	2000/2001		2001/2002		2003		2004	
	Amort/IB	Invest/VA	Amort/IB	Invest/VA	Amort/IB	Invest/VA	Amort/IB	Invest/VA
Exploitation forestière	63,55	65,32	66,33	60,64	63,03	71,62	57,68	61,90
Transformation du bois	49,41	38,00	53,02	51,26	62,20	81,58	61,46	42,70

Source :INS/DSF

2.3) Structure des bilans

Les bilans des entreprises du secteur forestier sont globalement déséquilibrés.

À l'actif, le niveau relativement moyen des immobilisations non financières (immobilisations physiques) (36,2% du total du bilan pour l'exploitation forestière et 32,9% pour la transformation du bois) traduit une politique d'investissement timide. Par contre le niveau de l'actif circulant traduit l'atonie de la demande des produits forestiers.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est dans le transport du bois qu'on rencontre les immobilisations les plus lourdes puisque leur poids dans le bilan atteint 74,7% en 2003 et 71,6% en 2004. Ces immobilisations sont constituées essentiellement des camions grumiers et des engins de levage.

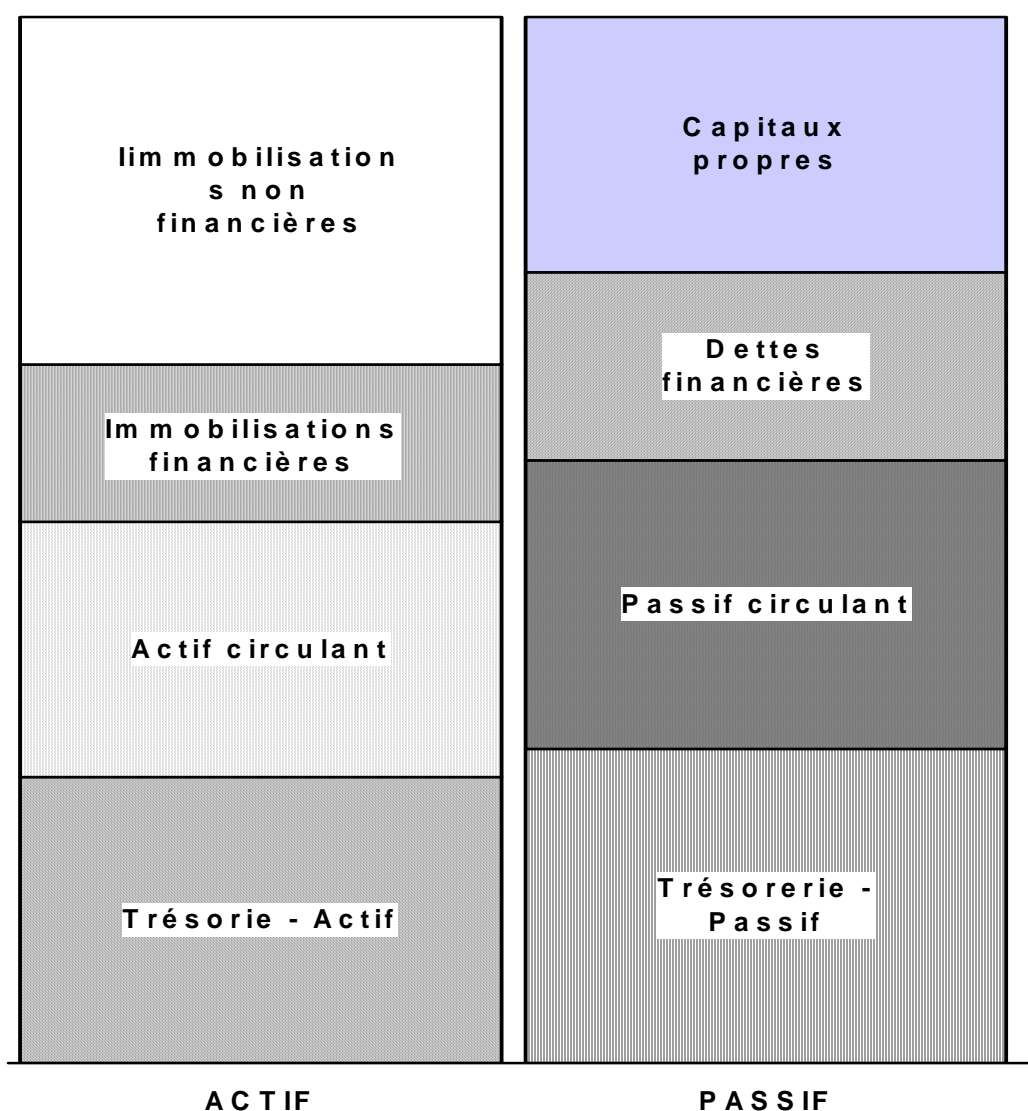
Au passif, les capitaux propres sont négatifs pour l'exploitation forestière et représentent 0,54% du total du bilan pour la transformation du bois en même temps que les dettes financières à long et moyen termes sont faibles. C'est dire que ces entreprises doivent gérer des dettes à court terme très importantes ce qui génère d'importants frais financiers qui contribuent à fragiliser la situation financière dans la mesure où leur survie dépend des caprices des banques et autres établissements financiers pour l'octroi des découverts bancaires et autres avances reçues.

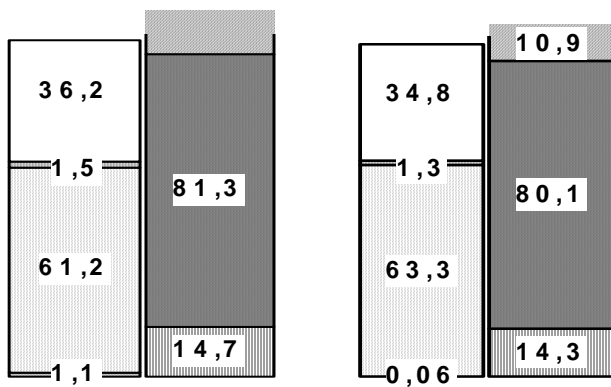
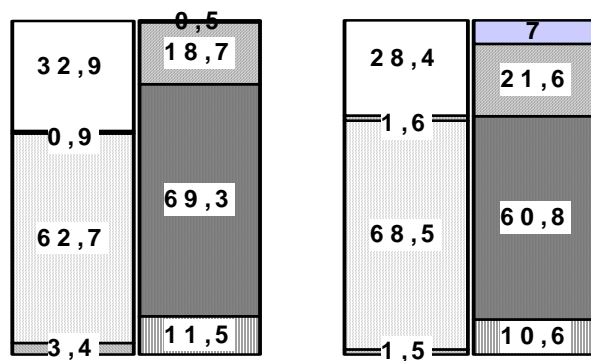
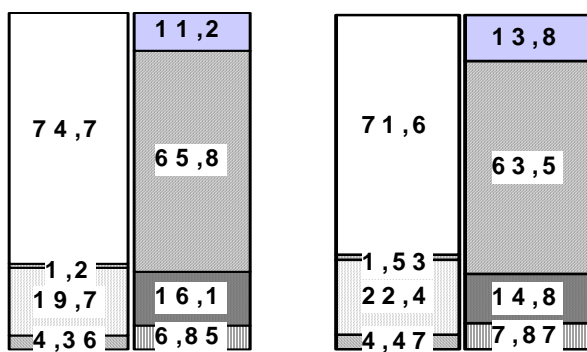
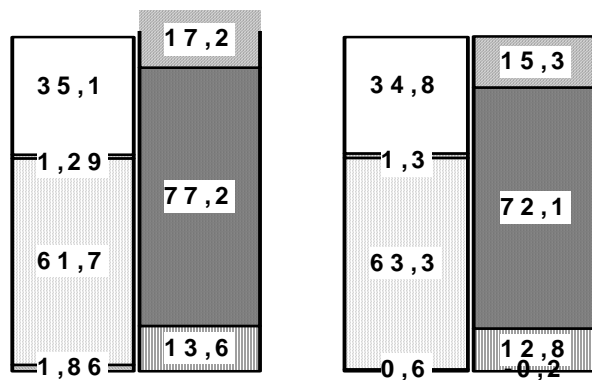
Tableau 19 : Structure des bilans par branche d'activité

Exercices	Branche d'activités	Actif				Passif			
		Immobilisations non financières	Immobilisations financières	Actif circulant	Trésorerie Actif	Capitaux propres	Dettes financières	Passif circulant	Trésorerie Passif
2003	Exploitation forestière	36,16	1,54	61,19	1,11	-12,43	16,42	81,34	14,67
	Transformation du bois	32,92	0,92	62,74	3,41	0,54	18,68	69,25	11,53
	Transport du bois	74,73	1,20	19,72	4,36	11,23	65,81	16,11	6,85
	Exploitation forestière et transformation du bois	35,06	1,29	61,72	1,89	-7,97	17,20	77,18	13,59
2004	Exploitation forestière	34,79	1,27	63,34	0,60	-5,29	10,87	80,12	14,30
	Transformation du bois	28,39	1,62	68,48	1,51	6,99	21,65	60,77	10,60
	Transport du bois	71,62	1,53	22,37	4,47	13,84	63,50	14,78	7,87
	Exploitation forestière et transformation du bois	34,80	1,30	63,30	0,60	-0,20	15,33	72,10	12,77

Source : INS/DSF

LEGENDE



BRANCHE 05 : Exploitation forestière**2003****2004****BRANCHE 14 : Industrie du bois et fabrication des meubles****2003****2004****BRANCHE 27 : Transport du bois****2003****2004****Exploitation forestière et transformation du bois****2003****2004**

Annexes

Répartition des effectifs par catégorie socio-professionnelle et par branche d'activité en 2004

Branche	Cadres supérieurs	Techniciens supérieurs	Ouvriers qualifiés	Employés, manœuvres	Effectif total
Exploitation forestière	96	133	793	3 475	4 497
Transformation du bois	131	115	1 000	4 574	5 820
Total	227	248	1 793	8 049	10 317

Source :INS/DSF

Répartition des charges de personnel en 2004 dans l'exploitation forestière

Intitulés	Cameroonais	Autres pays CEMAC	Autres pays OHADA	Pays hors OHADA	Total	Supportés à l'étranger	Total
Cadres supérieurs	506	10	20	981	1 516		1 516
Techniciens supérieurs	499		4	49	551		551
Techniciens, agents de maîtrise	1 773		26	0	1 798		1 798
Employés, manœuvres	5 730		0	8	5 737		5 737
Personnel saisonnier	625		0	0	625		625
Total	9 132		50	1 037	10 228		10 228
Cotisations CNPS					1 131	91	1 222
Autres cotisations sociales					252	13	266
Avantages en nature					568	0	568
Autres avantages					397	4	401
Total frais de personnel					13 915	104	14 019

Source :INS/DSF

Répartition des charges de personnel en 2004 dans la transformation du bois

Intitulés	Cameroonais	Autres pays CEMAC	Autres pays OHADA	Pays hors OHADA	Total	Supportés à l'étranger	Total
Cadres supérieurs	765	0	0	968	1 734		1 734
Techniciens supérieurs	519	0	5	111	634		634
Techniciens, agents de maîtrise	1 612	0	1	32	1 644		1 644
Employés, manœuvres	5 392	0	0	5	5 397		5 397
Personnel saisonnier	9	0	0	0	9		9
Total	8 319	0	6	1 093	9 418		9 418
Cotisations CNPS					1 310	6	1 316
Autres cotisations sociales					80	54	135
Avantages en nature					191	0	191
Autres avantages					295	0	295
Total frais de personnel					12 477	105	12 592

Source :INS/DSF

Données à prix courants

	2 000			2 001			2 002			2 003			2 004		
Ensemble du secteur bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P1)	466 609	326 706	793 315	544 896	389 235	934 131	479 957	379 108	859 065	560 116	429 305	989 421	685 836	511 205	1 197 041
CI (P2)	292 616	227 264	519 880	370 904	293 384	664 287	292 397	278 477	570 875	333 104	322 847	655 951	427 761	388 429	816 189
VAB (B1)	173 993	99 442	273 435	173 992	95 851	269 843	187 559	100 631	288 190	227 013	106 458	333 470	258 075	122 776	380 852
SalBrut(D11)	35 612	15 373	50 985	71 611	29 054	100 664	73 901	27 375	101 276	88 023	33 451	121 473	89 124	33 152	122 276
Cotisation (D12)	5 363		5 363	4 619		4 619	4 442		4 442	3 215		3 215	4 506		4 506
Impôts nets	2 857	138	2 995	2 857	72	2 929	2 781	111	2 892	2 786	91	2 877	3 842	123	3 965
revexploit (BA)	130 162	83 930	214 092	94 907	66 725	161 632	106 435	73 145	179 580	132 989	72 916	205 905	160 603	89 501	250 104
Salariés (E11)	27 357	26 818	54 175	31 156	32 754	63 910	34 787	34 229	69 016	36 381	41 108	77 489	41 420	46 200	87 620
Patrons & compte propres (E121)		53 496	53 496		63 248	63 248		67 320	67 320		78 754	78 754		88 055	88 055
AidesFami (E13)		10 694	10 694		12 219	12 219		12 744	12 744		14 879	14 879		16 472	16 472

Ratios

P1/E1	17	4	7	17	4	7	14	3	6	15	3	6	17	3	6
B1/E1	6	1	2	6	1	2	5	1	2	6	1	2	6	1	2
P2/P1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sylviculture et exploitation forestière	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	225 019	67 223	292 243	243 582	75 093	318 675	165 706	50 325	216 031	210 724	64 572	275 296	273 047	83 342	356 389
CI (P2)	136 111	44 748	180 859	176 819	58 561	235 380	96 844	32 767	129 611	120 708	44 292	165 000	167 242	56 382	223 624
VAB (B1)	88 909	22 475	111 384	66 763	16 531	83 295	68 861	17 559	86 420	90 016	20 280	110 296	105 805	26 960	132 765
SalBrut(D11)	13 537	1 435	14 972	47 574	14 293	61 867	49 663	12 782	62 445	61 275	17 061	78 336	63 396	17 054	80 451
Cotisation (D12)	2 644		2 644	2 052		2 052	1 675		1 675	1 258		1 258	2 036		2 036
Impôts nets	1 589		1 589	1 555		1 555	1 462		1 462	1 497		1 497	2 245		2 245
revexploit (BA)	71 139	21 040	92 179	15 583	2 238	17 821	16 061	4 777	20 838	25 986	3 219	29 205	38 129	9 906	48 035
Salariés (E11)	12 753	15 672	28 425	12 841	18 572	31 413	14 482	19 376	33 857	17 373	24 128	41 501	20 208	27 599	47 807
Patrons & compte propres (E121)		18 595	18 595		22 035	22 035		22 989	22 989		28 628	28 628		32 746	32 746
AidesFami (E13)		2 910	2 910		3 449	3 449		3 598	3 598		4 480	4 480		5 125	5 125

Ratios

	2 000			2 001			2 002			2 003			2 004		
Ensemble du secteur bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
P1/E1	18	2	6	19	2	6	11	1	4	12	1	4	14	1	4
B1/E1	7	1	2	5	0	1	5	0	1	5	0	1	5	0	2
P2/P1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
18															
Sciage et traitement de bois: séchage, impregnation, traitement chimique	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	219 405	183 057	402 461	276 461	231 618	508 079	288 302	241 097	529 398	320 633	268 374	589 006	380 147	318 053	698 200
CI (P2)	142 397	136 014	278 411	177 930	180 548	358 478	178 856	190 112	368 968	193 997	217 027	411 024	239 328	261 304	500 632
VAB (B1)	77 008	47 042	124 051	98 531	51 070	149 601	109 446	50 984	160 430	126 635	51 347	177 982	140 819	56 749	197 568
SalBrut(D11)	17 375	4 456	21 830	19 067	6 392	25 458	19 473	5 796	25 269	21 268	6 726	27 993	20 247	6 223	26 470
Cotisation (D12)	2 350		2 350	2 458		2 458	2 737		2 737	1 935		1 935	2 411		2 411
Impôts nets	690		690	674		674	685		685	659		659	829		829
revexploit (BA)	56 593	42 587	99 180	76 333	44 678	121 011	86 551	45 188	131 739	102 773	44 622	147 394	117 333	50 526	167 858
Salariés (E11)	12 635	2 649	15 283	13 831	3 980	17 811	14 863	3 722	18 585	17 016	4 568	21 584	18 882	4 910	23 793
Patrons & compte propres (E121)		13 469	13 469		15 480	15 480		16 257	16 257		18 821	18 821		20 777	20 777
AidesFami (E13)		6 165	6 165		6 929	6 929		7 353	7 353		8 469	8 469		9 372	9 372
Ratios															
P1/E1	17	8	12	20	9	13	19	9	13	19	8	12	20	9	13
B1/E1	6	2	4	7	2	4	7	2	4	7	2	4	7	2	4
P2/P1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
28 001															
Fabrication de meubles	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	22 185	76 426	98 611	24 853	82 524	107 377	25 949	87 686	113 635	28 760	96 359	125 118	32 642	109 810	142 451
CI (P2)	14 109	46 501	60 611	16 155	54 274	70 429	16 697	55 598	72 295	18 398	61 529	79 927	21 191	70 742	91 933
VAB (B1)	8 076	29 925	38 001	8 698	28 250	36 948	9 252	32 088	41 340	10 362	34 830	45 191	11 451	39 067	50 518
SalBrut(D11)	4 700	9 483	14 183	4 970	8 369	13 339	4 765	8 797	13 562	5 480	9 663	15 144	5 481	9 875	15 356
Cotisation (D12)	370		370	109		109	30		30	21		21	60		60
Impôts nets	577	138	715	628	72	700	634	111	745	629	91	720	768	123	891

	2 000			2 001			2 002			2 003			2 004		
Ensemble du secteur bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
revexploit (BA)	2 429	20 304	22 733	2 991	19 809	22 800	3 822	23 181	27 003	4 230	25 075	29 306	5 141	29 069	34 211
Salariés (E11)	1 969	8 497	10 466	4 484	10 202	14 686	5 442	11 131	16 573	1 993	12 412	14 404	2 329	13 691	16 020
Patrons & compte propres (E121)		21 432	21 432		25 732	25 732		28 074	28 074		31 305	31 305		34 532	34 532
AidesFami (E13)		1 619	1 619		1 842	1 842		1 793	1 793		1 929	1 929		1 976	1 976

Ratios

P1/E1	11	2	3	6	2	3	5	2	2	14	2	3	14	2	3
B1/E1	4	1	1	2	1	1	2	1	1	5	1	1	5	1	1
P2/P1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Transport du bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	9 273	5 356	14 629	9 959	6 259	16 219	11 445	6 912	18 357	11 752	7 232	18 983	15 397	9 388	24 785
CI (P2)	3 567	1 864	5 431	3 489	2 066	5 554	4 492	2 265	6 757	4 763	2 188	6 951	6 849	3 441	10 290
VAB (B1)	5 705	3 493	9 198	6 471	4 193	10 664	6 953	4 647	11 600	6 988	5 044	12 032	8 548	5 948	14 495
SalBrut(D11)	1 272	550	1 821	1 911	804	2 715	1 832	779	2 612	1 934	818	2 752	2 306	978	3 284
Cotisation (D12)	225		225	315		315	420		420	301		301	421		421
Impôts nets	284	24	307	274	26	300	282	25	308	275	25	300	328	30	358
revexploit (BA)	3 925	2 920	6 844	3 971	3 363	7 334	4 418	3 843	8 261	4 478	4 201	8 679	5 493	4 940	10 433
Salariés (E11)	1 305	4 456	5 761	813	2 680	3 494	744	2 507	3 251	1 075	3 580	4 656	512	1 713	2 224
Patrons & compte propres (E121)		5 596	5 596		2 480	2 480		2 837	2 837		3 670	3 670		1 831	1 831
AidesFami (E13)		6 582	6 582		705	705		712	712		293	293		90	90

Ratios

P1/E1	7	0	1	12	1	2	15	1	3	11	1	2	30	3	6
B1/E1	4	0	1	8	1	2	9	1	2	7	1	1	17	2	3
P2/P1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

	Production	9 273	5 356	14 629	9 959	6 259	16 219	11 445	6 912	18 357	11 752	7 232	18 983	15 397	9 388	24 785
	Valeur Ajoutée	5 705	3 666	9 371	6 471	3 862	10 333	6 952	3 196	10 148	6 988	3 105	10 093	8 548	4 732	13 279
		2 000			2 001			2 002			2 003			2 004		
		formel	Informel	transport, de bois	formel	Informel	transport, de bois	formel	Informel	transport, de bois	formel	Informel	transport, de bois	formel	Informel	transport, de bois
	Consommation intermédiaire des branches															
20	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	939	437	1 376	1 085	724	1 809	1 334	1 330	2 664	1 342	1 254	2 597	2 723	1 797	4 520
24	Produits métalliques de base et ouvrages en m	271	128	399	443	299	742	958	123	1 081	1 025	256	1 281	1 007	74	1 081
36	Services Financiers	361	171	531	382	258	639	472	474	946	551	515	1 066	544	381	925
38	Services aux Entreprises	252	119	371	272	184	456	336	337	673	407	380	787	515	361	876
40	Éducation		9	9		25	25		11	11		359	359		577	577
33	Services d'hôtellerie et de restauration	147	70	217	198	134	332	208	209	417	264	247	511	333	233	566
35	Services des Postes et Télécommunications	150	71	221	209	141	350	210	211	422	240	225	465	265	186	451
37	Services Immobiliers	79	37	116	163	110	274	191	192	383	184	172	356	212	149	361
22	Produits en caoutchouc et en plastique	151	71	222	122	83	205	144	145	289	108	101	209	189	132	321
32	Réparations	112	53	165	95	64	160	109	109	218	115	107	222	157	110	267
	Autres Produits	1 106	525	1 631	518	374	892	531	575	1 105	528	510	1 038	904	658	1 562
	Total	3 567	1 691	5 258	3 489	2 397	5 886	4 493	3 717	8 209	4 764	4 126	8 890	6 849	4 657	11 506

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

Année 2000

	Production	225 019	219 405	22 185	466 609	9 273	67 223	183 057	120 266	370 546	5 356	292 243	402 461	142 451	837 155	14 629
	Valeur Ajoutée	88 909	77 008	8 076	173 993	5 705	22 476	47 044	78 917	148 437	3 666	111 385	124 052	86 993	322 430	9 371

		formel					Informel					Ensemble				
Consommation intermédiaire des branches		sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
4	Produits sylvicoles	14 875	51 236	3	66 114		7 252	122 007	13	129 272		22 127	173 243	16	195 385	
3																
4	Transports et Communication	87 785	13 826	12	101 622	416	24 874	2 384	17	27 275	197	112 658	16 209	29	128 897	613
1	Produits du travail du bois et articles en bo	1 878	63 781	6 656	72 314	1	3 148	6 791	25 781	35 721	0	5 025	70 572	32 437	108 035	2
2	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	10 229	2 615	453	13 298	939	2 784	543	19	3 346	437	13 013	3 159	472	16 644	1 376
0																
2	Produits chimiques	3 823	2 481	712	7 016	42	1 040	516	1 513	3 069	20	4 863	2 997	2 224	10 085	62
1																
3	Services aux Entreprises	4 173	1 825	1 080	7 078	252	1 135	379	128	1 642	119	5 308	2 204	1 208	8 720	371
8																
2	Produits métalliques de base et ouvrages en m	189	441	3 067	3 696	271	51	186	3 379	3 616	128	240	627	6 446	7 313	399
4																
2	Meubles, produits des industries div. et sce	557	995	1 035	2 587	136	76	207	4 083	4 366	64	634	1 202	5 118	6 954	200
8																
3	Services d'hôtellerie et de restauration	2 665	461	39	3 166	147	584	364	2 379	3 327	70	3 249	826	2 418	6 493	217
3																
2	Produits en caoutchouc et en plastique	2 427	613	29	3 069	151	660	367	200	1 227	71	3 088	980	229	4 296	222
2																
	Autres produits	7 510	4 123	1 023	12 656	1 212	3 142	2 269	3 837	9 248	584	10 652	6 392	4 860	21 904	1 797
	Total	136 111	142 397	14 109	292 616	3 567	44 747	136 013	41 349	222 109	1 691	180 858	278 409	55 458	514 725	5 258

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

Année 2001

Production	243 582	276 461	24 853	544 896	9 959	75 093	231 618	117 598	424 309	6 259	318 675	508 079	142 451	969 205	16 219
Valeur Ajoutée	66 764	98 531	8 698	173 992	6 471	16 535	51 078	72 563	140 176	3 862	83 298	149 609	81 261	314 168	10 333

		formel					Informel					Ensemble				
		sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
Consommation intermédiaire des branches																
4	Produits sylvicoles	19 987	65 404	4	85 396		7 603	157 622	9	165 233		27 590	223 026	13	250 629	
34	Transports et Communication	124 023	19 323	18	143 364	123	35 990	3 947	17	39 954	83	160 013	23 269	35	183 317	205
18	Produits du travail du bois et articles en bo	2 424	78 064	9 522	90 010	2	7 753	13 100	32 649	53 502	1	10 177	91 164	42 171	143 512	3
20	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	9 080	3 118	87	12 286	1 085	1 894	707	188	2 789	724	10 974	3 825	275	15 075	1 809
21	Produits chimiques	4 690	3 151	898	8 739	28	705	715	1 162	2 582	19	5 396	3 865	2 060	11 321	47
38	Services aux Entreprises	2 993	2 313	281	5 586	272	447	524	602	1 574	184	3 440	2 837	883	7 160	456
33	Services d'hôtellerie et de restauration	2 989	575	56	3 620	198	392	492	2 076	2 960	134	3 382	1 067	2 132	6 580	332
28	Meubles, produits des industries div. et sce	645	912	1 645	3 202	110	113	207	2 645	2 965	74	758	1 119	4 289	6 166	185
16	Produits de l'Industrie Textile et de l'Habil	120	148	759	1 027	28	67	1 994	2 102	4 163	19	187	2 142	2 861	5 191	47
24	Produits métalliques de base et ouvrages en m		683	2 548	3 231	443		61	1 873	1 935	299		745	4 421	5 166	742
	Autres produits	9 867	4 239	338	14 444	1 200	3 593	1 171	1 712	6 476	860	13 459	5 410	2 050	20 920	2 060
	Total	176 818	177 930	16 155	370 904	3 489	58 558	180 540	45 035	284 133	2 397	235 376	358 470	61 190	655 036	5 886

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

Année 2002

Production	165 706	288 302	25 949	479 957	11 445	50 325	241 097	116 502	407 924	6 912	216 031	529 398	142 451	887 881	18 357
Valeur Ajoutée	68 862	109 446	9 252	187 559	6 952	17 559	50 995	74 715	143 270	3 196	86 421	160 441	83 967	330 829	10 148

	formel					Informel					Ensemble				
	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
Consommation intermédiaire des branches															
4 Produits sylvicoles	4 842	55 271	4	60 117		1 685	116 516	2	118 204		6 527	171 787	6	178 320	
34 Transports et Communication	77 562	31 423	17	109 001	123	22 830	20 079	25	42 934	124	100 391	51 502	42	151 935	247
18 Produits du travail du bois et articles en bo	1 487	67 680	8 716	77 883	1	2 203	42 146	28 386	72 735	1	3 690	109 826	37 102	150 619	2
21 Produits chimiques	2 401	6 446	925	9 772	39	1 175	2 086	2 443	5 704	39	3 576	8 533	3 368	15 476	78
20 Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	4 482	6 318	123	10 923	1 334	1 530	219	245	1 994	1 330	6 012	6 537	368	12 917	2 664
16 Produits de l'Industrie Textile et de l'Habil	69	126	740	935	33	26	3 745	3 172	6 943	33	95	3 871	3 912	7 878	65
38 Services aux Entreprises	1 515	4 560	422	6 498	336	457	35	838	1 329	337	1 972	4 594	1 260	7 827	673
24 Produits métalliques de base et ouvrages en m		865	3 980	4 844	958		370	2 046	2 416	123		1 235	6 026	7 261	1 081
33 Services d'hôtellerie et de restauration	784	492	54	1 330	208	650	952	2 254	3 856	209	1 435	1 444	2 308	5 186	417
22 Produits en caouthouc et en plastique	585	655	40	1 280	144	962	1 565	347	2 874	145	1 547	2 220	387	4 154	289
Autres produits	3 117	5 021	1 675	9 813	1 317	1 247	2 387	2 030	5 664	1 376	4 365	7 409	3 705	15 478	2 693
Total	96 844	178 856	16 697	292 397	4 493	32 766	190 101	41 787	264 655	3 717	129 610	368 957	58 484	557 052	8 209

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

Année 2003

Production	210 724	320 633	28 760	560 116	11 752	55 935	292 547	113 692	462 174	7 232	266 659	613 180	142 451	1 022 291	18 983
Valeur Ajoutée	90 016	126 635	10 361	227 013	6 988	8 892	45 990	71 717	126 599	3 105	98 908	172 625	82 078	353 612	10 093

formel

Informel

Ensemble

	Consommation intermédiaire des branches	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
4	Produits sylvicoles	6 890	61 436	5	68 330		3 287	156 028	2	159 318		10 177	217 464	7	227 648	
18	Produits du travail du bois et articles en bois	1 773	71 910	9 583	83 267	1	3 756	61 665	29 361	94 782	1	5 529	133 576	38 944	178 049	2
34	Transports et Communication	94 053	34 981	19	129 054	114	30 419	16 858	17	47 293	107	124 472	51 839	36	176 347	221
20	Produits du raffinage, de la cokéfaction et de la métallurgie	5 701	6 802	125	12 628	1 342	2 427	373	223	3 022	1 254	8 128	7 174	349	15 651	2 597
21	Produits chimiques	2 166	5 838	1 014	9 018	30	1 497	1 259	1 404	4 160	28	3 663	7 097	2 418	13 178	58
38	Services aux Entreprises	2 187	5 109	515	7 811	407	1 011	941	917	2 870	380	3 199	6 050	1 432	10 682	787
24	Produits métalliques de base et ouvrages en métaux		914	4 355	5 270	1 025		734	2 586	3 320	256		1 648	6 942	8 590	1 281
33	Services d'hôtellerie et de restauration	1 707	528	61	2 296	264	730	1 464	2 686	4 880	247	2 437	1 991	2 747	7 175	511
16	Produits de l'Industrie Textile et de l'Habillement	86	135	833	1 055	24	10	3 030	1 927	4 967	23	96	3 165	2 761	6 022	47
28	Meubles, produits des industries diverses et services	182	576	1 506	2 265	61	75	422	1 036	1 533	57	257	998	2 542	3 797	118
	Autres produits	5 962	5 767	381	12 110	1 495	3 831	3 784	1 815	9 430	1 773	9 793	9 551	2 196	21 541	3 268
	Total	120 708	193 998	18 398	333 104	4 764	47 043	246 557	41 975	335 575	4 126	167 751	440 555	60 373	668 679	8 890

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix courants

Année 2004

	Production	273 047	380 147	32 642	685 836	15 397	83 342	318 053	109 810	511 205	9 388	356 389	698 200	142 451	1 197 041	24 785
	Valeur Ajoutée	105 805	140 819	11 450	258 075	8 548	26 961	56 753	70 865	154 579	4 732	132 766	197 572	82 315	412 654	13 279

		formel					Informel					Ensemble				
		sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois	sylviculture et exploitation forestiere	industries du bois	fabrication de meubles	Total Secteur bois	transport, de bois
Consommation intermédiaire des branches																
4	Produits sylvicoles	12 855	84 835	5	97 695	0	2 663	193 279	4	195 946	0	15 518	278 114	9	293 641	0
34	Transports et Communication	115 950	36 722	22	152 693	129	37 152	16 757	16	53 926	90	153 102	53 479	38	206 619	219
18	Produits du travail du bois et articles en bo	2 322	82 561	10 886	95 769	1	3 377	32 963	23 083	59 424	1	5 699	115 524	33 970	155 193	2
20	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	14 497	8 269	260	23 027	2 723	3 004	4 689	376	8 069	1 797	17 501	12 958	636	31 095	4 520
21	Produits chimiques	4 209	7 747	1 153	13 109	38	872	510	1 683	3 065	27	5 081	8 257	2 836	16 174	65
38	Services aux Entreprises	3 652	6 143	681	10 476	515	757	841	986	2 584	361	4 409	6 984	1 667	13 060	876
33	Services d'hotellerie et de restauration	2 395	641	68	3 104	333	939	1 645	3 113	5 698	233	3 334	2 286	3 182	8 802	566
16	Produits de l'Industrie Textile et de l'Habil	110	165	936	1 211	37	47	4 173	2 879	7 099	26	157	4 338	3 814	8 309	62
28	Meubles, produits des industries div. et sce	517	1 215	1 707	3 439	135	107	807	3 487	4 400	95	624	2 022	5 193	7 839	230
29	Electricité, Gaz et Eau	2 166	4 772	4	6 942	105	517	310	5	832	73	2 683	5 082	9	7 774	178
	Autres produits	8 569	6 258	5 470	20 298	2 833	6 946	5 326	3 312	15 583	1 954	15 515	11 584	8 782	35 881	4 787
	Total	167 242	239 328	21 191	427 761	6 849	56 381	261 300	38 944	356 626	4 657	223 623	500 628	60 136	784 387	11 506

N.B: Les colonnes représentent les branches et lignes les produits; l'intersection entre une colonne et une ligne est la valeur des achats du produit en ligne par la branche en colonne

Source : INS Comptes nationaux

Données à prix constants

	2000			2001			2002			2003			2004		
Ensemble du secteur bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	466609	326706	793315	542717	388017	930734	466097	367676	833773	502223	394848	897071	548897	435629	984526
CI (P2)	292616	227264	519880	364818	291737	656554	283605	268627	552232	305262	289358	594619	332076	321646	653722
VAB (B1)	173993	99442	273435	177900	96280	274180	182492	99049	281541	196962	105490	302452	216821	113983	330804

Sylviculture et exploitation forestière	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	225019	67223	292243	243551	75083	318633	159908	48565	208473	174189	53384	227573	184753	56377	241130
CI (P2)	136111	44748	180859	163462	54158	217620	85610	26363	111973	94965	27423	122388	97711	31961	129672
VAB (B1)	88909	22475	111384	80088	20925	101013	74299	22202	96500	79225	25960	105185	87042	24416	111458

Sciage et traitement de bois: séchage,impregnation, chimique	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	219405	183057	402461	274076	229620	503696	281388	235312	516700	301409	252284	553694	334627	279965	614592
CI (P2)	142397	136014	278411	184958	182499	367457	182109	189382	371491	193299	205093	398392	215485	226691	442176
VAB (B1)	77008	47042	124051	89119	47121	136239	99279	45930	145209	108111	47191	155302	119142	53274	172416

Fabrication de meubles	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	22185	76426	98611	25091	83314	108404	24801	83799	108600	26625	89180	115804	29517	99287	128805
CI (P2)	14109	46501	60611	16398	55080	71477	15886	52882	68768	16998	56841	73839	18880	62994	81874
VAB (B1)	8076	29925	38001	8693	28234	36927	8915	30918	39832	9626	32339	41965	10638	36293	46930

Transport du bois	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total	Formel	Informel	Total
Production(P)	9273	5356	14629	9877	6208	16085	11784	7116	18900	12047	7410	19457	15721	9583	25304
CI (P2)	3567	1864	5431	3658	2341	5999	4616	2924	7540	4457	3316	7772	6564	5188	11752
VAB (B1)	5705	3493	9198	6219	3867	10086	7168	4192	11360	7590	4094	11684	9157	4395	13552

Source : INS comptes nationaux

Liste des figures

Figure 1 : fréquence des essences au Cameroun, d'après les inventaires nationaux 1982-1991	22
Figure 2 : Évolution des récoltes de tali et de fraké	23
Figure 3 : Destination des exportations de bois camerounais en équivalent bois rond	29
Figure 4 : Volume équivalent bois rond reconstitué camerounais exporté depuis 1998/99	31
Figure 5 : Superficies ouvertes légalement à l'exploitation depuis 1998/99	31
Figure 6 : Comparaison entre la production enregistrée par l'administration forestière et les volumes exportés en équivalent bois rond reconstitué	33
Figure 7 : Cours international des grumes africaines– qualité B (source : OIBT/MIS)	45
Figure 8 : Évolution des cours du m ³ de grumes de sapelli sur le marché britannique depuis 1989, en monnaie courante et constante	45
Figure 9 : Évolution et répartition de la collecte des principales taxes forestières	48
Figure 10 : Niveau des offres financières gagnantes pour l'attribution des UFA	51
Figure 11 : Production de bois d'œuvres tropicaux dans le monde (année de référence : 2003)	60
Figure 12 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de grumes tropicales en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m ³ /an ne sont pas représentés)	61
Figure 13 : Part du Cameroun dans les exportations mondiales de sciages produits dans les pays tropicaux en 2003 (à l'exception des exportations Camerounaises, les flux de moins de 20 000 m ³ /an ne sont pas représentés)	61
Figure 14 : Taux de transformation théorique du Cameroun et des autres pays d'Afrique tropicale	62
Figure 15 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2003	62
Figure 16 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2003	63
Figure 17 : Volumes de débités exportés du Cameroun en 2005 (m ³)	63
Figure 18 : Détail des exportations Camerounaises de grumes tropicales en 2005	64
Figure 19 : Détail des exportations Camerounaises de sciages tropicaux en 2005	64
Figure 20 : Volume grume effectivement exploité par les entreprises du Cameroun, en % du volume autorisé par les aménagements forestiers (100% équivalent au potentiel exploitable dans le cadre de la gestion durable des forêts)	65
Figure 21 : Évolution des productions de sciages du Cameroun, en m ³ , et tendance de cette évolution (avec intervalle de confiance de 90%)	65
Figure 22 : Évolution du coût du gasoil depuis 2000 au Cameroun, en Francs CFA/litre	66
Figure 23 : Indices du coût du travail Camerounais par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (d'après « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)	67
Figure 24 : Pression fiscale Camerounaise par rapport aux pays de l'OCDE (base 100), à l'Afrique, et à des pays concurrents pour l'approvisionnement de l'Europe en produits à base de bois tropicaux (le Ghana et la Malaisie) (d'après « Doing business in 2005 » publié par la Banque Mondiale)	68
Figure 25 : Rigidité financière des entreprises du Cameroun par rapport à des entreprises situées dans des pays avec des délais de remboursement de TVA inférieurs	69
Figure 26 : Rigidité financière supplémentaire associée à la transformation au Cameroun par rapport à la transformation en Asie ou en Europe	69
Figure 27 : Évolution des coûts de l'électricité industrielle au Cameroun, en Francs CFA/Kw	70
Figure 28 : Carte des flux de bois informels sortis par l'axe de Ndjamen, sur une période de 3 mois en 2005 (d'après l'enquête CIRAD de Koffi Yeboah)	72
Figure 29 : Evolution en fonction de la distance des coûts de revient et des prix de vente des bois informels sortis par l'axe de Ndjamen, sur une période de 3 mois en 2005 (d'après l'enquête CIRAD de Koffi Yeboah)	73
Figure 30 : Ventes de matériel et de service pour des camions et machines du secteur forestier, en % du Chiffre d'Affaire de Tractafrique en 2000 (Source : Mr Petit, Société Tractafrique, Douala)	74
Figure 31 : Cas de figures représentatifs des coûts de revient de la transformation du bois au Cameroun	75
Figure 32 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant une contraction industrielle (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)	76
Figure 33 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi d'attendre en procédant à des pertes compensées par une maison mère (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)	76
Figure 34 : Évolution de la rentabilité d'entreprises ayant choisi de s'adapter en procédant à des exploitations non rentables ou à pertes pour étaler le poids de la RFA sur plus de volume (rentabilité exprimée en % du chiffre d'affaire)	77

Figure 35 : Typologie des rentabilités réelles des entreprises du secteur forestier du Cameroun (le cas « normal » n'existe à notre connaissance au Cameroun que dans un seul cas spécifique de marché niche non reproductible)	78
Figure 36 : Étude de cas de rentabilité de quelques essences de promotion	79
Figure 37 : Exemple de création de rentrées fiscales par défiscalisation d'une essence trop peu rentable pour être exploitée	79
Figure 38 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous	82
Figure 39 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli	82
Figure 40 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé	83
Figure 41 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois peu dense, type Ayous	83
Figure 42 : Coût du transport jusqu'à Douala de débités de bois moyennement dense, type Sapelli	84
Figure 43 : Coût du transport jusqu'à Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé	84
Figure 44 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois peu dense, type Ayous	85
Figure 45 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois moyennement dense, type Sapelli	85
Figure 46 : Coût du transport UFA - Douala de grumes de bois très dense, type Okan, Tali, Azobé	86
Figure 47 : Schéma d'une filière bois théorique normale, avec en annotations rouges, les spécificités du Cameroun (secteur artisanal informel, pas de secteur semi-artisanal)	88
Figure 48 : Évolutions respectives de la consommation intérieure et des exportations de bois scié depuis 1993.	
Source : statistiques OIBT	96

Liste des tableaux

Tableau 1 : Production de grumes (en m ³) - sources : SIGIF, PSRF, DOUANES	20
Tableau 2 : Provenance théorique du bois d'œuvre à partir des titres de surface	20
Tableau 3 : Évolution des récoltes sur quinze ans (en m ³ et en pourcentage du total récolté) – source : MINEF et SIGIF	22
Tableau 4 : Surfaces légalement ouvertes à la coupe dans l'année (hectares).....	23
Tableau 5 : Exemple 1 de l'impact des remontées de DME dans une UFA.....	24
Tableau 6 : Exemple 2 de l'impact des remontées de DME dans une UFA.....	24
Tableau 7 : Comparaison entre le volume autorisé à la coupe après inventaire d'exploitation et volume abattu reporté sur les DF 10.....	25
Tableau 8 : Exemple de la différence entre volume autorisé et volume abattu (DF 10) sur une concession.....	26
Tableau 9 : Acheteurs de bois camerounais en grumes en 2004 et 2005.....	28
Tableau 10 : Acheteurs de sciages camerounais en 2004 et 2005.....	28
Tableau 11 : Évolution des exportations de produits en bois depuis 1998.....	30
Tableau 12 : Les principaux partenariats entre les entreprises et les attributaires.....	35
Tableau 13 : Partenariats commerciaux (non exhaustif) et stratégies d'approvisionnement.....	39
Tableau 14 : nombre d'employés des entreprises étudiées du secteur formel (enquête par questionnaire et extrapolation).....	40
Tableau 15 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel selon les données de l'INS.....	40
Tableau 16 : Répartition par catégorie socioprofessionnelle (année 2004, source INS)	40
Tableau 17 : Évolution de l'emploi dans le secteur informel selon les données de l'INS.....	41
Tableau 18 : Rendement fiscal du bois exporté (fiscalité forestière) ramené en EBR.....	41
Tableau 19 : Évolution de la valeur unitaire des exportations ramenées en EBR.....	41
Tableau 20 : Évolution du contenu en emploi et de la productivité apparente du travail.....	42
Tableau 21 : Évolution du poids des exportations de bois dans les exportations camerounaises	42
Tableau 22 : Évolution de la valeur ajoutée brute entre 2000 et 2004 en FCFA courants	43
Tableau 23 : de la valeur ajoutée brute entre 2000 et 2004 en FCFA constants (valeur 2000).....	43
Tableau 24 : Évolution de la contribution du secteur forestier à la formation du PIB.....	43
Tableau 25 : fiscalité forestière recouvrée depuis 1991/92	47
Tableau 26 : comparaison entre la valeur des taxes d'entrée usine théoriquement due et les sommes collectées.....	48
Tableau 27 : comparaison entre la valeur des taxes d'abattage théoriquement due et les sommes collectées	49
Tableau 28 : Évolution théorique de la pression fiscale.....	56
Tableau 29 : Essai de comparaison des niveaux de pression fiscale spécifique (fiscalité forestière) dans les pays forestiers voisins du Cameroun (données 2004)	57
Tableau 30 : gamme des coûts de transport du bois, en Francs CFA/m ³ /km	81
Tableau 31 : Évolution des montants collectés de RFA (100% de la redevance).....	101
Tableau 32 : Répartition des quotes-parts de RFA par nombre de communes.....	102
Tableau 33 : Nombre de communes par province	106
Tableau 34 : Les forêts communales et les autres titres en 2004.....	107
Tableau 35 Situation du classement des communes forestières.....	107